



CHAMBRE DES COMMUNES
HOUSE OF COMMONS
CANADA

44^e LÉGISLATURE, 1^{re} SESSION

Débats de la Chambre des communes

Compte rendu officiel
(Hansard)

Volume 151 N° 021
Le mardi 1^{er} février 2022

Présidence de l'honorable Anthony Rota



TABLE DES MATIÈRES

(La table des matières quotidienne des délibérations se trouve à la fin du présent numéro.)

CHAMBRE DES COMMUNES

Le mardi 1^{er} février 2022

La séance est ouverte à 10 heures.

Prière

AFFAIRES COURANTES

• (1000)

[Français]

LES RAPPORTS SUR LES RÉSULTATS MINISTÉRIELS 2020-2021

L'hon. Mona Fortier (présidente du Conseil du Trésor, Lib.): Monsieur le Président, j'ai l'honneur de déposer, dans les deux langues officielles, au nom des 88 ministères et agences, les rapports sur les résultats ministériels pour l'exercice 2020-2021.

* * *

[Traduction]

LES COMITÉS DE LA CHAMBRE

RESSOURCES NATURELLES

M. John Aldag (Cloverdale—Langley City, Lib.): Monsieur le Président, j'ai l'honneur de présenter, dans les deux langues officielles, les deux rapports suivants du Comité permanent des ressources naturelles. Le premier rapport est intitulé « De l'exploration minérale à la fabrication de pointe: développer les chaînes de valeur pour les minéraux critiques au Canada », et le deuxième rapport s'intitule « La relance économique du secteur forestier au Canada: verte et inclusive ».

Conformément à l'article 109 du Règlement, le Comité demande que le gouvernement dépose une réponse globale à chacun de ces rapports.

* * *

PÉTITIONS

LES AFFAIRES AUTOCHTONES

Mme Elizabeth May (Saanich—Gulf Islands, PV): Monsieur le Président, c'est un honneur de prendre la parole à distance aujourd'hui pour présenter une pétition.

Les pétitionnaires citent la Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones et demandent que l'on applique ses principes au conflit qui secoue actuellement le territoire des Wet'suwet'en, en précisant que les chefs héréditaires, qui ont été reconnus comme les dirigeants légitimes de la nation par la Cour suprême du Canada dans la décision Delgamuukw, ont refusé que la construction d'un gazoduc pour le gaz naturel extrait par fracturation se

poursuive sur leur territoire. Ils continuent de s'y opposer et d'être opprimés par des interventions policières.

Les pétitionnaires demandent au gouvernement de reconnaître la Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones, et d'intervenir pour protéger le territoire des Wet'suwet'en et l'intégrité de sa souveraineté.

LA TRAITE DES PERSONNES

M. Brad Vis (Mission—Matsqui—Fraser Canyon, PCC): Monsieur le Président, j'ai deux pétitions à déposer aujourd'hui.

La première porte sur le 20^e rapport sur la traite des personnes du département d'État américain, qui indique que le Canada respecte les normes minimales relatives à l'élimination de la traite. Il note aussi que tous les ordres de gouvernement ont été incapables de collaborer à la recherche d'une solution.

Les habitants de ma circonscription exhortent le gouvernement fédéral à suivre les recommandations de ce rapport en renforçant l'application proactive de la loi, en formant les procureurs et les juges, et en établissant des partenariats avec des organismes privés de lutte contre la traite des personnes.

• (1005)

L'AFGHANISTAN

M. Brad Vis (Mission—Matsqui—Fraser Canyon, PCC): Monsieur le Président, ma deuxième pétition porte sur l'Afghanistan.

La capitale de ce pays est tombée aux mains des talibans le jour même où le premier ministre a déclenché les dernières élections fédérales. Bon nombre de nos valeureux alliés afghans ont été laissés derrière dans le chaos qui régnait durant l'évacuation.

Les habitants de ma circonscription demandent au gouvernement du Canada de former un partenariat avec le Réseau de transition des vétérans et d'autres organismes afin d'entreprendre davantage d'efforts d'évacuation et de veiller à ce que nos alliés qui sont toujours en Afghanistan parviennent à trouver un nouveau foyer sûr au Canada.

LES OPIOÏDES

M. Gord Johns (Courtenay—Alberni, NPD): Monsieur le Président, c'est un honneur de déposer aujourd'hui une pétition portant sur la crise des surdoses et les surdoses causées par des opioïdes contaminés au fentanyl qui auraient pu être évitées. Cette pétition arrive à point nommé, car des gens ont perdu la vie dans ma communauté cette fin de semaine à cause de drogues contaminées.

Privilège

Les pétitionnaires, qui vivent à Port Alberni, demandent au gouvernement de déclarer que la crise actuelle de surdoses et d'empoisonnements au fentanyl constitue une urgence nationale de santé publique aux termes de la Loi sur les mesures d'urgence afin de gérer adéquatement la situation et d'affecter les ressources appropriées dans le but de réduire et d'éliminer les décès qui peuvent être évités. Ils souhaitent une réforme des politiques sur les drogues afin de décriminaliser la possession pour usage personnel et de créer de toute urgence un système permettant aux gens qui consomment des substances pour en faire l'expérience, dans un but récréatif ou de manière chronique, de se procurer ces substances sans qu'elles aient été frelatées et sans qu'elles les exposent au risque d'une surdose résultant de la contamination avec un produit dangereux.

* * *

QUESTIONS AU FEUILLETON

M. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, je demande que toutes les questions restent au Feuilleton.

Le Président: D'accord?

Des voix: D'accord.

* * *

[Français]

PRIVILÈGE

LA PRÉSUMÉE DIVULGATION PRÉMATURÉE DU PROJET DE LOI C-10

M. Gérard Deltell (Louis-Saint-Laurent, PCC): Monsieur le Président, je suis bien heureux de prendre part au débat d'aujourd'hui.

Toutefois, je souhaite soulever une préoccupation très sérieuse concernant ce que nous appelons, dans notre jargon, une question de privilège.

[Traduction]

Je soulève une question de privilège concernant la divulgation prématurée du contenu du projet de loi C-10, Loi concernant certaines mesures liées à la COVID-19, par le premier ministre lui-même, alors qu'il était en avis et qu'il n'avait pas encore été déposé à la Chambre des communes. Samedi, un Feuilleton spécial a été publié contenant l'avis pour le projet de loi C-10.

[Français]

Comme on le sait, selon notre Règlement, les avis concernant les projets de loi doivent être très succincts. Dans le cas présent, ce l'était. On pouvait lire qu'il s'agissait du projet de loi C-10, de même que son titre.

Hier, le premier ministre a tenu une conférence de presse à midi devant la porte de sa maison. D'ailleurs, nous avons pu voir que, malgré le fait que lui et ses deux enfants soient atteints de la COVID-19, il se porte bien. C'est tant mieux.

Toutefois, dans ses propos et ses commentaires concernant le projet de loi C-10, il est allé beaucoup plus loin que ce qui était écrit dans l'avis.

[Traduction]

Dans un article publié par CTV après la conférence de presse, l'auteur note que le premier ministre a fourni un peu plus de détails sur le contenu du projet de loi en plus de son titre. Ces détails sont

les suivants: « Nous présenterons un projet de loi visant à nous permettre de continuer à fournir le plus grand nombre possible de tests rapides aux provinces et aux territoires. »

[Français]

Hier, lors des affaires courantes, à la suite de la période des questions, après la conférence de presse du premier ministre, le projet de loi C-10 a été déposé. À cet instant, nous et tous les Canadiens avons constaté que ce qu'avait dit le premier ministre était exactement ce que l'on retrouvait dans le projet de loi.

[Traduction]

Le projet de loi autorise le ministre de la Santé à effectuer des paiements sur le Trésor relatifs à des tests de la maladie à coronavirus 2019, bien connue sous le nom de COVID-19, jusqu'à concurrence de 2,5 milliards de dollars. Il l'autorise également à transférer des tests de la COVID-19 et des instruments servant à l'utilisation de ces tests aux provinces, aux territoires, ainsi qu'à des organismes et personnes au Canada.

• (1010)

[Français]

Le premier ministre a parlé du projet de loi C-10 en détail à la conférence de presse avant que le projet de loi soit déposé. Il s'agit pour nous d'un abus de confiance relativement aux règles qui nous gouvernent.

[Traduction]

Le comportement irrespectueux du premier ministre envers le Parlement dépasse la simple divulgation prématurée d'un projet de loi. Le premier ministre a perdu tellement de temps en prorogeant le Parlement et en déclenchant une élection générale — qui s'est avérée onéreuse et inutile — qu'il tente de se rattraper en misant sur la collaboration de l'opposition afin de faire adopter rapidement son projet de loi.

Dans une tentative de montrer sa bonne volonté, son leader parlementaire a fourni des exemplaires frappés d'embargo aux leaders parlementaires de l'opposition. Pour sa part, mon parti — ainsi que tous les partis de l'opposition —, a respecté l'obligation de ne pas commenter publiquement le projet de loi. C'est la bonne façon de faire. Malheureusement, hier, le premier ministre n'a pas respecté cette procédure.

[Français]

Le 10 mars 2020, vous vous êtes prononcé sur la divulgation prématurée du projet de loi C-7 concernant l'aide médicale à mourir. Vous avez dit:

[...] à la lecture de l'article de La Presse canadienne portant sur le projet de loi C-7 sur l'aide médicale à mourir, et en l'absence de quelque explication contraire, je dois conclure que les sources anonymes mentionnées étaient bien au courant de nos us et coutumes et ont délibérément choisi de les ignorer. Il m'apparaît clair que le contenu du projet de loi a été divulgué prématurément, alors qu'il était en avis et qu'il n'avait pas encore été déposé à la Chambre.

[...]

La règle entourant la confidentialité des projets de loi en avis existe pour assurer que les députés, à titre de législateurs, sont les premiers à en prendre connaissance au moment de leur dépôt. Même s'il est tout à fait légitime de faire des consultations durant l'élaboration d'un projet de loi ou encore d'annoncer l'intention de déposer un projet de loi en référant à son titre public disponible au Feuilleton et au Feuilleton des avis, il est défendu de dévoiler les mesures spécifiques contenues dans un projet de loi dès sa mise en avis.

Priviège

Le 19 avril 2016, le Président a conclu qu'il existait, à première vue, une question de privilège concernant un projet de loi similaire, soit le projet de loi C-14, Loi modifiant le Code criminel et apportant des modifications connexes à d'autres lois (aide médicale à mourir). Il a dit:

Comme les honorables députés le savent, l'une des plus importantes responsabilités de la présidence consiste à protéger les droits et les privilèges individuels et collectifs des députés. L'affaire qui retient notre attention aujourd'hui repose essentiellement sur le fait que la Chambre, vu le rôle clé qu'elle joue dans le processus législatif, ne saurait permettre que des détails précis des mesures législatives soient communiquées à qui que ce soit avant que les députés en aient pris connaissance. Les Présidents précédents ont à maintes reprises confirmé ce qui constitue non seulement un droit, mais aussi une attente de la Chambre.

[Traduction]

Le 19 mars 2001, une autre question de privilège a été soulevée concernant le fait que les médias avaient obtenu des renseignements sur un projet de loi avant les députés. Le Président Milliken, à la page 1840 des Débats de la Chambre des communes, a déclaré ce qui suit:

Pour préparer ses mesures législatives, le gouvernement peut souhaiter tenir de larges consultations, et il est tout à fait libre de le faire. Mais lorsqu'il s'agit de documents à présenter au Parlement, la Chambre doit avoir préséance. Une fois qu'un projet de loi est inscrit au Feuilleton, le fait qu'il ait été présenté sous une forme différente lors d'une autre session du Parlement est sans rapport et la mesure est considérée comme nouvelle. La convention de la confidentialité des projets de loi inscrits au Feuilleton est nécessaire non seulement pour que les députés eux-mêmes soient bien informés, mais aussi en raison du rôle capital que la Chambre joue, et doit jouer, dans les affaires du pays.

À cette époque, la présidence a conclu qu'il y avait eu un autre cas d'outrage le 15 octobre 2001, lorsque les médias avaient été informés du contenu d'un projet de loi avant que celui-ci ne soit déposé à la Chambre des communes. Les précédents sont très clairs à ce sujet. Le premier ministre a commis un outrage à la Chambre en divulguant des détails sur le contenu du projet de loi C-10, alors qu'il était en avis et qu'il n'avait pas encore été déposé à la Chambre.

Pour conclure, j'aimerais souligner que le sujet des tests de dépistage de la COVID a été abordé pendant la première série de questions de la première période de questions à laquelle le chef de mon parti a participé en septembre 2020, lorsqu'il est devenu chef de l'opposition officielle. Cette affaire est vraiment sérieuse et nous avons à cœur cette situation. Il a peut-être fallu du temps au premier ministre pour comprendre, et je suis conscient qu'il a maintenant besoin d'aide pour faire avancer les choses, mais il ne se rend pas service en se moquant des privilèges de la Chambre et de la bonne volonté des partis de l'opposition en jouant selon ses propres règles.

Cette habitude lui a déjà causé des problèmes. À plus d'une occasion, elle lui a valu des ennuis avec le commissaire à l'éthique qui, en 2019, a conclu qu'il avait enfreint les règles d'éthique. En 2018, le premier ministre a tenté de nuire à une décision des procureurs fédéraux visant une société de construction, le groupe SNC-Lavalin, qui devait subir un procès pour corruption. En décembre 2017, la commissaire à l'éthique de l'époque a aussi blâmé le premier ministre, jugeant qu'il avait enfreint les règles sur les conflits d'intérêts en acceptant de se rendre en vacances sur l'île privée de l'Aga Khan en 2016.

Je pourrais continuer longtemps, mais, pour en venir rapidement au fait et arriver à résoudre cette affaire, je vous demande, madame la Présidente, de conclure qu'il s'agit d'une question de privilège fondée de prime abord. Je suis prêt à présenter la motion appropriée.

• (1015)

M. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Madame la Présidente, nous examinerons la question mentionnée par le député et nous en reparlerons à la Chambre dans les meilleurs délais.

[Français]

M. Alain Therrien (La Prairie, BQ): Madame la Présidente, je voudrais vous mentionner que le Bloc québécois se réserve le droit de réplique à la question de privilège de mon valeureux collègue le leader de l'opposition officielle.

M. Peter Julian (New Westminster—Burnaby, NDP): Madame la Présidente, je suis tout à fait d'accord avec mon collègue de Louis-Saint-Laurent. Pendant ce Parlement minoritaire, la pratique selon laquelle on distribue des documents de projet de loi sous embargo est quelque chose qui a aidé fortement la Chambre dans son travail. En même temps, il faut dire que le leader parlementaire du Parti conservateur a tout à fait raison.

Tous les partis de l'opposition ont complètement respecté l'embargo sur les documents reçus. Prendre connaissance d'un projet de loi avant qu'il soit déposé est une façon de faire notre travail et de bien le faire. Nous nous en sommes tenus rigoureusement à cette discipline de ne jamais rien divulguer. Toutefois, ce qui s'applique aux partis de l'opposition s'applique aussi au parti du gouvernement. Il faut que le gouvernement respecte les mêmes règles que les partis de l'opposition doivent respecter.

Je vais regarder la conférence de presse et nous nous réservons le droit de revenir sur ce point-là. C'est un point important et fondamental. Le gouvernement ne devrait pas divulguer ce que les partis de l'opposition ne peuvent pas divulguer non plus et, dans tous les cas, le Parlement doit être respecté.

La vice-présidente adjointe (Mme Alexandra Mendès): L'honorable députée de Saanich—Gulf Islands souhaite-t-elle intervenir sur la question de privilège?

[Traduction]

Mme Elizabeth May (Saanich—Gulf Islands, PV): Madame la Présidente, au nom du Parti vert du Canada, je suis tout à fait d'accord avec les points qui ont été soulevés, particulièrement ceux que vient de mentionner le député de New Westminster—Burnaby. Cette pratique nous est utile, particulièrement dans le contexte de l'approche souple et novatrice que nous avons dû adopter pendant la pandémie.

Il s'est avéré essentiel d'avoir accès aux projets de loi sous embargo, et la situation est différente de celle où d'autres projets de loi étaient distribués sous embargo avant la première lecture. Rappelons qu'en mars 2020, le ministre des Finances de l'époque a présenté un projet de loi dont certaines dispositions choquaient même les députés libéraux. Le texte a été modifié rapidement, et on a donc pu apporter un changement substantiel à cette mesure législative avant même la première lecture.

Il est important de pouvoir respecter les embargos, comme le veut la tradition, tout en distribuant les projets de loi d'une façon qui nous permet, à tous, d'avancer de façon créative, constructive et positive. Le gouvernement n'a pas le droit de faire fi de ces embargos.

L'Adresse

Pour le moment, je ne sais pas si je voudrai ajouter autre chose, mais, au fil de l'évolution de ce dossier et lorsque j'aurai revu la conférence de presse du premier ministre, nous aurons peut-être plus de commentaires à formuler. Le leader à la Chambre de l'opposition officielle a décidé de soulever un principe important.

[Français]

La vice-présidente adjointe (Mme Alexandra Mendès): Comme le veut la tradition, nous prendrons la question en délibéré et ferons part de notre décision au député de Louis-Saint-Laurent dès que possible.

LE DISCOURS DU TRÔNE

• (1020)

[Traduction]

REPRISE DU DÉBAT SUR L'ADRESSE EN RÉPONSE

La Chambre reprend l'étude, interrompue le 31 janvier, de la motion portant qu'une adresse soit présentée à Son Excellence la gouverneure générale en réponse au discours qu'elle a présenté à l'ouverture de la session.

M. Terry Beech (secrétaire parlementaire de la vice-première ministre et ministre des Finances, Lib.): Madame la Présidente, je vais partager mon temps de parole avec mon collègue le député de Surrey-Centre.

Je suis ravi d'être de retour dans la capitale nationale et de pouvoir parler du discours du Trône.

Depuis deux ans, les Canadiens font montre d'une grande résilience et leur ingéniosité a franchement de quoi impressionner. Le gouvernement, de son côté, n'a ménagé aucun effort pour fournir aux familles, aux entreprises et aux autres gouvernements les outils et les ressources dont ils avaient besoin. Nous avons déployé une gamme jamais vue de programmes d'aide pour l'ensemble des secteurs d'activité du pays. Pour tout dire, pour chaque tranche de 10 \$ consacrés à la lutte contre la pandémie, 8 provenaient du gouvernement fédéral. C'était la chose à faire, et nous avons pu profiter de la cote de crédit triple A du Canada pour emprunter les sommes nécessaires à un coût nettement inférieur à ce qu'ont dû assumer les autres ordres de gouvernement, les ménages et les entreprises.

Ces programmes ont eu l'effet escompté. Parce que nous avons tout fait pour que les Canadiens demeurent en bonne santé, le pays a récupéré 108 % des emplois perdus depuis le début de la pandémie. Aux États-Unis, ce taux est d'à peine 84 %. Les Canadiens ont épargné davantage, et le pays compte davantage d'entreprises qu'au début de la pandémie.

Il n'y a donc rien d'étonnant à ce que la priorité soit de mener à terme la lutte contre la COVID-19. La pandémie a justifié la majorité des nouvelles dépenses figurant dans l'énoncé économique du gouvernement, avec les investissements visant à favoriser la réconciliation avec les Autochtones et les dégâts causés par les inondations en Colombie-Britannique.

Notre avenir économique, social et environnemental dépend des choix que nous faisons aujourd'hui. Si je suis décidé à mener ce combat aux côtés de tous les députés, c'est essentiellement parce que je veux bâtir un avenir meilleur pour nos enfants et nos petits-enfants.

Depuis le début, nous avons donné la priorité à la santé. Cette stratégie qui a permis de sauver des vies a contribué en grande partie à la reprise économique. Notre PIB a connu une hausse considérable et notre excédent commercial vient d'atteindre des sommets inégalés depuis 13 ans.

Toutefois, nous ne pouvons parler de croissance économique sans aborder notre plan de lutte contre les changements climatiques. Les inondations et les feux de forêt dévastateurs en Colombie-Britannique nous rappellent brutalement que les changements climatiques ne sont pas une fiction et qu'ils viennent avec des souffrances et un coût réels.

Le Canada doit être un chef de file mondial dans ce combat. Des mesures encore plus audacieuses s'imposent. Notre plan ambitieux de lutte contre les changements climatiques, intitulé « Un environnement sain et une économie saine », est un programme structuré de calibre mondial qui permettra de faire croître notre économie de façon durable et de dépasser nos cibles de lutte contre les changements climatiques.

Nous mettrons fin aux subventions destinées au secteur des combustibles fossiles et miserons sur une économie verte. Nous sommes déjà engagés à verser plus de 100 milliards de dollars. Nous avons aussi mis un prix sur le carbone et investi dans un cadre national de transport électrique qui, pour la première fois, permet à des Canadiens de rouler de l'île de Vancouver à l'île-du-Prince-Édouard en véhicule électrique.

Les Canadiens veulent qu'on en fasse plus, plus vite. Pour avoir une économie forte, il faut des citoyens en santé, et cela repose sur la qualité de l'air, du sol et de l'eau. Nous devons protéger et restaurer notre biodiversité tout en éliminant les déchets plastiques de nos océans et en veillant au rétablissement de nos espèces sauvages emblématiques comme le saumon du Pacifique qui nous est si cher.

Je suis à l'aise de dire que notre gouvernement est le plus ambitieux de l'histoire canadienne pour ce qui est du dossier de l'environnement, et j'invite quiconque veut approfondir le sujet à aller lire mon rapport complet sur l'environnement et le changement climatique au terrybeechmp.ca/reports.

Après avoir consacré autant de temps à l'environnement et la lutte au changement climatique, je trouve important d'insister auprès des Canadiens et des députés sur l'urgence de mettre l'accent sur la santé de nos océans et de nos écosystèmes marins.

Nous avons lancé un plan de protection des océans qui a permis de déployer de nouvelles ressources sur la côte de la Colombie-Britannique. De vastes étendues d'océan qui n'étaient ni surveillées ni protégées auparavant ont maintenant des ressources affectées à cette fin. Pour ce qui est des zones de protection marine, domaine dans lequel la Colombie-Britannique est chef de file, nous avons agrandi la superficie totale jusqu'à 14 % aujourd'hui alors qu'elle représentait moins de 1 % en 2015. Nous veillerons à ce que 30 % de toutes les aires marines et terrestres soient protégées d'ici 2030.

L'Adresse

De plus, nous avons fait des investissements records pour la protection de la biodiversité et le remaniement de la Loi sur les océans et de la Loi sur les pêches afin d'inclure dans la législation des mesures de protection modernes s'appliquant d'un océan à l'autre. Nous avons investi 647 millions de dollars dans la stratégie pour conserver et rétablir les stocks de saumon sauvage du Pacifique et leurs habitats. De toute l'histoire canadienne, il s'agit de l'investissement le plus considérable pour une espèce donnée parce qu'il est nécessaire de veiller au rétablissement de la pêche au saumon sauvage dans l'intérêt des générations futures.

Bien franchement, le statu quo est inacceptable. À défaut d'intervenir, il y aurait en une seule génération davantage de plastique dans l'océan que de biomasse. En premier lieu, nous devons bâtir une économie circulaire qui empêche que le plastique pollue les écosystèmes marins et nous devons retirer le plastique qui s'y trouve déjà.

Faisons davantage. Soyons plus audacieux, agissons plus vite et bâtissons l'économie de demain dès aujourd'hui. Faire moins reviendrait à nous pénaliser nous-mêmes ainsi que les générations futures.

• (1025)

Alors que je parle des mesures à prendre aujourd'hui pour les générations à venir, je ne peux passer sous silence la question du logement abordable. Il s'agit du problème qu'on évite d'aborder dans toutes les discussions sur l'économie ou la qualité de vie dans le Grand Vancouver. Quand on se penche sur ce problème, il importe de comprendre que le gouvernement fédéral n'est pratiquement pas intervenu dans le dossier du logement au Canada pendant près de 30 ans jusqu'à l'arrivée au pouvoir de notre gouvernement en 2015. Depuis, nous avons élaboré une Stratégie nationale sur le logement de 72 milliards de dollars et nous avons décidé d'investir dans le logement abordable, tout en fournissant les outils nécessaires pour soutenir l'abordabilité dans le secteur.

Nous avons également investi dans l'infrastructure de transport en commun, qui constitue un outil crucial pour permettre aux municipalités d'accroître l'offre dans les collectivités. Ces investissements ont également accéléré la réalisation de certains projets de transport en commun, notamment la ligne de transport rapide partant du terminus du SeaBus à North Vancouver, et passant par le pont Second Narrows, l'intersection Hastings et Willingdon, le sud de la rue Willingdon, pour arriver au quartier Metrotown. Ce projet et cet itinéraire dont je fais la promotion depuis de nombreuses années jouissent maintenant de l'appui de députés provinciaux, des administrations locales et des Premières Nations.

En matière de logement, aux dernières élections, nous nous sommes engagés à mettre en œuvre des dizaines d'initiatives supplémentaires ayant trois objectifs principaux. Le premier consiste évidemment à construire plus de logements. Le deuxième consiste à limiter la demande en dissuadant les gens de se servir des logements comme d'un actif d'investissement pour qu'ils s'en servent plutôt comme lieu de résidence. Le troisième consiste à offrir plus de façons d'accéder à la propriété et à faire en sorte qu'il soit plus facile pour les locataires d'avoir un logement à proximité de leur lieu de travail.

Il ne s'agit pas seulement de construire des logements. Il faut aussi bâtir des collectivités. Ces investissements nous offrent plus de souplesse pour aménager plus de centres régionaux et utiliser les fonds publics plus efficacement. Bien que la stratégie sur le loge-

ment de 72 milliards de dollars soit un bon début, les investissements supplémentaires dans les nouveaux autobus, les SkyTrains, et même un nouveau SeaBus, font aussi partie des solutions en matière de logement.

On ne peut pas parler de bâtir des collectivités plus viables sans parler des besoins en services de garde abordables. Même si une famille de Burnaby ou de North Vancouver réussit à trouver une place en garderie, le coût est souvent exorbitant. Les économistes conviennent que l'accélération de la relance économique après la pandémie de COVID-19 doit passer par des investissements pour soutenir les familles, et plus particulièrement les femmes.

J'ai parlé de cette question avec un groupe de mères de North Burnaby sur Facebook, et des centaines de parents ont relayé des renseignements incroyablement utiles dont la ministre a pu se servir pour élaborer le programme. La Colombie-Britannique a été la première province à confirmer sa participation au cadre national que nous avons proposé et qui créera des dizaines de milliers de nouvelles places, en plus de réduire le coût des services de garde de 50 % en moins d'un an. D'ici cinq ans, le coût continuera de diminuer jusqu'à ce qu'il atteigne 10 \$ par jour.

Ce programme est un excellent complément à l'Allocation canadienne pour enfants, qui a permis de sortir 300 000 enfants de la pauvreté et qui a contribué à amener le taux de pauvreté au pays à un niveau historiquement bas. Ce programme inclusif pour des services abordables de qualité permettra aux familles de prendre des décisions en toute connaissance de cause au sujet des services de garde et aux parents de réintégrer le marché du travail à leur convenance.

En outre, nous créerons de nouvelles occasions et un avenir plus radieux pour une nouvelle génération d'enfants canadiens qui seront mieux outillés pour apporter une contribution importante à l'économie du pays et améliorer leur sort et celui de leur future famille. La vice-première ministre a parlé de l'avènement d'une génération de super jeunes Canadiens, et je suis tout à fait d'accord avec elle.

Je rappelle aux députés que, avant la pandémie, le gouvernement avait réduit le coût du service de la dette et amené le taux de pauvreté à un niveau historiquement bas depuis qu'il est mesuré tout en faisant croître l'économie, en investissant dans le logement et en luttant contre les changements climatiques. Il faut en finir avec la COVID et passer aux choses qui ont aidé le Canada à obtenir un des plus hauts niveaux de vie dans le monde.

Malgré les défis que la planète a eu à relever ces deux dernières années et qui seront là encore pendant plusieurs années, je suis très optimiste quant à la place du Canada dans le monde et à sa capacité à créer une économie et une société offrant de multiples possibilités aux générations futures. Je suis impatient de collaborer avec les députés de tous les partis et avec les Canadiens de toutes les régions de ce magnifique pays afin de créer un avenir positif.

Mme Marilyn Gladu (Sarnia—Lambton, PCC): Madame la Présidente, on a rapporté récemment que parmi les pays les plus endettés, le Canada se trouve juste derrière la Grèce.

Que prévoit faire le gouvernement pour s'attaquer à la dette gigantesque de notre pays et à l'inflation qui sévit actuellement?

M. Terry Beech: Madame la Présidente, la députée a été la première à commenter mon travail après que nous avons tous les deux été élus pour la première fois en 2015. Nous avons appris à bien nous connaître.

L'Adresse

Le gouvernement s'est employé à abaisser le ratio dette-PIB à chaque année depuis qu'il est au pouvoir. Ainsi, nous avons été en mesure d'assumer les coûts astronomiques liés à la pandémie, ce qui était la chose à faire. Grâce à notre cote de crédit AAA et à notre prudence financière, nous avons pu assumer ces coûts en empruntant à un taux nettement inférieur à celui qui est offert aux familles et aux petites entreprises. Ce taux était même inférieur à celui que les provinces auraient pu obtenir. Je suis heureux de signaler que, grâce à cet investissement, le taux d'emploi est maintenant à 108 % de ce qu'il était avant la pandémie, et nous avons conservé notre cote de crédit AAA.

• (1030)

[Français]

Mme Julie Vignola (Beauport—Limoilou, BQ): Madame la Présidente, lorsqu'on veut avancer en tant que société, il est important de faire le constat de ce qu'on a et vers où on veut aller. Le discours du Trône va en partie dans ce sens, ce qui est bien.

Cependant, il y a de grandes omissions. Prenons l'exemple des aînés. Ils bénéficient actuellement d'une hausse de 7 \$ par mois. Depuis 10 ans, ils ont reçu à peine 89 \$, c'est-à-dire à peu près 9 \$ par année.

Quand les aînés seront-ils une priorité? Leur santé nous tient tous à cœur.

[Traduction]

M. Terry Beech: Madame la Présidente, je suis d'accord avec la députée d'en face: les aînés sont prioritaires et on doit leur accorder la priorité. En fait, les aînés sont une priorité pour le gouvernement depuis son arrivée au pouvoir.

Je rappelle à la députée que, durant la pandémie de COVID, un paiement unique de 500 \$ a été versé pour assurer aux personnes âgées les plus vulnérables les ressources nécessaires quand elles en avaient besoin. Le gouvernement actuel a aussi augmenté les prestations de Sécurité de la vieillesse de plus de 10 %. Je rappelle également à la députée que le gouvernement actuel a ramené l'âge d'admissibilité aux prestations de retraite de 67 à 65 ans, ce qui a permis à des aînés de partout au pays de toucher des milliers de dollars à la veille de leur retraite.

M. Gord Johns (Courtenay—Alberni, NPD): Madame la Présidente, le plan de protection des océans du gouvernement est de calibre mondial, selon le député. Les députés savent qu'il y a eu un déversement de débris marins au large de la côte Ouest en octobre. Ces débris échouent sur les rives et le gouvernement laisse le nettoyage aux soins de l'entrepreneur et de l'entreprise. Les débris sont en train de s'accumuler sur le rivage et de polluer l'écosystème, et l'entreprise brille par son absence. Le fardeau repose maintenant sur les communautés autochtones et les organismes locaux de nettoyage.

Quand le gouvernement compte-t-il remédier à cette lacune? Vaut-il imposer des frais de service écologique sur le transbordement d'unités de fret pour assurer aux communautés locales des fonds pour régler le problème, plutôt que d'attendre que le pollueur s'en charge? De toute évidence, le gouvernement ne prend pas des mesures suffisantes pour résoudre cet énorme problème sur la côte Ouest.

M. Terry Beech: Madame la Présidente, le député de Courtenay—Alberni et moi avons siégé ensemble au comité des pêches, et nous avons de nombreux champs d'intérêt en commun. Je pense en

particulier aux questions touchant les océans et les écosystèmes marins.

Le gouvernement croit au principe du pollueur-payeur. Nous avons modifié les lois canadiennes pour intégrer ce principe. Nous avons modifié la Loi sur les océans et la Loi sur les pêches. En fait, j'ai justement travaillé avec le député en ce sens. Nous avons également investi pour accroître les ressources de la Garde côtière canadienne. Une grande partie de ces mesures relevaient du Plan de protection des océans, qui est sans précédent. Nous avons créé des occasions pour les communautés autochtones de lutter aux côtés de la Garde côtière canadienne. C'est ce que font des organisations comme les services autochtones de garde côtière, qui sont propres à la côte Ouest de la Colombie-Britannique.

Par ailleurs, je m'en voudrais de prendre la parole à la Chambre des communes pour répondre à une question de ce député sans parler des 647 millions de dollars qui ont été investis dans la protection du saumon sauvage. Après tout, j'ai visité sa circonscription précisément pour parler du saumon. Je suis heureux que cet investissement ait été fait et je ne doute pas que le député l'est tout autant.

Mme Elizabeth May (Saanich—Gulf Islands, PV): Madame la Présidente, le député a été élu après s'être engagé à mettre un terme au projet d'oléoduc Trans Mountain. Pourtant, les travaux se poursuivent. À ce stade-ci, le projet va complètement à l'encontre de l'atteinte de l'objectif de l'Accord de Paris visant à ce que l'augmentation de la température moyenne mondiale ne dépasse pas 1,5 degré Celsius. J'aimerais que le député m'explique comment il peut rester sur les banquettes ministérielles alors que les travaux du projet d'expansion de l'oléoduc se poursuivent.

M. Terry Beech: Madame la Présidente, plus que tout autre député, ou presque, j'ai agi avec une très grande transparence dans le dossier de l'oléoduc Trans Mountain. J'ai aussi précisé très clairement les efforts sans précédent déployés par le gouvernement pour combattre les changements climatiques. Nous sommes des chefs de file mondiaux dans ce domaine. Nous avons élaboré l'un des plans les plus avancés au monde pour lutter contre les changements climatiques. Le Canada doit demeurer un chef de file en la matière, ce qui sera possible grâce au gouvernement actuel.

M. Randeep Sarai (Surrey-Centre, Lib.): Madame la Présidente, chers amis et collègues, je suis ravi d'être ici, à la Chambre des communes, pour répondre au discours du Trône.

À cause de la situation sans précédent dans laquelle nous nous trouvons, les Canadiens ont subi de dures épreuves au cours des deux dernières années. La résilience, la compassion et l'incroyable ténacité que j'ai observées me remplissent continuellement d'admiration. Même si nous avons travaillé à distance, dans nos collectivités, pendant une grande partie des deux dernières années, nous avons réussi à abattre un travail très important pour les Canadiens.

Maintenant que nous sommes de retour, je suis impatient de poursuivre notre travail commun au service des Canadiens. Par ailleurs, je veux profiter de l'occasion pour féliciter la très honorable Mary May Simon de sa nomination comme 30^e gouverneure générale du Canada et comme première titulaire autochtone de ce poste, ce qu'on attendait depuis longtemps. Je la félicite d'avoir prononcé son premier discours du Trône.

Passons maintenant au sujet qui nous occupe aujourd'hui. Je suis très fier du bilan du gouvernement pour ces six dernières années. Nous nous sommes attaqués à de grands dossiers qui avaient été mis de côté par les gouvernements précédents, comme le logement, les garderies et bien d'autres encore. Nous poursuivons nos efforts pour rendre le Canada plus égalitaire en remédiant à la discrimination et au racisme systémiques ancrés dans nos institutions. Sans compter que nous devons faire face depuis deux ans à une pandémie mondiale. Avec ce nouveau mandat, les Canadiens ont clairement signifié au gouvernement que la priorité était d'en finir avec la COVID-19 et de poursuivre notre travail pour résoudre les difficultés auxquelles se heurtent les Canadiens au quotidien.

Le gouvernement continuera d'être du bon côté de l'histoire sur ces sujets et bien d'autres alors que nous achevons la lutte contre la pandémie et que nous prenons des mesures décisives pour lutter contre le changement climatique, rendre la vie plus abordable, marcher sur le chemin de la réconciliation, faciliter l'accès à la propriété, créer des emplois et faire croître la classe moyenne. Les Canadiens attendent de nous, en tant que représentants à Ottawa, que nous nous concentrons sur les sujets essentiels et que nous collaborions pour obtenir des résultats qui changent véritablement les choses.

Aujourd'hui, je parlerai de certains thèmes abordés dans le discours du Trône, notamment du logement, des services de garde d'enfants, de la sécurité des collectivités, de la santé mentale et des dépendances. Il s'agit de dossiers particulièrement importants dans Surrey-Centre et dans bien d'autres collectivités au pays.

Le gouvernement est bien décidé à faire en sorte que les Canadiens puissent accéder à un logement sûr. Dans des collectivités qui croissent rapidement comme Surrey-Centre, nous travaillons fort pour bâtir suffisamment de logements pour répondre à la demande d'une population en croissance. Surrey a, en effet, accueilli 74 000 personnes au cours des cinq dernières années.

Depuis 2015, le gouvernement a financé la construction de nouveaux logements abordables à Surrey et partout au pays. Quarante-quatre de ces logements ont notamment été construits en partenariat avec Atira Women's Resource Society, une importante organisation au sein de la collectivité qui vient en aide aux femmes vulnérables. Grâce à un investissement de 16,4 millions de dollars dans l'Initiative pour la création rapide de logements, 105 nouveaux logements abordables seront offerts au total à des gens en situation d'itinérance, aux prises avec un problème de toxicomanie ou de santé mentale ou en quête de bien-être spirituel.

Encore la semaine dernière, le gouvernement a annoncé que plus de 10 000 logements abordables seront construits au Canada grâce à des investissements additionnels dans le deuxième volet de l'Initiative pour la création rapide de logements. Ces investissements qui s'élèvent à 2,5 milliards de dollars sont un excellent exemple de ce qu'on peut accomplir quand tous les échelons de gouvernement — fédéral, provinciaux et territoriaux —, les administrations municipales et les organismes de gouvernance autochtone collaborent pour recenser les priorités dans chacune de nos collectivités.

Le gouvernement libéral s'emploie également, grâce à la création de la toute première Stratégie nationale sur le logement au Canada, à rendre plus accessibles le logement et la propriété à plus de Canadiens. Nous avons créé divers programmes, notamment un incitatif à l'achat d'une première maison plus souple et le Financement de la construction de logements locatifs de la Société canadienne d'hypothèques et de logement. Nous allons également créer un programme

L'Adresse

de location avec option d'achat, de même que réduire les coûts de clôture pour les premiers acheteurs.

J'ajouterais que ma province, la Colombie-Britannique, a été la première au pays à investir pour ses habitants en concluant un accord avec le gouvernement fédéral pour offrir des services de garderie à 10 \$ par jour. Il s'agit d'un investissement de 3,2 milliards de dollars qui non seulement rendra le système d'apprentissage et de garde des jeunes enfants plus accessible à Surrey, mais stimulera également la relance en permettant à plus de parents de retourner sur le marché du travail et de contribuer à la croissance de notre économie. En fait, le tout est déjà en marche, puisque le coût des frais de garde a déjà été réduit de moitié pour les parents en Colombie-Britannique.

● (1035)

Ayant moi-même trois enfants, je me considère chanceux d'avoir pu compter sur l'aide de ma mère et de mes beaux-parents. Or, ce n'est pas le cas pour bien des gens. Nombreux sont ceux qui doivent choisir entre travailler ou rester à la maison pour prendre soin de leurs enfants, un choix que personne ne devrait avoir à faire en raison des coûts.

Peu importe la région du pays où vivent les gens, ils méritent une collectivité sûre. La violence liée aux armes à feu touche de nombreuses collectivités canadiennes, comme Surrey, et sa prévention n'est pas une tâche facile. Surrey compte la plus grande population de jeunes en Colombie-Britannique, mais cela s'accompagne aussi de divers problèmes: violence juvénile, armes à feu, gangs de rue, drogues et toxicomanie. À cet égard, le gouvernement a pris des mesures décisives, notamment en interdisant plus de 1 500 types d'armes d'assaut. Il s'agit aussi de poursuivre les progrès réalisés au chapitre du rachat obligatoire des armes d'assaut et de la collaboration avec les provinces et les territoires qui souhaitent interdire les armes de poing.

Nous avons également adopté un plan d'action national de 10 ans pour lutter contre la violence fondée sur le sexe et nous continuerons d'aider les organismes qui offrent des services essentiels. La province de la Colombie-Britannique reçoit un financement fédéral de plus de 30 millions de dollars pour que les forces de l'ordre soient outillées pour mieux détecter et prévenir les crimes, tout en ayant les ressources nécessaires pour tenir responsables ceux qui méprisent effrontément les lois.

Dans l'énoncé économique de l'automne, nous avons également annoncé que le gouvernement fournira 250 millions de dollars supplémentaires aux municipalités et aux communautés autochtones pour soutenir les programmes communautaires axés sur la prévention et une gamme complète de services. Nous savons que le fait de s'attaquer aux problèmes sociaux et économiques — notamment en matière de logement et d'emploi — afin de créer des possibilités pour les jeunes Canadiens est un élément central de la lutte contre la violence et de la création de collectivités sécuritaires.

L'Adresse

Le gouvernement comprend que nous ne pouvons pas nous contenter de cela. Nous soutenons les groupes communautaires locaux qui connaissent les problèmes particuliers du milieu et nous offrons des stratégies de sortie aux jeunes qui sont déjà impliqués dans des activités de gang, comme le programme de lutte contre les gangs par l'autonomisation des familles de Surrey. Ma collectivité a la chance d'avoir accès à un programme qui vise à prévenir et à combattre la violence liée aux gangs sur son territoire. Le programme SAFE est financé par Sécurité publique Canada et dirigé par la Ville de Surrey. Il dispose d'un budget de 7,5 millions de dollars. SAFE est axé sur l'acquisition d'aptitudes positives face à la vie et le renforcement des liens avec les familles, les écoles et les communautés, et son objectif est d'empêcher les enfants et les jeunes d'adhérer à des gangs. Le programme offre 11 programmes individuels par l'intermédiaire de 10 organismes partenaires. Ces sous-programmes sont conçus pour s'attaquer aux parcours néfastes susceptibles d'entraîner la population et les enfants de Surrey dans la violence des gangs. Le programme devrait sous peu être en mesure d'aider plus de 4 500 jeunes à risque et leurs familles à obtenir le soutien et les services dont ils ont besoin pour rester à l'abri de cette violence.

La pandémie de COVID-19 a accentué les défis auxquels les Canadiens sont confrontés pour soutenir leur santé mentale. Avec des sentiments accrus de stress, de solitude et de tristesse, ces dernières années ont été difficiles. Chaque année, 20 % des Canadiens souffrent d'une maladie mentale ou d'un problème de toxicomanie. Tout au long de la pandémie, nous avons vu ces chiffres augmenter: près de la moitié des Canadiens ont déclaré que leur santé mentale s'était détériorée pendant la pandémie, y compris sept travailleurs de la santé sur dix.

Notre gouvernement comprend que la santé mentale, c'est la santé. Nous travaillons pour aider à mettre fin à la stigmatisation entourant la santé mentale et la recherche de soutien lorsque les gens en ont besoin. Nous avons mis le portail Espace mieux-être à la disposition des Canadiens partout au pays et, plus récemment, l'application Mieux-être, qui donne accès à des outils et à des ressources en matière de santé mentale.

Les investissements liés à la pandémie dans le domaine de la santé mentale comprennent 500 millions de dollars de soutien pendant la pandémie pour les Canadiens ayant des problèmes de santé mentale, d'itinérance et de toxicomanie; 100 millions de dollars pour des interventions en santé mentale pour les LGBTQ+, les jeunes et les personnes âgées touchés par la COVID-19, et 50 millions de dollars pour soutenir les personnes qui risquent de subir un traumatisme lié à la COVID-19 ou des troubles de stress post-traumatique.

Depuis que nous avons formé le gouvernement en 2015, donc avant la pandémie, nous avons fait des investissements dans la santé mentale, notamment en versant 5 milliards de dollars aux provinces et aux territoires pour accroître la disponibilité des soins de santé mentale; 600 millions de dollars pour une stratégie de santé mentale et de mieux-être fondée sur les distinctions pour les services autochtones; 140 millions de dollars pour soutenir les anciens combattants aux prises avec le syndrome de stress post-traumatique; 45 millions de dollars pour des normes nationales de soins de santé mentale et 600 millions de dollars pour lutter contre la crise des opioïdes. Dans de nombreuses communautés, la pandémie de COVID-19 aggrave la crise sanitaire actuelle des surdoses d'opioïdes. Grâce à ces nouvelles mesures, les personnes vulnérables

seront mieux à même d'obtenir le soutien dont elles ont besoin tout en respectant la santé publique.

Il est très agréable de retrouver tous les députés ici, en personne et à distance. Je me réjouis de poursuivre notre travail ensemble au nom des Canadiens afin de concrétiser la vision de notre gouvernement énoncée dans le discours du Trône.

• (1040)

M. Brad Vis (Mission—Matsqui—Fraser Canyon, PCC):

Madame la Présidente, je suis très heureux d'être à la Chambre aujourd'hui. Je remercie mon collègue d'en face, le député de Surrey-Centre, des observations qu'il vient de formuler et de la collaboration dont nous avons fait preuve ces derniers mois à la suite des inondations dévastatrices qui ont ravagé la Colombie-Britannique.

Comme le député le sait, ma circonscription est au cœur de l'agriculture en Colombie-Britannique. À l'heure actuelle, les producteurs de bleuets ont beaucoup de mal à trouver l'aide dont ils ont besoin, tant du gouvernement provincial que du gouvernement fédéral. Certes, un grand nombre se réjouissent des 5 milliards de dollars distribués en fonds d'urgence, ce qui a été une grande réalisation. Maintenant, le député reconnaît-il que nous devons en faire plus pour nos producteurs de bleuets, pour faire ce que font les programmes d'aide financière en cas de catastrophe et les programmes de gestion des risques de l'entreprise, et pour aider les agriculteurs à se rétablir afin de pouvoir cultiver les fruits dont nous avons tous besoin pour vivre en santé?

• (1045)

M. Randeep Sarai: Madame la Présidente, je tiens à dire à mon collègue d'en face que j'ai grandi sur une bleuetière. Chaque été, mes grands-parents maternels et mes oncles cultivent encore des bleuets. Ils ont dû relever des défis et ils connaissent les problèmes qu'un grand nombre de leurs collègues ont connus pendant ce temps, surtout à Abbotsford, ainsi qu'à Mission et à Matsqui. Je peux lui assurer que le gouvernement ne ménagera aucun effort pour les aider à se remettre sur pied et à l'abri des inondations et des dommages désormais.

[Français]

M. Mario Simard (Jonquière, BQ): Madame la Présidente, je suis content de vous retrouver. Vous êtes aussi rayonnante en 2022 qu'en 2021.

Je veux juste dire à mon collègue que la chose la plus incongrue que j'ai vue dans le discours du Trône, c'est la création d'un ministère sur la santé mentale. C'est tout aussi incongru qu'il y ait un ministère sur la défense nationale à Québec.

La santé est un champ de compétence des gouvernements provinciaux. Si mon collègue veut s'attaquer à la question de la santé, je pourrais soulever avec lui le fameux déséquilibre fiscal. Année après année, Ottawa a plus d'argent généralement que ce qu'il a à dépenser en postes de dépenses, ce qui est l'inverse pour les provinces.

Ce que je pourrais peut-être conseiller à mon collègue, c'est de revoir l'ensemble des demandes de toutes les provinces de hausser les transferts en santé pour atteindre le fameux seuil de 35 %, un beau montant de 28 milliards de dollars qui mettrait les transferts à 60 milliards de dollars par année.

Est-ce que mon collègue est conscient de cela?

L'Adresse

[Traduction]

M. Randeep Sarai: Madame la Présidente, je tiens moi aussi à vous féliciter de votre présence rayonnante, comme l'interprète l'a mentionné et comme j'ai oublié de le dire tout à l'heure.

En réponse à mon collègue d'en face, je dirai qu'il arrive que l'on veuille avoir le beurre et l'argent du beurre. Je sais que les provinces veulent les transferts en santé. Mais si nous mettons en œuvre des programmes ou encourageons les programmes, elles sont les premières à critiquer.

Dans ma province, nous pourrions probablement dire que nous avons distribué plus de 700 millions de dollars dans le cadre du dernier accord, particulièrement pour la santé mentale, et que cela a été très bien vu et assure des services à ceux qui en ont déjà et en auront encore besoin.

M. Gord Johns (Courtenay—Alberni, NPD): Je voudrais d'abord souhaiter un joyeux 22^e anniversaire à ma fille aînée: joyeux anniversaire, Maddie.

Madame la Présidente, je remercie mon collègue d'avoir parlé de santé mentale et de toxicomanie. La situation empire pour les gens qui sont en difficulté, surtout pendant la pandémie. Ceux qui ont les problèmes les plus complexes et qui ont besoin de soins complexes ont certainement besoin d'un endroit où vivre, pour commencer. Mon collègue a parlé de l'Initiative pour la création rapide de logements. Dans ma circonscription, l'initiative a reçu un bon accueil des organismes sans but lucratif, des organisations de femmes, des organismes autochtones et de l'administration municipale. Nous avons des gens qui vivent dans la rue, qui ont des problèmes complexes. Cela leur coûte cher, cela coûte des vies et cela coûte cher aux contribuables, car il faut beaucoup d'argent pour répondre à ce besoin.

Au rythme où va le gouvernement, il faudra 45 ans pour loger les sans-abri de notre pays. Le député exercera-t-il des pressions pour convaincre son propre cabinet d'investir davantage dans le logement des personnes les plus difficiles à loger et dans les logements sociaux? J'exhorte le député à collaborer avec nous. Nous souhaiterions l'imposition d'une taxe sur la fortune pour ceux qui ont les moyens de contribuer.

M. Randeep Sarai: Madame la Présidente, je veux aussi souhaiter un joyeux anniversaire à Maddie. J'espère qu'elle passera une merveilleuse journée.

Madame la Présidente, je ne peux me prononcer sur une demande présentée dans la circonscription de mon collègue, mais je peux dire que lorsque j'ai été élu député de Surrey-Centre, 160 itinérants vivaient dans un village de tentes au bord de la route, en plein Surrey-Centre. Grâce à des abris modulaires, ces 160 personnes ont été immédiatement relogées. Elles ont ensuite été déplacées dans 250 logements sur place. Je crois qu'il est juste de dire qu'en plus des 250 logements permanents, nous en avons construit 144 autres dans le cadre d'une initiative pour la création rapide de logements. Ce problème est en train de se résorber à Surrey, et j'espère qu'il en sera de même dans la circonscription du député.

● (1050)

M. Charlie Angus (Timmins—Baie James, NPD): Madame la Présidente, je vais partager mon temps de parole avec le député d'Okanagan Sud—Kootenay Ouest.

C'est toujours un grand honneur pour moi de représenter les gens de la circonscription Timmins—Baie James. Aujourd'hui, les vieux

Irlandais catholiques nous diraient que c'est le jour de la Sainte-Brigitte. Pourquoi souligner la Sainte-Brigitte? Parce que ce jour se situe à mi-chemin entre le jour le plus sombre de l'année et l'équinoxe du printemps. J'aimerais bien croire que les jours sombres sont derrière nous, mais ce n'est pas le cas. Le mois de janvier a été très difficile et nous traversons, dans notre pays, une période où les forces des ténèbres se rappellent à nous sous de nombreuses formes: désinformation, perte de cohésion de la société civile et perte de notre capacité de communiquer entre nous.

Il est donc essentiel que le Parlement — la maison du peuple, la Chambre des communes — nous soit ouvert pour que nous venions y débattre. Nous avons tellement d'enjeux à aborder en ce moment. Aujourd'hui, nous sommes à mi-chemin vers l'équinoxe: depuis 27 ans aujourd'hui, les membres de la Première Nation de Neskantaga sont privés d'eau potable. Cela fait 27 ans que des générations n'ont accès qu'à de l'eau contaminée dans leur communauté.

Tout près de Neskantaga, dans la Première Nation de Marten Falls, la communauté souligne le 111^e jour sans école pour les enfants en raison du sous-financement chronique, de la pauvreté et du surpeuplement à Marten Falls et à Neskantaga.

Voilà ce dont nous devons débattre. Au Canada, la société s'attend à ce que les Autochtones vivent dans des conditions dégradantes. Ce qui est fascinant à propos de Neskantaga et de Marten Falls, c'est que ces réserves sont situées dans une région dont de nombreux Canadiens ont déjà entendu parler, le Cercle de feu. Nous entendons dire que le Cercle de feu recèle de grandes richesses. Doug Ford a dit qu'il allait conduire un bulldozer jusqu'au Cercle de feu. Le Canada a toujours mis l'accent sur l'extraction des ressources du sous-sol, mais il y a des enfants qui ne peuvent pas aller à l'école à cause du sous-financement chronique.

En janvier, pendant le ralentissement économique dû à la vague d'Omicron, c'était poignant d'entendre les parents parler de la santé mentale de leurs enfants, que ce soit dans les grandes villes, dans les banlieues ou dans les petites villes. Ils disaient tous qu'il fallait s'en occuper tout particulièrement. Il n'y a jamais eu de débat national sur la santé mentale des enfants d'une collectivité comme Marten Falls, qui sont privés d'un droit universel, celui d'avoir accès à un système d'éducation de qualité. Je dis bien, ils en sont privés.

Non, je ne pense pas que nous soyons à mi-chemin de la sortie du tunnel, nous en sommes encore bien loin.

Je pense à tous ceux et celles qui ont succombé au virus Omicron en janvier. Rien qu'en Ontario, ils sont au nombre de 1 000, pour l'instant. Je pense à leurs familles, je pense au personnel médical de première ligne et aux équipes sanitaires qui se sont relayées pour maintenir les gens en vie. Je pense à tous ceux et celles dont la chirurgie a été reportée parce que les services de soins intensifs étaient débordés.

Ce matin, à North Bay, dans le Nord de l'Ontario, une bande de voyous a menacé des gens qui voulaient entrer dans une clinique. Dans quel pays vivons-nous quand des voyous se mettent à cibler des cliniques de vaccination au nom de la liberté? Ils se sont vantés d'avoir provoqué la fermeture de cliniques de vaccination à Ottawa pendant la fin de semaine. Comment peut-on, au nom de la liberté, cibler des médecins, des infirmières et des travailleurs de la santé?

L'Adresse

Je sais que nous sommes tous fatigués. Omicron nous a frappés de plein fouet. Nous pensions tous que nous en étions sortis, mais nous aurions dû prendre la peine de nous assurer que le reste du monde avait accès à des vaccins. Or, c'est de là qu'est venu Omicron, et, qui sait, peut-être qu'il y aura d'autres variants.

Pour autant, ce n'est pas notre degré de fatigue ou de stress qui me préoccupe le plus, mais plutôt la dégradation de la nation que je constate de plus en plus. Quand je discute de la pandémie avec des gens, je vois bien que la grande majorité d'entre eux sont fatigués. Ils continuent de faire ce qu'ils ont à faire, mais quand j'ai vu des individus en train de piétiner et de profaner la Tombe du soldat inconnu, j'avoue que je n'avais jamais imaginé de ma vie qu'au Canada, des gens pouvaient être aussi ignorants.

• (1055)

Ce qui me préoccupe encore plus, c'est le nombre de personnes qui m'ont dit, sur ma page Facebook, que ce n'était pas vrai, que cela ne s'était pas produit, que c'était une pure invention. La vraie crise à laquelle nous sommes confrontés au Canada, c'est la désinformation sur ce qui se passe réellement. Dans cette Chambre, nous devrions chercher à savoir non pas comment nous allons nous sortir d'une pandémie, mais plutôt comment nous pouvons travailler tous ensemble pour mobiliser la nation afin de trouver une solution, même si certains essayent d'instrumentaliser la situation à des fins politiques. Il y a un député conservateur très ingénieux qui a parlé de vendetta vaccinale, mais je pense que c'était plutôt une vendetta contre son propre chef. Qu'arrive-t-il à notre pays lorsque les vaccins, une solution, la médecine et les chercheurs deviennent des cibles et que les conservateurs en arrivent à dire que le vaccin est une vendetta?

Bien sûr, ils se drapent tous dans le drapeau canadien, un drapeau canadien mis à l'envers ou profané par la swastika, et tous ceux que j'ai entendus, dans ce groupe qui se dit « Groupe de la liberté », racontaient que leur arrière-grand-père, leur grand-père ou leur oncle avait fait la guerre. Bienvenue au Canada: tout le monde a un parent qui a fait la guerre, mais tous ces gens qui ont fait la guerre, ils l'ont faite au nom d'une liberté qui n'est pas le droit d'un individu de harceler et d'intimider. Nos ancêtres se sont battus parce qu'ils étaient convaincus qu'en étant unis au sein de notre nation, nous étions différents et nous étions plus forts.

Plutôt que de parler de nos ancêtres qui ont fait la guerre, je vais parler de ma grand-mère, Lola Jane Lindsay MacNeil, qui était originaire de l'Outaouais. Elle était infirmière et faisait des quarts de 12 heures. C'était une femme qui était dure avec moi, car elle se souvenait de l'épidémie de polio, qui a disparu juste avant ma naissance. Je croyais que ma grand-mère était aigrie et acariâtre, mais c'est parce qu'elle avait soigné des enfants atteints de la polio et qu'elle comprenait l'importance de la vaccination. Alors quand quelqu'un vient me dire sur ma page Facebook: « ils n'avaient pas besoin de vaccin contre la polio, seulement de vitamine C », c'est absolument faux, et il faut le dire haut et fort.

J'invite mes collègues de tous les partis à prendre leur distance par rapport à cette campagne de désinformation et à dénoncer les rumeurs selon lesquelles il s'agirait d'une vendetta ou d'un complot organisé par le premier ministre pour rendre la vie difficile à tout le monde. Oui, les temps sont durs. Mais il faut y faire face et cesser de se comporter comme des enfants. Les temps sont durs pour tout le monde, et surtout pour le personnel médical de première ligne qui ne mérite pas d'être harcelé par une foule déchaînée, comme on l'a vu aujourd'hui devant des cliniques de vaccination.

Cela me ramène au principe fondamental de la liberté. Les manifestants sont les bienvenus sur la Colline du Parlement. C'est pour cela qu'il y a le Parlement. J'aime à croire qu'une vraie colline parlementaire est celle qui accueille librement les gens qui veulent manifester, pour quelque raison que ce soit. Si la Ville d'Ottawa décide que la rue Wellington sera dorénavant un lieu de manifestation permanente, cela ne me pose pas de problème. J'espère simplement qu'elle en fera autant lorsque des Autochtones décideront de manifester. Pour autant, ce qui me pose un problème, c'est le harcèlement des petits entrepreneurs dans les rues résidentielles et le harcèlement des gens à proximité de la Colline parlementaire. Ce n'est pas de la liberté, c'est de l'intimidation, et ce n'est pas digne des Canadiens. Nous valons beaucoup mieux que ça, et il faut que nous le clamions haut et fort au Parlement.

Pour terminer, je voudrais dire qu'en ce moment, je lis et relis Camus. Les gens disent qu'ils ont le droit de faire ceci et de faire cela. Dans *La Peste*, Camus dit qu'il n'y a plus de destin individuel, seulement un destin collectif symbolisé par la peste et les émotions qu'elle suscite chez nous tous. C'est vrai que nous sommes frustrés et en colère, c'est vrai que le variant Omicron a été très dur pour notre moral, mais il ne faut pas exploiter cela. Il faut plutôt, en tant que parlementaires, trouver des solutions. Je sais qu'il y a des gens de bonne volonté dans tous les partis ici, à la Chambre, qui comprennent que c'est en tant que nation que nous pouvons être un phare dans la nuit. Nous devons affirmer haut et fort qu'il est possible d'améliorer les choses. Voilà le genre de discussion que j'aimerais avoir, par respect et par amour pour tous les Canadiens qui ont tant souffert pendant cette pandémie.

• (1100)

M. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Madame la Présidente, je salue la plupart des commentaires qu'a faits le député au sujet de la manifestation qui dure depuis un certain nombre de jours. Dans une démocratie, personne ne conteste le principe des manifestations pacifiques, mais j'estime que celle dont nous sommes témoins en ce moment a un impact extrêmement négatif sur la ville d'Ottawa et surtout sur le centre-ville.

Que pense le député de l'impact de cette manifestation sur ceux qui habitent ou qui ont un commerce dans le centre-ville? Devrait-on, à son avis, dégager les rues pour permettre la circulation des voitures?

M. Charlie Angus: Madame la Présidente, beaucoup de gens m'ont appelé pour me dire de ne pas me rendre sur la Colline parlementaire et pour me demander si tout allait bien pour moi. Je suis un politicien. Se faire insulter fait partie de mon travail. Sur la rue Wellington, je n'ai pas eu de problème. C'est une foule un peu farfelue, mais cela ne me pose pas de problème.

En revanche, j'ai vu des choses qui m'ont beaucoup inquiété. Devant Farm Boy, j'ai vu un groupe de manifestants insulter des résidents qui venaient faire leur marché, simplement parce qu'ils portaient un masque. J'ai vu trois grosses brutes drapées dans des drapaux canadiens à la façon de Batman entrer dans des petits commerces, sans masque, et exiger d'être servies. Qui sont ces gens qui croient que leur liberté les autorise à intimider les autres?

L'Adresse

Je remercie les policiers d'Ottawa. Ils se sont montrés respectueux, mais je les encourage à intervenir pour empêcher ce genre de comportement à proximité de la Colline parlementaire et dans les quartiers résidentiels, où les gens se font harceler. Les manifestants peuvent rester sur la Colline, mais il faut les empêcher d'aller dans les quartiers résidentiels où il y a des personnes âgées, à qui j'ai parlé, et des jeunes.

Une jeune femme m'a dit qu'elle n'osait pas sortir de chez elle la nuit. Nous ne pouvons pas tolérer cela, nous devons protéger la population. Ottawa n'est pas seulement un siège politique, c'est aussi une ville résidentielle.

Mme Marilyn Gladu (Sarnia—Lambton, PCC): Madame la Présidente, comme le député d'en face le sait, j'ai toujours défendu les droits et libertés. J'ai toujours dit que la violence, la profanation des biens et l'intimidation étaient répréhensibles, mais je crois que nous en sommes à l'étape de la pandémie où nous pouvons voir que le niveau de frustration des gens augmente.

Au moment où d'autres pays commencent à alléger leurs mesures, nous devons élaborer un plan pour sortir de cette pandémie et rétablir notre économie. Le député a-t-il des idées sur la façon dont nous devrions procéder?

M. Charlie Angus: Madame la Présidente, j'espérais que c'est ce que nous ferions au Parlement. Que les gens soient fatigués ne change rien au fait que le virus demeure présent. Nous devons donc nous en remettre avant tout aux connaissances scientifiques et médicales. C'est là où nous en sommes à l'heure actuelle. Les politiciens les plus naïfs au Canada ont dit que ce serait le meilleur été de l'histoire et ont fait fi des données scientifiques, avec pour résultat qu'il a fallu réinstaurer des mesures. Nous devons donc considérer qu'il s'agit là d'un problème fondamental.

Il faut trouver une façon d'alléger les mesures. Nous devons aussi composer avec le fait que nos unités de soins intensifs sont complètement débordées et que des gens y meurent encore. N'ayons pas peur d'en parler. N'essayons pas de faire comme si de rien n'était et comme s'il s'agissait d'une simple grippe. Un type a écrit sur ma page qu'il était faux de prétendre que des milliers de personnes étaient mortes du virus et que la profession médicale avait inventé tout cela. En tant que parlementaires, nous devons rappeler aux gens à quel point la situation est grave.

Comme parlementaires, nous devons discuter du soutien offert aux petites entreprises et à la communauté médicale. Si nous sortons de la vague Omicron— et j'espère que nous en aurons bientôt fini avec ce variant et que nous pourrions revenir à la normale —, nous devons néanmoins avoir un plan au cas où une nouvelle vague frapperait. Nous semblons continuer d'espérer nous en sortir sans jamais nous faire un portrait plus global de la situation.

[Français]

Mme Andréanne Larouche (Shefford, BQ): Madame la Présidente, je suis contente de vous retrouver pour la première fois en cette nouvelle année 2022.

Je remercie mon collègue de son discours. Il a beaucoup parlé de santé, mais est-il conscient que le problème n'est pas dans l'émission de normes ou dans les tentatives d'ingérence du fédéral dans les champs de compétence qui relèvent du Québec, des provinces et des territoires?

Il est important, surtout en cette sortie de crise sanitaire, d'augmenter les transferts en santé, et ce, jusqu'à 35 %. C'est essentiel

pour donner des moyens financiers au Québec, aux provinces et aux territoires qui sont responsables de ce champ de compétence.

M. Charlie Angus: Madame la Présidente, je remercie ma collègue de sa bonne question.

C'est clair, la responsabilité concernant les services de santé au Canada relève des provinces. Cela mène à une autre question: pourquoi les camionneurs sont-ils ici à Ottawa quand les restrictions sanitaires visant à protéger les citoyens et les citoyennes relèvent de Québec ou de Toronto?

Il est nécessaire que le gouvernement augmente le financement des services de santé, mais il est essentiel que les provinces mettent en place une norme qui assure que les fonds vont aller aux services infirmiers.

• (1105)

[Traduction]

M. Richard Cannings (Okanagan-Sud—Kootenay-Ouest, NP): Madame la Présidente, nous terminons aujourd'hui le débat sur le discours du Trône. Cela nous rappelle évidemment qu'il y a eu des élections l'été dernier. J'aimerais remercier les gens d'Okanagan-Sud—Kootenay-Ouest de m'avoir réélu pour les représenter à Ottawa. Je les remercie sincèrement.

Je dis toujours que je représente la plus belle circonscription du Canada. Je m'ennuie de parcourir ma circonscription en raison du peu d'événements qui s'y produisent. Ces rencontres en personne me manquent. Tout le monde au Canada est touché par cette pandémie, et nous traversons une période difficile.

Mon collègue de Timmins—Baie James vient de parler, avec beaucoup plus d'éloquence que je ne pourrais le faire, de ce qui se passe vraiment au Canada. Les gens sont en colère, et nous nous demandons tous quand la vie reprendra ses droits. Des gens ont perdu des êtres chers. D'autres ont perdu leur emploi ou leur entreprise. Ils ne peuvent pas rendre visite à leurs amis ou aux membres de leur famille.

Nous avons observé beaucoup d'inquiétude et de colère dans les rues d'Ottawa ces derniers jours, mais n'oublions surtout pas que notre ennemi commun est la COVID. Ce n'est pas le confinement. Ce n'est pas l'obligation de se faire vacciner. Ce n'est pas la science. Ce n'est pas le gouvernement. L'ennemi, c'est la pandémie.

La science nous a fourni des vaccins miraculeux vraiment efficaces. Ils nous permettront d'enrayer cette pandémie. C'est ainsi que nous nous en sortirons et que nous pourrions reprendre une vie normale. Nous devons simplement veiller à ne pas ouvrir une nouvelle porte à la COVID-19, à ne pas lui offrir une cinquième ou une sixième occasion de bouleverser nos vies.

Il y a un groupe vraiment fatigué de la COVID-19, et c'est celui des travailleurs de la santé. J'ai parlé à des médecins et à des membres du personnel infirmier ces derniers mois, et ils n'en peuvent plus. Je tiens donc à remercier sincèrement tous les travailleurs de la santé de s'être tant dévoués ces deux dernières années. Ils ont permis à notre système de santé de continuer à fonctionner malgré la demande écrasante. Nous devons nous élever au-dessus de la colère et de la frustration et nous concentrer sur la tâche à accomplir, qui consiste à surmonter la COVID-19 ici au Canada et partout dans le monde.

L'Adresse

Pour en revenir au discours du Trône, comme je viens de le souligner, nous avons tenu des élections en pleine pandémie l'été dernier, des élections qui se sont avérées inutiles. Nous aurions dû nous concentrer sur les graves problèmes, pas seulement la pandémie, mais la longue liste d'autres problèmes dont souffre notre pays.

Nous aurions dû commencer à chercher des solutions en septembre dernier. Le NPD aurait volontiers appuyé toute initiative visant à aider tous les Canadiens. Nous avons présenté de nombreuses suggestions au gouvernement en soulignant ce qui était vraiment nécessaire. Au lieu de cela, nous sommes maintenant en février, demain est le Jour de la marmotte, et nous avons perdu six mois de travail, et non pas seulement les six semaines qu'a duré la campagne électorale.

À quels problèmes aurions-nous pu nous attaquer? La liste est longue: la réconciliation, les changements climatiques, le logement, la crise des opioïdes, l'aide aux entreprises et aux travailleurs pendant la pandémie. Nous aurions dû chercher à combler l'écart de revenu obscène entre les quelques Canadiens très riches et les millions de Canadiens qui peinent à joindre les deux bouts.

L'année dernière, une annonce nous a brisé le cœur: les Tk'emlúps te Secwépemc ont découvert les tombes anonymes de plus de 500 enfants sur le terrain du pensionnat de Kamloops. On a ensuite découvert des centaines d'autres tombes sur d'autres sites semblables ailleurs au pays. On a d'ailleurs fait une annonce semblable la semaine dernière à Williams Lake.

Nous savions que de nombreux enfants étaient morts dans les pensionnats. Cette information est clairement énoncée dans les rapports de la Commission de vérité et réconciliation, mais la découverte des tombes anonymes d'enfants a brisé le cœur de millions de Canadiens. Je n'avais jamais vu une telle manifestation de douleur et de colère dans les appels téléphoniques, les courriels et les lettres que je recevais à mon bureau. À la suite de cette découverte, une grande vague de solidarité a déferlé partout au Canada.

• (1110)

Le gouvernement doit donner suite à tous les appels à l'action de la Commission de vérité et réconciliation, et je me réjouis d'apprendre que certains documents concernant l'histoire de ces établissements seront rendus publics. Nous devons continuer d'enquêter pour savoir ce qui s'est vraiment passé et faire en sorte que cela ne se reproduise plus jamais.

Concernant les changements climatiques, les conditions météorologiques ont été vraiment terribles cette année dans l'ensemble du pays. En Colombie-Britannique, le dôme de chaleur du mois de juin a causé la mort de plus de 500 personnes dans la vallée du bas Fraser, près de Vancouver. La ville de Lytton a brûlé. Des gens ont perdu la vie, leur maison et leur gagne-pain. Durant tout l'été, le feu a fait rage dans la région intérieure sud de la Colombie-Britannique, notamment dans ma ville, Penticton. En août, en pleine campagne électorale, j'ai dû garder tous mes effets personnels de valeur dans ma voiture parce qu'un incendie de forêt s'était déclaré à un kilomètre de chez moi, sur les collines à l'ouest de Penticton.

À l'automne, nous avons connu des pluies d'une ampleur sans précédent. Nous avons appris à appeler « rivière atmosphérique » ces dépressions en provenance d'Hawaï que nous avions l'habitude d'appeler *pineapple express*. Lors d'un événement survenu en novembre, les villes de Merritt et Princeton ont été inondées et cinq autoroutes reliant Vancouver au reste du pays ont été détruites.

Les Prairies ont connu l'une de leurs pires sécheresses de leur histoire. Il y a eu des tornades en Ontario et de graves inondations au Cap-Breton et dans l'Ouest de Terre-Neuve. Nous subissons les effets des changements climatiques et ces changements sont là pour rester. Nous devons travailler fort pour nous assurer qu'ils ne s'aggraveront pas.

L'un de mes rôles au sein du NPD est celui de porte-parole en matière de protection civile et de résilience aux changements climatiques. J'ai demandé au gouvernement d'intensifier ses efforts autant dans sa réaction aux catastrophes que dans la prévention de ces phénomènes. En 2018, la ville de Grand Forks dans ma circonscription a été inondée. Ce fut une expérience très pénible pour la ville, non seulement l'inondation en soi et les travaux de reconstruction, mais aussi en raison des décisions difficiles que le maire et le conseil municipal ont dû prendre pour trouver une façon de reconstruire la ville afin d'éviter que d'autres inondations surviennent.

Des incendies en milieu périurbain ont détruit des maisons partout au Canada. Nous devons accroître le financement, non seulement pour lutter contre les changements climatiques, ce qui est très important, mais aussi pour améliorer notre réponse aux changements climatiques, pour favoriser notre adaptation. Le gouvernement doit absolument accroître le financement versé aux collectivités afin de les aider à reconstruire leurs infrastructures et prévenir ces catastrophes. Je parle notamment des collectivités Intelli-feu, de la construction de nouvelles infrastructures de prévention des inondations, de meilleures infrastructures routières et ferroviaires en prévision des catastrophes météorologiques à venir, qui seront beaucoup plus courantes et plus fortes qu'avant.

Nous devons également faire plus en matière d'atténuation des changements climatiques et de réduction de nos émissions afin de prévenir l'aggravation des désastres climatiques. L'un des premiers projets de loi d'initiative parlementaire que j'ai présentés il y a quelques années à titre de député demandait au gouvernement de rétablir le programme de rénovation domiciliaire. Je suis heureux que le gouvernement y ait donné suite en créant la subvention pour des maisons plus vertes. Nous devons toutefois intensifier nos efforts dans ce domaine.

Efficacité énergétique Canada a préparé un document prébudgétaire qui explique ce qu'il faut faire. Il faut rénover beaucoup plus de bâtiments, et s'assurer que les gens qui vivent dans la précarité énergétique ont accès aux programmes de rénovation de logements. Il faut construire 500 000 logements abordables, et je dis bien abordables, pour rattraper notre retard. Il faut resserrer l'écart qui est en train de se creuser entre les gens riches et le reste de la population en imposant un impôt sur la fortune, pour que ces gens-là payent leur juste part en aidant le reste de la population qui a du mal à joindre les deux bouts.

Pour terminer, j'aimerais parler de la crise des opioïdes et du projet de loi de Gord Johns, le projet de loi C-216. Il faut adopter une approche différente face à cette crise.

• (1115)

La vice-présidente adjointe (Mme Alexandra Mendès): Je rappelle au député qu'il ne doit pas mentionner le nom d'un collègue.

Nous allons maintenant passer aux questions et aux observations. La députée de Thérèse-De Blainville a la parole.

L'Adresse

[Français]

Mme Louise Chabot (Thérèse-De Blainville, BQ): Madame la Présidente, on peut bien sûr parler encore largement de la pandémie, mais il me semble que le discours du Trône devait, même si ce n'a pas été le cas, nous en sortir et offrir une vision et de la prévisibilité.

J'ai entendu le mot « travailleurs » une seule fois dans le discours du député. Peut-il me dire quelles devraient être selon lui les priorités du gouvernement pour soutenir les travailleuses et les travailleurs, très malmenés encore aujourd'hui?

[Traduction]

M. Richard Cannings: Madame la Présidente, ce sont surtout les travailleurs qui, à bien des égards, ont été les plus touchés pendant cette pandémie, surtout les travailleurs de première ligne, que ce soit dans le système de santé, les magasins d'alimentation ou les restaurants. Beaucoup d'employés de l'industrie de la restauration ont été mis à pied, réembauchés, mis à pied et encore une fois réembauchés. Bon nombre d'entre eux ont carrément décidé d'abandonner et de faire autre chose. Dans les magasins d'alimentation, des employés se sont fait insulter, comme l'a dit mon collègue de Timmins—Baie James, parce qu'ils essayaient de faire appliquer les règlements sanitaires. Bon nombre d'entre eux ont perdu leur emploi et beaucoup de petits commerces ont du mal à survivre.

Le gouvernement a offert des mesures d'aide aux travailleurs et aux entreprises, mais un grand nombre d'employés n'ont pas eu accès à celles-ci. Depuis deux ans, nous demandons au gouvernement de corriger cette situation, afin de s'assurer que des travailleurs comme les agents de voyage indépendants qui n'ont eu droit à aucune subvention...

La vice-présidente adjointe (Mme Alexandra Mendès): Je dois m'assurer que d'autres députés peuvent poser des questions.

La députée de Sarnia—Lambton a la parole.

Mme Marilyn Gladu (Sarnia—Lambton, PCC): Madame la Présidente, je salue les propos du député, qui sont toujours très mesurés.

Dans ma circonscription, il y a beaucoup de personnes âgées. Tout coûte plus cher qu'avant, et la pandémie continue. Des erreurs ont été commises, et des personnes âgées qui ont reçu la PCU parce qu'elles travaillaient constatent maintenant que leurs prestations de Supplément de revenu garanti ont été réduites. Le problème dure depuis un certain temps, mais le gouvernement n'a rien fait pour corriger la situation afin que les personnes âgées aient les moyens de vivre.

Le député ne pense-t-il pas que le gouvernement devrait intensifier son action afin d'aider les personnes âgées en difficulté?

M. Richard Cannings: Madame la Présidente, je remercie sincèrement la députée de Sarnia—Lambton de soulever cette importante question. Le NPD presse le gouvernement de revenir sur sa décision. Certains des messages, des courriels et des appels téléphoniques les plus déchirants que je reçois à mes bureaux proviennent d'ainés à qui on a dit de demander la Prestation canadienne d'urgence parce qu'ils y étaient admissibles, mais qui ont appris plus tard, après la cessation inopinée de la PCU, que leur Supplément de revenu garanti s'était volatilisé. Ils n'ont plus les moyens de payer leur loyer et certains ont perdu leur maison.

Nous avons pressé le gouvernement de faire ce qui s'impose, de rétablir cette prestation et de verser aux aînés les paiements rétroac-

tifs dont ils ont besoin. Ce n'est pas qu'ils le méritent; ils en ont besoin. Au Canada, nous devons prendre soin de nos aînés, et les aînés à faible revenu comptent parmi les personnes les plus vulnérables de notre pays. Faisons ce...

La vice-présidente adjointe (Mme Alexandra Mendès): Le député d'Elmwood—Transcona a la parole.

M. Daniel Blaikie (Elmwood—Transcona, NPD): Madame la Présidente, dans la même veine, je m'en voudrais de ne pas mentionner que lorsque les conservateurs ont eu l'occasion de choisir leurs priorités pendant la période des questions hier, ils ont notamment parlé des augmentations et des cotisations au Régime de pensions du Canada, qui visent à assurer une pension raisonnable aux aînés de demain. Les conservateurs n'appellent pas cela une pension, ils l'appellent une charge sociale. Mais, la réalité est que, pour assurer une pension convenable à nos aînés, nous devons verser des cotisations à un Régime de pensions du Canada bien financé pour garantir des prestations suffisantes à la retraite.

Je suis heureux que les conservateurs tiennent à dire qu'ils défendent les aînés. C'est formidable. On voit toute l'importance des aînés dans notre pays lorsque les députés d'un parti politique qui ne rate jamais l'occasion de dénigrer le Régime de pensions du Canada, alors que l'on cherche à l'améliorer, ressentent le besoin de se contredire quand ils pensent que c'est dans leur intérêt politique.

Je me demande si le député veut parler de l'importance d'un régime de pensions public robuste et de ce que signifie le fait d'y investir pour l'avenir, au lieu de profiter de toutes les occasions qui se présentent de le démolir lorsqu'ils sont au pouvoir. Je parle ici des conservateurs, bien sûr.

• (1120)

M. Richard Cannings: Madame la Présidente, je suis tout à fait d'accord avec le député. Nous avons besoin de pensions solides. Nous avons aussi besoin d'une loi pour éviter le vol des pensions lorsque des entreprises font faillite et utilisent les cotisations que les travailleurs ont versées dans le régime. Il s'agit de salaires différés qui sont actuellement confiés aux banques. Nous devons...

La vice-présidente adjointe (Mme Alexandra Mendès): Nous devons en rester là.

Nous reprenons le débat. Le secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes a la parole.

M. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Madame la Présidente, je suis heureux de prendre la parole pour aborder la question très importante du discours du Trône du gouvernement, un plan qui permettra aux Canadiens de toutes les régions de notre vaste pays de traverser la pandémie...

La vice-présidente adjointe (Mme Alexandra Mendès): Si je peux vous interrompre, il y a un rappel au Règlement.

M. John Nater: Madame la Présidente, je demande l'avis de la présidence. D'après ce que je comprends de Bosc et Gagnon, un député ne peut s'exprimer qu'une fois sur une motion. Je crois que le député est intervenu trois fois sur la même motion. J'aimerais que la présidence m'éclaire: s'agit-il d'un oubli ou y a-t-il si peu de libéraux prêts à défendre leur bilan que le député doit prendre la parole une troisième fois pour parler du discours du Trône? Je cherche simplement à obtenir des éclaircissements.

L'Adresse

La vice-présidente adjointe (Mme Alexandra Mendès): Un député peut s'exprimer sur la motion principale, sur l'amendement et sur le sous-amendement. Le secrétaire parlementaire n'est pas intervenu au sujet de la motion principale.

M. Kevin Lamoureux: Madame la Présidente, j'espère que cette intervention ne sera pas soustraite de mon temps de parole et que le compteur sera remis à zéro. Je ne suis pas étonné que mes amis conservateurs ne tiennent pas forcément à entendre mes propos, mais je dirai aux députés qu'ils devraient écouter attentivement, car ce faisant, ils pourraient avoir une meilleure idée du type d'orientation qu'ils pourraient envisager.

Plus tôt aujourd'hui, la députée de Sarnia-Lambton a demandé ce que nous comptons faire maintenant. La question est très importante. Depuis le début, dans les discours du Trône, les allocutions du premier ministre et les initiatives budgétaires et législatives, nous avons établi très clairement la priorité du gouvernement du Canada depuis 19 ou 20 mois: faire face à la pandémie. Nous sommes arrivés à un point où nous espérons que tous les partis à la Chambre exerceront un leadership fort pour nous permettre de traverser la pandémie. Pour répondre indirectement à la question posée par la députée du Parti conservateur, l'une des meilleures choses que nous puissions faire est d'encourager la population et nos concitoyens à se faire pleinement vacciner.

Depuis les banquettes ministérielles, j'observe comment les députés conservateurs abordent la question. Il y a une histoire intéressante à ce sujet, et j'aimerais reprendre une citation. Elle est importante, car il s'agit d'une citation de l'ancien chef du Parti progressiste-conservateur et ancien premier ministre Brian Mulroney, au cours d'une entrevue au réseau CTV. Il y a quelques semaines, l'ancien premier ministre Brian Mulroney a déclaré à l'émission *Question Period*, présentée le dimanche à CTV, que le chef du Parti conservateur devrait aller plus loin, du moins pour l'instant, et montrer la porte aux députés non vaccinés en les expulsant de son caucus. « Ça, c'est du leadership », a-t-il déclaré. Je cite directement les propos de l'ancien premier ministre progressiste-conservateur.

Il a poursuivi en disant: « Qui suis-je pour contredire des centaines de milliers de brillants scientifiques et médecins qui pressent désespérément la population de se faire vacciner? » Il a aussi déclaré: « Écoutez, on n'est pas chef pour suivre les autres, on est chef pour diriger. Si on est d'avis qu'il en va de l'intérêt national, de l'intérêt du Canada, on fait rentrer les députés dans le rang, et ceux-ci doivent appuyer ce que l'on fait. »

Si on prête attention à ce que dit l'ancien premier ministre et si, comme il l'indique, on comprend et on valorise l'avis des scientifiques et des spécialistes de la santé, on est conscient qu'il est extrêmement important d'être entièrement vacciné. La vaste majorité de la population, 86 % ou plus, est entièrement vaccinée, et c'est sans compter toutes les personnes âgées de plus de 12 ans qui ont reçu une dose. Pourtant, il y a encore des conservateurs dans l'opposition officielle qui remettent le consensus en question et qui amplifient le message des gens qui estiment ne pas devoir se faire vacciner, ce qui envoie des messages contradictoires au public. Selon moi, cela ne sera pas sans conséquences importantes. D'une part, les conservateurs affirment qu'il est temps de passer à autre chose, mais, si on suit leur comportement à la Chambre ou leurs déclarations sur Twitter, on constate que leurs messages portent à confusion.

● (1125)

Depuis le début, nous avons été très cohérents. Il y a 19 ou 20 mois, notre principale préoccupation était la pandémie et la col-

laboration avec des partenaires intéressés, y compris les gouvernements provinciaux, les dirigeants autochtones, les organisations à but non lucratif, les entreprises privées et les gens en général de toutes les régions du pays, afin de créer une approche d'équipe et d'établir un consensus national sur le type de mesures que nous devions prendre en tant que gouvernement pour lutter contre la pandémie. Grâce à cette consultation et à ces efforts qui ont mobilisé tant de Canadiens, nous en sommes là aujourd'hui.

Nous tenons à exprimer notre gratitude et notre reconnaissance à tous les Canadiens qui ont bien compris leurs responsabilités pendant cette période très éprouvante. Qu'il s'agisse de travailleurs de la santé, de chauffeurs de taxi, d'ouvriers dans des usines de fabrication ou de conducteurs de grands routiers, les gens se sont mobilisés et ont fait ce qui était nécessaire, que ce soit fournir des services ou rester chez eux en isolement, mais en écoutant toujours les responsables de la santé publique et en reconnaissant les aspects scientifiques de ce qui se passait dans nos collectivités. Le résultat direct est que le Canada est en excellente position.

D'après les rapports du troisième trimestre, nous constatons que notre PIB a augmenté de 5,4 %. C'est mieux que les États-Unis, le Japon, le Royaume-Uni et l'Australie. C'est en grande partie parce que les Canadiens ont fait ce qu'ils devaient faire pour bien positionner le Canada lorsque nous avons eu l'occasion de sortir de la pandémie.

Il y a maintenant 108 % des emplois perdus à cause de la pandémie qui ont été récupérés. Je compare ce chiffre à celui des États-Unis, notre plus cher ami au sud, où il est d'environ 84 %. Pendant des années, lorsque j'étais dans l'opposition, j'ai critiqué le gouvernement Harper qui parlait de déficits commerciaux. Les déficits commerciaux se succédaient, une année après l'autre. En fait, lorsque Stephen Harper est arrivé au pouvoir, il y avait un excédent commercial. Lorsqu'il a quitté le pouvoir, il y avait un déficit commercial. Je crois savoir qu'aujourd'hui, nous avons un excédent commercial qui n'a jamais été aussi élevé en 13 ans. Ces choses se produisent parce que tous les ordres de gouvernement et les Canadiens ont compris ce qu'il fallait faire en s'unissant pour obtenir des résultats. Ces emplois sont importants. Ils sont très importants.

L'autre jour, j'ai eu l'occasion de mieux comprendre l'industrie du porc, encore une fois dans la province du Manitoba. La société Maple Leaf Foods est un excellent exemple de ce qu'il faut faire pour assurer un niveau élevé de sécurité alimentaire dans notre pays. Elle a poursuivi ses activités pendant la pandémie tout en prenant les mesures nécessaires pour protéger l'industrie.

● (1130)

En fait, Maple Leaf est en pleine croissance aujourd'hui au Manitoba. On trouve dans la province le meilleur bacon du monde et nous le vendons aux quatre coins de la planète, non seulement grâce à une entreprise remarquable qui a démontré sa capacité de répondre aux besoins du marché et de commercialiser ses produits, mais aussi grâce à ses employés et à leur attitude responsable et à sa volonté de faire en sorte que ces emplois continuent d'exister et que d'autres soient créés grâce à la qualité du travail qu'ils accomplissent.

L'Adresse

Cette année, cette entreprise créera 350 emplois supplémentaires. Cela portera l'effectif total rien qu'à Winnipeg à 1 900 employés, et c'est sans parler des quelque 1 500 emplois à Brandon, des emplois chez Maple Leaf. L'industrie porcine se porte plutôt bien au Manitoba. Si nous allons à Neepawa, HyLife est un autre parfait exemple d'entreprise prospère qui exporte un excellent produit manitobain.

Il s'agit d'emplois directs dans ces industries. Je ne parle pas des emplois indirects créés par ces entreprises. Dans les stationnements, il y a des centaines de véhicules et ces véhicules sont bien achetés quelque part. Les employés vivent dans des maisons, des copropriétés et des appartements dans les collectivités qu'il leur faut meubler. Ils ont besoin de nourriture et de restaurants, et cela fait tourner l'économie, sans oublier notre secteur agricole.

Le monde agricole continue de croître et, à bien des égards, de prospérer. C'est, dans une large mesure, une des raisons qui font que nous pouvons poursuivre notre croissance économique. Par rapport aux pays dont j'ai déjà parlé, nous nous en sortons très bien, mais certains domaines méritent une attention particulière, comme les soins de santé. Le plus grand défi dans les soins de santé aujourd'hui, et à l'époque où j'étais porte-parole en matière de santé, ce n'est pas seulement l'argent. C'est la façon dont nous gérons les changements nécessaires pour offrir les services de santé de qualité auxquels les Canadiens s'attendent, et ils veulent que le gouvernement fédéral joue un rôle à cet égard.

Au Parti libéral, nous comprenons, par exemple, les établissements de soins de longue durée. Les députés de l'opposition disent que tout cela relève de la compétence provinciale. Certes, mais il y a des députés libéraux qui répondent aux souhaits des Canadiens. Nos concitoyens veulent voir des normes de santé nationales pour les soins de longue durée pour nos aînés. C'est une chose à laquelle nous croyons. De ce côté de la Chambre, les libéraux croient aussi qu'il est nécessaire d'investir dans la santé mentale. Apparemment, pas les conservateurs. Les Canadiens souhaitent que les gouvernements travaillent de concert. Nous l'avons vu pendant la pandémie. Quand les gouvernements travaillent ensemble, nous pouvons accomplir beaucoup plus.

● (1135)

L'actuel premier ministre s'est engagé à le faire, même si nous voyons sans cesse les députés de l'opposition tenter de salir sa réputation, s'efforcer de ternir la réputation des membres du caucus, au lieu de contribuer à des débats constructifs. Selon moi, la critique constructive est aussi une chose valable. J'ai été dans l'opposition. J'aime à penser que nous avons aussi apporté notre contribution.

Cependant, peu importe le cynisme et le négativisme du Parti conservateur, nous sommes restés concentrés sur l'élaboration et la mise en œuvre des programmes qui seront importants dans la vie des Canadiens en cette période très difficile.

Nous avons donc créé des programmes qui ont permis à terme la survie de certaines de nos industries. En fait, il y a plus d'entreprises aujourd'hui qu'avant la pandémie. J'aime croire que c'est largement dû au fait que le gouvernement a mis en place des programmes. Pendant cette période difficile, les gens avaient besoin d'une bouée de sauvetage et, le plus souvent, cette bouée est venue du gouvernement fédéral, un gouvernement qui croyait au soutien des entreprises, petites et grandes.

Nous l'avons fait au moyen de programmes comme la subvention salariale, la subvention au loyer et les programmes de prêts, tous destinés à soutenir nos petites entreprises et nos travailleurs au Canada. Nous les avons mis en place dès le début de la pandémie parce que nous avons reconnu à quel point il est important, à bien des égards, d'assurer la viabilité de ces entreprises et d'éviter leur faillite.

Dans le discours du Trône et de nouveau en octobre, le premier ministre et la ministre ont parlé de la nécessité de maintenir certains de ces programmes, d'avoir un programme d'aide en cas de confinement. Voilà pourquoi, peu après les élections, non seulement nous en avons parlé, mais nous avons présenté un projet de loi. En fait, c'est la première mesure législative que nous avons présentée, le projet de loi C-2. Il visait à garantir la disponibilité de prestations pour les petites entreprises. D'un côté, nous avons les députés de l'opposition qui parlent de l'importance des petites entreprises, mais lorsqu'est venu le temps de venir en aide aux petites entreprises, du moins en décembre, qu'ont-ils fait? Ils ont voté contre le projet de loi C-2.

Non seulement ils ont voté contre ce projet de loi, mais au cours d'une partie du débat, ils ont présenté des motions visant à faire de l'obstruction pour empêcher l'adoption du projet de loi. Pourtant, ils aiment se dire les amis de la petite entreprise. Qu'on pense aux millions de dollars, aux centaines de millions que le gouvernement du Canada a versés aux petites entreprises au cours des 19 derniers mois ou de la dernière année et demie. C'est l'une des raisons pour lesquelles nous sommes dans la position dans laquelle nous sommes aujourd'hui. Relativement parlant, comparativement à d'autres pays, nous nous en sortons exceptionnellement bien.

C'est grâce à la résilience de nos petites entreprises, de nos entrepreneurs et des Canadiens en général qui ont si bien répondu à la nécessité de faire face à la pandémie et de jouer le rôle que nous devons tous jouer afin qu'au bout du compte, nous soyons en mesure de continuer à faire croître l'économie, à soutenir notre classe moyenne et à permettre l'amélioration plus rapide de la situation.

● (1140)

Mme Cheryl Gallant (Renfrew—Nipissing—Pembroke, PCC): Madame la Présidente, le député d'en face a parlé de la capacité du réseau de la santé, et voilà où se situe la crise. Le gouvernement oblige les provinces à faire plus avec moins depuis sa première élection, mais le financement n'est pas le seul problème. Les gens vont à l'hôpital parce qu'ils n'ont pas de médecin de famille et il n'y a pas assez de médecins qualifiés pour tout le monde. Pourtant, des centaines de néo-Canadiens et de spécialistes qualifiés viennent au Canada, mais ils ne peuvent pas exercer leur profession en raison des règles de compétence et du fait que le gouvernement fédéral n'a pas trouvé le moyen de leur donner accès à un emploi, alors ils garnissent les étagères chez Bureau en gros ou travaillent comme préposés aux bénéficiaires au lieu de faire ce pour quoi ils ont été formés et ce pour quoi ils sont venus au Canada.

Comment le député propose-t-il que le gouvernement fédéral s'attaque au véritable problème et aide les Canadiens à ne plus être enfermés et confinés à cause des restrictions?

M. Kevin Lamoureux: Madame la Présidente, j'aimerais disposer de 20 minutes de plus pour répondre à cette question. C'est vraiment étonnant. Nous devons réaliser que c'est le point de vue du Parti conservateur et nous devons examiner ce que nous avons fait au cours des cinq dernières années.

L'Adresse

Des transferts historiques sont versés aux provinces pour les soins de santé. Nous avons cerné des secteurs et ciblé des fonds pour les soutenir. La reconnaissance des titres de compétences des immigrants est un enjeu très sérieux et nous le soulevons sans cesse auprès des parties prenantes provinciales qui sont responsables en dernier ressort, mais il y a peut-être d'autres éléments. Nous avons un ministre de l'Immigration très progressiste qui cherche des moyens de faire en sorte que nous puissions profiter de l'arrivée de plus de gens susceptibles de contribuer à notre système de soins de santé. C'est aussi un aspect important. Au cours des dernières années, le gouvernement fédéral a été très proactif dans le dossier des soins de santé.

• (1145)

[Français]

M. Martin Champoux (Drummond, BQ): Madame la Présidente, à écouter parler mon collègue, le secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, il semblerait que tout va bien et que le gouvernement libéral fait les choses à la perfection. Je me demande d'ailleurs pourquoi la Fondation Nobel ne s'est pas encore penchée sur l'idée d'attribuer l'ensemble des prix Nobel de l'année au Parti libéral formant l'actuel gouvernement, tellement les choses vont bien.

Tout à l'heure, j'ai entendu mon collègue dire à quel point les entreprises se portaient bien au Manitoba et je suis vraiment content de l'apprendre. C'est encourageant.

Au Québec, par contre, on vit une épouvantable pénurie de main-d'œuvre et on a de la misère à trouver des travailleurs. De plus, quand les entreprises se tournent vers l'embauche de travailleurs étrangers pour pourvoir les postes, elles rencontrent des embûches épouvantables. Les retards s'accumulent de plus en plus et ce sont ces entreprises qui sont pénalisées par l'incurie du gouvernement et son laxisme, en particulier en matière d'immigration.

J'ai également entendu mon collègue parler de consensus. Or, les premiers ministres des provinces et du Québec en ont un, sur les transferts en santé: tous demandent de hausser les transferts jusqu'à couvrir 35 % des dépenses. Le problème actuel dans les systèmes de santé est le manque de financement. Le fédéral ne fournit pas sa part et veut plutôt s'ingérer dans la gestion des systèmes de santé, laquelle relève des provinces.

Quand le gouvernement va-t-il comprendre cela? J'attends avec impatience la réaction de mon collègue à ce sujet.

[Traduction]

M. Kevin Lamoureux: Madame la Présidente, je renvoie le député à la Loi canadienne sur la santé relativement au rôle du gouvernement fédéral et je lui suggère d'écouter ce que la plupart des Canadiens, y compris les habitants de sa propre circonscription, ont à dire sur certaines des précieuses contributions que le gouvernement fédéral peut apporter en ce qui concerne les soins de santé. De plus, il devrait reconnaître qu'Ottawa verse des sommes historiques aux provinces à l'appui des soins de santé. Notre gouvernement a également pu continuer à signer des accords sur les soins de santé avec les provinces, ce que Stephen Harper n'avait pas réussi à faire. Nous avons réussi à le faire.

Le Manitoba et le Québec ont beaucoup de choses en commun. Je pense à l'industrie aérospatiale et à la question de l'offre et de la demande. Ce sont des industries et des communautés très importantes qui reçoivent beaucoup d'aide d'Ottawa et à mon sens, c'est positif. Cependant, ils ont un autre point en commun, et c'est le be-

soin de travailleurs. Comme je l'ai dit, nous avons un ministre de l'Immigration très proactif. Je soupçonne même que nous avons maintenant un nombre record de travailleurs étrangers qui viennent au Canada pour occuper ces emplois. Si nous ne parvenons pas à combler la demande de ces emplois, cela nuit à notre économie et c'est l'une des raisons...

La vice-présidente adjointe (Mme Alexandra Mendès): La députée de London-Fanshawe a la parole.

Mme Lindsay Mathysen: Madame la Présidente, j'ai écouté attentivement le député, qui s'emploie à défendre ce que son gouvernement a fait pour limiter la propagation de la COVID-19. Il vient de parler longuement de la relance de l'économie canadienne. Je suis certainement d'accord avec lui lorsqu'il dit que nous savons que le moyen de nous en sortir est de nous assurer que...

La vice-présidente adjointe (Mme Alexandra Mendès): Puis-je demander à la députée d'allumer son écran, s'il vous plaît?

Mme Lindsay Mathysen: Madame la Présidente, j'essaie, mais il est verrouillé, je crois.

Je ne sais pas ce qui se passe. J'appuie sans cesse sur le bouton.

La vice-présidente adjointe (Mme Alexandra Mendès): Je suis désolée, mais je pense que nous ne pouvons pas poursuivre sans que l'écran soit allumé. Je vais donc devoir donner la parole à un autre député.

Le député de Calgary Skyview a la parole.

M. George Chahal (Calgary Skyview, Lib.): Madame la Présidente, je tiens à remercier le député de Winnipeg-Nord d'avoir abordé de nombreux points importants, comme la réponse du gouvernement à la crise de la COVID-19 pour soutenir les travailleurs et les entreprises pendant cette période difficile.

Je me souviens de l'absence de soutien de la part du gouvernement conservateur précédent lors de la crise financière. Nous avons malheureusement perdu de nombreuses entreprises. Lors de la crise du logement, de nombreuses personnes ont perdu leur maison au cours de cette période difficile. Je pense qu'il est plus qu'important de soutenir les travailleurs et de diversifier notre économie tout en appuyant un plan solide pour le logement au Canada.

Le député pourrait-il nous donner des précisions sur l'aide du gouvernement pour le logement abordable et sur le programme national de logement?

• (1150)

M. Kevin Lamoureux: Madame la Présidente, mon collègue des Prairies et moi partageons une passion très vive pour la croissance économique dans nos Prairies. Nous travaillons en étroite collaboration pour veiller à ce qu'elle se produise autant que possible.

Le logement est une initiative très importante. Le gouvernement a présenté la Stratégie nationale sur le logement il y a quelques années. C'était la première du genre. Plusieurs programmes ont été mis en œuvre pour accélérer la construction de logements, surtout pendant la pandémie.

Je trouve qu'il est encourageant que nous commençons à voir certaines autres mesures, qu'il s'agisse de l'Initiative pour la création rapide de logements ou de l'Incitatif à l'achat d'une première propriété. Le ministre du Logement veut collaborer avec les Canadiens pour faire réaliser une étude sur la façon dont nous pouvons améliorer l'accessibilité au logement pour tous les Canadiens, et j'attends ce rapport avec impatience.

L'Adresse

L'hon. Ed Fast (Abbotsford, PCC): Madame la Présidente, le député a passé une bonne partie de son temps à dénigrer l'opposition officielle. Oui, c'est de la politique, et je le comprends, mais le plus offensant, dans ses remarques, c'est de laisser entendre que l'opposition ne se préoccupe pas de la santé mentale et que le gouvernement précédent n'a rien fait dans ce domaine. En fait, c'est l'un de nos députés conservateurs, le député de Cariboo-Prince George, qui a présenté une proposition visant à créer une ligne téléphonique nationale pour la prévention du suicide. La proposition a été adoptée à l'unanimité à la Chambre il y a plus d'un an, mais le gouvernement n'a pas donné suite à cette proposition très valable.

Quand les Canadiens peuvent-ils espérer la mise en place de cette ligne de prévention du suicide?

M. Kevin Lamoureux: Madame la Présidente, je sais que Santé Canada, et en particulier le ministre de la Santé, sont très favorables à cette idée, d'autant plus que la motion a fait l'objet d'un soutien unanime. Je pense que tous les députés soutiennent l'idée d'une ligne nationale de prévention du suicide, et je crois que c'est simplement une question de temps. Que cela soit avec le CRTC ou non, il faut du temps pour mettre en œuvre une telle initiative. Je trouve paradoxal le fait que les deux questions des conservateurs portent sur la santé, car leur parti semble toujours vouloir dire qu'Ottawa ne devrait pas s'occuper de ce portefeuille.

M. Gord Johns (Courtenay—Alberni, NPD): Madame la Présidente, je trouve incroyable que le député intervienne pour la troisième fois pendant l'Adresse en réponse au discours du Trône, alors qu'il y a plus de 100 députés sur ces banquettes qui ne sont pas intervenus à ce sujet.

Je fais suite aux propos de mon ami le député d'Abbotsford, qui vient juste de poser une question sur le numéro d'urgence à trois chiffres. Le député d'en face nous dit que le gouvernement est très favorable à cette idée, mais ce n'est pas suffisant. La Chambre a voté à l'unanimité pour la création de ce numéro d'urgence à trois chiffres qui doit aider les personnes aux prises avec des problèmes de santé mentale. Il ne suffit pas d'être favorable à l'idée.

Le gouvernement s'engage-t-il à donner suite à la motion qui a été votée à l'unanimité à la Chambre des Communes? Ce numéro sauvera des vies. Nous connaissons aujourd'hui une vague de suicides. Il s'agit de la deuxième cause de mortalité chez les jeunes de moins de 34 ans.

Le gouvernement va-t-il respecter et mettre en œuvre cette directive de la Chambre des communes?

M. Kevin Lamoureux: Madame la Présidente, je suis un peu surpris que les conservateurs comme les néo-démocrates semblent quelque peu contrariés que je prenne la parole, alors qu'un des députés du NPD a parlé pendant 14 heures du budget et qu'il s'est passé la même chose dans le camp conservateur. Je respecte d'ailleurs tout à fait cela, mais au bout du compte...

La vice-présidente adjointe (Mme Alexandra Mendès): Nous reprenons le débat. Le député d'Edmonton Riverbend a la parole.

M. Matt Jeneroux (Edmonton Riverbend, PCC) Madame la Présidente, je ne céderai pas une seconde de mon temps de parole à ce député.

C'est un honneur de se trouver à la Chambre. Je ne crois pas devoir partager mon temps de parole, mais quelqu'un pourrait peut-être le confirmer. Je vais poursuivre. C'est pour moi un honneur de prendre la parole au sujet du discours du Trône et de prendre le

temps de parler des élections, de souligner le nombre d'heures de bénévolat et de remercier de nombreuses personnes.

Je vais simplement lire quelques noms pour les consigner dans le compte rendu. Nous avons une équipe très active; nombre de ses membres m'ont accompagné pendant cinq élections. Je regrette de ne pas avoir pu citer plusieurs de leurs noms dans cette enceinte jusqu'à aujourd'hui. Je remercie Andrew Marklund, Bruce Foy, Bruce McLaughlin, Bryan Kim et toute son équipe, Deanna et Jason Bischoff, Elizabeth Hughes, Erin Allin et son merveilleux partenaire Connor, Ivonne Martinez, James et Amanda Kadavil et leurs deux adorables garçons, John Whitmore, Karamveer Lalh, qui est notre président d'association de circonscription, Mazhar Butt, qui a fait un travail formidable comme directeur financier, Michelle Chen, Nancy Bishay, et Bieri Beretti, Norman Lorrain qui a fabriqué nos panneaux, Pat Maru qui s'est occupé de la réception, Sami Alam, Scott Reith, Shaina et Bill Anderson, Sia Saffa, mon bon ami Sohail Quadri, Varun Chandrasekar et, bien sûr, Vera Fedor, sans qui nous n'aurions pas pu organiser les élections. On peut toujours compter sur elle pour se présenter à notre bureau principal, et son amitié est pour moi inestimable. Voilà pour les bénévoles.

Comme père de famille, je peux dire que personne parmi nous ne pourrait être à la Chambre sans le soutien de sa famille. J'ai pu célébrer l'anniversaire de ma petite fille de 13 ans. Sous mes yeux, elle est devenue une adolescente. Cela fait 10 ans que je suis là. J'ai l'impression qu'elle a grandi avec moi, lors des campagnes électorales et des événements publics. Lily Jeneroux représente tout pour moi. J'étais très heureux d'être à la maison pour la voir, même si ce n'était que quelques instants, avant qu'elle devienne adolescente, comme sa sœur. J'ai deux adolescentes, et c'est tout ce que je vais dire là-dessus. Molly Jeneroux a 14 ans. J'entends quelqu'un d'en face dire que je suis courageux. Là-dessus, je vais conclure mes observations.

Elles ont été là avec moi tout au long de ces 10 ans, et je ne peux m'empêcher de songer à la façon dont mon travail se répercute sur leur vie personnelle, scolaire et sociale. Nous avons dû faire beaucoup de sacrifices pour que je me rende à Ottawa. Je dois souvent partir le dimanche pour ne rentrer que plus tard dans la semaine; je rate ainsi beaucoup d'occasions de les voir à la maison. C'est certainement un aspect que tout candidat aux élections doit soupeser. Dans mon cas, ce sont mes enfants qui me motivent véritablement à continuer de faire ce travail. Il s'agit de leur léguer un monde meilleur.

Comme si le fait d'avoir deux adolescentes ne suffisait pas, j'ai aussi un fils de 2 ans. En fait, sa crise des 2 ans commencera officiellement ce samedi. Je ne sais trop comment je m'y suis pris pour me retrouver avec, d'une part, des adolescentes et, d'autre part, un bambin de 2 ans, mais disons que mon fils a connu certains des jours les plus sombres de la COVID. Il a vraiment su égayer notre foyer. Je vois tellement d'espoir dans le petit Hugh, qui n'est plus vraiment un bébé. Je suis fasciné de le voir vaquer à ses occupations, jouer avec ses voitures et ses camions. C'est vraiment formidable de devenir père à nouveau, mais dans un contexte différent.

L'Adresse

Bien sûr, il y a aussi ma formidable épouse, Elizabeth Clement. Elle est chirurgienne. Elle passe beaucoup de temps à l'hôpital et sur appel. Nos vies professionnelles nous éloignent souvent, mais lorsque c'est possible, nous coordonnons nos horaires. Je trouve qu'Elizabeth est plus occupée que je ne le suis à bien des égards. Il va sans dire que je l'admire. Je m'estime très chanceux de passer ma vie avec elle. Je crois qu'elle oublie parfois que je suis député parce qu'elle est tellement occupée à sauver des vies au travail. J'imagine qu'elle me regarde souvent en se demandant combien de vies je sauve en un jour. J'aime à croire que je sauve des vies, mais Elizabeth est vraiment l'élément admirable de notre famille.

● (1155)

Après ces remerciements, j'aimerais parler de trois dossiers importants sur lesquels je travaille et que je souhaite continuer à défendre, car j'ai été élu il y a un peu plus de six ans. Comme mes collègues députés le savent, nous sommes inondés de toutes sortes d'idées, et de nombreuses personnes nous soumettent des questions à aborder. Or, il faut beaucoup de détermination et de concentration pour vraiment s'attaquer aux questions que nous estimons importantes.

Le premier dossier est l'événement pour soutenir la santé mentale des hommes que nous organisons chaque année sur la Colline du Parlement à l'occasion de la fête des Pères. Le député néo-démocrate de Courtenay—Alberni s'est révélé un véritable champion dans la promotion de cet événement avec moi. Il en est de même du député de Richmond Hill qui siège du côté du gouvernement. Nous avons tous trois noué un lien d'amitié unique en faisant la promotion de cette cause — que nous présentons comme non partisane — qui rejoint un grand nombre de Canadiens. Nous avons sensibilisé les gens à la souffrance de nombreux hommes qui ont des pensées suicidaires et de ceux qui ont été affectés par la dépression postpartum après la naissance d'un enfant. Chaque année, lorsque nous tenons l'événement, en juin, à la fête des Pères, je reçois d'innombrables courriels de gens qui me disent ce que celui-ci leur a apporté.

Nous en sommes à la cinquième année. Le député de Courtenay—Alberni sera peut-être stupéfait de m'entendre l'annoncer à la Chambre, puisque je n'en ai pas parlé avec lui, mais oui, cet événement sera de retour cette année. J'adorerais qu'il puisse se dérouler en personne, comme nous l'avons fait par le passé, plutôt qu'en ligne, comme les deux derniers. Nous organisons donc cet événement pour la cinquième année avec nos partenaires, la Commission de la santé mentale du Canada et la Fondation Movember, et nous avons réussi à réduire les préjugés pour que les hommes puissent parler de suicide, puisque 80 % des hommes meurent par suicide et que les chiffres sont particulièrement élevés chez les hommes très jeunes, souvent chez les moins de 40 ans. Je continuerai de travailler à cet événement pendant la législature actuelle parce qu'il est important. J'espère continuer à faire disparaître les préjugés pour que les hommes continuent de parler de leurs émotions, qu'ils deviennent de maintes façons des « hommes modernes » et qu'ils n'aient pas peur de confronter les pensées suicidaires qui surviennent dans leur vie.

Voici la deuxième chose dont j'aimerais parler. Jakob Guziak est un jeune homme que je connais maintenant très bien et qui est devenu un bon ami à moi. Dix jours à peine après sa naissance, Jakob a fait l'objet d'un diagnostic d'immunodéficience combinée grave, ce qui l'empêche de lutter contre la plupart des types d'infection, qu'elles soient bactériologiques, virales ou fongiques. Jakob a be-

soin de thérapie génique, et il y en existe justement une qui pourrait changer sa vie. Le problème, c'est qu'elle coûte 2 millions de dollars, et sa mère Andrea ainsi que son père Kamil remuent ciel et terre pour amasser cette somme. De mon côté, je profite de chaque occasion qui m'est offerte pour leur donner un coup de pouce et me battre à leurs côtés afin que Jakob puisse obtenir l'aide dont il a besoin.

En terminant, le Parlement a vécu un moment historique à la dernière législature lorsqu'il a adopté, grâce à l'appui d'un grand nombre de députés libéraux et néo-démocrates, un projet de loi sur les congés de deuil. De nombreuses personnes ont pris la parole pour en faire la louange — et c'est très bien —, mais il reste un pas à franchir. Il faut maintenant que les provinces se dotent d'une loi semblable afin que tous les Canadiens aient droit à des congés de deuil, et pas seulement ceux qui travaillent dans les différents organismes, entreprises et commissions relevant du fédéral. En ce qui me concerne, je continuerai de tout faire pour convaincre les provinces de nous emboîter le pas, car il faut que chaque personne qui le désire puisse prendre des congés de deuil au besoin.

Sur ce, c'est toujours un privilège et un honneur de me trouver ici en présence de nombreux collègues. Je sais que le ton peut parfois monter, mais il y a toujours moyen de se faire des amis des deux côtés de la salle. Il suffit de prendre le temps de tendre la main à ses collègues et de leur parler.

● (1200)

L'hon. John McKay (Scarborough—Guildwood, Lib.): Monsieur le Président, je considère le député d'en face comme l'un de mes amis, et nous travaillons bien ensemble au sein du comité Canada—Royaume-Uni. Je siège ici depuis 24 ans, et ma plus jeune avait sept ans lorsque j'ai commencé. Elle a maintenant 31 ans. Les choses s'améliorent.

Une voix: Parlez pour vous-même.

L'hon. John McKay: Monsieur le Président, je perçois une certaine dissidence de l'autre côté.

Je veux relever une contradiction fondamentale dans le positionnement de certains des partis de l'opposition à l'égard de ce que je considère comme des initiatives valables. Qu'il s'agisse de la question du nombre de suicides mentionnée par le député d'Abbotsford, des initiatives de soins de longue durée qui ont été proposées ou des initiatives en santé mentale qui ont été proposées, toutes d'envergure nationale, la réponse du Bloc à toutes ces questions est la suivante: « Ne vous mêlez pas de nos affaires. Donnez-nous l'argent et laissez-nous tranquilles. Nous ne voulons pas de norme nationale pour quoi que ce soit. »

Je serais curieux d'entendre ce que dit le député de cette contradiction fondamentale chez nos amis du Bloc.

● (1205)

M. Matt Jeneroux: Monsieur le Président, j'aurais probablement besoin de quelques conseils de la part du député au moment où je m'engage dans cette voie. Le député est devenu un bon ami. Au sein du comité Canada—Royaume-Uni, il en a fait abstraction, mais sous sa direction en tant que président, nous avons été en mesure de faire des choses assez intéressantes et de nous unir pour faire avancer certaines initiatives. C'est à lui que revient le mérite d'une grande partie de ce travail.

L'Adresse

En ce qui concerne le point soulevé par le député, j'ai été élu au niveau provincial avant de venir ici, et il semble que la question des champs de compétence est de plus en plus soulevée, que ce soit sur le plan municipal, provincial ou fédéral, quand on parle du rôle du gouvernement fédéral dans le logement, la santé mentale et les soins de longue durée. La population en général semble souhaiter que de tels échanges aient lieu à l'échelle nationale. Je m'en réjouis. Je pense qu'il est possible de faire preuve de leadership, que l'on soit dans l'opposition officielle ou au gouvernement, dans bon nombre de ces discussions. La santé mentale est un débat très important, car elle ne concerne pas qu'un ordre de gouvernement. Nous devrions tous en parler.

M. Gord Johns (Courtenay—Alberni, NPD): Monsieur le Président, c'est toujours un plaisir de parler d'un discours de mon collègue, car il fait un travail si important, que ce soit dans le domaine du deuil ou de la prévention du suicide. Je me suis joint à lui chaque année à l'occasion de la fête des Pères pour parler de la santé mentale des hommes et du suicide chez les hommes, car les hommes sont trois fois plus susceptibles de se suicider que les femmes. Il est important que nous soyons unis, et je peux lui assurer que je me joindrai à lui sans faute cette année. Je souhaite également un joyeux anniversaire à sa fille.

Je viens de rencontrer la Coalition nationale pour la prévention du suicide. Elle attend toujours le résultat d'une motion présentée par mon ami et collègue de Timmins-Baie James qui a été adoptée à l'unanimité dans cette Chambre et que nous avons tous appuyée. Nous voici trois ans plus tard, au plus fort d'une crise de santé mentale due à la COVID-19 et à de nombreux autres facteurs, et nous n'avons toujours pas de plan d'action national pour la prévention du suicide.

Mon collègue convient-il que le gouvernement doit agir rapidement, que nous sommes en crise en ce qui concerne la santé mentale et les décès par suicide, et que le gouvernement doit réagir, sinon nous perdrons d'autres vies? C'est urgent.

M. Matt Jeneroux: Monsieur le Président, j'espérais que le député se joigne à moi encore une fois. J'ai hâte de collaborer avec les autres députés pour discuter du sujet à la Chambre et je suis content de savoir que le député soutiendra notre activité cette année encore.

Il a raison. C'est un sujet qui le passionne vraiment et c'est un honneur que de le compter parmi mes amis. Nous sommes capables de bien dialoguer à ce sujet qui ne demande aucune partisanerie. Nous sommes capables de faire beaucoup de bon travail, comme on a pu le constater lors du vote sur la motion du député de Timmins—Baie James au sujet d'une ligne téléphonique nationale. Ultiment, si nous sommes en mesure de collaborer sur des sujets comme la santé mentale au Parlement, nous sommes capables de tout.

Le vice-président: Je veux simplement rappeler à tous qu'il faut être concis dans ses questions et ses réponses. Nous n'avons eu le temps que pour deux questions dans ce cas-ci. Cela dit, il y a eu d'excellentes réponses et d'excellentes questions.

[Français]

Je veux m'assurer que tout le monde aura l'occasion de poser des questions et de faire des commentaires sur ce qui se passe dans ce débat.

[Traduction]

Nous continuons le débat. Le député de Cumberland—Colchester a la parole.

M. Stephen Ellis (Cumberland—Colchester, PCC): Monsieur le Président, je suis très heureux de prendre la parole aujourd'hui au nom des citoyens de Cumberland—Colchester.

À l'instar de mon collègue, j'aimerais remercier certains membres de mon équipe de campagne: George Laird, Chris Guinan, Paula Henderson, Joe Nicholson, Ray Cameron, Kevin Martin, Nick Gear et Tom Macdonald. Je remercie également ma famille, qui ne cesse de me soutenir tout au long de ce parcours qui est tout nouveau pour moi. Je les remercie tous ainsi qu'une multitude d'autres personnes.

Cumberland—Colchester est une région de la Nouvelle-Écosse nichée entre la baie de Fundy, qui subit les plus hautes marées au monde, et le détroit de Northumberland, dont les eaux sont les plus chaudes au nord des Carolines. C'est un endroit idéal pour élever une famille, investir dans une entreprise, prendre sa retraite ou passer des vacances. Je vous assure que l'on peut mener toutes les activités que l'on désire à Cumberland—Colchester. Nous offrons des activités récréatives tout au long de l'année, la nature est d'une beauté époustouflante, nous avons des établissements d'enseignement de premier ordre, d'excellentes occasions d'affaires et des habitants aimables et accueillants, comme les frères Smith, que j'ai mentionnés hier.

La circonscription de Cumberland—Colchester offre tant de belles choses, alors pourquoi ne mentionne-t-on presque pas la province de la Nouvelle-Écosse dans le discours du Trône? La réponse est très claire: le gouvernement libéral actuel manque de leadership. Je tiens également à préciser que le Cabinet du premier ministre du Canada mérite d'être respecté. Je me demande donc comment il est possible que le premier ministre puisse croire que les libéraux ne sont là que pour représenter les personnes qui ont voté pour eux et qu'ils sont disposés à faire des commentaires désobligeants sur les gens qui voient les choses différemment.

Comme nous le savons tous, on nous demande à la Chambre de débattre de dossiers qui sont souvent très délicats et qui touchent la vie de millions de personnes. Nous devons en débattre avec vigueur et passion sans toutefois cracher du venin. Les bons dirigeants d'une société démocratique ne devraient pas permettre que leurs citoyens craignent de critiquer les décideurs. Ils ne devraient pas dénigrer les citoyens qui ne suivent pas la ligne de parti, et notre merveilleux pays ne devrait pas être divisé par un chef qui a été élu pour diriger la nation tout entière. Les bons dirigeants doivent se montrer à la fois courageux et aimables, audacieux, mais ouverts d'esprit, visionnaires sans cracher de venin et attachés à de grands principes sans toutefois haïr autrui.

Malheureusement, cette division délibérée des Canadiens n'a fait qu'augmenter au cours des deux dernières années pour nos citoyens. Dans notre grand pays, cela a conduit à des reproches, de la malveillance, de l'hostilité et des manifestations. Ce n'est pas le Canada dans lequel je m'imaginai vivre mes vieux jours.

L'Adresse

Cette division a servi d'excuse à un gouvernement qui a mal planifié une pandémie mondiale annoncée depuis des années. Au cours des premiers jours de la pandémie, si les conservateurs n'avaient pas réclamé des vaccins, aucun n'aurait été fourni et, malheureusement, deux ans après le début de la pandémie, aucun n'a été produit au Canada, un pays pourtant très compétent et innovateur. De plus, nos demandes de tests rapides ont été rejetées comme inutiles. Les libéraux ont maintenant déposé un projet de loi demandant 2,5 milliards de dollars pour l'acquisition de tests rapides. Cela aurait dû être une priorité il y a 18 mois, lorsque les conservateurs du Canada ont recommandé cette mesure. Dans le monde entier, la valeur des tests rapides est reconnue, et l'incapacité persistante du gouvernement à produire un nombre appréciable de tests rapides au pays dans un délai raisonnable continue d'illustrer son incapacité à planifier ou à exécuter un plan. De plus, l'acquisition d'antiviraux a été lente par rapport à d'autres pays, et peut-être si lente qu'ils seront inutiles contre la vague actuelle d'Omicron.

Soyons clairs: le modèle de planification du gouvernement actuel peut être décrit comme étant trop lent, insuffisant et inopportun.

Par conséquent, chers collègues, où cela nous a-t-il menés? Deux ans après le début d'une pandémie, nous nous trouvons sans leadership fédéral et sans outils en nombre suffisant au moment opportun. Les seuls outils à la disposition de nos homologues provinciaux sont donc le confinement et les restrictions. Nous savons aussi très bien, comme mon collègue l'a mentionné plus tôt, que le sous-financement et la mauvaise planification de notre système de soins de santé nous ont privés de toute capacité d'intensification, puisque 92 % des lits de soins actifs sont occupés la plupart du temps.

Encore une fois, cela permet au gouvernement libéral de confiner les Canadiens et de leur imposer des restrictions, de pousser les entreprises à la faillite et d'avoir une dette nationale qui augmente de plus de 17,5 millions de dollars toutes les heures: tic-tac, tic-tac, tic-tac. Elle dépasse maintenant 1,2 billion de dollars.

• (1210)

Moins d'argent pour moins de biens a conduit le Canada à un niveau d'inflation jamais atteint depuis 30 ans et à une bulle immobilière qui a touché tous les coins du pays. Le mois dernier, j'ai parlé à Alison. Elle est bénévole dans un office d'habitation de Cumberland. Selon des estimations récentes, 100 personnes n'ont pas de logement adéquat et n'ont aucune chance d'en trouver un de sitôt. À Springhill, une ville de moins de 1 500 habitants, un appartement d'une chambre à coucher, s'il était disponible, coûterait 950 \$ par mois. Comme nous l'avons entendu à maintes reprises, les Canadiens n'ont plus les moyens de maintenir leur rythme de vie. Nous commençons à voir une tendance ici en ce qui concerne la planification: trop lente, insuffisante, trop tardive.

Pendant de nombreuses années, le gouvernement avait également été prévenu de la terrible catastrophe qui se produirait dans la prairie Sumas, en Colombie-Britannique. Comme le gouvernement est un soi-disant champion du changement climatique, les Canadiens se seraient attendus à plus. Cette catastrophe aurait pu être évitée et cette région du Canada mettra des années à s'en remettre.

J'aurais aimé pouvoir dire aux députés que cette catastrophe est unique, qu'elle ne se reproduira plus jamais au Canada et que, si le gouvernement était au courant d'un tel désastre imminent, il créerait bien sûr un plan et agirait. Une fois de plus, c'est avec un cœur très lourd que je signale à la Chambre des communes que dans ma

propre circonscription, à la frontière avec le Nouveau-Brunswick, une telle catastrophe est sur le point de se produire.

Le territoire qui relie le reste du Canada à la Nouvelle-Écosse s'appelle l'isthme de Chignecto. Dès le XVII^e siècle, les colons acadiens ont constaté que cette terre basse était sujette à des inondations sur ses flancs. Ils ont donc construit des aboiteaux, ce qui leur a permis de cultiver des terres fertiles tout en les protégeant des inondations. Il y a bien eu certains travaux d'entretien qui ont été effectués à grands frais. Malheureusement, le gouvernement a jugé bon d'étudier à nouveau ce problème. Pour ceux d'entre nous qui se sont tenus au sommet des digues à marée haute, il est clair que ce problème est réel. C'est terrifiant de constater que, par une triste journée de décembre, les eaux de la baie de Fundy, dont les marées sont les plus hautes au monde, viennent lécher le sommet des aboiteaux.

Ceux d'entre nous qui croient en la planification et au vieil adage selon lequel « ne pas planifier, c'est se préparer à l'échec », voient la folie d'une autre étude. Nous savons que c'est maintenant le moment d'agir. Le comble, c'est que je n'ai pas pu examiner cette nouvelle étude, qui est arrivée avec près d'un an de retard. Elle a été commandée par le gouvernement fédéral et les provinces du Nouveau-Brunswick et de la Nouvelle-Écosse. Cependant, pour des raisons qui dépassent l'entendement, je ne peux obtenir une copie de cette étude même si, comme je l'ai mentionné, cette catastrophe imminente se trouve dans ma circonscription.

En fait, j'ai communiqué avec le ministre des Transports pour lui demander expressément une copie de l'étude. La réponse, aussi surprenante et étonnante soit-elle, a été que je devais présenter une demande pour obtenir copie de cette étude financée par le gouvernement fédéral et le gouvernement du Nouveau-Brunswick. Pour moi et pour les résidents de Colchester, c'est une véritable gifle. En fait, c'est un affront pour tous les Néo-Écossais, car en plus des échanges commerciaux d'une valeur quotidienne de 50 millions de dollars, la route transcanadienne, le chemin de fer du CN et l'infrastructure de télécommunications passent par l'isthme. S'il n'y a pas de plan, quand les aboiteaux céderont, les conséquences seront horribles et les mesures correctives extrêmement coûteuses.

Je m'exprime aujourd'hui à titre de nouveau député fédéral et, bien que je sois fier de représenter les bonnes gens de Cumberland—Colchester, j'ai le cœur gros. Le Canada vit une crise marquée par la division, le désespoir, la duperie, la décrépitude, le déperissement, la diffamation, l'appauvrissement, la déception, le doute et la crainte. Je tiens mes collègues libéraux entièrement responsables de ces circonstances affreusement douloureuses, puisqu'ils mettent constamment de l'huile sur le feu dans les médias sociaux à des fins politiques tandis que leur inaptitude continue de détruire notre pays. Qui essaie de nous endormir ici?

Les Canadiens méritent et exigent mieux. Les conservateurs sont prêts à remettre le pays sur les rails et à lui redonner la place qui lui convient dans le monde.

• (1215)

[Français]

M. Mario Simard (Jonquière, BQ): Monsieur le Président, j'écoute attentivement mon collègue et, dans l'introduction de son intervention, il a parlé des divisions au Canada. Je suis d'accord avec lui: en temps de pandémie, ce qu'il faut surtout probablement éviter, ce sont les divisions.

L'Adresse

Il a fait référence à de nombreux éléments, comme les tests rapides qui ont tardé à venir. J'ai une question assez simple à poser à mon collègue. Dans les derniers jours, ils ont semblé offrir un soutien tacite aux manifestants qu'on voit dehors. La question qui me vient rapidement à l'esprit est la suivante: selon lui, est-ce que les klaxons sont plus efficaces que la vaccination pour aider à passer à travers la pandémie?

• (1220)

[Traduction]

M. Stephen Ellis: Monsieur le Président, le député ne sait peut-être pas que je suis médecin. J'ai reçu trois doses de vaccin. Nous savons que la vaccination est le principal moyen d'en finir avec cette pandémie. Je ne suis pas tout à fait certain que l'on peut associer klaxons et vaccination. Cela dit, je lui répondrais que, comme l'indiquent les études et l'Alliance canadienne du camionnage, près de 90 % des camionneurs sont entièrement vaccinés.

Ce que nous soutenons, à titre de membres du Parti conservateur du Canada, c'est la possibilité pour la population de protester de façon pacifique et respectueuse, ce qui est important pour l'affirmation de la démocratie au Canada.

M. Randall Garrison (Esquimalt—Saanich—Sooke, NPD): Monsieur le Président, je remercie le député d'avoir mis l'accent sur la santé dans ses observations sur le discours du Trône. De toute évidence, ce n'est pas seulement la pandémie, mais aussi d'autres aspects de la santé qui préoccupent grandement la plupart des Canadiens. Dans ma province, la Colombie-Britannique, l'année 2021 a été celle où l'on a enregistré le plus de décès par surdose de l'héroïne. Nous en comptons environ 150 par mois.

Je me demande si le député pourrait exprimer son soutien ou son opposition à l'idée de créer un approvisionnement sûr en médicaments et de décriminaliser la possession personnelle de petites quantités de médicaments, comme moyen de s'attaquer à cette grave crise des opioïdes qui touche tant de familles dans ma province.

M. Stephen Ellis: Monsieur le Président, nous savons que l'importance accordée à la pandémie a fait en sorte que de nombreuses questions de santé sont restées sans réponse et sans solution au Canada, les suicides étant l'une d'entre elles. Je sais que plusieurs collègues ont abordé la question de la ligne d'urgence à trois chiffres pour la prévention du suicide. Il s'agit certainement d'une mesure extrêmement importante.

Encore une fois, nous savons que lorsque nous nous concentrons sur une seule chose, que nous faisons appel à des experts en la matière et que nous avons un leadership gouvernemental défaillant, il devient très difficile de s'attaquer à toutes les autres questions très importantes dont doit s'occuper un gouvernement. Par conséquent, nous implorons le gouvernement d'envisager la fin de cette pandémie et de voir comment nous allons vivre dans un monde où la COVID est endémique.

L'hon. Ed Fast (Abbotsford, PCC): Monsieur le Président, je suis vraiment content que mon collègue ait mentionné les inondations historiques qui ont eu lieu dans la vallée du Fraser, en Colombie-Britannique. La dévastation est sans précédent. C'est ma circonscription. Ce sont les agriculteurs, les entreprises et les résidents que je représente qui ont du mal à s'en remettre.

Il a également mentionné le Nouveau-Brunswick et la Nouvelle-Écosse, et je suis heureux qu'il l'ait fait, car le problème des événements météorologiques liés au changement climatique est extrême-

ment grave. Nous allons avoir besoin d'investissements très importants, de l'ordre de plusieurs milliards de dollars, dans tout le Canada, pour protéger les Canadiens contre ces phénomènes météorologiques.

J'invite le député à commenter les investissements qui devront être faits, surtout dans son coin de pays, et à expliquer pourquoi il est important que nous fassions ces investissements maintenant, sans attendre qu'une autre catastrophe se produise pour prendre conscience de ce qui se passe autour de nous.

M. Stephen Ellis: Monsieur le Président, je remercie mon collègue d'Abbotsford et j'exprime toute ma sympathie à ses électeurs. Je comprends que des mesures correctives doivent maintenant être prises.

Ce qui m'étonne vraiment, comme je l'ai dit, c'est qu'il existe une étude sur ma région, mais que je ne peux pas l'obtenir. Comme je l'ai déjà mentionné, le gouvernement me dit d'en faire la demande au gouvernement du Nouveau-Brunswick, même si le gouvernement fédéral a financé une partie de cette étude. Pourquoi le gouvernement s'évertue-t-il à faire des études sans rien faire après?

Je trouve également absolument renversant que personne du côté du gouvernement n'ait de commentaires ou de questions sur ce genre d'approche qu'on voit trop souvent: trop peu, trop tard, aucune mesure.

Mme Elizabeth May (Saanich—Gulf Islands, PV): Monsieur le Président, c'est un honneur de prendre la parole dans le cadre du débat sur le discours du Trône tant de mois après son prononcé.

Je partagerai mon temps de parole avec le député de Kitchener-Centre. Quel plaisir de travailler avec lui à la Chambre! J'aurais aimé pouvoir être là en personne. Je le ferai bientôt, je l'espère.

J'étais à la Chambre le jour où le discours du Trône a été prononcé, le 23 novembre. C'était merveilleux que notre gouverneure générale prononce, pour la première fois, un discours du Trône non seulement dans nos deux langues officielles, mais aussi en inuktitut. J'ai eu le grand honneur de connaître Son Excellence dans plusieurs de ses rôles antérieurs, notamment lorsque nous avons siégé ensemble au conseil d'administration de l'Institut international du développement durable. Elle fera un travail formidable à titre de gouverneure générale, et j'étais ravie d'être ici à Ottawa pour entendre le discours du Trône qu'elle a prononcé.

Comme la gouverneure générale l'a fait remarquer à l'époque, le 23 novembre, nous subissons encore les contrecoups des événements dévastateurs qui ont frappé la Colombie-Britannique. Le député d'Abbotsford vient de parler de la dévastation causée par les inondations et les glissements de terrain dans la vallée du Fraser. Cette catastrophe a touché ma propre circonscription, Saanich—Gulf Islands, mais les répercussions les plus dévastatrices et les plus catastrophiques sont certainement celles qui ont frappé Abbotsford et la vallée du Fraser. Toutes les routes terrestres permettant d'atteindre la vallée du bas Fraser ont été coupées par ces catastrophes météorologiques extrêmes.

Lorsque le discours du Trône a été prononcé, nous n'étions qu'à dix jours de la fin de la COP26, les négociations mondiales sur le climat qui, sans avoir été un échec lamentable, n'ont certainement pas été une réussite. La COP26 n'a pas permis de faire ce qui s'imposait face à cette urgence.

L'Adresse

Lorsque je relis le discours du Trône maintenant, deux mois plus tard, je suis frappée par la beauté du texte, mais les mesures promises ne correspondent pas à l'esprit de ce discours. J'aborderai plusieurs éléments, et mon autre collègue du Parti vert, le député de Kitchener-Centre, se penchera sur d'autres questions essentielles qui nous préoccupent beaucoup.

Je veux parler du thème de la réconciliation dans le discours du Trône, des questions de vaccination et, bien sûr, de la crise climatique. Dans aucun domaine, les mesures promises n'ont été à la hauteur des paroles percutantes qui décrivent les nombreuses crises auxquelles nous sommes confrontés.

Commençons par le défi de la réconciliation. De nombreux députés ont mentionné à très juste titre que nous sommes encore dans la tourmente de la découverte des enfants disparus. Sur une période de plus de 150 ans, ces enfants ont été arrachés à leur foyer et à leur famille et ils ont été contraints à vivre des situations absolument horribles. Beaucoup d'entre eux ne sont jamais rentrés chez eux. Nous devons affronter cette réalité. Nous devons continuer de soutenir les communautés des Premières Nations grâce à un programme national, comme la Commission de vérité et réconciliation l'a exigé il y a plusieurs années, pour découvrir ce qui est arrivé à chaque enfant autochtone arraché à son foyer qui n'est jamais rentré chez lui. Il faut découvrir ce qui s'est passé, comment ils sont morts et où ils se trouvent. Chaque famille doit obtenir un rapport, et cela demeure une priorité.

Après l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées, on nous a très clairement indiqué que de nombreuses mesures devaient être adoptées pour protéger les femmes autochtones, qui sont plus susceptibles de se faire tuer. Nous n'avons pas adopté ces mesures. L'une d'elles est intimement liée à la crise climatique et à de nombreux autres aspects d'un secteur où notre pays moderne et industrialisé fait plutôt mauvaise figure, soit le transport terrestre. Selon l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées, les gens sont plus vulnérables lorsqu'ils ont un revenu faible et qu'il n'y a pas de transport en commun où ils vivent. Le choix qui s'offre à eux est essentiellement de faire de l'autostop, ce qui n'est pas un choix. Nous devons rétablir les services de VIA Rail et d'autobus partout au Canada.

Nous devons aussi veiller à ce que le règlement annoncé en janvier entre la Société de soutien à l'enfance et à la famille des Premières Nations, d'une part, et la merveilleuse et héroïque Cindy Blackstock, d'autre part, est réel, qu'il devienne réalité, et nous devons rester vigilants dans ce dossier. Nous nous réjouissons des 40 milliards de dollars réservés à cette fin, mais comme Cindy Blackstock l'a dit, ces fonds doivent être surveillés étroitement pour donner des résultats concrets.

• (1225)

En ce qui concerne la vaccination internationale, je veux souligner, comme je l'ai déjà fait à la Chambre, que nous comprenons maintenant qu'il sera impossible de mettre fin à la pandémie. Nous savons ce qui suit Omicron. Quelqu'un nous l'a déjà dit. C'est pi, la lettre suivante de l'alphabet grec. C'est aussi le nom du prochain variant qui nous guette. Il faut vacciner tous les habitants de la planète, faire de celle-ci le domicile de la grande famille humaine et cesser de servir de boîte de Petri vivante pour savoir combien de nouveaux variants nous attendent. Il faudrait qu'on vaccine les gens dans le monde entier, mais le Canada a esquivé cette question: soutiendrons-nous l'Afrique du Sud et l'Inde en réclamant une exemp-

tion de la protection des brevets à l'Organisation mondiale du commerce? Dans le cadre de l'Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce, il est possible d'obtenir une exemption pour élargir l'accès aux vaccins dans le monde entier.

Du point de vue climatique, on pourrait croire qu'un membre du Parti vert ne pourrait pas être mécontent que le discours du Trône dise: « Notre planète est en danger » et « C'est le moment de mener une action climatique audacieuse ». Voilà de belles paroles, mais dans la section qui traite de la crise climatique, on ne parle pas de nos engagements pris à Paris ni du fait que nous devrions garder la hausse de la température mondiale moyenne le plus possible sous 2 degrés Celsius en visant 1,5 degré Celsius.

Je pense que ces chiffres suscitent souvent l'indifférence chez les gens: 1,5 degré Celsius semble un chiffre bien petit, une cible irréaliste. Je tiens à rappeler aux députés que, selon les données scientifiques, un dôme de chaleur a entraîné la mort de près de 600 Britannico-Colombiens en 4 jours l'an dernier. Ma propre belle-fille a frôlé la mort, même si elle est dans la jeune trentaine. Elle a failli perdre la vie parce que la température a atteint 50 degrés Celsius à Ashcroft. On parle de phénomènes météorologiques extrêmes qui sont meurtriers.

Comme je l'ai dit, 600 personnes sont mortes en 4 jours en Colombie-Britannique. C'était un phénomène extrême. Le jour où la température ne cessait pas d'augmenter, le centre de Lytton a pratiquement été rasé par les flammes en quelques minutes. Le camion d'incendie n'est même pas sorti de la caserne. En passant, cette municipalité attend toujours de recevoir de l'aide pour lancer les travaux de reconstruction. Nous savons que les feux de forêt ont ravagé des centaines de milliers d'hectares en Colombie-Britannique. Puis, comme tous s'en souviennent, en novembre, des rivières atmosphériques ont détruit une bonne partie de nos infrastructures, ce qui a encore une fois entraîné la mort de gens et de centaines de milliers d'animaux, que l'on pense à la faune ou au bétail. On estime que le dôme de chaleur à la fin de juin et au début de juillet a tué 1 milliard d'animaux marins le long des côtes.

• (1230)

Tous ces événements se sont produits avec une température moyenne mondiale supérieure de 1,1 degré Celsius à ce qu'elle était avant la révolution industrielle. Par conséquent, 1,5 degré Celsius ne représente pas une valeur sûre que seuls les rêveurs espèrent que nous respectons: c'est la cible à atteindre pour espérer que l'humanité survive. Depuis la COP26, nous sommes beaucoup plus près d'atteindre une hausse de 3 degrés Celsius que de 1,5 degré Celsius. L'objectif du Canada demeure le moins ambitieux des pays industrialisés, et nous semblons avoir troqué l'objectif à atteindre pour que nos enfants aient un monde vivable où habiter, soit une hausse moyenne de 1,5 degré Celsius, contre un objectif de carboneutralité d'ici 2050. Cela crée la fausse impression que le fait d'atteindre la carboneutralité d'ici 2050 permet de respecter la hausse de 1,5 degré Celsius. C'est faux. Cela ne permettra de respecter la hausse de 1,5 degré Celsius que si le chemin pour y parvenir passe par une réduction marquée des émissions d'ici 2030. Les émissions doivent baisser. L'objectif de réduction de 40 % à 45 % du Canada est totalement inadéquat face aux demandes mondiales nous incitant à faire notre juste part de réduction des émissions afin de conserver une planète viable.

De plus, dans le discours du Trône, on ne parle pas d'interdire l'exportation du charbon thermique. On ne mentionne pas la loi sur la transition équitable. Il n'est nullement question du droit à un environnement sain, ni du rétablissement des modifications à la Loi canadienne sur la protection de l'environnement proposées dans le projet de loi C-28, qui est mort au Feuilleton lors du déclenchement des élections inutiles.

Durant les 30 secondes qui me restent, je dirais à tous les députés que je ne peux pas voter en faveur du discours du Trône, malgré tous les beaux mots qu'il contient, si l'avenir de mes petits-enfants n'est pas protégé. Nous devons le dire bien haut. Nous devons parler honnêtement et clairement. Nous devrions peut-être demander à tout le monde de s'ouvrir les yeux parce qu'il ne nous reste plus beaucoup de temps. Nous devons voir à ce que le gouvernement actuel prenne des mesures héroïques pour sauver la planète et l'humanité entière.

• (1235)

M. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, j'aimerais savoir ce que la députée pense de l'initiative Maisons plus vertes, qui permet aux habitants de partout au Canada de demander une subvention d'un montant maximal de 5 000 \$ pour accroître l'efficacité énergétique de leur maison. On pourrait soutenir qu'une telle initiative est avantageuse pour l'environnement, qu'elle favorise la création d'emplois et qu'elle améliore la qualité de notre parc de logements. J'aimerais savoir ce que la députée pense de ce programme précis.

Mme Elizabeth May: Monsieur le Président, j'ai applaudi lorsque ce programme a été annoncé en 2005 par Stéphane Dion, le ministre de l'Environnement de l'époque. L'ancien ministre des Finances Ralph Goodale l'avait inscrit dans son budget. Je suis heureuse de le revoir sous une forme élargie pour inclure des mesures comme l'installation de panneaux solaires, mais il est encore beaucoup trop modeste. Nous devons vraiment rétablir le parc de logements ainsi que les bâtiments municipaux, institutionnels et commerciaux. Tous les immeubles du pays doivent être modernisés le plus rapidement possible. Il faut donc élargir radicalement le programme.

Mme Marilyn Gladu (Sarnia—Lambton, PCC): Monsieur le Président, je remercie la députée de sa ferveur indéfectible pour la lutte aux changements climatiques.

L'une des choses que j'ai remarquées, cependant, c'est que...

Le vice-président: Le député de Rivière-des-Mille-Îles invoque le Règlement.

[Français]

M. Luc Desilets: Monsieur le Président, avec tout le respect que je vous dois, il me semble qu'il y a présentement iniquité entre le droit de parole que vous octroyez aux députés à la Chambre et ceux qui participent virtuellement aux travaux.

Cela fait plusieurs fois que je lève la main et je ne sais pas si nous sommes dans votre angle mort ou quoi, mais je souhaiterais qu'il puisse y avoir équité. Un député est un député. Cette situation, personne ne la souhaite. Nous souhaiterions tous participer aux travaux en personne, mais cela privilégie des partis qui sont beaucoup plus nombreux que nous en présentiel.

Le vice-président: Je remercie le député de son intervention et je lui assure que je vois bien les députés. J'essaie de mon mieux

L'Adresse

d'impliquer tous les députés qui sont en ligne ou ici à la Chambre, et que tous les partis politiques soient bien représentés.

Certains députés du Bloc québécois présents à la Chambre se lèvent parfois en même temps, alors je fais de mon mieux. Le député de Rivière-des-Mille-Îles sera le prochain à pouvoir poser sa question.

[Traduction]

La députée de Sarnia—Lambton a la parole.

Mme Marilyn Gladu: Monsieur le Président, comme je le disais, je remercie la députée de sa ferveur. Elle nous demande d'accélérer nos efforts pour lutter contre les changements climatiques, mais j'aimerais signaler que le gouvernement n'a même pas atteint ses cibles de 2030. Il n'est pas sur la bonne voie. Je ne sais pas combien d'arbres il a plantés sur les milliards promis, mais il me semble bien que les députés d'en face se spécialisent dans les beaux discours. La députée est-elle d'accord?

Mme Elizabeth May: Monsieur le Président, c'est une question difficile. Je ne suis pas prête à dire que le gouvernement n'a rien fait. Il met en place des programmes et des mesures qui, à tout le moins, devraient nous orienter dans la bonne direction. On dit souvent, et c'est vrai, que le gouvernement du Canada, quel que soit le parti au pouvoir, n'a jamais atteint l'objectif qu'il s'était fixé, mais la réalité est encore pire: aucun ne nous a jamais orientés dans la bonne direction. Jusqu'à maintenant, peu importe le nombre d'engagements pris pour réduire les émissions, celles-ci continuent d'augmenter.

Je pense que nous allons commencer à voir les émissions diminuer, mais c'est loin d'être suffisant parce que la mesure du succès n'est pas de savoir si on a trompé suffisamment de gens pour remporter une autre élection. La mesure du succès consiste plutôt à savoir si on a satisfait aux exigences scientifiques qu'il faut respecter dans le cadre d'un bilan de carbone. Il faut agir rapidement pour que le monde demeure un endroit où il fait bon vivre, et c'est pourquoi je félicite le gouvernement d'avoir fait quelque chose. Je dois toutefois reconnaître que c'est loin d'être suffisant.

[Français]

M. Luc Desilets (Rivière-des-Mille-Îles, BQ): Monsieur le Président, cela me fait toujours plaisir d'entendre la députée du Parti vert discuter des dossiers climatiques et autres, son discours ayant principalement porté sur ce sujet.

Je connais sa sensibilité et son intelligence et j'aimerais entendre son point de vue sur la hausse des transferts en santé souhaitée par toutes les provinces de ce pays, permettant de couvrir 35 % des dépenses. Cette hausse est le nerf de la guerre dans ce que l'on vit actuellement. En effet, outre l'environnement, c'est la santé qui est à l'ordre du jour, plus qu'à peu près.

• (1240)

Mme Elizabeth May: Monsieur le Président, je remercie mon collègue du Bloc québécois de sa question, qui comporte des mots généreux et amicaux.

Je pense qu'on doit aussi parler des menaces sur notre santé résultant des changements climatiques. J'ai mentionné les canicules et les gens qui en sont décédés. Je suis d'accord avec le Bloc québécois pour dire que le gouvernement fédéral et les provinces doivent davantage collaborer pour protéger nos systèmes de santé publique.

L'Adresse

Avec la pandémie qui est apparue il y a deux ans, nos systèmes de santé publique provinciaux ont subi un stress et vivent une crise de plus en plus grande.

[Traduction]

M. Mike Morrice (Kitchener-Centre, PV): Monsieur le Président, je suis heureux d'avoir l'occasion de prendre la parole au sujet du discours du Trône. Je voudrais me concentrer sur les priorités qui nous permettent de collaborer de façon constructive avec le parti au pouvoir et, en fait, avec tous les parlementaires, pour réaliser des progrès. Il s'agit des priorités que le gouvernement a énoncées dans le discours du Trône et dont les gens de ma circonscription, Kitchener, m'ont parlé à maintes reprises.

Commençons par le logement. Dans le discours du Trône, le parti au pouvoir dit qu'il est déterminé à travailler avec des partenaires pour obtenir des résultats concrets. Je veux d'abord parler de la situation dans laquelle se trouve ma collectivité.

L'année dernière, nous avons mené une étude sur le nombre de sans-abris, qui s'élève maintenant à plus de 1 000 personnes qui vivent dans des conditions très rudes et n'ont pas de logement. C'est trois fois plus que le dernier dénombrement ponctuel que nous avons effectué.

Quant à la situation pour les gens qui aspirent à acquérir une propriété, nous observons que le coût d'achat d'une maison à Kitchener était trois fois plus élevé que le revenu annuel médian en 2005. En 2021, ce coût était 8,6 fois plus élevé que le revenu annuel médian.

La possibilité d'acheter une maison devient de plus en plus limitée, et je sais que cette situation touche beaucoup de gens partout au pays. Ceux qui cherchent un logement abordable et décent doivent s'inscrire sur une liste d'attente de près de huit ans. Les députés peuvent-ils imaginer ce que vivent ces gens qui savent qu'ils devront attendre huit ans pour avoir un logement?

L'été dernier, une femme m'a raconté qu'elle avait eu la chance de trouver un logement abordable, mais il y a de la moisissure dans le logement et elle sait que rien n'incite le propriétaire à remédier à la situation. Il faut s'attaquer non seulement au problème de l'abordabilité, mais aussi à la qualité afin d'offrir des logements décents.

Les maisons devraient être vendues à des gens qui veulent y habiter et non à des investisseurs pour qui elles ne sont que des produits commerciaux. Il faut pour cela modifier les règles du jeu. Par exemple, il faut investir à nouveau dans des logements hors marché, subventionnés, publics et coopératifs. Au début des années 1980, par exemple, 8 % des nouveaux logements locatifs construits étaient des coopératives d'habitation. J'ai moi-même vécu dans une coopérative pendant de nombreuses années. Je sais donc ce qu'est une coopérative d'habitation décente et de qualité. En 2020, moins de 1 % des logements locatifs construits étaient des coopératives d'habitation.

Nous pourrions examiner la fiscalité. Par exemple, il y a des investisseurs qui achètent des propriétés à titre purement spéculatif pour les revendre après de nombreuses années. Nous pourrions mettre en place une taxe progressive sur ces revendeurs de maison et utiliser les revenus ainsi produits pour réinvestir dans un plus grand nombre de logements abordables. Nous pourrions aussi envisager ce que la BMO a également demandé, c'est-à-dire mettre fin au système d'offres à l'aveugle.

Je me réjouis à l'idée de travailler avec le gouvernement pour réaliser des progrès significatifs en ce qui concerne le coût du logement.

Dans le discours du Trône, il a aussi été question du coût de la vie, de l'Allocation canadienne pour enfants et de la garde d'enfants. Je me réjouis de ces initiatives, mais nous devons aussi reconnaître qu'un nombre disproportionné de Canadiens vivent dans la pauvreté, et je veux parler des Canadiens handicapés.

En fait, le mot « handicap » ne figurait pas du tout dans le discours du Trône. Nous savons que le parti au pouvoir avait déjà déposé un projet de loi et présenté la prestation canadienne pour les personnes handicapées. Cette prestation permettrait d'aider jusqu'à 1,5 million de Canadiens qui vivent actuellement dans la pauvreté. Nous savons que les Canadiens de partout au pays la voient d'un bon œil, puisque 89 % d'entre eux l'appuient déjà.

À Kitchener, les personnes handicapées qui ont accès au Programme ontarien de soutien aux personnes handicapées reçoivent une allocation-logement de 497 \$ par mois. Combien d'appartements sont offerts à 497 \$ par mois ou moins à Kitchener? Aucun. C'est la raison pour laquelle nous devons nous concentrer sur l'impératif moral d'aider les Canadiens handicapés et de veiller à ce qu'ils aient accès à un logement digne de ce nom partout au pays.

En ce qui concerne la santé mentale, il est question dans le discours du Trône de mettre l'accent sur la santé mentale comme nous le faisons pour le bien-être physique, les deux étant indissociables.

Je suis entièrement d'accord. Nous sommes au beau milieu d'une pandémie parallèle en ce qui concerne la santé mentale, et c'est pourquoi nous devons accroître les engagements en matière de financement des soins en santé mentale tout en reconnaissant la crise des opioïdes que nous traversons également en raison de la circulation à grande échelle de drogues mortelles.

● (1245)

L'an dernier seulement, on a déploré 99 décès évitables à Waterloo, ville jumelle de Kitchener, soit le deuxième plus grand nombre jamais enregistré. Certains groupes, dont l'Association canadienne des chefs de police, demandent clairement la décriminalisation de la possession simple et travaillent activement à rendre l'approvisionnement plus sécuritaire. Ce sont des politiques dont il n'a pas été question dans le discours du Trône et que j'encourage le parti au pouvoir à envisager, compte tenu de notre intérêt commun à faire des progrès en matière de santé mentale et de toxicomanie et à sauver des vies partout au pays.

Cela m'amène à mon dernier point. Pour faire écho aux commentaires formulés plus tôt par la députée de Saanich—Gulf Islands au sujet de la crise climatique, nous devons simplement suivre les avis scientifiques. Il est fini le temps où se demandait si le plan de tel parti était meilleur que celui de tel autre. Le fait est que tout cela n'a plus aucune importance. Tout ce qui importe, c'est de savoir si nous choisissons ensemble de nous en tenir à la possibilité de maintenir une augmentation maximale des températures mondiales de 1,5 degré Celsius.

C'est vrai pour les gens de ma communauté, jeunes et vieux, qui en ont tous assez de l'inaction climatique. Nous avons l'obligation morale d'assurer à nos enfants, à nos nièces, à nos neveux et à nos petits-enfants un avenir climatique sûr.

L'Adresse

Comme l'a dit Greta Thunberg, soit nous agissons, soit nous n'agissons pas. Soit nous empêchons un réchauffement de 1,5 degré, soit nous ne l'empêchons pas. Soit nous choisissons de continuer en tant que civilisation, soit nous choisissons de ne pas continuer.

Nous avons cette possibilité aujourd'hui. Nous pourrions dire qu'il ne s'agit peut-être pas d'un bon moment d'investir 18 milliards de dollars en subventions dans les combustibles fossiles ou d'acheter et de prolonger un pipeline pour exporter davantage d'émissions dans le monde. Au lieu de cela, nous pourrions nous servir de ces fonds, notamment le financement annoncé le mois dernier pour le Fonds de réduction des émissions, qui a plutôt fait augmenter la production de pétrole. Nous pourrions également nous servir du nouveau crédit d'impôt pour le captage et le stockage du carbone.

Chacune de ces mesures ne constitue qu'une autre subvention au secteur des combustibles fossiles que nous pourrions choisir de réaffecter à une transition équitable pour les travailleurs de première ligne. En ce qui concerne les commentaires faits plus tôt, nous pourrions nous servir de ces fonds pour développer la Subvention canadienne pour des maisons plus vertes. Le montant de 5 000 \$ par mois représente un excellent début. Rénovons tous les bâtiments du Canada et, ce faisant, créons des millions d'emplois.

Si nous voulons être honnêtes au sujet des données scientifiques, prenons le genre de mesures que nous savons tous nécessaires et donnons-y suite. J'aspire à continuer de travailler avec tous les parlementaires et à reconnaître que nous avons un intérêt commun à écouter les gens de nos circonscriptions qui nous demandent de mettre de côté la partisanerie et les demandes d'un parti par rapport à un autre afin de simplement discuter honnêtement de ce que réclament les scientifiques, les jeunes et les dirigeants autochtones. Qu'il s'agisse du coût du logement, de la crise de la santé mentale, de la nécessité de sortir les gens de la pauvreté ou de lutte contre les changements climatiques, nous ne devons pas nous contenter de faire du bien, mais aussi aller au rythme jugé nécessaire par les scientifiques.

• (1250)

[Français]

Mme Julie Vignola (Beauport—Limoilou, BQ): Monsieur le Président, je vais revenir un peu sur le début du discours de mon collègue concernant les logements sociaux. Il y a un manque criant de logements, non seulement abordables, mais économiquement viables pour la majorité des familles.

On parle d'abordabilité à 10 % de moins. Je ne sais pas si la situation est la même dans sa circonscription que dans la mienne, mais des entreprises, parfois étrangères, bâtissent des condominiums à 2 500 \$ par mois pour un logement de deux chambres à coucher. Même avec une structure abordable et 10 % de rabais, est-ce viable? La réponse est non.

Quelles pistes de solution mon collègue proposerait-il pour que nos gens puissent avoir quelque chose de durable et de réellement abordable?

M. Mike Morrice: Monsieur le Président, je remercie ma collègue de Beauport—Limoilou de son importante question.

[Traduction]

Je vais passer à l'anglais pour employer les mots justes. Il est tellement important que nous parlions non seulement des investissements, mais aussi des politiques nécessaires pour des logements

non seulement abordables, mais dignes et de qualité. Je serai heureux d'avoir une plus longue conversation avec la députée et avec d'autres collègues pour parler non seulement de l'investissement, mais aussi des politiques nécessaires. J'ai dit quelques mots sur la fiscalité, par exemple. J'ai aussi parlé des logements coopératifs et d'autres options en matière de logements sociaux et subventionnés pour faire en sorte qu'ils soient vraiment abordables, et dignes.

M. Daniel Blaikie (Elmwood—Transcona, NPD): Monsieur le Président, je remercie le député de Kitchener-Centre d'avoir mis l'accent sur les changements climatiques et le logement dans son intervention.

Mes concitoyens d'Elmwood-Transcona qui ont du mal à trouver des logements correspondant à leur budget me parlent de leurs difficultés. Ceux qui me contactent ne sont pas que des personnes à la limite du seuil de pauvreté qui ne trouvent pas de logement; ce sont aussi des gens qui ont eu de bons emplois de la classe moyenne et qui ont pu acheter une maison pour leur famille. Il leur est impossible à présent d'imaginer comment leurs enfants pourront se permettre d'acheter une maison. Le député pourrait-il parler un peu de certaines des mesures que le gouvernement pourrait prendre pour essayer de calmer le marché du logement? Les libéraux proposaient même des mesures dans leur programme électoral, mais ils ne semblent pas pressés de les mettre en œuvre pour l'instant.

En outre, il est évident que nous devons investir massivement non seulement dans des logements abordables, car leur définition les met encore trop souvent hors de portée des citoyens, mais aussi dans des logements au loyer proportionné au revenu. Je me demande comment nous pourrions utiliser une grande campagne de financement pour construire ces unités, et ce de manière à tenir compte de la crise climatique, en veillant à créer le plus de logements possible à la portée des personnes qui en ont besoin, le tout en générant le moins d'émissions possible.

M. Mike Morrice: Monsieur le Président, je remercie le député d'Elmwood-Transcona de sa question et des efforts qu'il déploie à la Chambre, notamment pour défendre la cause des aînés.

En ce qui concerne le logement, je n'ai pas eu l'occasion de le mentionner dans mon intervention, mais dans tout le pays, les aînés, qui vivent souvent sous le seuil de pauvreté, voient le coût du logement augmenter avec inquiétude. Ils se demandent s'ils pourront garder le logement qu'ils occupent.

Le député demande quelles politiques le gouvernement pourrait adopter. La taxe sur les logements vacants, dont le gouvernement a parlé, en est un exemple. Nous pourrions mettre en place une vraie taxe sur les maisons achetées par des investisseurs qui ne souhaitent pas du tout voir quelqu'un y vivre. Le gouvernement a parlé d'une taxe de 1 % sur les étrangers non résidents, mais nous avons des exemples dans tout le pays, à Vancouver, entre autres, où elle est nettement plus élevée.

Avec ce type de mesures, nous pourrions utiliser ces fonds pour réinvestir et, en ce qui concerne la lutte aux changements climatiques et d'autres possibilités, accorder des prêts sans intérêt et faire en sorte que les Canadiens à faible revenu aient accès au financement nécessaire pour des améliorations écoénergétiques, afin de réduire aussi la précarité énergétique dans tout le pays.

Mme Marilyn Gladu (Sarnia—Lambton, PCC): Monsieur le Président, je remercie le député d'en face d'avoir couvert un si grand nombre d'enjeux primordiaux dans son discours.

L'Adresse

J'aimerais parler des logements abordables parce que Sarnia est aux prises avec une pénurie dans ce domaine. L'inaction des libéraux a entraîné une hausse de l'itinérance. J'aimerais que le député nous fasse part de la situation dans sa circonscription. Constate-t-il une telle hausse, lui aussi?

● (1255)

M. Mike Morrice: Monsieur le Président, la situation est catastrophique. Ma circonscription est située dans la région de Waterloo, et le nombre de personnes qui y vivent dans des conditions difficiles, sans abri, a triplé. Les difficultés qui affectent ces personnes touchent non seulement le logement, mais divers autres aspects comme la santé mentale. Je me réjouis de pouvoir collaborer avec la députée en vue de remédier aux problèmes des Canadiens d'un bout à l'autre du pays qui n'ont pas accès à un logement sûr et adéquat.

M. Chandra Arya (Nepean, Lib.): Monsieur le Président, je vais partager mon temps de parole avec le député de Nickel Belt.

Je souhaite remercier les citoyens de Nepean de m'avoir élu député pour la troisième fois. Je promets de continuer de travailler d'arrache-pied pour leur offrir des services avec l'aide de mes collaborateurs et je continuerai de les représenter ici, dans cette auguste assemblée.

J'aimerais aussi profiter de cette occasion pour remercier ma famille et, tout d'abord, mon épouse, Sangeetha. Nous sommes mariés depuis 31 ans et je la connaissais quatre ans avant cela. Depuis 35 ans, elle est une amie et une partenaire à part entière dans tout ce que je fais. Elle est mon roc. J'aimerais aussi remercier et saluer mon fils, notre seul fils, Siddanth, qui est comptable agréé. Il me donne son avis sur beaucoup d'idées et de réflexions que j'ai dans mon travail de député. Très souvent, nous avons des discussions intellectuelles très approfondies, qu'il s'agisse de la cryptéconomie, de la théorie monétaire moderne, la TMM, d'accords historiques ou des liens entre des faits historiques et les événements géopolitiques actuels. Je remercie ma famille qui est restée à mes côtés toutes ces années.

J'aimerais également remercier le formidable groupe de bénévoles qui m'a aidé à remporter cette élection, la troisième de suite. Cette campagne avait notamment ceci de particulier que ce groupe de bénévoles était composé à 80 % d'étudiants. Ces jeunes Canadiens n'ont pas ménagé leur peine pour m'aider à être élu. Ce sont ces jeunes Canadiens, nos enfants et nos petits-enfants, qui étaient le point de mire quand je suis entré en politique.

Je suis entré en politique en ayant trois principaux objectifs, l'un étant que je voulais faire en sorte que la société canadienne et l'économie restent solides et concurrentielles dans l'économie mondiale du savoir, afin de garantir la prospérité de nos enfants et de nos petits-enfants. Aujourd'hui, nous sommes riches. Le Canada est prospère grâce à ses ressources naturelles. Avec notre pétrole, notre gaz, nos minéraux, nos métaux et nos produits forestiers, et au dur labeur de plusieurs générations de Canadiens, nous connaissons aujourd'hui la prospérité et un niveau de vie élevé. Cependant, dans cinq ou 10 ans, ces avantages que nous confère la nature ne suffiront pas à garantir notre prospérité continue. L'économie mondiale s'achemine vers une économie du savoir et je tiens à faire tout mon possible pour que le Canada soit à l'avant-garde de cette économie du savoir.

Je me permets de parler de quelques-unes des technologies qui dominent dans l'économie du savoir. Il s'agit notamment de l'intelli-

gence artificielle, du stockage de l'énergie, de l'informatique quantique, de la robotique, du séquençage génomique et de la technologie des chaînes de blocs. Celles-ci n'ont pas seulement une incidence sur les entreprises, le secteur privé et l'économie. Elles ont aussi une grande incidence sur l'ensemble de la société canadienne et sur notre mode de vie. Il est donc très important pour nous d'en être conscients et de prendre des mesures pour demeurer à leur avant-garde.

Dans l'économie du savoir, nos ressources naturelles ne seront pas un gage de prospérité, car les règles du jeu sont égales pour tous. De nos jours, les Canadiens et nos enfants sont en concurrence avec des étudiants de diverses régions du monde, que ce soit Sydney, en Australie; Tokyo, au Japon; Shanghai, en Chine; Francfort, en Allemagne; ou Mumbai, en Inde. Dans cette économie, la concurrence vient de partout, car les règles du jeu sont égales pour tous. Nous devons donc donner à nos enfants les moyens de soutenir aisément la concurrence mondiale.

● (1300)

J'aimerais donner rapidement quelques exemples précis et parler de leur incidence sur nous.

Dans le domaine de l'intelligence artificielle, trois des grands penseurs les plus accomplis dans le monde, Eric Schmidt, ancien PDG de Google, Henry Kissinger et Daniel Huttenlocher, viennent de publier un livre sur l'intelligence artificielle, sa façon de transformer la société humaine et son sens pour nous tous. Aujourd'hui, l'intelligence artificielle a appris à remporter une partie d'échecs en effectuant des coups auxquels les grands maîtres n'avaient jamais pensé. Elle a également permis de découvrir un nouvel antibiotique en analysant des propriétés moléculaires que les scientifiques ne comprenaient pas. Aujourd'hui, des jets pilotés par l'intelligence artificielle l'emportent sur des pilotes d'expérience dans des simulations de combats aériens. L'intelligence artificielle est utilisée en ligne pour la recherche, la diffusion en continu, la médecine, l'éducation et dans beaucoup d'autres domaines et, ce faisant, elle transforme l'expérience qu'ont les êtres humains de la réalité.

Mon deuxième point concerne la génomique. L'initiative qui a permis de réaliser le premier séquençage de l'ensemble du génome humain, en 2000, a coûté plus de 3,7 milliards de dollars et a pris 13 ans en capacité de traitement. Aujourd'hui, cela coûte moins de 1 000 \$ et prend quelques heures.

Troisièmement, à l'heure actuelle, le secteur des transports, qui représente des milliers de milliards de dollars, est en train de changer radicalement. Les véhicules alimentés par batterie sont une réalité. Ce n'est peut-être pas aussi vrai au Canada, mais c'est une grande réalité en Chine, dans certaines régions de l'Europe et aux États-Unis. Nous devons investir pour permettre à cela de se concrétiser. Nous devons être à l'avant-garde de ces technologies.

Le Canada a l'avantage « naturel » de posséder les minéraux rares nécessaires à la fabrication des cellules des batteries des véhicules électriques. Ce dont nous avons besoin, c'est d'un plan global pour développer les mines, traiter les minéraux, fabriquer les batteries, emballer les cellules de batterie et, évidemment, passer à la production de véhicules. C'est ce que nous devons faire, mais nous en sommes encore très loin.

L'Adresse

En ce qui concerne l'économie du savoir, nous avons fait d'importants investissements dans le dernier budget: environ 440 millions de dollars pour la Stratégie pancanadienne en matière d'intelligence artificielle, 360 millions de dollars pour le lancement d'une stratégie quantique nationale, 90 millions de dollars pour le Centre canadien de fabrication de dispositifs photoniques et 400 millions de dollars à l'appui de la Stratégie pancanadienne en matière de génomique. Nous avons fait ces investissements. De plus, pour un avenir propre et vert en vue du passage des moteurs à combustion interne aux véhicules électriques à batterie, nous avons mis sur pied le centre d'excellence sur les minéraux de batterie critiques.

J'ai demandé la création immédiate d'un groupe de travail chargé d'élaborer et de mettre en œuvre une stratégie globale pour le développement des mines et des technologies qui président à la fabrication de batteries. Nous avons besoin d'une approche de type « Équipe Canada » pour comprendre les répercussions de ces nouvelles technologies sur les nouvelles économies du savoir et l'incidence qu'elles ont non seulement sur le plan économique, mais aussi sur la vie quotidienne de la société canadienne. Nous devons être prêts pour cela. Nous devons maintenir le Canada à l'avant-garde de ces nouvelles technologies dans l'économie du savoir afin de garantir que nous demeurerons prospères et que nos enfants et petits-enfants pourront eux aussi accéder au niveau de vie dont nous jouissons aujourd'hui.

• (1305)

Mme Cheryl Gallant (Renfrew—Nipissing—Pembroke, PCC): Monsieur le Président, je remercie le député d'en face d'avoir expliqué clairement comment nous devrions utiliser nos ressources naturelles et la technologie.

Dernièrement, pour ne citer qu'un exemple, le gouvernement a jugé qu'il n'était pas nécessaire de garder le contrôle d'une mine d'hydroxyde de lithium parce que nous n'avons pas la capacité d'en faire quelque chose. Le député d'en face a parlé de batteries, mais l'avenir auquel nous aspirons comprend la fusion nucléaire comme source d'énergie. En son temps, le gouvernement Chrétien avait décidé que le Canada ne choisirait pas cette option, mais nous sommes plus proches de pouvoir l'utiliser. Le lithium est un des éléments employés dans la production du plasma qui est concentré avec l'énergie afin de produire plus d'énergie qu'il n'en est consommé. C'est ainsi que seront alimentés les véhicules du futur.

Si nous prenons l'énergie propre et ce que permet la fusion nucléaire, que voit le député d'en face dans la technologie et l'intelligence artificielle que le Canada possède et qui nous permettra d'en bénéficier de sorte que notre pays puisse profiter d'un aspect de ce combustible propre, sans smog et performant qui sera mis au point?

M. Chandra Arya: Monsieur le Président, sur la question du lithium et des autres minéraux qui entrent dans la fabrication des batteries pour la prochaine génération de technologies, je suis heureux de dire que le Canada et les États-Unis travaillent de concert. Ils définissent une stratégie globale pour l'exploitation des mines, pour la création d'unités de traitement et pour les fabricants de batteries même.

Mme Lindsay Mathyssen (London—Fanshawe, NPD): Monsieur le Président, le député parlait de l'évolution de la technologie et de la prochaine génération. Évidemment, il s'agit aussi de la prochaine génération d'incroyables intellectuels, de cerveaux et de travailleurs dans les domaines dont il parlait. Ils essaieront de faire prospérer l'économie et d'accroître la base de connaissances. Cependant, le gouvernement ne fait pas ce qu'il faut pour que les étu-

dants puissent recevoir l'éducation dont ils ont besoin. Ils se heurtent à d'énormes obstacles.

Le gouvernement a mis en place des aides temporaires aux étudiants, mais quand cessera-t-il pour de bon de percevoir des intérêts sur les prêts d'études? Quand emboîtera-t-il le pas au NPD et ferait-il en sorte que les étudiants ne se heurtent pas à des obstacles financiers afin qu'ils puissent vraiment se tailler une place dans cette incroyable prochaine génération et dans notre économie tout en y contribuant pleinement?

M. Chandra Arya: Monsieur le Président, les étudiants comptent énormément dans la société, comme je l'ai indiqué dans mon intervention. Nous devons rendre le Canada compétitif afin qu'il puisse être à l'avant-garde de ces technologies, pour le bien de nos enfants et de nos petits-enfants. Nous devons nous assurer que nos étudiants sont formés en STEM, c'est-à-dire en sciences, technologie, ingénierie et mathématiques. Ce sont les composantes de base de la nouvelle économie du savoir.

Lorsque je vais dans des écoles, j'interroge les élèves sur ce qu'ils veulent faire. Si un élève veut devenir charpentier, médecin ou avocat, je lui dis que c'est une bonne chose. À ceux qui disent ne pas savoir ce qu'ils veulent faire, je suggère toujours d'étudier les mathématiques et la physique. Nous devons investir. Tous les paliers de gouvernement doivent investir dans l'éducation, surtout dans les sciences, la technologie, l'ingénierie et les mathématiques.

L'hon. John McKay (Scarborough—Guildwood, Lib.): Monsieur le Président, au début de son intervention très judicieuse, le député a abordé la question des cryptomonnaies. Comme lui, j'ai un fils, et j'ai des discussions avec lui sur les cryptomonnaies, auxquelles je ne comprends pas grand-chose. Mon fils, par contre — et j'oserais dire qu'il en va de même pour le fils de mon collègue —, en comprend vraiment bien le fonctionnement.

J'aimerais savoir ce que mon collègue pense du rôle que devrait jouer le gouvernement du Canada, en particulier le ministère des Finances, dans la réglementation et la taxation des échanges de cryptomonnaies.

• (1310)

M. Chandra Arya: Monsieur le Président, la cryptoéconomie est nouvelle. Elle ne fait que commencer. Comme mon collègue l'a souligné, il est très important que nous réglementions le marché afin d'y mettre de l'ordre. À l'heure actuelle, le désordre règne dans la cryptoéconomie, dans le monde entier. C'est pour cela que les gouvernements des différents pays doivent s'asseoir ensemble afin d'établir des règles et des règlements uniformes pour gérer ces échanges.

[Français]

M. Marc Serré (secrétaire parlementaire de la ministre des Langues officielles, Lib.): Monsieur le Président, je suis fier de représenter les gens de Nickel Belt pour une troisième fois. Je suis également honoré de prendre la parole aujourd'hui au sujet du discours du Trône.

*L'Adresse**[Traduction]*

La session parlementaire a repris hier. Je suis heureux d'être à Ottawa pour représenter les résidents de Nickel Belt, et je continuerai à défendre leurs priorités et à m'efforcer de trouver des solutions. Même si cette période d'incertitude a créé des difficultés, il y a déjà de nombreuses possibilités d'aller de l'avant de manière progressive et positive. J'ai hâte de participer aux débats à la Chambre et dans ma circonscription.

Les actions menées durant ces derniers jours et en fin de semaine par des manifestants dans la capitale nationale suscitent de sérieuses préoccupations touchant la sécurité publique et elles sapent notre droit à un processus démocratique sûr. Il n'y a pas de place pour les symboles de haine, les gestes irrespectueux sur la Tombe du soldat inconnu, la dégradation des biens publics ou l'intimidation des résidents, des propriétaires d'entreprises ou du personnel parlementaire.

Les camionneurs ont toujours eu un rôle important à jouer dans la prospérité économique de notre pays. Ils se sont mobilisés tout au long de la pandémie et demeurent essentiels. La sécurité des camionneurs reste la priorité de notre gouvernement, et c'est pourquoi Transports Canada et l'Agence des services frontaliers du Canada ont collaboré étroitement avec l'industrie tout au long de ce processus afin de s'assurer que les entreprises et les chauffeurs sont prêts. Soulignons-le une fois de plus: les gouvernements du Canada et des États-Unis ont fait de la vaccination une exigence pour traverser la frontière.

La voie à suivre, après la pandémie et au-delà, doit se fonder sur le respect et les mesures pour réduire la propagation de la désinformation. La façon dont certains événements sont couverts sur les médias sociaux favorise l'extrémisme aux dépens de mesures positives, efficaces et concrètes. Nous devons dénoncer tout ce qui continue d'attiser la division et la peur. J'encourage tous les députés et tous les gens de leur circonscription à entrer en contact avec les membres de la collectivité pour discuter de la façon de faire réellement progresser le changement. Un des moyens consiste à s'engager fortement dans le processus démocratique, ce qui signifie aller voter, consulter des sources d'information crédibles et demander des comptes aux élus lors des élections et pendant les campagnes.

Les députés sont la voix du peuple, et je suis plus mobilisé que jamais pour chacun des résidents de ma circonscription, Nickel Belt. J'ai gardé une approche locale dans mon engagement auprès d'eux, et je continuerai à rencontrer les gens qui ont des opinions différentes sur les problèmes actuels, tout en cherchant à préserver la sécurité et le développement de la région. Le droit de manifester est fondamental, mais face à un mouvement nourri par la haine, le racisme et l'intimidation — ce que démontrent la violation de mon domicile et le harcèlement que ma famille et moi-même avons subi — nous devons nous demander ce que nous appuyons vraiment. Je souhaite à mes collègues, aux résidents d'Ottawa et à toutes les parties concernées de trouver une solution sûre et pacifique en ce qui concerne le convoi en cours. Les désaccords ne devraient inciter ni à la violence ni aux menaces. Nous sommes tous des compatriotes canadiens.

● (1315)

[Français]

Revenons au débat d'aujourd'hui et à mon souhait de bâtir une économie résiliente, ainsi qu'un avenir plus propre et plus sain pour

nos enfants. C'est ma priorité absolue pour les gens de Nickel Belt. Après avoir fait face pendant 19 mois à une pandémie comme il n'en arrive qu'une par siècle, les Canadiens ont choisi en septembre de continuer avec notre plan libéral. Ils nous ont donné des indications claires pour mettre la COVID-19 derrière nous et trouver de vraies solutions pour bâtir un meilleur avenir pour les Canadiens.

Aujourd'hui, nous avons exposé notre plan libéral, qui mettra fin à notre lutte contre la COVID-19, mettra en place des mesures rigoureuses contre les changements climatiques, rendra la vie plus abordable, nous fera avancer ensemble sur la voie de la réconciliation, aidera les Canadiens à devenir propriétaires et créera des emplois tout en faisant croître la classe moyenne.

Les gens de Nickel Belt s'attendent à ce que tous les parlementaires se concentrent sur les sujets d'importance qui comptent et qu'ils travaillent ensemble pour obtenir des résultats.

Pour bâtir un meilleur avenir, il faut d'abord contrôler la pandémie et continuer avec notre travail de vaccination. C'est pour cela que je félicite les résidents de Nickel Belt de leur taux élevé de vaccination. Nous continuerons à encourager les Canadiens admissibles à se faire vacciner contre la COVID-19.

Nous prendrons des mesures pour nous attaquer aux listes d'attentes des chirurgies reportées en raison de la COVID-19 et pour renforcer les soins de longue durée et améliorer l'accès aux traitements de santé mentale et de toxicomanie.

Maintenant, le Parlement doit unir ses efforts pour faire avancer les choses qui sont importantes pour les résidents de nos circonscriptions.

[Traduction]

Nous devons mettre la pandémie derrière nous. Nous allons véritablement rebâtir une économie pour tous en nous attaquant aux problèmes que sont l'augmentation du coût de la vie, la crise du logement et le manque de places en garderie. Nous avons signé des ententes avec les provinces pour la création de centaines de milliers de nouvelles places dans le système d'apprentissage et de garde des jeunes enfants partout au pays.

[Français]

En visant une économie résiliente, des emplois et la croissance de la classe moyenne, il est également important de plafonner et de réduire nos émissions, d'investir dans les transports en commun et de rendre obligatoire la vente de véhicules à émission zéro. Je suis fier du travail que les résidents de Nickel Belt font à ce sujet pour une économie et des emplois verts.

Ensemble, nous devons aller plus loin et avancer plus rapidement sur les mesures climatiques, non seulement pour protéger notre environnement, mais aussi pour faire croître notre économie en impliquant l'ensemble des travailleurs et des travailleuses.

D'ailleurs, nous avons l'expérience dans le nord de l'Ontario pour ce qui est des secteurs minier et forestier, avec une économie et des emplois verts. Il est important de continuer à bâtir sur ce travail.

L'Adresse

[Traduction]

Nous devons avancer plus rapidement sur la voie de la réconciliation. Les Canadiens ont été horrifiés par la découverte de tombes et de lieux de sépulture anonymes à proximité d'anciens pensionnats. Comme pays et comme gouvernement, nous devons continuer à dire la vérité sur ces tragédies. Nous continuerons à soutenir les peuples autochtones et leurs collectivités en investissant dans des stratégies en faveur de la santé mentale et du mieux-être qui tiennent compte de leurs particularités, et nous veillerons à ce que les personnes des Premières Nations qui ont été lésées par le programme des services à l'enfance et à la famille soient indemnisées de façon juste et équitable.

Je tiens à remercier les trois collectivités des Premières Nations de Nickel Belt, à savoir les Premières Nations d'Atikameksheng Anishinawbek, de Wahnapiatae et de Mattagami qui jouent un rôle proactif dans les collectivités des unes et des autres.

[Français]

Nous avons une équipe libérale qui va continuer à travailler pour la sécurité et à faire avancer tous les Canadiens, peu importe leur genre, la personne qu'ils aiment, leur origine, leur langue, leur foi ou la couleur de leur peau. Nous défendrons également la communauté LGBTQ+ tout en interdisant les thérapies de conversion.

Comme secrétaire parlementaire de la ministre des Langues officielles, j'ai aussi hâte au dépôt d'un projet de loi sur les deux langues officielles. Nous allons continuer à faire la promotion du français partout au Canada, notamment dans le nord de l'Ontario.

La Loi sur les langues officielles est très importante pour moi et pour mes concitoyens de Nickel Belt. Je vais continuer à travailler étroitement avec eux pour trouver des solutions pour accroître notre économie et les emplois dans le nord de l'Ontario.

● (1320)

[Traduction]

Mme Niki Ashton (Churchill—Keewatinook Aski, NDP): Monsieur le Président, puisque notre collègue nous a fait part de ses réflexions sur les manifestations troublantes auxquelles nous assistons ces derniers jours en provenance de la capitale nationale, j'aimerais qu'il nous dise ce qu'il pense de l'appui apporté à ces manifestations par les députés du Parti conservateur, y compris par le chef du Parti conservateur lui-même, et à quel point c'est inacceptable.

Au cours des dernières 24 heures, ils ont émis des réserves, mais ne devrions-nous pas, en tant que dirigeants, nous prononcer sans équivoque contre les manifestations haineuses, racistes et discriminatoires auxquelles nous avons assisté ces derniers jours? Ne devrions-nous pas également faire preuve de leadership en demandant à ces manifestants de quitter Ottawa et en trouvant des moyens de lutter contre la haine dans nos collectivités et de bâtir des collectivités plus sûres et plus saines pour tous?

M. Marc Serré: Monsieur le Président, je remercie la députée de sa question.

Il est important de tendre la main aux Canadiens. Ils ont besoin qu'on les écoute et qu'on trouve des solutions, et tous les partis à la Chambre des communes doivent participer. C'est tellement important. Certes, nous dénonçons la haine et la violence, mais, plus important encore, nous devons trouver ensemble une solution pour comprendre pourquoi certaines personnes ne se font pas vacciner.

Nous devons comprendre pourquoi il y a des menaces et de la désinformation. Ensemble, nous devons trouver le moyen de soutenir nos travailleurs de la santé, nos infirmiers et nos médecins, car les taux d'hospitalisation sont très élevés et beaucoup de services ont été annulés. Nous devons être présents pour écouter les manifestants, mais nous devons aussi trouver une solution et avancer. Les manifestants ont fait valoir leurs arguments. Maintenant, allons de l'avant.

[Français]

Mme Julie Vignola (Beauport—Limoilou, BQ): Monsieur le Président, lorsque je lis le discours du Trône, je remarque peu de nouveauté par rapport à la dernière législature. En fait, je vois, et cela va avec les mots qu'on entend souvent, le mot « continuité ». On continue.

Je suis très contente que mes concitoyens m'aient réélue, mais les élections ont coûté 620 millions de dollars. Si on continue de faire ce qui a été fait, pourquoi avoir dépensé cette somme? Où est-ce que cet argent aurait dû être mis pour servir notre société?

M. Marc Serré: Monsieur le Président, je remercie ma collègue de sa question.

Le gouvernement fédéral, depuis le début de la pandémie, a dépensé 8 \$ sur 10 pour aider les provinces, les municipalités, les individus et les entreprises. Nous avons été là pour soutenir les provinces. C'est important que nous continuions de jouer ce rôle, mais c'est aussi important de regarder comment nous pouvons relancer notre économie, comment nous pouvons rendre les emplois plus verts.

L'exercice démocratique a eu lieu l'automne passé. Les Canadiens ont parlé. Les gens de ma circonscription, Nickel Belt, me disent qu'ils veulent que le Parlement canadien et que les partis politiques ici à Ottawa travaillent ensemble pour trouver des solutions afin d'avancer.

[Traduction]

Mme Marilyn Gladu (Sarnia—Lambton, PCC): Monsieur le Président, dans son discours, le député d'en face a beaucoup parlé de démocratie, de droits et de libertés. De ce côté-ci de la Chambre, les conservateurs défendent toujours les droits et libertés des Canadiens, et nous dénonçons toujours les comportements répréhensibles et inacceptables comme la violence et la profanation. Quand le parti d'en face commencera-t-il à défendre la Charte des droits et libertés qui est en ce moment bafouée? Je pense aussi être d'accord avec la députée qui est intervenue avant, qui a dit que nous ne devrions pas entendre d'observations haineuses ou racistes, surtout pas de la part du premier ministre.

Le député d'en face pourrait-il me dire ce qu'il en pense?

M. Marc Serré: Monsieur le Président, la députée et moi avons siégé ensemble à plusieurs comités pour trouver des solutions communes, mais je trouve le ton de sa question un peu décevant.

L'opposition officielle comme le gouvernement sont ici pour soutenir la liberté et les droits de chacun. Nous devons continuer à le faire. Nous devons respecter la Charte, mais également chercher comment sortir de cette pandémie. C'est une crise sanitaire mondiale, et nous devons trouver les moyens de faire vacciner les gens et de relancer l'économie.

L'Adresse

● (1325)

M. Jasraj Singh Hallan (Calgary Forest Lawn, PCC): Monsieur le Président, je profite de l'occasion pour souhaiter une bonne année à tous mes collègues et dire à quel point il est formidable de pouvoir être physiquement de retour à la Chambre en compagnie de tout le monde.

Dans le discours du Trône de novembre dernier, nous avons eu droit à un ramassis de phrases creuses, sans que ne soit présenté un plan concret permettant de résoudre les nombreux problèmes auxquels les Canadiennes et les Canadiens sont confrontés aujourd'hui: l'accessibilité à la propriété, l'inflation, la hausse des coûts de chauffage, le désastre qui touche la chaîne d'approvisionnement et la crise liée à la pénurie de main-d'œuvre que nous connaissons au Canada. Ceux de nos concitoyens qui n'ont pas accès à un fonds en fiducie comme le premier ministre sont ceux qui souffrent le plus, mais cela n'empêche pas le gouvernement de broser un tableau réjouissant de la situation comme pour dire: « Tout va bien, circulez: il n'y a rien à voir! »

Les habitants de Calgary Forest Lawn sont parmi les plus durement touchés par les politiques inefficaces et déconnectées du réel du premier ministre. Il cherche à se donner une image vertueuse et divise la population canadienne, alors que mes électeurs n'ont aucune marge de manœuvre et ne font qu'attendre leur prochain chèque de paie. Certains d'entre eux s'inquiètent de savoir où ils se procureront leur prochain repas ou comment ils pourront payer leur loyer, sans parler d'une taxe carbone encore plus coûteuse. Il n'y a rien là qui devrait me surprendre. Le premier ministre demeure fidèle à lui-même en ignorant la politique monétaire ou les conséquences pour les Canadiens de son opération massive d'émission monétaire. C'est la Justinflation.

Au lieu de concentrer ses efforts sur la croissance de l'économie, de permettre aux entrepreneurs d'agir et d'attirer les investisseurs, le premier ministre vend des sociétés canadiennes à la Chine sans aucun examen aux fins de la sécurité nationale. Il néglige le potentiel inexploité du secteur pétrolier et gazier de l'Alberta et préfère importer du pétrole de pays comme la Russie, l'Arabie saoudite et le Venezuela. Bien qu'il puisse satisfaire la gauche verte campée avec cette approche qui consiste à « laisser le pétrole dans le sol », ce sont les Canadiens qui souffrent le plus de ses politiques ineptes. Les normes environnementales, sociales et de gouvernance de notre secteur énergétique sont les plus élevées au monde, et le soutien à ce secteur crée des emplois canadiens bien rémunérés.

Cette mauvaise gestion ne se limite pas à l'économie. Nous avons vu l'incapacité du gouvernement à défendre les intérêts canadiens à l'étranger. Le premier ministre et son cabinet préfèrent se rapprocher du Parti communiste chinois plutôt que des gens de Hong Kong qui défendent la démocratie et la liberté. Notre engagement international envers nos alliés est loin d'être convaincant.

En Ukraine, le gouvernement du Canada préfère accorder un prêt et offrir de l'équipement non létal plutôt que les armes défensives dont l'Ukraine a besoin. D'autres pays de l'OTAN, dont les États-Unis et le Royaume-Uni, approvisionnent l'Ukraine en armes, et des pays européens ont déployé des navires et des avions de chasse pour défendre notre allié. Après ce que nous avons vu en Afghanistan, il n'est guère surprenant que le gouvernement aime mieux faire de beaux discours plutôt que d'intervenir pour défendre nos alliés. Comme dans le cas de l'Afghanistan, l'approche du gouvernement dans ce dossier est complètement inefficace.

Environ 10 000 interprètes afghans ainsi que leurs familles sont restés coincés. Ces gens qui ont servi le gouvernement du Canada aux côtés des courageux membres des Forces armées canadiennes sont maintenant abandonnés par le gouvernement libéral. Pendant qu'ils sont pourchassés par les combattants talibans qui cherchent vengeance, le gouvernement reste les bras croisés. Le premier ministre se félicite de son échec tout en disant qu'il est trop difficile d'aider les gens sur le terrain.

Mon bureau a reçu des dizaines de courriels de réfugiés afghans coincés en Afghanistan. Ils ont présenté une demande au titre des programmes spéciaux d'immigration, mais Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada n'en a pas tenu compte. Le gouvernement se contente d'envoyer des réponses automatiques ou ne lit pas les messages des gens. Les histoires que ces réfugiés racontent à mon bureau sont bouleversantes. Des familles se sont fait saisir leur maison par les talibans, des parents et des frères et sœurs sont abattus, et on laisse des enfants mourir de faim. La crise humanitaire est tellement grave qu'il y a maintenant des parents qui vendent leurs enfants et leurs organes pour essayer de gagner assez d'argent pour nourrir les membres de leur famille qui meurent de faim.

● (1330)

Des 40 000 réfugiés afghans promis, environ 7 000 ont réussi à venir au Canada. Seulement 4 300 de ces 7 000 personnes ont présenté une demande dans le cadre du programme d'immigration spécial pour les personnes qui ont aidé le gouvernement du Canada. Au lieu de collaborer avec des anciens combattants et des ONG pour faire venir les Afghans les plus vulnérables, ou même avec des intervenants du secteur privé désireux de parrainer des réfugiés, Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada, ou IRCC, a tourné le dos à tout le monde.

Qualifier la situation en Afghanistan de désastreuse serait un euphémisme, mais il n'y a toujours aucune concertation entre IRCC, Affaires mondiales, la Défense nationale et le premier ministre. Il n'y a aucun plan, et il semble n'y avoir aucun espoir pour nos alliés que nous avons abandonnés en Afghanistan. L'absence de plan semble être la norme pour le gouvernement libéral. À IRCC, les choses sont pires, car des milliers d'immigrants font encore les frais de l'arrière record du gouvernement. Les libéraux disent qu'ils continuent d'accroître les niveaux d'immigration, tout en réduisant les temps d'attente, mais IRCC n'a pas encore rendu public un plan approuvé.

En décembre, l'arriéré créé par le gouvernement libéral s'élevait à 1,8 million de dossiers, et la situation empire. Un nombre incalculable d'immigrants attendent le traitement de leur dossier pendant des mois, voire des années. Des familles restent séparées alors que des entreprises cherchent des employés. La situation nuit à notre économie et cause des préjudices aux familles.

Mon bureau est saisi de plusieurs cas qui n'ont pas évolué depuis même avant la pandémie. Plus tôt ce mois-ci, j'ai écrit une lettre au ministre de l'Immigration pour lui demander de présenter finalement un plan permettant de rattraper l'arriéré causé par les libéraux. Je n'ai pas reçu de réponse, tout comme 1,8 million d'autres personnes.

L'Adresse

Les nouveaux arrivants méritent d'être traités avec dignité et respect. L'honnêteté dont le Canada doit faire preuve commence par l'élaboration d'un système d'immigration fiable, transparent et efficace. Notre pays ne peut pas se permettre de fermer la porte à des travailleurs, des entrepreneurs et des investisseurs qui veulent venir au Canada pour vivre le rêve canadien. Les travailleurs étrangers temporaires et les employeurs canadiens ne peuvent pas attendre pendant des années la réalisation d'études d'impact sur le marché du travail et l'approbation de leurs demandes. Notre économie ne peut pas soutenir la crise croissante de pénurie de main-d'œuvre. Cet arriéré record coûte des milliards de dollars à notre économie et menace l'avenir des entreprises canadiennes.

Il semble que les libéraux soient plus intéressés à tirer des gains politiques de l'immigration qu'à aider les personnes qui veulent venir au Canada. En effet, à l'heure actuelle, des enfants, des conjoints et des grands-parents sont séparés de leurs proches. Des parents ont raté la naissance de leurs enfants, leurs premiers pas et même leurs cérémonies de diplomation. Des familles ne peuvent pas dire au revoir à leurs êtres chers, ou assister à leurs funérailles. Tout cela, à cause de l'arriéré créé par les libéraux dans le traitement des demandes d'immigration.

Nul ne devrait souffrir d'être séparé de sa famille au Canada simplement parce que quelqu'un veut commencer une nouvelle vie ici. La mauvaise gestion du système d'immigration par les libéraux est absolument inacceptable. Il est temps maintenant d'avoir un plan réel et concret. Le temps presse, les immigrants et les Canadiens méritent de savoir combien de temps il faudra pour éliminer cet arriéré record. Ce n'est pas le temps de faire plus de promesses vides et d'annonces tapageuses qui ne mènent nulle part. Il y a tant de gens qui attendent des réponses et qui espèrent faire du Canada leur nouvelle terre d'adoption.

Les Canadiens en ont assez de la division et de l'arrogance manifestée par le gouvernement. En ce début de nouvelle session parlementaire, attaquons-nous donc aux préoccupations des Canadiens ordinaires. Le gouvernement doit liquider l'arriéré à IRCC et mettre nos alliés en Afghanistan hors de danger. Nous devons nous élever contre les régimes en place en Chine, en Russie et en Afghanistan. Nous devons montrer au monde que le Canada a encore le courage d'être un artisan de la paix ainsi qu'un défenseur de la démocratie et de la liberté.

Chez nous, le premier ministre libéral doit réduire l'inflation et faire baisser le coût de la vie pour les Canadiens. Comme Albertain, je ne cesserai jamais de me battre pour l'industrie énergétique canadienne, même quand le Canada cède à des intérêts spéciaux et à des influences étrangères. Avec mes collègues du caucus conservateur je continuerai de parler au nom de tous les Canadiens, et tout particulièrement de ceux laissés pour compte par le gouvernement libéral.

Le Canada est à la croisée des chemins et s'en tenir au statu quo conduit inévitablement au désastre.

• (1335)

M. Gord Johns (Courtenay—Alberni, NPD): Monsieur le Président, j'ai certaines préoccupations actuellement. Dans le discours du Trône, on dit que le gouvernement continue de travailler à la réforme de la police au Canada, mais nous n'avons vu aucun changement à cet égard.

En fait, des défenseurs des terres, issus de collectivités autochtones, affirment actuellement qu'il y a deux poids, deux mesures au

Canada. Nous sommes aux prises avec une manifestation qui tient Ottawa en état de siège. Des personnes âgées et des gens vivant avec des handicaps ne peuvent avoir accès à des médicaments à de la nourriture. En Alberta, la province du député, des manifestants défendant la même cause occupent la frontière, pas seulement une artère, mais la frontière, elle aussi en état de siège actuellement. Des produits commencent à se perdre et des services manquent à cause de l'attente; en outre, des travailleurs ne peuvent pas accéder aux médicaments et à de la nourriture.

Mon collègue convient-il qu'il y a un système de deux poids, deux mesures et que propose-t-il pour dénouer la crise? Estime-t-il que ce comportement est acceptable?

M. Jasraj Singh Hallan: Monsieur le Président, en ce qui concerne le poste frontalier de Coutts dont mon collègue vient de parler, je crois, le premier ministre de l'Alberta a fait savoir très clairement qu'il a demandé que la voie soit dégagée. Je veux toutefois parler du message sous-jacent de ces camionneurs, des gens qui travaillent fort: tout ce qu'ils veulent, c'est d'être entendus.

Mon collègue d'en face a déclaré que tout le monde a besoin d'être entendu; toutefois, le premier ministre et le caucus libéral refusent d'entendre les préoccupations réelles des Canadiens ordinaires qui triment dur. Il y a plus de division dans notre pays que jamais auparavant, et c'est la faute du premier ministre qui profère des insultes et qui sème la zizanie entre les régions, les industries et les différents groupes. Or, le vrai leadership unit les gens. Même si nous avons tous des idées et des idéologies différentes, le vrai leadership permet de nous unir tous.

M. John Brassard (Barrie—Innisfil, PCC): Monsieur le Président, hier soir, le comité sur l'Afghanistan a commencé à étudier réellement en profondeur la situation dans ce pays. Nous entendons des histoires épouvantables de désespoir et d'une économie qui s'effondre, et apprenons que le gouvernement canadien n'était vraiment pas préparé à intervenir dans cette crise qui s'accroît.

À la lumière de ce que nous avons entendu jusqu'à maintenant et de ce que le député a entendu de ses concitoyens, combien d'Afghans et de Canadiens actuellement en Afghanistan le gouvernement a-t-il tout simplement laissé tomber?

M. Jasraj Singh Hallan: Monsieur le Président, je veux remercier mon collègue de Barrie—Innisfil pour l'énergie qu'il met à défendre les Afghans.

L'échec du gouvernement en Afghanistan a commencé bien avant que le premier ministre déclenche des élections de façon très égoïste, abandonnant ceux qui ont servi le Canada et ajoutant 650 millions de dollars à la dette des Canadiens. Cela avait commencé bien avant, parce que des réfugiés de confession hazara, sikhe et hindoue attendaient en Afghanistan depuis déjà de nombreuses années. J'ai eu personnellement l'honneur de parrainer une famille de là-bas en 2015, et j'ai constaté alors qu'il fallait au gouvernement libéral quatre années pour faire venir une famille persécutée au Canada, une famille qui craignait que sa fille soit enlevée, mariée de force et violée tout simplement parce qu'elle allait à l'école tous les jours. Il a fallu au gouvernement quatre années pour faire venir cette famille alors qu'il connaissait sa situation.

Ce terrible échec en Afghanistan est une tendance du gouvernement libéral. Il doit intervenir, prendre les recommandations au sérieux et défendre ceux qui se sont levés pour le Canada au moment où notre pays en avait besoin.

L'Adresse

[Français]

Mme Julie Vignola (Beauport—Limoilou, BQ): Monsieur le Président, la situation en Afghanistan est en effet alarmante et les appels à l'aide sont nombreux.

Un autre dossier d'immigration, quoique moins dangereux, entraîne des difficultés économiques au Québec, dans ma circonscription et dans chacune des provinces: celui des étudiants étrangers. Le problème vise particulièrement les étudiants francophones, dont les demandes sont systématiquement refusées. J'aimerais le point de vue de mon collègue sur cette situation et sur les améliorations qu'on devrait apporter au système d'immigration.

• (1340)

[Traduction]

M. Jasraj Singh Hallan: Monsieur le Président, j'aimerais informer ma collègue du Québec que le comité de la citoyenneté et de l'immigration mène actuellement une étude à ce sujet. Le rapport a mis au jour une situation très alarmante en ce qui concerne le racisme systémique à Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada. Il ne s'agit pas seulement de discrimination contre les employés, mais, un peu comme ma collègue le disait, de propos racistes tenus à l'encontre de personnes d'origine africaine. On fait également référence à certaines nations africaines comme « les 30 nations corrompues ». C'est très inquiétant. J'ai posé la question au ministre de l'Immigration à la première occasion au cours la dernière session. Il se félicitait du travail mal fait. Il n'y a aucun plan d'action pour s'attaquer au racisme.

Je le répète: comment pouvons-nous nous attendre à ce que le ministre de l'Immigration combatte le racisme alors qu'il n'a même pas pu s'élever contre le « blackface » raciste du premier ministre? Tant que rien ne sera fait à cet égard, je ne crois pas que nous puissions faire confiance au gouvernement libéral pour qu'il s'attaque au racisme à Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada.

M. Brad Redekopp (Saskatoon-Ouest, PCC): Monsieur le Président, c'est toujours un privilège de prendre la parole à la Chambre au nom des résidents de Saskatoon-Ouest.

Il y a près de six mois, des élections ont été déclenchées. Le chef du Parti libéral a alors déclaré qu'il s'agissait des élections les plus importantes depuis la Deuxième Guerre mondiale. Il a mis des mois à asseoir ses ministres et à convoquer le Parlement. Soixante-neuf jours se sont écoulés depuis le discours du Trône, et les députés continuent de débattre du tout premier point à l'ordre du jour du gouvernement.

Mettons cela en contexte: il y a eu les élections, puis l'Action de grâce, le jour du Souvenir, Noël et le Nouvel An. Nous sommes maintenant en février et nous sommes encore en train d'en débattre. Ce gouvernement me semble usé. Il a du mal à accomplir quoi que ce soit. Certes, la COVID complique les choses depuis des mois, mais c'est précisément dans de telles circonstances que nos dirigeants doivent jouer leur rôle et faire preuve d'un leadership inspirant. C'est le moment de prendre les choses en main.

Cela dit, il y a trop de choses dont je souhaite discuter aujourd'hui, mais je parlerai d'abord du convoi de camionneurs, puis de la situation en Ukraine.

Il est impossible de faire fi de la manifestation à l'extérieur, aujourd'hui. On pourrait croire, à écouter les libéraux, le NPD ou les médias, qu'Ottawa est littéralement assailli par ces manifestants. Le chef du NPD a déclaré: « Je suis préoccupé [...] par les éléments

extrémistes qui diffusent de fausses informations et tentent de transformer le convoi en une version canadienne des attaques terroristes contre le Capitole américain. » Selon moi, le chef du NPD devrait être préoccupé par les fausses informations qu'il diffuse lui-même.

En réalité, les instigateurs de cette manifestation sont des camionneurs qui travaillent fort et qui sont fatigués des restrictions liées à la COVID. Si on s'y arrête, on voit que ce mouvement compte des dizaines de milliers de personnes de tous les sexes et de toutes les races, couleurs, orientations sexuelles et langues qui manifestent pacifiquement contre la vaccination obligatoire. Nous voyons également des familles avec de jeunes enfants, qui se sont joints aux manifestants ou qui les encouragent.

Évidemment, de mauvais éléments se sont greffés à la manifestation, ce qui n'est pas rare lors des rassemblements de ce genre. Prenons les rassemblements de Black Lives Matter. On y voit presque toujours quelques fauteurs de troubles. Au Canada, des vandales ont décapité la statue de la reine Victoria au Manitoba et déboulonné celle de John A. Macdonald à Montréal. Ici, des gens ont mis des drapeaux sur la statue de Terry Fox. Les députés condamnent ces gestes de façon unanime. Je condamne bien sûr tous les manifestants qui font la promotion de discours ou de symboles haineux. Par contre, j'ai vu également des manifestants ramasser les ordures, s'affairer à nettoyer et prier sur la Tombe du soldat inconnu. Ce sont des gestes qui ne sont pas rapportés dans les médias.

Bon, je ne dis pas que je suis d'accord avec toutes leurs revendications, pas du tout, mais quand un si grand nombre de Canadiens prennent congé et dépensent leur argent durement gagné pour venir à Ottawa, nous devons les écouter. Il faut écouter ce qu'ils disent. Je demande à tous les politiciens d'aller rencontrer ces gens et d'écouter ce qu'ils ont à dire, même si nous ne sommes pas d'accord avec eux. Ils méritent d'être entendus. Je demande au premier ministre de parler à ces gens. N'ayons pas peur d'eux. Ne nous cachons pas, allons plutôt leur parler. Nous pourrions être surpris de leur message. En leur parlant, nous découvrirons des gens normaux qui travaillent dur et qui n'en peuvent plus de la COVID-19. Ils veulent la fin des confinements, des obligations vaccinales et des dérangements.

En ce qui concerne l'obligation vaccinale pour les camionneurs, plus particulièrement, ce qu'ils demandent est très similaire à ce que disent les conservateurs depuis l'été dernier. D'abord, nous encourageons les gens à se faire vacciner. Ensuite, nous encourageons les employeurs à faire des accommodements pour les personnes qui ne souhaitent pas se faire vacciner. Pour ce qui est des camionneurs, notre leader réclame des mesures d'accommodement depuis avant Noël. Toutefois, il y a un sentiment plus profond dans ce qu'on observe ici, et c'est celui-là qui motive des dizaines de milliers de Canadiens à klaxonner en soutien aux camionneurs: les gens n'en peuvent plus des confinements. À cet égard, je crois que les manifestants partagent l'avis de bon nombre de Canadiens.

En gros, la question est la suivante: comment revenir à la normale? J'ai toujours appuyé et encouragé la vaccination, et un grand nombre des manifestants sont vaccinés. Le fait est qu'environ 90 % des camionneurs canadiens sont vaccinés, mais les Canadiens en ont assez. Les mesures adoptées par le gouvernement jusqu'à présent ont eu des effets secondaires indésirables. Notre pays est profondément divisé. Bonne chance à quiconque est sur une liste d'attente pour une intervention chirurgicale. La solitude et des problèmes de santé mentale ont poussé bien des gens au désespoir et entraîné une hausse des suicides. En résumé, cela fait deux ans que nous avons renoncé aux plaisirs de la vie. Nous sommes aux prises avec un énième variant et, Dieu merci, les variants sont de moins en moins mortels, mais les gens veulent savoir ce que nous réserve l'avenir.

Sur le plan de la vaccination, l'objectif avoué du Canada consiste à vacciner 80 % des adultes contre des maladies comme la grippe, et la COVID en fait partie. Voici la bonne nouvelle: nous y sommes parvenus. Plus de 80 % de la population canadienne a été vaccinée, ce qui représente un des taux les plus élevés au monde. En juillet dernier, le premier ministre avait déclaré que le Canada devrait parvenir à faire vacciner plus de 80 % de la population admissible pour que nous soyons en sécurité.

● (1345)

Nous y sommes. Nous avons atteint notre objectif. Commençons à célébrer et à lever certaines restrictions.

Prenons le cas de la Saskatchewan. On a tenté d'y réduire le confinement autant que possible. Il n'y a eu aucune restriction pour les restaurants et aucune limite pour les rassemblements au cours des derniers mois. Au lieu que le gouvernement impose des restrictions, il a permis à la population de faire elle-même des tests rapides et de décider elle-même s'il devait y avoir rassemblement ou non. Il en a résulté que la situation de la COVID en Saskatchewan est la même, voire légèrement meilleure, que partout ailleurs au Canada. Cette expérience montre que les règles et les restrictions strictes imposées par le gouvernement n'ont pas d'incidence sur les résultats. D'ailleurs, d'autres mesures devraient être levées très bientôt en Saskatchewan. Comme le premier ministre de la Saskatchewan l'a indiqué, la province abandonnera sa politique de preuve de vaccination très prochainement. Comment cela se fait-il? C'est parce que la politique a atteint l'objectif fixé. La province a réussi à faire vacciner la population.

Pour revenir à la manifestation des camionneurs, ceux-ci veulent savoir quand tout cela se terminera. Ils veulent qu'on leur dise que tous les sacrifices ont porté leurs fruits. De nombreux scientifiques conviennent maintenant qu'il faut apprendre à vivre avec la COVID. C'est ce que les camionneurs demandent, et la plupart des Canadiens sont d'accord avec eux. Trouvons le moyen de reprendre une vie normale. Au lieu de créer de la division, nos dirigeants doivent plutôt faire preuve de leadership.

Parlons maintenant de l'Ukraine. Les relations étrangères du Canada semblent, là encore, usées. Notre pays était autrefois un allié de confiance et un partenaire fiable, mais les libéraux l'ont réduit à un petit joueur qui a peu à offrir à ses alliés. Nous sommes maintenant aux prises avec une situation inédite depuis la Seconde Guerre mondiale. À la paix se substitue la perspective d'une guerre en Europe. Nos alliés en Ukraine nous demandent de l'aide, et nous nous en tenons à des paroles creuses, à des gestes purement symboliques et à des mots-clés alors que nos amis et alliés demandent beaucoup plus.

L'Adresse

Il y a une importante diaspora ukrainienne en Saskatchewan. Plus de 16 % des habitants de Saskatoon sont d'origine ukrainienne. Le Canada compte la troisième population ukrainienne en importance au monde. J'ai grandi à Yorkton, en Saskatchewan, où l'on trouve une très forte population ukrainienne. Quand j'étais petit, les réunions communautaires s'accompagnaient toujours de mets délicieux comme le bortsch, les pérogies et les cigares au chou. Bien entendu, en Saskatchewan, nous sommes très fiers du gouverneur général Ray Hnatyshyn, qui est d'origine ukrainienne.

Les conservateurs appuient sans réserve les Ukrainiens de partout au Canada et le gouvernement démocratiquement élu de l'Ukraine. Nous sommes solidaires de l'Ukraine.

Dans ma circonscription, Saskatoon-Ouest, des membres de la communauté ukrainienne ont communiqué avec moi. Dimanche, Martin Zip, président de l'All Saints Ukrainian Orthodox Brotherhood, m'a écrit ceci:

Je vous demande d'appuyer les mesures suivantes:

1. Accélérer l'adoption d'un plan d'action pour l'adhésion de l'Ukraine à l'OTAN.
2. Intensifier les sanctions contre la Russie afin de la dissuader de commettre d'autres agressions contre l'Ukraine.
3. Veiller à ce que le gazoduc Nord Stream 2 ne devienne jamais opérationnel.
4. Accroître l'approvisionnement de l'Ukraine en équipement militaire et en armement défensif.
5. Élargir et prolonger l'opération Unifier, la mission d'entraînement militaire offerte par le Canada en Ukraine.

À la suite des pressions que nous avons exercées, les libéraux ont finalement consenti à prolonger la mission d'entraînement, l'opération Unifier, de trois ans. Ils ont également offert un prêt de 120 millions de dollars, ce qui est bien loin de ce qu'avaient réclamé nos amis. Qu'en est-il des autres demandes?

Les conservateurs demandent de fournir des armes défensives meurtrières à l'Ukraine. Les Ukrainiens se trouvent face à une armée russe bien plus imposante et beaucoup mieux équipée qu'eux. En cette période difficile, ils supplient leurs alliés de leur envoyer de l'aide et de l'équipement. D'autres États ont répondu à l'appel. Les États-Unis, le Royaume-Uni, la Pologne, la Lituanie, la Lettonie et la République tchèque sont tous là. Où est le Canada? Nous envoyons des messages sur Twitter.

Il faut aussi rétablir le service d'imagerie RADARSAT, qui était accessible lorsque nous étions au pouvoir. Il fournit des renseignements de sécurité essentiels de calibre mondial. C'est une mesure très simple que nous pouvons prendre pour aider nos amis qui sont dans le besoin.

Que dire des sanctions qu'ils réclament? Des sanctions sur les biens, les technologies et les services américains et européens pourraient nuire considérablement à l'économie de la Russie. Nous pourrions exclure la Russie du système bancaire SWIFT. Nous pourrions infliger des sanctions Magnitski aux personnes qui gardent les fortunes de Poutine et d'autres dirigeants russes, ce qui aurait pour effet de geler leurs avoirs à l'extérieur de la Russie.

Le gouvernement libéral, bien que fatigué, doit faire ce qui s'impose et venir en aide à nos amis en ces temps difficiles. Je m'ennuie de l'époque où le Canada était un véritable leader sur la scène mondiale. Je me rappelle lorsque le premier ministre Harper a regardé Poutine dans les yeux et qu'il lui a dit de quitter l'Ukraine.

L'Adresse

Aujourd'hui, le Canada manque à l'appel. Qu'ont en commun l'Ukraine à l'autre bout du monde et les camionneurs ici, au pays? Un gouvernement libéral-néo-démocrate qui est à court d'idées à Ottawa. On dit dans le discours du Trône que le « Canada doit faire face aux défis urgents de notre époque ». Voilà près de six mois que nous vivons des défis urgents, qu'on pense aux camionneurs, à l'Ukraine, à l'inflation et à la crise du logement, et il y a très peu d'engagements et très peu d'action. Nous avons un gouvernement fatigué qui cherche davantage à semer la division qu'à diriger. En ce dernier chapitre de l'ère de la COVID, le moment est venu d'intervenir et de faire montre de leadership.

• (1350)

L'hon. John McKay (Scarborough—Guildwood, Lib.): Monsieur le Président, le député se demande quand cela finira, et je crois que c'est une question que nous nous posons tous, et pas seulement les camionneurs. Quand cela finira-t-il? Le député croit-il vraiment que l'on puisse savoir quand la pandémie de COVID-19 prendra fin? Nous avons dû faire face à trois ou quatre vagues, et il y en a peut-être une autre qui nous attend demain.

Premièrement, le député croit-il vraiment que nous puissions répondre à cette question?

Deuxièmement, pourquoi les camionneurs se plaignent-ils ici? En Ontario, les obligations concernant le port du masque et la distanciation, entre autres mesures, viennent surtout de Queen's Park. Or, je ne vois pas de manifestants là-bas, même si, d'après ce que je comprends, la majorité des plaintes concernent le gouvernement de l'Ontario.

Si le député pouvait répondre à ces questions, je lui en serais gré.

M. Brad Redekopp: Monsieur le Président, les manifestations que nous avons vues à Toronto visaient à dénoncer Israël, et, malheureusement, personne n'en a parlé aux nouvelles. Apparemment, ce n'est pas important pour les médias.

La vraie question qu'il faut poser est la suivante: est-ce qu'il y aura une fin? Est-il possible de mettre un terme à cette situation? Je dirais que les problèmes de taille commandent des solutions novatrices. Si nous ne faisons rien, alors le député a bien raison: il n'y aura pas de fin. Nous serons coincés dans un cycle où il y aura sans cesse un nouveau variant suivi d'un nouveau confinement. Voilà ce que je dénonce.

Ce que veulent les camionneurs et l'ensemble des Canadiens, c'est que nous fassions preuve de créativité en tant que leaders, que nous trouvions des façons différentes de nous attaquer à ce problème. On dit que la folie consiste à faire toujours la même chose en s'attendant à des résultats différents. Nous devons essayer d'autres solutions.

Oui, je crois que nous pouvons vaincre cette pandémie. Nous pouvons trouver une façon de vivre avec la forme que prendra la pandémie de COVID-19, normaliser la situation, reprendre notre vie normale et recommencer à vivre.

[Français]

M. Martin Champoux (Drummond, BQ): Monsieur le Président, dans son discours, mon collègue parlait du ras-le-bol qui est manifesté sur la Colline parlementaire depuis la fin de semaine et en ce début de semaine de session. Ce ras-le-bol sur les mesures sanitaires qui pèsent sur notre rythme de vie et sur nos activités est partagé par un grand nombre de Canadiens et de Québécois. Je suis

bien conscient qu'un grand nombre de nos concitoyens ont hâte qu'on lève ces mesures.

Cependant, je voudrais demander à mon collègue s'il a mis les pieds dans un établissement de santé, dans un hôpital, dans un CHSLD ou dans un centre de santé en général pour mesurer l'état des troupes et voir dans quel état est le personnel. Il manque de personnel. Ces personnes tombent au combat, sont épuisées et demandent à ce qu'on maintienne des mesures pour leur permettre de traverser la crise de la pandémie.

Nous allons avoir besoin de notre personnel de santé après la crise. Il faut que nous en prenions soin maintenant.

J'aimerais entendre les commentaires de mon collègue à ce sujet.

[Traduction]

M. Brad Redekopp: Monsieur le Président, il ne fait aucun doute que les travailleurs de la santé et les fournisseurs de soins de santé au pays méritent la médaille d'honneur. Ils travaillent très fort. Je crois que tous les députés seraient prêts à saluer leur travail.

Ce qui a été révélé, ce sont les lacunes du système de santé canadien. Les budgets doivent être accrus dans ce secteur, car il manque de ressources. Les hôpitaux sont débordés même quand tout va bien et les établissements de soins ont besoin d'aide. Tous ces problèmes ont été mis en lumière par la COVID.

Je crois qu'il faut travailler plus fort. Il faut remercier les travailleurs de la santé. Ils ont besoin de renforts. Il faut plus de ressources dans le secteur de la santé.

• (1355)

M. Randall Garrison (Esquimalt—Saanich—Sooke, NDP): Monsieur le Président, je dois dire que j'ai été dérangé par les commentaires du député de Saskatoon-Ouest.

Je vais donner les chiffres d'hier. Le nombre total de cas de COVID en Colombie-Britannique était de 324 615 dont 4 075 nouveaux cas hier, 2 616 décès au total, 1 048 hospitalisations et 138 personnes aux soins intensifs. Le député fait comme si la COVID avait disparu et que nous pouvions cesser de suivre les mesures sanitaires et céder devant un groupe de pression qui représente une minorité de camionneurs.

Le député pense-t-il vraiment que nous pourrions sortir de la pandémie de COVID sans suivre les directives de la santé publique?

M. Brad Redekopp: Monsieur le Président, d'abord, je ne dis pas qu'il faut arrêter de suivre les consignes de la santé publique, mais je parle de la situation en Saskatchewan. L'approche adoptée par la province est un peu différente. Il y a eu moins de confinements et de restrictions, mais les résultats sont similaires, alors il est possible de gérer la crise en faisant preuve de créativité. C'est possible.

L'hon. John McKay (Scarborough—Guildwood, Lib.): Monsieur le Président, je dirai d'abord que je partagerai mon temps de parole avec la députée de Humber River—Black Creek. Peu importe le temps qu'il me restera, je le lui laisserai.

C'est la première fois que j'ai l'occasion de remercier les habitants de Scarborough—Guildwood de m'avoir réélu. Il s'agit de ma 24^e année à la Chambre des communes et de mon 9^e mandat. Certains pourraient mettre en doute le bon sens des habitants de Scarborough—Guildwood, mais je leur suis très reconnaissant.

Je suis aussi reconnaissant à la petite armée de bénévoles qui m'ont aidé au fil des ans à me faire élire pour représenter les habitants de Scarborough—Guildwood. Pour des raisons apparentes, ils semblent croire que je continue à faire du bon travail, et j'espère continuer à travailler pour mériter leur confiance.

Je sais que c'est toujours dangereux de remercier des personnes, mais je tiens à souligner expressément le travail de Layla, Meena, Atik, Natasha, Mark et Napas, qui ont travaillé 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7 pendant toute la campagne électorale. Bien sûr, la campagne électorale a été particulièrement difficile pour tout le monde. Nous avons dû faire les choses autrement.

La dernière personne que je souhaite remercier, mais certainement pas la moindre, est mon épouse Carolyn, qui est à mes côtés depuis 24 ans — beaucoup plus que ça, en fait. Carolyn est une femme exceptionnelle qui a accompli de grandes choses dans sa vie, la plus extraordinaire étant probablement d'être encore avec moi et de m'aimer encore aujourd'hui. Il faut savoir reconnaître un miracle quand on en voit un.

J'ai commencé à préparer mon discours en novembre, parce que c'est à ce moment-là qu'a débuté le débat sur l'Adresse en réponse au discours du Trône. Six ou huit semaines se sont écoulées depuis, alors je me suis aperçu l'autre jour en relisant mes notes qu'elles ne sont à peu près plus pertinentes. Tout le monde sait qu'en politique, une semaine équivaut à une éternité, alors imaginons deux mois. Bref, j'ai été obligé de tout récrire. Il faut dire que la pandémie a tout changé, mais pour le moment, j'aimerais me concentrer sur le sujet du jour et sur les questions d'ordre économique. J'espère que mon intervention saura alimenter le débat, et non l'envenimer, mais on ne sait jamais à la Chambre.

L'inflation alimente de nombreuses discussions. Le taux d'inflation s'est chiffré à environ 4,8 % le mois dernier. Aux États-Unis, il est de 7 %. Un débat interminable s'est engagé entre ceux qui pensent que nous sommes au-dessus de la moyenne de l'OCDE et ceux qui pensent que nous sommes en dessous. Les points de comparaison perdent de leur pertinence avec le temps. En fait, nous sommes aux prises avec un phénomène mondial. Comme le Canada est un pays où les échanges commerciaux représentent 40 % du PIB, il est particulièrement vulnérable aux courants économiques à l'extérieur de ses frontières. Au moins pour l'instant, l'inflation est une réalité et une préoccupation qui occuperont les gouvernements au Canada et partout ailleurs dans le monde.

Le deuxième point dont je voulais parler, en supposant qu'il me reste encore un peu de temps, porte sur les taux d'intérêt. En ce moment, les taux d'intérêt sont relativement bas, mais j'ai été ravi d'entendre le gouverneur de la Banque du Canada indiquer qu'il allait bientôt agir à cet égard. J'aurais préféré qu'il le fasse avec plus de célérité, car les indicateurs d'inflation dans les allées d'épicerie m'obsèdent moi aussi.

J'ai hâte de poursuivre cette réflexion approfondie. Je sais que mes collègues sont impatients d'entendre ce que j'aurai à dire après la période de questions.

• (1400)

Le vice-président: J'aimerais remercier le député de Scarborough—Guildwood. Il disposera de cinq minutes lorsque nous reprendrons le débat après la période des affaires courantes.

Déclarations de députés

DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

[Traduction]

LE NOUVEL AN LUNAIRE

M. Wilson Miao (Richmond-Centre, Lib.): Monsieur le Président, j'aimerais profiter de cette occasion pour souhaiter à tous mes collègues, aux membres du personnel, aux résidents de Richmond-Centre ainsi qu'à toutes les communautés asiatiques d'un bout à l'autre du Canada un joyeux Nouvel An lunaire. Aujourd'hui, nous commençons le nouveau calendrier lunaire en accueillant l'année du Tigre, un symbole de force et de bravoure.

Les Canadiens ont toujours prouvé à quel point ils sont résilients et ils savent unir leurs forces quand ils en ont le plus besoin. Bien que les célébrations se dérouleront sous une formule différente encore une fois cette année, j'espère que tous ceux qui soulignent cet événement pourront transmettre leurs meilleurs vœux à leurs amis, aux membres de leur famille et à leurs êtres chers. En nous inspirant du courage du tigre, prenons le temps de faire le bilan des dernières années et demeurons forts pour venir à bout de la COVID-19. Tournons notre regard vers un avenir meilleur et plus radieux. Je souhaite à tous une bonne et heureuse nouvelle année lunaire et j'espère qu'elle vous apportera la prospérité, le succès et, surtout, la santé.

Joyeux Nouvel An lunaire. *Chúc mừng năm mới. Sun nien fai lok. Gong xi fa cai.*

* * *

LES ORGANISMES DE BIENFAISANCE

M. Marty Morantz (Charleswood—St. James—Assiniboia—Headingley, PCC): Monsieur le Président, depuis deux ans, les Canadiens traversent l'une des périodes les plus difficiles de notre génération. Bien que les organismes de bienfaisance de partout au pays répondent à l'appel et aident les familles dans le besoin en leur fournissant des services essentiels, ils ont eux-mêmes du mal à fournir cette aide dont les gens ont désespérément besoin. En effet, les organismes de charité ne reçoivent plus les dons qui leur permettent d'accomplir leur travail, car leurs donateurs habituels n'ont simplement pas les moyens de les soutenir comme ils le faisaient auparavant.

En tant que députés, nous pouvons unir nos forces et régler cet enjeu crucial grâce au gros bon sens et à des décisions empreintes de compassion. Ce qu'il faut retenir, c'est que lorsque les organismes de bienfaisance souffrent, les gens souffrent.

C'est pourquoi j'interviens à la Chambre aujourd'hui. J'espère convaincre les députés d'aider les organismes de bienfaisance de partout au Canada en apportant à la Loi de l'impôt sur le revenu des modifications réfléchies qui encourageront les dons de charité, de manière à ce que ces organismes obtiennent le financement dont ils ont désespérément besoin pour aider à protéger les personnes les plus vulnérables du pays.

*Déclarations de députés***GEORGE MCLEISH**

M. Francis Scarpaleggia (Lac-Saint-Louis, Lib.): Monsieur le Président, en décembre dernier, Senneville, une municipalité historique située sur la pointe Ouest de l'île de Montréal, a perdu un véritable pilier, un meneur qui incarnait le profond engagement citoyen et l'importance accordée à la qualité de vie qui caractérisent la municipalité.

George McLeish a été maire de Senneville plus longtemps que quiconque, soit de 1995 à 2013. La seule interruption s'est produite lorsque les banlieues de l'île ont été brièvement fusionnées avec la Ville de Montréal. George était une personnalité politique dynamique. L'énergie et l'amour de la communauté étaient caractéristiques de son leadership. En tant que maire, il avait à cœur de préserver le caractère de la municipalité tout en favorisant des façons pratiques de composer avec le changement pour servir les intérêts des résidents.

J'invite les députés à se joindre à moi pour transmettre nos condoléances les plus sincères à l'épouse de George, Barbara, et à ses enfants, Kristin, D'Arcy et Adam.

* * *

• (1405)

[Français]

JEAN-PAUL BORDELEAU

Mme Sylvie Bérubé (Abitibi—Baie-James—Nunavik—Eeyou, BQ): Monsieur le Président, c'est avec tristesse que j'ai appris le décès d'un homme et d'un ami important de chez nous, en Abitibi.

L'ancien député à l'Assemblée nationale du Québec M. Jean-Paul Bordeleau avait été élu pour le Parti québécois dans la circonscription d'Abitibi-Est en 1976 et réélu en 1981. Pendant ces années comme parlementaire, M. Bordeleau a occupé des fonctions comme adjoint parlementaire au ministre de la Main-d'œuvre et de la Sécurité du revenu, et ensuite, auprès du ministre de l'Énergie et des Ressources. Il a aussi été président de la Commission de l'économie et du travail en 1985.

Après son retrait de la vie politique, M. Bordeleau n'a pas chômé. Il a été, entre autres, attaché politique du député d'Abitibi-Est André Pelletier, président de l'Association Québec-France pour la région de l'Abitibi—Témiscamingue et vice-président de la Société d'histoire et de généalogie de Val-d'Or.

Au nom de mes collègues du Bloc québécois et en mon nom, j'offre mes sincères condoléances à son épouse, Suzanne Couture-Bordeleau, et à leurs deux enfants.

* * *

[Traduction]

LES MESURES DE LUTTE CONTRE LA COVID-19

M. Glen Motz (Medicine Hat—Cardston—Warner, PCC): Monsieur le Président, les Canadiens sont frustrés et en colère à cause des mesures inefficaces prises par le gouvernement pour lutter contre la pandémie. Ils en ont assez de l'intervention excessive du gouvernement, des restrictions et des atteintes à leurs droits et libertés.

Ils sont en train de perdre espoir, ont perdu confiance dans le gouvernement et en ont assez du refus des libéraux de présenter un plan de relance. Les camionneurs et le mouvement pacifique du

« convoi pour la liberté » ont donné une voix à des millions de Canadiens qui veulent retrouver leur pays, reprendre une vie normale et conserver leurs droits et libertés.

Ces camionneurs et les gens qui appuient leur message sont les travailleurs canadiens qui ont continué à remplir les tablettes et à faire rouler l'économie. Comme tous les Canadiens, ils méritent d'être respectés et traités équitablement. Ils veulent être entendus.

Cependant, selon le premier ministre, toute personne qui s'oppose à la perte des libertés et des droits est un groupe haineux. Je dis que c'en est assez: assez des confinements, des restrictions et des mesures inefficaces, assez du dénigrement des Canadiens marginalisés, assez des politiques et des règles inefficaces, et assez de la division.

Le premier ministre est averti. Il peut mettre fin à la division, commencer à écouter les Canadiens et trouver des solutions, ou bien il peut se trouver un nouvel emploi.

* * *

LE LOGEMENT

M. Ryan Turnbull (Whitby, Lib.): Monsieur le Président, je consulte régulièrement mes concitoyens partout à Whitby, et j'entends sans cesse que l'accession à la propriété est de moins en moins possible et qu'il est de plus en plus difficile de trouver un logement abordable. Voilà pourquoi j'ai trouvé encourageant que le premier ministre nomme le tout premier ministre du Logement, à qui j'ai eu le plaisir de me joindre il y a à peine deux semaines pour annoncer un financement de 10,3 millions de dollars pour la région de Durham.

Cet investissement fait partie de l'Initiative pour la création rapide de logements du gouvernement. Il financera la création de 42 nouveaux logements abordables et, plus précisément, l'agrandissement de la coopérative d'habitation Otter Creek, à Whitby.

Ce projet aura une incidence importante en répondant aux besoins en matière de logement de certains de nos concitoyens les plus vulnérables, notamment des aînés, des personnes atteintes de troubles du développement et celles qui souffrent de maladie mentale ou de dépendance. Les Canadiens méritent d'habiter dans un lieu sûr et abordable, et je sais que cette initiative aura des effets positifs dans ma collectivité grâce à des investissements comme celui-ci.

* * *

[Français]

DON HARLEY FILS-AIMÉ

M. Emmanuel Dubourg (Bourassa, Lib.): Monsieur le Président, cette année, en ce début de février, le gouvernement canadien a retenu le thème « En février et en tout temps: Célébrons l'histoire des communautés noires aujourd'hui et tous les jours ». Des célébrations auront lieu partout au pays.

Dans la circonscription de Bourassa, que je représente, nous la consacrons à la mémoire de Don Harley Fils-Aimé, décédé le 11 janvier dernier. Don a apporté une contribution importante puisqu'il était, entre autres, enseignant, musicien et co-organisateur du Mois de l'histoire des Noirs. Il a su mettre ses talents au service des jeunes.

En juin 2019, j'ai eu l'honneur de lui décerner la Médaille du député fédéral de Bourassa pour célébrer sa contribution. Aujourd'hui, je salue la mémoire de cet homme d'exception et j'offre mes sincères sympathies à sa famille ainsi qu'aux résidents endeuillés de la circonscription de Bourassa.

* * *

• (1410)

[Traduction]

LE NOUVEL AN LUNAIRE

M. Majid Jowhari (Richmond Hill, Lib.): Monsieur le Président, en tant que représentant de la circonscription de Richmond Hill, j'ai eu le privilège de découvrir d'autres cultures, d'assister à leurs célébrations et mieux encore, de savourer des aliments délicieux.

Je suis ravi de me prendre la parole pour souligner la belle fête du Nouvel An lunaire qui a lieu aujourd'hui, le 1^{er} février. De nombreux Canadiens issus de diverses cultures asiatiques — originaires de pays comme la Chine, la Corée, le Vietnam et bien d'autres — célèbrent ainsi le début d'une nouvelle année civile.

Ma circonscription accueille de nombreuses communautés très dynamiques, dont la plupart fêteront le début de l'année du Tigre. Cette année symbolise la bravoure, le courage et la confiance; des traits de caractère que nous sommes nombreux à devoir incarner en ces temps de pandémie.

Bien des célébrations auront lieu à distance cette année, et j'assisterai certainement à quelques-unes d'entre elles en ligne en dégustant de délicieux dumplings cuisinés à la manière traditionnelle.

Kung Hei Fat Choi. Gong xi fa cai. Xin nian kuai le. Joyeux Nouvel An lunaire à tous!

* * *

ROB WARMAN

M. John Brassard (Barrie—Innisfil, PCC): Monsieur le Président, je prends la parole aujourd'hui pour rendre hommage à Rob Warman, qui est décédé le 15 janvier. Originaire de Fredericton, au Nouveau-Brunswick, Rob s'est joint à la GRC en 1951 à la fin de ses études secondaires et il a été affecté à Terre-Neuve. Plus tard, il racontait avec nostalgie des histoires de chasse aux contrebandiers de rhum de Saint-Pierre-et-Miquelon. En 1954, Rob s'est joint à la police militaire de l'Aviation royale canadienne, puis à la police militaire, ce qui a marqué le début d'une association qui allait durer plus de 60 ans.

N'étant pas du genre à ralentir, Rob devenu professeur au sein du programme de droit et de sécurité au Collège Georgian. Bâtitteur municipal, il a siégé au conseil de la Ville de Barrie pendant 21 ans. Il a fait du bénévolat pour de nombreuses organisations, dont la Légion royale canadienne, et il a contribué au jumelage de Barrie avec la ville de Zweibrücken, en Allemagne.

Rob est retourné à ses racines dans l'armée de l'air, servant fièrement comme colonel honoraire de la 16^e Escadre de la base de Borden de 2006 à 2010.

Au nom de tous ceux qui, à Barrie—Innisfil, ont connu et aimé Rob, je tiens à présenter mes sincères condoléances à son épouse Alice, qui a partagé sa vie pendant 60 ans, à ses enfants, dont il disait souvent qu'ils ne s'en étaient pas si mal sortis, et à ses cinq petits-enfants.

Déclarations de députés

Per ardua ad astra. Repose en paix, cher ami.

* * *

[Français]

LA SEMAINE NATIONALE DE PRÉVENTION DU SUICIDE

Mme Élisabeth Brière (Sherbrooke, Lib.): Monsieur le Président, cette semaine est la Semaine nationale de prévention du suicide, au Québec.

[Traduction]

Je suis de tout cœur avec les familles et les proches de ceux qui se sont suicidés et avec ceux qui ont lutté et vu des gens lutter contre des pensées suicidaires.

[Français]

Je veux que tous les Canadiens sachent que, s'ils ont de la difficulté ou connaissent quelqu'un qui en éprouve, ils doivent demander de l'aide et en parler. Personne ne devrait se sentir honteux de demander de l'aide.

En fait, le thème de cette année, « Parler du suicide sauve des vies », a pour objectif d'encourager les gens à utiliser l'espace numérique pour favoriser des échanges sur ce qu'ils pensent et vivent.

Nous avons tous un rôle important à jouer. Offrir un soutien ou une oreille attentive, sans jugement, peut faire toute la différence pour sauver des vies.

* * *

[Traduction]

CARMEN PURDY

M. Rob Morrison (Kootenay—Columbia, PCC): Monsieur le Président, Carmen Purdy, récipiendaire de la Médaille du jubilé de diamant de la reine Elizabeth II et résidant de longue date de Kootenay, est décédé le 24 novembre dernier, à l'âge de 82 ans. Il nous manquera.

Carmen était un fervent défenseur de la gestion de la faune et du mode de vie de Kootenay. Il a fondé et coprésidé le Kootenay Wildlife Heritage Fund, dont la mission était de conserver la faune par l'acquisition de terres et l'alimentation d'hiver. Il a également siégé au conseil d'administration du Nature Trust of British Columbia et de l'Agricultural Land Commission. Ses connaissances en matière de faune étaient sans pareil. Kootenay—Columbia a eu bien de la chance d'avoir pu profiter de sa passion et de son engagement pour ce travail. Je lui suis reconnaissant pour ses nombreuses contributions, tant pour nos collectivités que pour les animaux qui vivent autour d'elles.

Aujourd'hui, nous célébrons la vie de Carmen Purdy. Au nom du gouvernement du Canada et des citoyens de Kootenay—Columbia, j'offre mes sincères condoléances à son épouse Carol, à leurs trois enfants et à ses nombreux amis.

* * *

LES RESTRICTIONS LIÉES À LA COVID-19

Mme Cheryl Gallant (Renfrew—Nipissing—Pembroke, PCC): Monsieur le Président, des milliers de personnes sont venues au Parlement et ont exigé de se faire entendre. Ils sont venus défendre leurs concitoyens canadiens, qui sont privés de leur gagne-pain par le premier ministre. Ils ont des questions et des préoccupations dont on s'est moqué au lieu d'y répondre.

Déclarations de députés

Les Canadiens en ont assez de la peur, de la division et des dépenses effrénées et imprudentes d'un gouvernement qui s'en moque complètement. La dette du pays est passée de milliards de dollars à un billion. Les restrictions arbitraires du premier ministre attisent les flammes de l'inflation. Les camionneurs sont donc ici, sur la Colline du Parlement, pour prendre position. Toute cette misère, et le premier ministre qui a arboré le « blackface » et tripoté une journaliste traite ceux qui ne sont pas d'accord avec lui de racistes et de misogynes. Lui et le gouvernement doivent mettre fin à ces restrictions et comprendre qu'un Canadien est un Canadien, point final.

* * *

● (1415)

LA JOURNÉE MONDIALE DU HIDJAB

Mme Salma Zahid (Scarborough-Centre, Lib.): Monsieur le Président, c'est aujourd'hui la 10^e Journée mondiale du hidjab, où les femmes de toutes les religions et de tous les horizons sont invitées à en apprendre davantage sur le hidjab et à le porter pour en faire l'expérience. Nos choix nous appartiennent. Je n'ai pas grandi en portant le hidjab. J'ai commencé à le porter après ma lutte contre le cancer. Mes réflexions pendant cette période m'ont rapprochée de ma foi. Le hidjab ne change pas qui je suis ni la façon dont je représente mes concitoyens. Le hidjab ne change pas la façon dont un médecin traite ses patients ni l'attention qu'une enseignante porte à ses élèves. C'était mon choix. Je suis solidaire de toutes celles qui choisissent de le porter et de celles qui ne le portent pas.

J'invite mes collègues à porter le hidjab pendant une journée. Témoignons aujourd'hui notre solidarité à toutes les femmes qui pourraient perdre leur emploi ou faire l'objet d'islamophobie parce qu'elles ont choisi le hidjab.

* * *

LE MOIS DE L'HISTOIRE DES NOIRS

M. Blake Desjarlais (Edmonton Griesbach, NDP): Monsieur le Président, chaque année, en février, on participe au Mois de l'histoire des Noirs aux quatre coins de l'île de la Tortue. C'est une période où l'histoire et le legs des Canadiens noirs sont soulignés et mis à l'honneur, mais c'est aussi une période où nous nous unissons et nous engageons à lutter contre le racisme anti-Noirs dans cette enceinte et partout ailleurs au pays.

Les Canadiens noirs rencontrent toujours des obstacles évidents et font toujours l'objet d'une discrimination qui met leur vie en danger, surtout dans leurs rapports avec la police. Il y a quelques semaines à peine, le 21 janvier en fait, Moses Erhirhie, un Canadien noir, est mort après une interaction avec la police de York. La famille de Moses affirme que, depuis son décès par balle, on ne leur a pour ainsi dire rien dit. Personne ne devrait perdre la vie aux mains de la police sans qu'elle ait à s'expliquer. Nous n'oublierons pas Moses.

À l'occasion du Mois de l'histoire des Noirs, soulignons les pas de géant que nous avons faits, mais aussi l'énorme tâche qui nous attend.

* * *

[Français]

LE MOIS DE L'HISTOIRE DES NOIRS

M. Martin Champoux (Drummond, BQ): Monsieur le Président, nous entamons aujourd'hui le Mois de l'histoire des Noirs sous le thème bien choisi « Honorer le passé, inspirer le futur ».

C'est en effet l'occasion par excellence d'honorer le passé en diffusant et en saluant l'apport incontournable des communautés noires à l'histoire et à la culture, mais aussi à la vie sociale, économique et politique du Québec, du Canada, de l'Amérique du Nord et du monde.

C'est toujours une belle occasion de se tourner vers l'avenir et de réfléchir ensemble à une société et à un Québec plus égalitaires, plus unis et sans préjugés, mais c'est aussi évidemment l'occasion de célébrer. C'est pourquoi j'invite toute la population du Québec à consulter en ligne la riche programmation du Mois de l'histoire des Noirs.

Tout au long de février, conférences et panels animeront l'hiver jusqu'au Gala Dynastie du 5 mars prochain. J'invite aussi la population à se renseigner sur les différentes initiatives locales qui nous permettront de souligner le Mois de l'histoire des Noirs un peu partout sur le territoire du Québec, de Gatineau au Bas-Saint-Laurent.

* * *

[Traduction]

LE LOGEMENT

Mme Michelle Ferreri (Peterborough—Kawartha, PCC): Monsieur le Président, selon Bloomberg, le Canada se classe deuxième dans le monde pour ce qui est de l'ampleur de sa bulle immobilière. Écoutez ce que me dit une personne de ma circonscription, Peterborough—Kawartha, dans sa lettre:

Madame Ferreri, mon fils de 26 ans et sa douce moitié ont fait une offre sur une maison aujourd'hui, un bungalow de 40 ans de 1 200 pieds carrés sans électroménagers, sans climatisation, et situé sur un petit bout de terrain. Son prix de vente était de 599 000 \$. Mon fils a offert 702 000 \$, sans condition. Il y a eu 18 offres et la maison s'est vendue 830 000 \$. Mon fils avait un prêt préapprouvé de 700 000 \$ et ce n'était pas suffisant. Lui et sa douce moitié ont tous les deux d'excellents emplois et j'ai même été cosignataire. À quoi bon pour nos enfants de se faire instruire et d'obtenir un emploi quand ils vivent dans une société où leurs salaires ne sont pas suffisants?

Les gens perdent espoir de pouvoir un jour s'acheter une maison. La crise économique est une crise de santé mentale. Nous avons besoin de leadership au gouvernement fédéral et non pas de « justinflation ».

* * *

● (1420)

LE MOIS DE L'HISTOIRE DES NOIRS

Mme Arielle Kayabaga (London-Ouest, Lib.): Monsieur le Président, le 1^{er} février marque le début du Mois de l'histoire des Noirs au Canada, et en tant que première femme noire élue députée dans la circonscription de London-Ouest, je prends la parole aujourd'hui pour encourager tous les gens à se familiariser avec la contribution que les communautés noires ont apportée, et continuent d'apporter, au Canada et à la célébrer. Je veux aussi souligner le travail du comité de coordination des activités des Noirs de London qui s'emploie sans relâche, année après année, à populariser le Mois de l'histoire des Noirs dans cette ville. Cette année, qui marque le 20^e anniversaire, le thème « Honorer le passé, inspirer l'avenir » parle de tout le travail accompli et de tout ce qui reste à faire.

Lorsque je prends la parole à la Chambre, j'ai toujours à l'esprit que je marche dans les pas des êtres plus grands que nature qui m'ont précédée, comme l'honorable Jean Augustine, et qui ont brisé le plafond de verre afin que de nombreuses femmes comme moi puissent siéger au Parlement et lutter pour l'égalité raciale et un pays plus juste et plus inclusif.

Pendant ce mois, et chaque jour, je demande à la Chambre de lutter contre le racisme et la discrimination que les Canadiens noirs continuent de subir afin de bâtir un Canada où personne ne sera laissé pour compte.

QUESTIONS ORALES

[Français]

L'ÉCONOMIE

M. Gérard Deltell (Louis-Saint-Laurent, PCC): Monsieur le Président, toutes les familles canadiennes aujourd'hui souffrent du coût de la vie qui ne cesse d'augmenter: 4,8 % d'inflation, cela fait 30 ans que les Canadiens n'avaient pas souffert d'un tel taux.

Voilà que le directeur parlementaire du budget, dans son dernier rapport, n'y va pas de main morte. Il dit que le gouvernement, qui entend, semble-t-il, dépenser 100 milliards de dollars pour une stimulation économique prévue, fait exactement la mauvaise chose, parce que non seulement cette dépense ne va pas aider l'économie, mais elle va au contraire augmenter le taux d'inflation. Pourquoi le gouvernement n'écoute-t-il pas le directeur parlementaire du budget?

L'hon. Chrystia Freeland (vice-première ministre et ministre des Finances, Lib.): Monsieur le Président, les conservateurs continuent de dénigrer l'économie canadienne avec un faux récit. Je profite donc de l'occasion pour annoncer une bonne nouvelle.

Statistique Canada a publié aujourd'hui de nouvelles données qui montrent que notre PIB a augmenté de 0,6 % en novembre. Cela signifie qu'avant l'arrivée d'Omicron, notre économie était complètement remise de la récession due à la COVID-19.

Je tiens à féliciter les Canadiens et à les remercier de leur...

Le Président: La parole est à l'honorable député de Louis-Saint-Laurent.

M. Gérard Deltell (Louis-Saint-Laurent, PCC): Monsieur le Président, après la période des questions orales, est-ce que la vice-première ministre pourrait venir avec moi dans un centre commercial ou dans une épicerie ici à Gatineau et dire aux gens qui paient 8 % plus cher leur épicerie que le PIB vient d'augmenter de 0,8 % et que tout va bien? Ou est-ce que la vice-première ministre va parler directement aux Canadiens et leur dire qu'on va s'attaquer à l'inflation, oui ou non?

L'hon. Chrystia Freeland (vice-première ministre et ministre des Finances, Lib.): Monsieur le Président, encore une fois, les conservateurs continuent de se concentrer sur leurs propres intérêts partisans — on peut imaginer pourquoi — et de dénigrer l'économie canadienne. La réalité est que le potentiel économique du Canada ne fait que croître. En fait, le FMI a récemment prévu que le Canada aurait le deuxième taux de croissance le plus élevé des pays du G7.

M. Gérard Deltell (Louis-Saint-Laurent, PCC): Monsieur le Président, j'invite à nouveau la vice-première ministre à aller au

Questions orales

IGA à Gatineau pour dire à Mme Tremblay de ne pas s'en faire parce que le FMI dit que cela va bien au Canada.

Mme Tremblay, comme toutes les Mme Tremblay du Canada, paie plus cher son épicerie. C'est cela qui touche directement les Canadiens. Pourquoi la vice-première ministre méprise-t-elle les familles canadiennes qui, elles, doivent payer pour vrai l'inflation libérale?

L'hon. Chrystia Freeland (vice-première ministre et ministre des Finances, Lib.): Monsieur le Président, je veux souligner à mon vraiment cher et honorable collègue que ce n'est pas seulement Mme Tremblay qui fait l'épicerie, c'est aussi Mme Freeland qui la fait, chaque fin de semaine pour sa famille.

Pour nous, pour notre gouvernement, les faits et les données sont importants. Il est important de souligner que l'inflation au Canada est inférieure à la moyenne du G7, à la moyenne du G20 et à celle de l'OCDE.

• (1425)

[Traduction]

L'hon. Michelle Rempel Garner (Calgary Nose Hill, PCC): Monsieur le Président, la ministre devrait savoir que le produit intérieur brut est calculé en incluant les dépenses du gouvernement.

Le gouvernement a tellement alourdi la dette des contribuables canadiens, et qu'est-ce que cela a donné? Une hausse du coût de la vie. L'augmentation du coût de la vie a une incidence sur les Canadiens ordinaires. Il est certain qu'une personne qui touche un salaire annuel de 270 000 \$ ne devrait pas se comparer à une autre qui ne peut pas payer une facture d'épicerie de 60 \$.

La ministre s'excusera-t-elle d'essayer de faire cette comparaison?

L'hon. Chrystia Freeland (vice-première ministre et ministre des Finances, Lib.): Monsieur le Président, ce sont les conservateurs qui devraient s'excuser auprès des Canadiens. En effet, juste avant les Fêtes — au moment où le variant Omicron frappait à nos portes — les conservateurs ont voté contre le projet de loi C-2.

C'est en raison de l'adoption du projet de loi C-2 — des dispositions du projet de loi C-2 sur le confinement — que nous sommes en mesure aujourd'hui d'aider financièrement et de soutenir les petites entreprises, les épiceries et les restaurants qui sont touchés par les mesures de confinement. Dieu merci, les conservateurs ont échoué avant Noël.

L'hon. Michelle Rempel Garner (Calgary Nose Hill, PCC): Monsieur le Président, deux ans après le début de la pandémie, les Canadiens ne veulent pas entendre parler de mesures de confinement. Ils veulent un gouvernement fédéral qui prend les devants en corrigeant les failles du système de santé canadien, en remettant les gens au travail et en leur redonnant leur liberté.

Les libéraux ne comprennent rien aux préoccupations des Canadiens moyens. Ces derniers désirent simplement travailler. Ils ne veulent pas mettre en danger la santé et la sécurité de leurs concitoyens. Ce n'est pas en se moquant de leurs préoccupations comme le font les députés d'en face qu'on viendra à bout des divisions qui existent dans notre pays. Une telle attitude ne nous rendra pas plus forts.

La ministre s'excusera-t-elle de ses propos, modérera-t-elle son ton et nous dira-t-elle comment elle prévoit remédier à la hausse du coût de la vie au Canada?

Questions orales

L'hon. Chrystia Freeland (vice-première ministre et ministre des Finances, Lib.): Monsieur le Président, ce sont les conservateurs qui devraient s'excuser aux Canadiens d'avoir voté contre le projet de loi C-2, dont les mesures aident tant d'entreprises et de particuliers.

Quant aux emplois, le gouvernement a toujours su que le bien-être économique de la vaste majorité des Canadiens en dépend. C'est pourquoi nous avons mis l'accent sur la récupération des emplois et pourquoi je suis si ravie que nous ayons récupéré 108 % des emplois perdus durant la récession causée par la COVID.

* * *

[Français]

LES MANIFESTATIONS EN LIEN AVEC LA COVID-19

M. Yves-François Blanchet (Beloeil—Chambly, BQ): Monsieur le Président, permettez-moi, fût-ce tardivement, de vous souhaiter une agréable année, ainsi qu'à tous les collègues.

Dans l'intervalle, Ottawa et Gatineau sont en partie paralysées. Manifester, c'est correct; occuper, ce n'est pas correct.

Il est important que la population sache que les vraies associations de camionneurs sont en faveur de la vaccination. Est-ce que la vice-première ministre peut nous dire si le premier ministre a considéré faire une sortie, au moins rencontrer les vrais porte-parole de l'industrie, ceux qui sont en faveur de la vaccination?

[Traduction]

L'hon. Omar Alghabra (ministre des Transports, Lib.): Monsieur le Président, je suis heureux que mon collègue reconnaisse que la vaccination est notre meilleur outil pour nous sortir de la pandémie. Le gouvernement rencontre régulièrement des intervenants, y compris des représentants de l'industrie du camionnage. D'ailleurs, hier, mes collègues et moi avons organisé un sommet national sur la chaîne d'approvisionnement, et des représentants de cette industrie y participaient.

Nous continuerons de mener des consultations auprès des intervenants. Nous écouterons tous les points de vue, y compris ceux qui divergent des nôtres, parce que nous souhaitons prendre les meilleures décisions dans l'intérêt du Canada et de nos concitoyens.

[Français]

M. Yves-François Blanchet (Beloeil—Chambly, BQ): Monsieur le Président, c'est particulièrement intéressant; cela n'a juste rien à voir avec ma question.

Un chef d'État a un rôle à jouer. Dénoncer, c'est correct. Trouver des solutions, c'est sa responsabilité. On ne peut pas tolérer qu'une manifestation se transforme en occupation.

Est-ce que le premier ministre ou la vice-première ministre peut garantir à la Chambre que les autorités vont assurer l'ouverture de la Colline parlementaire à la circulation ou se contenteront-ils de gronder sans même mordiller?

L'hon. Chrystia Freeland (vice-première ministre et ministre des Finances, Lib.): Monsieur le Président, je remercie le chef du Bloc québécois de sa question et j'aimerais aussi lui souhaiter une bonne nouvelle année.

J'ai parlé au début du projet de loi C-2. Je dois aussi remercier les députés du Bloc pour leur appui à ce projet de loi, qui est devenu si important pour les petites et moyennes entreprises et les gens.

Je suis complètement d'accord avec le chef du Bloc qu'il est important pour nous tous de pouvoir faire notre travail en tant que députés de la Chambre. Nous devons appuyer et nous appuyons les autorités de...

• (1430)

Le Président: L'honorable député de Burnaby-Sud a la parole.

[Traduction]

M. Jagmeet Singh (Burnaby-Sud, NPD): Monsieur le Président, il y a des milliers de camions qui sont pris à la frontière entre le Montana et l'Alberta en raison d'un convoi de manifestants contre l'obligation vaccinale. J'ai parlé à un de ces camionneurs, Kuldeep Singh, qui a décrit la situation. Il n'y a pas de nourriture, d'eau ou de toilettes. Ils sont coincés là et ils veulent rentrer chez eux.

Que fera le premier ministre pour aider ces camionneurs à rentrer à la maison?

L'hon. Omar Alghabra (ministre des Transports, Lib.): Monsieur le Président, j'ai suivi la situation au poste frontalier de Coutts. Nous sommes d'accord avec mon collègue. Il y a des camionneurs que l'on empêche de faire leur travail et de livrer des marchandises pour les Canadiens. Nous demandons aux manifestants de lever leur blocus pour que ces personnes, ces camionneurs qui font leur travail, soient capables de rentrer chez eux, de livrer les marchandises pour les Canadiens et de poursuivre leur travail.

* * *

[Français]

LE LOGEMENT

M. Jagmeet Singh (Burnaby-Sud, NPD): Monsieur le Président, un récent rapport souligne une chose que nous savons déjà: c'est de plus en plus difficile pour les jeunes familles. En fait, c'est impossible pour elles d'acheter leur propre maison.

Que fera le premier ministre pour régler cette situation, pour que les jeunes familles puissent acheter leur propre maison dans la communauté où elles veulent grandir?

L'hon. Ahmed Hussen (ministre du Logement et de la Diversité et de l'Inclusion, Lib.): Monsieur le Président, chaque Canadien mérite un chez-soi sûr et abordable.

[Traduction]

Nous investissons plus que jamais dans les logements abordables, nous investissons plus que jamais afin d'éliminer l'itinérance chronique au Canada, et nous permettons aussi à plus de Canadiens que jamais à accéder à leur rêve de devenir propriétaires grâce à l'Incitatif à l'achat d'une première propriété. Nous souhaitons aussi améliorer l'Incitatif à l'achat d'une première propriété, et notre nouveau programme de location avec option d'achat permettra à plus de Canadiens qui sont locataires de devenir propriétaires.

* * *

[Français]

L'ÉCONOMIE

M. Luc Berthold (Mégantic—L'Érable, PCC): Monsieur le Président, cela fait bientôt deux ans que nous nous battons contre une pandémie mondiale.

Questions orales

En plus des effets sur notre santé et sur notre vie quotidienne, nous subissons des répercussions sur notre portefeuille. Le coût de la vie explose. Tout coûte plus cher depuis un an, et les prix continuent de monter. L'épicerie coûte de plus en plus cher. Les pères et les mères se demandent quoi choisir à l'épicerie pour ne pas se faire refuser le paiement à la caisse. C'est inacceptable.

Jusqu'où les libéraux sont-ils prêts à aller pour continuer d'appauvrir les Canadiens avant d'intervenir?

L'hon. Chrystia Freeland (vice-première ministre et ministre des Finances, Lib.): Monsieur le Président, je sais que, contrairement aux conservateurs, les Canadiens comprennent que l'inflation est un phénomène mondial.

Voici quelques chiffres qui le prouvent: le dernier taux d'inflation au Canada était de 4,8 %; aux États-Unis, 7 %; en Allemagne, 5,3 %; au Royaume-Uni, 5,4 %. La moyenne de l'OCDE est de 5,8 %; celle du G7, 5,3 %; celle du G20, 5,8 %.

M. Luc Berthold (Mégantic—L'Érable, PCC): Monsieur le Président, une mère de famille de deux enfants, qui gagne 40 000 \$ par année et qui voit un taux d'inflation annuel de 4,8 %, paiera son épicerie à peu près 200 \$ par semaine. C'est 10 \$ de plus par semaine. Au bout d'un an, cela représente 520 \$.

Si nous faisons le total de ce qu'elle gagne par année, cela veut dire que nous lui couperons une paie complète afin de pouvoir payer son épicerie.

Que l'on se compare à n'importe quel autre pays au monde ne donne pas une cenne de plus à cette mère de famille qui a de la misère à nourrir ses enfants.

Quand vont-ils cesser d'appauvrir les Canadiens?

• (1435)

[Traduction]

L'hon. Karina Gould (ministre de la Famille, des Enfants et du Développement social, Lib.): Monsieur le Président, c'est précisément pour cette raison que le gouvernement a agi, dès son arrivée au pouvoir en 2015, en instaurant l'Allocation canadienne pour enfants, qui aide 9 familles sur 10. En fait, elle a contribué à sortir 435 000 enfants de la pauvreté. Je rappelle à la Chambre en passant que les conservateurs ont voté contre cette mesure.

Nous savons que nous devons aider les familles à composer avec le coût élevé de la vie. Avec l'Allocation canadienne pour enfants et les services de garde abordables, nous faisons des progrès importants. Nous continuerons sur cette voie pour les familles.

[Français]

M. Luc Berthold (Mégantic—L'Érable, PCC): Monsieur le Président, comment peut-on honnêtement se lever à la Chambre et ignorer les problèmes auxquels font face actuellement les pères et les mères de famille, qui voient le prix de l'essence augmenter de 30 %, l'inflation se situer à 4,8 % et le coût de l'épicerie augmenter de 8 %?

J'ai été gentil tantôt. J'ai coupé en deux la facture des pères et des mères de famille. Cependant, sur le terrain, 8 % de plus par semaine pour l'épicerie, c'est ce qu'ils doivent payer. Pendant ce temps, qu'entend-on de la part des libéraux?

On les entend faire des comparaisons avec les autres pays. On les entend parler de mesures qui ont été mises en place, lesquelles n'ont

plus aucun effet sur les familles. Quand vont-ils cesser d'appauvrir les Canadiens?

L'hon. Chrystia Freeland (vice-première ministre et ministre des Finances, Lib.): Monsieur le Président, comment peut-on honnêtement se lever à la Chambre? C'est une question que les conservateurs doivent se poser à eux-mêmes.

Avant Noël, les conservateurs ont voté contre le projet de loi C-2; or, c'est seulement grâce au projet de loi C-2 et au fait que notre gouvernement a regardé vers l'avenir qu'aujourd'hui nous pouvons appuyer les petites et moyennes entreprises et les gens.

[Traduction]

M. Michael Barrett (Leeds—Grenville—Thousand Islands et Rideau Lakes, PCC): Monsieur le Président, d'un océan à l'autre, des Canadiens se sentent coincés. Depuis des années, ils travaillent fort et font des choix difficiles pour économiser, mais leur situation financière semble se détériorer. Ils n'ont pas les moyens d'acheter des aliments nutritifs, de faire le plein ou même de chauffer leur maison. Leur dur labeur ne porte pas ses fruits sous le règne des libéraux, dont les dépenses effrénées ont entraîné une flambée d'inflation.

Même si les libéraux ne font que donner toutes les excuses possibles et imaginables, voici la question que nous voulons poser au premier ministre et à la ministre des Finances aujourd'hui: vont-ils enfin mettre fin aux dépenses effrénées afin que les Canadiens soient à nouveau capables de subvenir à leurs besoins?

L'hon. Chrystia Freeland (vice-première ministre et ministre des Finances, Lib.): Monsieur le Président, lorsque des gens ne peuvent pas s'appuyer sur des faits, ils font appel à de faux arguments, comme on a pu l'entendre à maintes reprises aujourd'hui. Je vais donner l'heure juste sur ce qui se passe dans l'économie canadienne.

Le PIB canadien a augmenté de 5,4 % au troisième trimestre. C'est plus qu'aux États-Unis, au Royaume-Uni et au Japon. Selon les données de novembre, nous avons retrouvé le PIB d'avant la pandémie. Le taux d'emploi est maintenant à 108 % de ce qu'il était avant la COVID-19. Moody's et S&P ont toutes deux réaffirmé la cote de crédit AAA du Canada...

Le Président: Le député de Leeds—Grenville—Thousand Islands et Rideau Lakes a la parole.

M. Michael Barrett (Leeds—Grenville—Thousand Islands et Rideau Lakes, PCC): Monsieur le Président, ne laissons pas les beaux discours de la ministre l'empêcher de nous donner une réponse, parce que nous savons que l'inflation se trouve à son plus haut niveau en 30 ans, que le prix des logements a augmenté de 80 % sous le gouvernement actuel, que les Canadiens n'arrivent plus à payer l'essence et que leur paie nette a diminué à cause de l'augmentation des charges sociales imposée par la ministre des Finances et les libéraux.

Le gouvernement fournit toutes sortes d'excuses et il parle de ce que les choses coûtent ailleurs, mais de Victoria en Colombie-Britannique jusqu'à Victoria-by-the-Sea à l'Île-du-Prince-Édouard, tout coûte plus cher à cause des libéraux. Admettront-ils enfin que c'est de la « Justinflation », présenteront-ils leurs excuses et mettront-ils un terme aux dépenses effrénées?

Questions orales

L'hon. Chrystia Freeland (vice-première ministre et ministre des Finances, Lib.): Monsieur le Président, les faits sont les faits. Il ne s'agit pas de beaux discours. Je souligne que, selon les données publiées aujourd'hui par Statistique Canada, notre PIB a augmenté de 0,6 % en novembre. Il s'agit de la sixième hausse mensuelle consécutive. C'est un véritable jalon, puisque cela signifie que notre PIB est maintenant supérieur à ce qu'il était avant la pandémie, qui a entraîné la pire récession depuis la Grande Dépression.

Je tiens à féliciter les Canadiens de leur résilience.

• (1440)

M. Michael Barrett (Leeds—Grenville—Thousand Islands et Rideau Lakes, PCC): Monsieur le Président, pendant que la ministre distribue des félicitations, je lui rappelle que les Canadiens ne peuvent se permettre la hausse de 80 % du prix des maisons ni le taux d'inflation, qui est à son plus haut en 30 ans, et qui est le résultat direct des politiques du gouvernement actuel. Les libéraux dépensent des sommes astronomiques, mais ils sous-financent les mesures de soutien au logement et aux sans-abri en Ontario par près de 500 millions de dollars par année.

La ministre des Finances présente une fois de plus toutes sortes de données. Je suis persuadé qu'elle ne se lèvera même pas pour répondre elle-même à la question, mais les libéraux vont-ils enfin admettre qu'ils dépensent sans compter et mettre fin à cette manie pour le bien des Canadiens?

L'hon. Chrystia Freeland (vice-première ministre et ministre des Finances, Lib.): Monsieur le Président, c'est vraiment intéressant aujourd'hui d'entendre les conservateurs critiquer les dépenses du gouvernement. Il y a quelques mois à peine, pendant la campagne, leur plateforme électorale prévoyait des dépenses. Lorsqu'ils ont finalement divulgué le montant de ces dépenses pour l'exercice financier, il était supérieur à ce que nous proposons.

Les conservateurs proposaient un déficit de 168 milliards de dollars, soit plus de 10 milliards de dollars de plus que le nôtre. Est-ce que le parti des volte-face va dire aux Canadiens ce qu'il défend au juste?

* * *

[Français]

L'ASSURANCE-EMPLOI

Mme Louise Chabot (Thérèse-De Blainville, BQ): Monsieur le Président, il y a eu 300 000 demandes d'assurance-emploi traitées en retard l'an dernier. Ce sont 300 000 travailleurs qui ont été privés de revenus par le fédéral, certains durant plus de trois mois. Les cas continuent de s'empiler chaque jour.

Imaginons les sacrifices que trois mois sans revenus représentent. C'est une trahison envers les travailleurs qui ont cotisé à l'assurance-emploi toute leur vie, avec la promesse que le fédéral les soutiendrait en cas de malheur.

Qu'est-ce que la ministre fait pour éliminer les retards?

L'hon. Karina Gould (ministre de la Famille, des Enfants et du Développement social, Lib.): Monsieur le Président, je veux commencer en disant que c'est un enjeu que nous prenons très au sérieux.

C'est important que tout le monde qui a fait une demande reçoive ses paiements, ses prestations. Nous comprenons que c'est important, parce que l'assurance-emploi est là pour les Canadiens quand ils en ont besoin.

Nous avons engagé plus de fonctionnaires pour justement répondre aux demandes supplémentaires, et nous continuons de rajuster les ressources internes pour assurer que tout le monde qui fait une demande va recevoir sa prestation.

Mme Louise Chabot (Thérèse-De Blainville, BQ): Monsieur le Président, la ministre a engagé du personnel, mais pas pour traiter les dossiers d'assurance-emploi en retard.

Elle a engagé des inspecteurs pour les cas de fraude potentiels. Cela va aider 10 000 dossiers, mais c'est sans impact pour toutes les autres personnes qui attendent. En ce moment, au Canada, un pays du G7, il y a des travailleurs sans revenus depuis trois mois qui n'arrivent pas à mettre du pain sur la table à cause des ratés administratifs. Il y a des travailleurs qui doivent plaider leur indigence pour espérer être priorisés.

Quand vont-ils recevoir leurs prestations?

L'hon. Karina Gould (ministre de la Famille, des Enfants et du Développement social, Lib.): Monsieur le Président, je remercie mon honorable collègue d'avoir soulevé cet enjeu important. Je l'apprécie beaucoup.

Comme je l'ai mentionné, ce n'est pas seulement des fonctionnaires pour répondre aux cas de fraude, ce qui est important, bien sûr, mais c'est aussi des employés additionnels qui sont engagés parce qu'il y a maintenant une augmentation des demandes parce qu'il y a eu des fermetures liées à Omicron.

Je vais travailler avec elle et avec tous les députés à la Chambre pour régler cette situation, parce que pour nous, comme gouvernement, répondre aux demandes des citoyens canadiens est très important.

Mme Louise Chabot (Thérèse-De Blainville, BQ): Monsieur le Président, derrière les normes de service, il y a des personnes: des personnes qui n'arrivent pas à payer leur loyer parce que leur assurance-emploi ne rentre pas; des personnes qui attendent sans savoir quand cela va finir et si elles vont tenir assez longtemps; des personnes qui n'ont plus de pain à mettre sur la table. Les statistiques de normes de service ne les émeuvent pas tellement, ces personnes-là. Elles veulent que le fédéral trouve le moyen de s'occuper d'elles.

Quand la ministre aura-t-elle remis à zéro le nombre de dossiers en retard?

• (1445)

L'hon. Karina Gould (ministre de la Famille, des Enfants et du Développement social, Lib.): Monsieur le Président, comme je l'ai dit à mon honorable collègue la semaine dernière quand nous avons parlé de cet enjeu, je comprends que chaque demande représente une personne, représente une famille qui a besoin d'aide. C'est pourquoi, pour moi, c'est une de mes priorités de résoudre cet enjeu.

Comprenons aussi qu'il y a une augmentation des demandes en raison des fermetures liées à Omicron, mais, quand même, nous mettons plus de ressources en place, justement pour assurer que chaque Canadien qui a fait une demande...

Le Président: À l'ordre. Je cède la parole à l'honorable député de Charlesbourg—Haute-Saint-Charles.

LES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

M. Pierre Paul-Hus (Charlesbourg—Haute-Saint-Charles, PCC): Monsieur le Président, les Russes sont prêts à envahir l'Ukraine.

Ils ont prépositionné 100 000 hommes sur le bord de la frontière ukrainienne. Ils ont aussi acheminé des réserves de sang vers leurs hôpitaux de campagne, car ils prévoient des possibilités de perte de vies considérable. L'Ukraine supplie le Canada d'envoyer des armes défensives, mais le premier ministre refuse leur demande. Preuve du danger imminent, les troupes canadiennes sont déplacées sur le territoire.

Est-ce que le premier ministre peut faire preuve de courage, arrêter de jouer à cache-cache et finalement venir en aide à l'Ukraine en donnant des armes défensives?

L'hon. Mélanie Joly (ministre des Affaires étrangères, Lib.): Monsieur le Président, je remercie mon collègue de sa question.

Pour ce qui est de faire en sorte qu'il n'y ait pas une autre invasion de la part de la Russie en Ukraine, il va de soi que nous croyons en la diplomatie et la dissuasion. Sur le plan diplomatique, hier encore j'ai parlé aux Pays-Bas, j'ai parlé au Danemark, j'ai parlé à la Lettonie et ce matin j'ai parlé à l'Estonie. Donc, essentiellement, nous continuons à travailler avec nos alliés pour garder cette forte unité de l'alliance, et nous croyons aussi à l'opération Unifier. Ma collègue est à Bruxelles, à l'OTAN, au moment où on se parle.

M. Pierre Paul-Hus (Charlesbourg—Haute-Saint-Charles, PCC): Monsieur le Président, l'Ukraine sera probablement le théâtre d'une grande guerre terrestre conventionnelle.

Nous avons observé le renforcement militaire russe en Biélorussie, en Russie, dans le Donbass et en Crimée depuis que les Russes ont organisé des exercices en septembre dernier. Les menaces de la Russie envers l'Ukraine existent depuis longtemps, et ce gouvernement libéral a eu des mois pour préparer un plan d'aide militaire pour nos amis en Ukraine.

Pourquoi le premier ministre ne comprend-il pas que la Russie n'est pas intéressée par la diplomatie? Qu'attendons-nous pour venir en aide de façon forte à nos amis ukrainiens?

L'hon. Mélanie Joly (ministre des Affaires étrangères, Lib.): Monsieur le Président, les membres de l'OTAN sont unanimes: il faut aller de l'avant avec les canaux diplomatiques. C'est pourquoi il y a trois canaux qui sont en place, que ce soit les Américains qui parlent avec les Russes, l'OTAN avec la Russie ou encore au sein de l'OSCE. C'est la façon de diminuer les tensions.

Cependant, nous sommes d'accord qu'il doit y avoir de la dissuasion. J'espère que mon collègue reconnaît que le gouvernement en fait énormément par l'entremise des opérations Reassurance et Unifier, que nous venons de prolonger et d'élargir.

* * *

[Traduction]

LA VIE PRIVÉE

M. John Brassard (Barrie—Innisfil, PCC): Monsieur le Président, les données cellulaires de 33 millions de Canadiens ont été suivies en secret par l'Agence de la santé publique du Canada sans qu'ils aient donné leur consentement. Ce niveau de surveillance sans précédent des citoyens canadiens a été révélé lorsque les libéraux ont reconnu avoir procédé à cette surveillance et ajouté qu'ils

Questions orales

entendaient continuer d'espionner les Canadiens pendant encore cinq ans.

La protection de la vie privée des Canadiens est l'un des piliers de nos libertés. Malheureusement, sous les libéraux, les piliers de la démocratie canadienne s'effritent à cause de ce genre d'ingérence exagérée.

Ma question est simple: qui a autorisé cette campagne secrète d'espionnage des Canadiens?

[Français]

L'hon. Jean-Yves Duclos (ministre de la Santé, Lib.): Monsieur le Président, je suis tout à fait d'accord avec mon collègue. Il fait très bien d'insister sur l'importance de protéger la vie privée des gens. Il insiste aussi, je suppose, sur l'importance de protéger la santé et la sécurité des gens; nous faisons cela ensemble.

Nous travaillons avec le commissaire à la protection de la vie privée du Canada pour nous assurer que les méthodes utilisées, comme nous le savons déjà, recourent effectivement à des données confidentielles agrégées et anonymisées qui nous servent à protéger la santé et la sécurité des gens, tout en protégeant aussi leur vie privée.

[Traduction]

M. John Brassard (Barrie—Innisfil, PCC): Monsieur le Président, plutôt que de travailler à normaliser les confinements, les libéraux auraient peut-être dû s'employer à garder l'économie du pays fonctionnelle. Quand on refait le fil des événements, on constate chez les libéraux une tendance à l'ingérence excessive. Au début de la pandémie, les libéraux ont tenté d'obtenir la mainmise sur le Parlement pour avoir le contrôle total des dépenses et de la fiscalité. Ils se sont fait prendre à recueillir en secret des données bancaires. Ils ont essayé de limiter la liberté de parole et de contrôler ce que les Canadiens peuvent regarder sur Internet. Voilà maintenant qu'ils espionnent les Canadiens.

Cette tendance à vouloir contrôler la vie des gens est habituellement l'apanage des pays que bien des Canadiens ont fuies. Dans quel monde est-ce que recueillir secrètement ce genre de données sans obtenir le consentement des personnes concernées est une bonne idée?

• (1450)

[Français]

L'hon. Jean-Yves Duclos (ministre de la Santé, Lib.): Monsieur le Président, j'ai déjà répondu à la question. Je remercie cependant mon collègue de me donner une chance supplémentaire de dire non seulement que nous avons bien fait les choses au pays pour maintenir la confiance des gens, pour les rassurer et pour protéger notre économie, mais aussi que le Canada a une économie qui est de loin supérieure à celle qu'on retrouve dans d'autres pays du monde, qui ont aussi vécu la COVID-19. De plus, nous avons travaillé en écoutant la science et le Canada a le taux de mortalité le plus faible de tous les pays du G7, après le Japon.

Questions orales

[Traduction]

L'INDUSTRIE DE L'AVIATION

M. Taylor Bachrach (Skeena—Bulkley Valley, NP): Monsieur le Président, en 2020, alors que des milliers de Canadiens se retrouvaient les poches vides à cause de l'annulation des vols, le ministre nous a dit qu'il ne pouvait rien faire pour obtenir des remboursements. Il nous a dit que l'Office des transports du Canada était un organisme indépendant. Aujourd'hui, nous avons en main des documents qui prouvent que le gouvernement était non seulement en communication avec l'Office, mais qu'il s'employait à convaincre les compagnies aériennes d'attendre avant de rembourser.

Pourquoi de hauts fonctionnaires ont-ils fait pression sur l'Office des transports pour protéger les comptes en banque des compagnies aériennes au lieu de défendre les Canadiens?

L'hon. Omar Alghabra (ministre des Transports, Lib.): Monsieur le Président, je souhaite remercier mon collègue de nous rappeler, et de rappeler à tous les Canadiens que le gouvernement a répondu présent pour aider les Canadiens à se faire rembourser. Nous avons été là pour aider les compagnies aériennes face à la COVID-19, pour les soutenir et protéger des emplois, pour conserver les compétences dont nous avons besoin et pour sauver notre économie.

Je voudrais remercier le député d'avoir fait ce rappel, car notre gouvernement sera toujours là pour aider les Canadiens.

* * *

LA SANTÉ

Mme Heather McPherson (Edmonton Strathcona, NP): Monsieur le Président, selon moi, ces propos rappellent que les libéraux sont là pour les grandes entreprises, et non pour les Canadiens.

Je peux donner un autre exemple. Les libéraux répètent sans cesse qu'ils savent que la pandémie ne sera pas terminée au Canada tant qu'elle n'est pas terminée partout, mais ils se traînent les pieds dans le dossier de la dérogation à l'Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce et ils ont refusé d'inclure les médicaments contre la COVID-19 dans le Régime canadien d'accès aux médicaments. Leurs promesses concernant le mécanisme COVAX sont inutiles.

Le premier ministre prendra-t-il enfin les mesures nécessaires pour assurer l'équité en matière de vaccins partout dans le monde?

L'hon. Mary Ng (ministre du Commerce international, de la Promotion des exportations, de la Petite Entreprise et du Développement économique, Lib.): Monsieur le Président, le gouvernement défendra toujours ardemment l'équité en matière de vaccins, comme il l'a toujours fait. Le Canada appuie une approche multilatérale en matière de propriété intellectuelle, particulièrement pour les vaccins contre la COVID-19.

Depuis le début de la pandémie, nous travaillons fort avec nos collègues dans le cadre des négociations de l'Organisation mondiale du commerce. Grâce à notre leadership au Groupe d'Ottawa, nous continuons d'organiser ce genre de discussions importantes afin que tout le monde puisse se faire vacciner partout dans le monde.

LES MESURES DE SOUTIEN ÉCONOMIQUE EN LIEN AVEC LA COVID-19

Mme Patricia Lattanzio (Saint-Léonard—Saint-Michel, Lib.): Monsieur le Président, pendant les vacances, le variant Omicron a eu de sérieuses répercussions sur les gens et les entreprises de ma circonscription, Saint-Léonard—Saint-Michel. Heureusement, la Chambre avait adopté le projet de loi C-2 avant l'ajournement, ce qui fait que les entreprises et les particuliers encore confrontés à des restrictions et à des mesures de confinement imposées par les provinces en réponse à la nouvelle vague avaient accès à du soutien.

La vice-première ministre peut-elle rappeler à la Chambre certaines des mesures prévues dans le projet de loi et comment elles ont aidé les Canadiens?

L'hon. Chrystia Freeland (vice-première ministre et ministre des Finances, Lib.): Monsieur le Président, je remercie la députée de sa question et de tout le travail qu'elle fait pour ses concitoyens. Grâce au projet de loi C-2, nous avons maintenant la Prestation canadienne pour les travailleurs en cas de confinement. Par conséquent, les travailleurs touchés par de nouvelles restrictions en matière de santé publique reçoivent un soutien financier immédiat.

Nous avons également le Programme de soutien en cas de confinement local, qui offre des subventions salariales et au loyer pour soutenir les entreprises touchées par les mesures de confinement liées à Omicron imposées par des compétences locales. Malheureusement, les conservateurs et les néo-démocrates ont voté contre ces mesures de soutien essentielles, mais je suis heureuse que nous ayons pu les mettre en place pour soutenir les Canadiens.

* * *

LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

L'hon. Ed Fast (Abbotsford, PCC): Monsieur le Président, alors que le lithium est essentiel à la production de véhicules électriques, nous avons appris la semaine dernière que le ministre a précipité la vente d'une entreprise canadienne de lithium à une entreprise d'État chinoise, et ce, sans procéder à un examen complet de ce que cela signifiait pour la sécurité nationale. Cependant, pendant trois longues années, le même ministre a refusé de dire non à Huawei pour construire le réseau 5G au Canada.

Pourquoi est-il si facile pour lui de dire oui à des prises de contrôle risquées d'entreprises canadiennes, mais si difficile de dire non à des prises de contrôle étrangères douteuses?

● (1455)

L'hon. François-Philippe Champagne (ministre de l'Innovation, des Sciences et de l'Industrie, Lib.): Monsieur le Président, permettez-moi d'apporter quelques faits dans cette discussion. La semaine dernière, j'ai clairement indiqué aux Canadiens et au comité que la transaction au sujet de Neo Lithium avait fait l'objet d'un examen complet du point de vue de la sécurité nationale, examen auquel ont participé tous les ministères concernés du gouvernement et tous les organismes responsables du renseignement et de la sécurité.

En outre, la transaction a été soumise à un examen minutieux, conformément aux directives que j'ai mises en place en mars. Lorsqu'il s'agit de questions de sécurité nationale, nous devrions éviter d'induire la Chambre en erreur.

Questions orales

L'hon. Ed Fast (Abbotsford, PCC): Monsieur le Président, le ministre n'a pas droit à ses propres faits. Il a aussi refusé de dire aux Canadiens s'il a consulté nos alliés avant de prendre la décision hâtive d'autoriser la vente de Neo Lithium à la Chine. Nous supposons que la réponse est non: il ne les a pas consultés. Les États-Unis et nos autres alliés, qui ont banni Huawei de leurs réseaux 5G il y a longtemps, n'arrivent pas à comprendre pourquoi le gouvernement libéral continue de tergiverser et de faire traîner les choses.

Cela fait trois ans. Quand le ministre cessera-t-il d'apaiser le régime communiste de Pékin et d'être le béni-oui-oui de Huawei?

L'hon. François-Philippe Champagne (ministre de l'Innovation, des Sciences et de l'Industrie, Lib.): Monsieur le Président, le député sait à quel point je l'apprécie. Il est un excellent collègue.

Cependant, je n'accepterai pas qu'il induise les Canadiens en erreur sur la question de la sécurité nationale. Je suis très heureux de l'entendre parler de notre réseau, car les Canadiens comprennent que cette décision aura une incidence non seulement sur la génération actuelle, mais aussi sur les générations futures. Les députés comme lui devraient donc savoir que la sécurité nationale doit primer lorsque nous prenons une telle décision. C'est pourquoi nous prendrons la bonne décision pour les Canadiens.

L'hon. Ed Fast (Abbotsford, PCC): Monsieur le Président, le Canada doit dire non à Huawei. Le *Washington Post* a récemment rapporté que Huawei a développé des outils de reconnaissance vocale et faciale qui aident les gouvernements à surveiller les dissidents politiques et à gérer les camps de rééducation et qui permettent aux détaillants de surveiller les acheteurs. C'est révoltant. Alors que les plus fidèles alliés du Canada ont interdit la présence de Huawei sur leurs réseaux, le gouvernement libéral refuse de faire de même.

Je demande encore une fois au ministre, quand dira-t-il non à Huawei?

L'hon. François-Philippe Champagne (ministre de l'Innovation, des Sciences et de l'Industrie, Lib.): Monsieur le Président, je me réjouis que nous prenions du temps aujourd'hui à la Chambre pour parler de notre réseau d'infrastructures parce que les Canadiens qui sont à la maison comprennent l'importance que cet enjeu aura pour eux dans l'avenir. Nous savons que nous nous dirigeons vers une économie des données. Nous savons également quels modes de communication et quels réseaux seront importants.

Voilà pourquoi les Canadiens, ceux qui nous regardent à la maison — et je sais qu'ils sont à l'écoute aujourd'hui — comprennent que lorsque nous prenons une décision de cette nature, il est impératif de prioriser la sécurité nationale. C'est précisément ce que nous allons faire pour prendre la meilleure décision dans l'intérêt de l'ensemble des Canadiens.

L'hon. Ed Fast (Abbotsford, PCC): Monsieur le Président, nous nous dirigeons en effet vers une économie axée sur les données, mais pas avec la Chine. Les services du renseignement canadiens mettent en garde depuis longtemps le premier ministre pour ce qui est de permettre à Huawei de participer à nos réseaux 5G. Or, il appert qu'ils avaient vu juste. Pendant des années, Huawei a nié être un instrument du régime communiste de Pékin. Toutefois, nous avons maintenant la preuve que cette société est fortement engagée dans la conception d'outils pour surveiller des millions si ce n'est des milliards de personnes à l'échelle mondiale.

Quand le ministre prendra-t-il une décision en ce qui concerne Huawei, et quand fermera-t-il enfin la porte à cette entreprise?

L'hon. François-Philippe Champagne (ministre de l'Innovation, des Sciences et de l'Industrie, Lib.): Monsieur le Président, une chose est claire: la présentation à la Chambre de certaines données factuelles facilite parfois la compréhension. Une chose que je peux...

Des voix: Oh, oh!

Le Président: Je regrette, mais je dois interrompre le ministre, car j'ai du mal à entendre sa réponse.

Il peut poursuivre.

L'hon. François-Philippe Champagne: Monsieur le Président, j'allais dire que nous n'avons pas de leçon à recevoir des conservateurs dans le dossier de la sécurité nationale, et voici pourquoi. Nous examinons quatre fois plus de transactions et en bloquons deux fois plus que les conservateurs à l'époque où ils étaient au pouvoir.

Les Canadiens savent que nous prenons la sécurité nationale à cœur et que nous n'accepterons aucun compromis en la matière. Nous prendrons la meilleure décision, dans l'intérêt de tous les Canadiens.

* * *

[Français]

LA SANTÉ

M. Mario Simard (Jonquière, BQ): Monsieur le Président, j'écoute les débats à la Chambre et je me demande si je n'ai pas la berlué.

Omicron fait déborder nos hôpitaux, le personnel soignant est à bout de souffle au Québec, où 63 personnes sont décédées de la COVID-19 aujourd'hui, mais il n'y a pas un chat qui parle de financement des soins de santé.

Personne ne parle de l'urgence de renforcer notre système de soins alors que nous savons que c'est la chose à faire depuis le début de la cinquième vague.

Qu'est-ce que ça va prendre pour que le gouvernement fédéral comprenne qu'il faut augmenter les transferts en santé?

• (1500)

L'hon. Jean-Yves Ducloux (ministre de la Santé, Lib.): Monsieur le Président, mon collègue a tout à fait raison.

Il faut en parler, mais il faut aussi agir. C'est ce que nous faisons depuis le début de la COVID-19 avec des investissements s'élevant à 63 milliards de dollars, seulement en santé et en sécurité, pour s'occuper des problèmes de santé durant la COVID-19. À cela s'ajoute évidemment le transfert canadien en santé, qui augmentera de nouveau dans quelques semaines.

Nous faisons tout cela parce que nous savons qu'il faut protéger notre système de santé, et ce, afin de protéger la santé des gens qui passent à travers la COVID-19.

M. Mario Simard (Jonquière, BQ): Monsieur le Président, l'éléphant dans la pièce, c'est que le gouvernement fédéral n'a jamais agi.

Il y a 90 % des Québécois qui sont vaccinés. Pourtant, depuis Noël, ils sont encore en confinement. Pourquoi?

Questions orales

C'est parce que le système de soins de santé est fragile. Jamais ce gouvernement n'a voulu hausser les soins de santé à 35 %. Qu'est-ce que ça va prendre pour que le gouvernement comprenne que la sortie de la crise passe par le financement en santé?

Au Québec, quand on pense à « sous-financement », on pense à « confinement ». Que répond le ministre à cela?

L'hon. Jean-Yves Duclos (ministre de la Santé, Lib.): Monsieur le Président, je félicite mon collègue d'avoir prononcé le mot clé, parce que, l'ennemi, ce n'est pas la vaccination. L'ennemi, c'est la COVID-19.

Il faut que les Canadiens, ainsi que tous les membres de la Chambre d'ailleurs, sachent et comprennent que, pour passer au travers de cette crise, il faut se faire vacciner.

Recevoir deux doses, c'est bien, mais, trois doses, c'est encore mieux. Non seulement c'est encore mieux, mais c'est super important pour pouvoir lutter contre le variant Omicron et se protéger contre toutes sortes d'autres variants qui pourraient émerger dans l'avenir.

* * *

[Traduction]

L'ÉCONOMIE

Mme Stephanie Kusie (Calgary Midnapore, PCC): Monsieur le Président, nous avons entendu je ne sais plus combien de fois les députés dire que le salaire des Canadiens ne suit pas l'inflation. Les gens ont donc de plus en plus de mal à se nourrir et à se loger. C'est évidemment sans parler de la hausse des primes d'assurance-emploi qui servira à combler le déficit actuel de la caisse.

Ma question a souvent été posée par mes collègues, mais je la pose de nouveau: que fait le gouvernement pour juguler la crise de l'inflation et pour que les conditions de vie des Canadiens cessent de se détériorer?

L'hon. Chrystia Freeland (vice-première ministre et ministre des Finances, Lib.): Monsieur le Président, les Canadiens sont intelligents, et c'est pourquoi je suis persuadée que, contrairement aux conservateurs, ils sont conscients que l'inflation est un phénomène mondial. Voici quelques chiffres. Aux dernières nouvelles, le taux d'inflation au Canada s'élevait à 4,8 %. Aux États-Unis, il est de 7 %, en Allemagne, de 5,3 % et au Royaume-Uni, de 5,4 %. Au Canada, le taux d'inflation est inférieur à la moyenne du G7, qui se chiffre à 5,3 %, à celle du G20, à 5,8 % et à celle de l'OCDE, à 5,8 %.

M. Rick Perkins (South Shore—St. Margarets, PCC): Monsieur le Président, les pourcentages qui intéressent les Canadiens, ce sont ceux relatifs aux hausses des évaluations foncières et du prix des logements. À cause des politiques du gouvernement, les jeunes ne sont plus en mesure d'acheter leur première maison, et la hausse des prix force des personnes âgées à quitter leur logement. Les gens ont de la difficulté à payer leur épicerie.

Quand le gouvernement se rendra-t-il compte que des Canadiens souffrent à cause de ses politiques, et quand admettra-t-il que c'est inacceptable, à moins qu'il se dise que c'est « juste de l'inflation »?

L'hon. Ahmed Hussen (ministre du Logement et de la Diversité et de l'Inclusion, Lib.): Monsieur le Président, nous sommes en présence d'un parti qui a laissé tomber les investissements dans le logement. Il a refléchi aux provinces et aux municipalités la responsabilité d'investir dans le logement abordable. Il n'a même pas men-

tionné le logement abordable dans son programme électoral, ni dans sa motion de l'opposition. Il n'a absolument aucune crédibilité dans ce dossier.

Notre parti est celui qui a mis en place une stratégie nationale sur le logement, qui a créé l'incitatif à l'achat d'une première propriété et qui veut mettre en œuvre un programme de location avec option d'achat. Ils n'ont absolument aucune crédibilité dans ce dossier, et les Canadiens voient clair dans leur discours.

M. Rob Morrison (Kootenay—Columbia, PCC): Monsieur le Président, le coût de la vie augmente de jour en jour. L'inflation a atteint son plus haut niveau en 30 ans, les tablettes des épiceries sont vides, et les Canadiens en ont clairement assez de voir le gouvernement changer constamment les règles du jeu. Ils ont du mal à joindre les deux bouts, mais le premier ministre considère que le moment est bien choisi pour piger davantage dans leurs poches au moyen d'une charge sociale.

Le premier ministre s'engagera-t-il dès maintenant à annuler l'augmentation des cotisations à l'assurance-emploi et au Régime de pensions du Canada?

• (1505)

L'hon. Chrystia Freeland (vice-première ministre et ministre des Finances, Lib.): Monsieur le Président, aujourd'hui comme à beaucoup d'autres moments, nous avons entendu les conservateurs répéter encore et encore des discours fallacieux; ils semblent absolument résolus à dénigrer le Canada et l'économie canadienne. Dans les faits, les Canadiens ont réussi à composer avec la COVID et la récession liée à la COVID avec une force et une résilience remarquables. Grâce à cette résilience, nous avons récupéré 108 % des emplois qui avaient été perdus. Grâce à cette résilience, nous avons surpassé, en novembre, le PIB qu'avait le pays avant la pandémie. Il s'agissait de la pire crise économique depuis la Grande Dépression.

* * *

LA DIVERSITÉ ET L'INCLUSION

L'hon. Hedy Fry (Vancouver-Centre, Lib.): Monsieur le Président, le Mois de l'histoire des Noirs est l'occasion de réfléchir aux nombreuses contributions que la communauté noire a apportées au cours de l'histoire pour faire du Canada la nation qu'il est aujourd'hui. Nous devons donner aux Noirs les moyens de surmonter les obstacles qui les empêchent de contribuer pleinement à un Canada diversifié, prospère et inclusif. Pour ce faire, nous devons prendre des mesures contre la discrimination systémique et le racisme envers les Noirs.

La ministre des Femmes et de l'Égalité des genres et de la Jeunesse pourrait-elle donner à la Chambre une mise à jour sur les mesures que notre gouvernement a prises pour renforcer la communauté noire?

L'hon. Marci Ien (ministre des Femmes et de l'Égalité des genres et de la Jeunesse, Lib.): Monsieur le Président, je remercie la députée de sa présence en tant que femme ayant le plus d'ancienneté à la Chambre.

Ce mois-ci, nous prenons le temps d'honorer et de célébrer la communauté noire. Le gouvernement travaillera sans relâche à éliminer les obstacles systémiques afin de créer une société plus égalitaire pour tous, que ce soit par son engagement à l'égard de la stratégie canadienne de lutte contre le racisme, par l'affectation de 200 millions de dollars à la création d'un nouveau fonds de dotation philanthropique dirigé par des Noirs ou par le versement d'un complément de 100 millions de dollars à l'initiative de soutien aux communautés canadiennes noires. Peu importe le mois, chaque jour est un jour pour célébrer l'excellence des Noirs.

* * *

LES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

M. Marty Morantz (Charleswood—St. James—Assiniboia—Headingley, PCC): Monsieur le Président, au cours des derniers mois, la Russie a déployé des milliers de soldats et a mené des activités militaires provocatrices près de la frontière de l'Ukraine. Alors que la communauté internationale continue d'exhorter le président Poutine à désamorcer la situation, le Canada doit envoyer un message parfaitement clair concernant les mesures précises qu'il prendra pour empêcher une invasion.

C'est une question très importante. Le premier ministre pourrait-il confirmer dès maintenant que si la Russie envahit l'Ukraine, il emploiera tous les outils à sa disposition, y compris les sanctions Magnitski?

L'hon. Mélanie Joly (ministre des Affaires étrangères, Lib.): Monsieur le Président, je remercie le député de cette question très importante parce que, en ce qui a trait aux sanctions, nous sommes prêts à imposer des sanctions économiques sévères si la Russie se livre à de nouvelles tactiques d'invasion contre l'Ukraine. Nous travaillons en étroite collaboration avec nos alliés, les États-Unis, l'Union européenne et, bien sûr, le Royaume-Uni. Les sanctions sont les plus efficaces lorsque nous agissons tous de concert. Le Canada est prêt.

* * *

L'ÉCONOMIE

M. Gerald Soroka (Yellowhead, PCC): Monsieur le Président, selon le rapport canadien de 2022 sur les prix des aliments, l'augmentation générale des prix est 5 % à 7 %. On n'avait pas prévu une augmentation aussi marquée depuis 20 ans. Beaucoup d'habitants de ma circonscription s'inquiètent de plus en plus à ce sujet. En Alberta, on s'attend à ce que l'augmentation des prix des aliments soit plus élevée que la moyenne nationale en 2022.

Quand le gouvernement libéral admettra-t-il enfin que ses politiques ont directement fait grimper l'inflation à un sommet inégalé en deux décennies?

L'hon. Chrystia Freeland (vice-première ministre et ministre des Finances, Lib.): Monsieur le Président, comme je l'ai déjà souligné et comme les Canadiens le comprennent très bien, l'inflation est un phénomène mondial découlant de problèmes mondiaux, comme la congestion des chaînes d'approvisionnement et les difficultés considérables qu'ont connues les récoltes un peu partout sur la planète.

Des mesures concrètes peuvent être prises afin de rendre la vie plus abordable pour les Canadiens, comme la construction de logements abordables et la mise en place d'un système d'éducation préscolaire et de garde d'enfants. Voilà pourquoi je suis si étonnée que le Parti conservateur s'oppose à notre plan d'éducation préscolaire

Questions orales

et de garde d'enfants, au sujet duquel la province de l'Alberta a conclu une entente avec nous.

* * *

LES AÎNÉS

M. Robert Kitchen (Souris—Moose Mountain, PCC): Monsieur le Président, partout dans ma circonscription, des aînés s'inquiètent de voir le gouvernement faire peu de cas de la hausse vertigineuse du coût de la vie pour eux. L'inflation atteignant des sommets, ceux qui vivent avec un revenu fixe en tant que prestataires de programmes comme le Régime de pensions du Canada ou la Sécurité de la vieillesse, et dont beaucoup n'avaient pas de régime de retraite, arrivent difficilement à joindre les deux bouts. La taxe sur le carbone des libéraux ne fait qu'aggraver la situation.

En cette période économique difficile, pourquoi le premier ministre s'entête-t-il à puiser dans les poches des Canadiens et des personnes âgées qui éprouvent déjà de la difficulté à joindre les deux bouts?

● (1510)

L'hon. Kamal Khera (ministre des Aînés, Lib.): Monsieur le Président, je trouve un peu fort que les conservateurs parlent des aînés qui doivent travailler encore après avoir atteint l'âge de la retraite, eux qui ont justement relevé l'âge de la retraite quand ils étaient au pouvoir. Nous avons annulé cette décision et remis aux aînés les prestations auxquelles ils ont droit. Nous bonifions progressivement le Régime de pensions du Canada, y compris la part de l'employeur, en collaboration avec les provinces et les territoires, afin que les aînés puissent profiter, maintenant et dans l'avenir, d'une retraite stable et solide.

Les aînés savent qui a été et sera là pour eux, et ce ne sont pas les conservateurs.

* * *

[Français]

LA SANTÉ

M. Angelo Iacono (Alfred-Pellan, Lib.): Monsieur le Président, au cours des deux dernières semaines, le progrès dans la lutte contre la COVID-19 s'est intensifié. Alors que les Canadiens continuent de recevoir leur troisième dose de vaccin, nous commençons à observer des retards dans les rendez-vous pour les doses de rappel.

Est-ce que le ministre de la Santé pourrait informer la Chambre des progrès réalisés en ce qui concerne les doses de rappel et les mesures supplémentaires que le gouvernement prend pour s'assurer que tous les Canadiens ont accès à une troisième dose?

L'hon. Jean-Yves Duclos (ministre de la Santé, Lib.): Monsieur le Président, je remercie mon collègue d'Alfred-Pellan de son travail extraordinaire en faveur des citoyens de sa circonscription et de soulever la question de la vaccination.

En tout, 77 millions de doses ont été administrées: près de 84 % des Canadiens de tous âges ont reçu une première dose, 79 % ont reçu deux doses, 43 % des Canadiens admissibles ont déjà reçu une dose de rappel et 53 % des enfants de 6 à 11 ans ont reçu une première dose. Nous pouvons être fiers. Nous sommes depuis des mois parmi les pays les mieux vaccinés dans le monde. Nous éprouvons évidemment un grand sentiment de gratitude envers tous ceux et celles qui ont fait le bon choix.

*Recours au Règlement***L'IMMIGRATION, LES RÉFUGIÉS ET LA CITOYENNETÉ**

M. Alexandre Boulerice (Rosemont—La Petite-Patrie, NPD): Monsieur le Président, les délais pour les traitements des dossiers d'immigration sont longs longtemps. Des familles, des travailleurs et des étudiants doivent mettre leur projet de vie sur la glace en attendant une réponse qui ne semble jamais arriver.

Trop souvent, ces gens se font demander de remplir une deuxième demande et donc de payer les frais une deuxième fois, puisque les libéraux ont pris trop de temps pour arriver à leur dossier. Le système est brisé et ne respecte pas les gens.

Est-ce que les libéraux vont investir les ressources nécessaires pour que ces personnes puissent commencer à vivre dans le respect et la dignité?

[Traduction]

L'hon. Sean Fraser (ministre de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté, Lib.): Monsieur le Président, je suis heureux de vous informer que, dans le but d'alléger les graves pressions qu'exerce la pandémie sur le système d'immigration, j'ai annoncé hier que le gouvernement procédera à un investissement de 85 millions de dollars pour réduire la durée de traitement des demandes de permis de travail et d'études, de visas de résident temporaire et de preuves de citoyenneté, ainsi que pour éliminer l'inventaire de cas de résidents permanents. Nous avons annoncé aussi, en parallèle, l'ajout de nouvelles fonctions sur la plateforme numérique qui sera lancée et qui permettra à plus de gens d'obtenir de l'information sur leur dossier en temps réel et qui augmentera l'efficacité dans 15 secteurs d'activités d'ici l'été.

Il va sans dire que l'année a été difficile pour les gens voulant immigrer au Canada, mais nous travaillons pour leur simplifier la vie afin qu'ils puissent faire de notre pays leur patrie.

* * *

LES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Mme Jenny Kwan (Vancouver-Est, NPD): Monsieur le Président, au lendemain de l'abandon par le gouvernement des personnes qui ont risqué leur vie pour nous aider, la famine guette des millions d'Afghans, y compris des enfants. Nous avons su hier que des organismes canadiens comme Vision mondiale Canada sont incapables de fournir de la nourriture et de l'aide aux enfants souffrant de malnutrition. Ils n'osent pas, de peur d'être poursuivis au titre des lois antiterroristes canadiennes. Contrairement au gouvernement libéral, les États-Unis et l'Union européenne se sont assurés que leurs partenaires en aide humanitaire ne feront l'objet d'aucune poursuite.

Combien d'autres enfants afghans mourront de faim pour qu'une exemption soit octroyée aux organismes canadiens qui veulent aider?

L'hon. Harjit S. Sajjan (ministre du Développement international et ministre responsable de l'Agence de développement économique du Pacifique Canada, Lib.): Monsieur le Président, la crise humanitaire en Afghanistan nous inquiète énormément et nous serons là pour soutenir le peuple afghan, et non pas les talibans. Voilà pourquoi j'ai annoncé récemment que le Canada consacra 56 millions de dollars à l'aide humanitaire en réponse aux appels des Nations unies et de la Croix-Rouge internationale. Ce financement permettra aux partenaires humanitaires du Canada de fournir une aide vitale pour que les produits humanitaires soient distribués et que les travailleurs continuent à soutenir le peuple af-

ghan. Nous verrons de quelle manière nous pourrions en faire plus avec nos partenaires.

Le Président: La période des questions est terminée pour aujourd'hui. Je remercie tous les députés pour leur grande courtoisie. Il était très agréable de tous vous entendre véritablement débattre aujourd'hui.

Il y a divers rappels au Règlement à traiter. Je vais les aborder l'un après l'autre. Nous commençons par celui de la députée d'Edmonton Strathcona.

* * *

● (1515)

RECOURS AU RÈGLEMENT

LE MYANMAR

Mme Heather McPherson (Edmonton Strathcona, NPD): Monsieur le Président, il y a eu des discussions, et je crois que vous constaterez qu'il y a consentement unanime à l'égard de la motion suivante:

Que la Chambre: a) souligne le premier anniversaire du coup d'État militaire au Myanmar, qui a eu lieu au moment où une nouvelle session du Parlement devait s'ouvrir; b) prenne note de l'impact de la détérioration de la situation politique et humanitaire sur les plus vulnérables; c) condamne l'oppression de la population par les enlèvements, la torture, les arrestations, les meurtres et l'intimidation; d) demande au gouvernement et à la communauté internationale d'accroître la pression sur les militaires pour qu'ils s'engagent dans un dialogue politique inclusif afin de mettre fin à la crise; e) soutienne le recours à des sanctions contre les membres de l'armée du Myanmar qui ne respectent pas les droits de la personne du peuple du Myanmar; f) déplore la souffrance continue des Rohingyas et des autres minorités ethniques; g) se montre solidaire de ceux qui, au Myanmar, aspirent à la paix, à la gouvernance démocratique et à la protection des droits de la personne.

Le Président: Que tous ceux qui s'opposent à ce que la députée propose la motion veuillent bien dire non.

La Chambre a entendu la motion. Que tous ceux qui sont contre veuillent bien dire non.

Comme je n'entends aucune voix dissidente, la motion est acceptée.

(La motion est adoptée.)

LES SYMBOLES ANTISÉMITES

M. Anthony Housefather (secrétaire parlementaire du ministre des Services publics et de l'Approvisionnement, Lib.): Monsieur le Président, il y a eu consultations entre les partis et vous constaterez qu'il y a consentement unanime à l'égard de la motion suivante. Je propose donc:

Que la Chambre déplore l'utilisation de symboles nazis et antisémites dans les manifestations sur la Colline du Parlement et dénonce leur utilisation en tout temps.

Le Président: Que tous ceux qui s'opposent à ce que le député propose la motion veuillent bien dire non.

La Chambre a entendu la motion. Que tous ceux qui s'y opposent veuillent bien dire non.

Comme je n'entends aucune voix dissidente, la motion est acceptée.

(La motion est adoptée.)

L'ISLAMOPHOBIE

Mme Salma Zahid (Scarborough-Centre, Lib.): Monsieur le Président, il y a eu consultations entre les partis et vous constaterez qu'il y a consentement unanime à l'égard de la motion suivante. Je propose donc:

Que la Chambre condamne l'usage d'une rhétorique islamophobe haineuse et préjudiciable par des manifestants dans les rues d'Ottawa lors de la Journée nationale de commémoration de l'attentat à la mosquée de Québec et d'action contre l'islamophobie, et exhorte tous les Canadiens à mettre un terme à toute forme de haine.

Le Président: Que tous ceux qui s'opposent à ce que la députée propose la motion veuillent bien dire non.

La Chambre a entendu la motion. Que tous ceux qui s'y opposent veuillent bien dire non.

(La motion est adoptée.)

LE RACISME

Mme Arielle Kayabaga (London-Ouest, Lib.): Monsieur le Président, il y a eu consultations entre les partis et vous constaterez qu'il y a consentement unanime à l'égard de la motion suivante. Je propose donc:

[Français]

Que la Chambre: considère que l'utilisation de drapeaux racistes à Ottawa, au cours de la fin de semaine passée, est déplorable et témoigne de la rhétorique portuse de haine et de discorde de la manifestation; condamne ces gestes; et continue à lutter pour éliminer le racisme contre les Noirs et toutes les formes de haine au Canada.

Le Président: Que tous ceux qui s'opposent à ce que la députée propose la motion veuillent bien dire non.

Je n'entends aucune objection. La Chambre a entendu l'énoncé de la motion. Que tous ceux qui s'opposent à la motion veuillent bien dire non.

(La motion est adoptée.)

[Traduction]

L'HOMOPHOBIE

L'hon. Robert Oliphant (secrétaire parlementaire de la ministre des Affaires étrangères, Lib.): Monsieur le Président, il y a eu consultations entre les partis, et j'espère que vous constaterez qu'il y a consentement unanime à l'égard de la motion suivante. Je propose:

Que la Chambre: a) affirme qu'il n'y a rien de pacifique à harceler les résidents d'Ottawa qui affichent des drapeaux de la fierté chez eux et dans leur quartier; b) convienne que le harcèlement, la transphobie et toutes formes d'homophobie constatés au cours de la fin de semaine sont une insulte à la vérité et à notre démocratie.

Le Président: Que tous ceux qui s'opposent à ce que le député propose la motion veuillent bien dire non.

Comme je n'entends aucune voix dissidente, le député peut poursuivre.

La Chambre a entendu la motion. Que tous ceux qui s'y opposent veuillent bien dire non.

(La motion est adoptée.)

• (1520)

LE DÉCORUM

Mme Elizabeth May (Saanich—Gulf Islands, PV): Monsieur le Président, j'invoque les articles 16 et 18 du Règlement.

Je prends la parole maintenant parce que je crois que le bruit qu'on entend à la Chambre est différent de celui qu'entendent les députés qui participent aux travaux à distance. J'ai remarqué que vous avez remercié les députés présents à la Chambre aujourd'hui d'avoir fait preuve de respect, mais je n'ai pas pu entendre la vice-première ministre quand elle tentait de répondre aux questions à cause du chahut ambiant. Je me rappelle que j'étais assise à côté

Recours au Règlement

d'elle après sa victoire lors d'une élection partielle dans Toronto-Centre en 2013, et, même à cette époque, j'avais l'impression que les conservateurs la chahutaient, elle, plus que tous les autres. C'est ce que j'ai constaté aujourd'hui, et je n'ai pas pu bien l'entendre, alors je tenais à vous le signaler.

Le Président: Je remercie la députée de ce rappel au Règlement. Je profite de l'occasion pour rappeler aux députés que, partout au Canada, des gens nous regardent pour savoir ce qui se passe au Parlement. Par égard pour nos concitoyens, même si c'est à la Chambre que nous souhaitons les défendre, nous devons par ailleurs nous assurer que ceux qui nous regardent entendent les questions et les réponses afin de pouvoir comprendre ce qui se fait au Parlement pour eux.

Je remercie les députés de leur collaboration, car la séance se déroule dans un calme relatif aujourd'hui, mais il y a toujours place à l'amélioration.

Le député de Peace River—Westlock invoque le Règlement.

M. Arnold Viersen: Monsieur le Président, j'espère que vous constaterez qu'il y a consentement unanime à l'égard de la motion suivante: « Que la Chambre déplore et dénonce l'utilisation du "blackface" quelles que soient les circonstances. »

Le Président: Que tous ceux qui s'opposent à ce que le député propose la motion veuillent bien dire non.

Une voix: Non.

Le président: Il n'y a pas de consentement unanime.

Le député de Winnipeg-Nord invoque le Règlement.

M. Kevin Lamoureux: Monsieur le Président, en ce qui nous concerne, cette motion ne pose aucun problème. Je pense que, après réflexion, le député a dit non parce que la Chambre n'a pas eu de préavis. Si nous avions été avisés de la motion, personne de ce côté-ci n'aurait dit non.

Des voix: Oh, oh!

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît.

Le député de Kingston et les Îles invoque le Règlement.

M. Mark Gerretsen: Monsieur le Président, lorsque quelqu'un se lève pour dire: « Monsieur le Président, il y a eu consultations entre les partis, et je crois que vous constaterez [...] », cela sous-entend qu'il y a vraiment eu des consultations entre les partis. Or, il n'y a pas eu de consultations. Nous nous trouvons ici devant une tentative flagrante de surprise et de déstabilisation.

Je n'ai même pas pu entendre...

Des voix: Oh, oh!

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît.

Le député peut poursuivre.

M. Mark Gerretsen: Monsieur le Président, je n'ai même pas pu entendre toute la motion, car...

Le Président: Le député de Leeds—Grenville—Thousand Islands et Rideau Lakes invoque le Règlement.

M. Michael Barrett: Monsieur le Président, si vous consultez le hansom, vous constaterez que le député de Peace River—Westlock a exprimé un souhait dans son intervention. Il a dit: « Monsieur le Président, j'espère que vous constaterez qu'il y a consentement unanime à l'égard de la motion suivante. »

L'Adresse

Le député de Kingston et les Îles a soutenu que le député de Peace River—Westlock avait dit qu'il y avait eu des consultations. Tout ce que le député de Peace River—Westlock a demandé, c'est que la Chambre envisage de condamner l'utilisation du « black-face ». Le député de Kingston et les Îles l'a privé de cette possibilité en votant contre une telle condamnation.

Des voix: C'est honteux.

Le Président: Je crains qu'il n'y ait pas eu de vote, et le député de Peace River—Westlock a effectivement dit « j'espère ». C'est ce que j'ai entendu. Nous pouvons vérifier les bleus pour nous en assurer.

Le député de Kingston et les Îles souhaite prendre la parole.

M. Mark Gerretsen: Monsieur le Président, le député de Leeds—Grenville—Thousand Islands et Rideau Lakes a mal expliqué ce qui s'est passé.

Je me suis opposé non pas à ce qu'on traite d'un sujet en particulier, mais à ce que nous soyons saisis d'une motion. La motion n'avait même pas été présentée. Quoi qu'il en soit, il est important d'indiquer que, selon la tradition de la Chambre, même une formule comme « j'espère que vous constaterez qu'il y a consentement unanime » laisse entendre qu'il y a eu des discussions entre les leaders des partis. Or, ce n'est pas le cas en l'occurrence.

Le Président: Je tiens à rappeler à tous les députés que, d'habitude, pour obtenir le consentement unanime, on consulte d'autres partis par courtoisie. Cependant, c'est simplement une tradition que nous avons adoptée et mise en pratique, et il n'est pas absolument nécessaire de le faire. Quoi qu'il en soit, passons à autre chose. La motion a été rejetée, et nous allons passer à autre chose.

• (1525)

M. Chris Bittle: Mettez votre masque, Cheryl. Mettez votre masque.

Mme Cheryl Gallant: Je ne vous entends pas.

Le Président: J'invite le député de St. Catharines et la députée de Renfrew—Nipissing—Pembroke à aller dans le couloir s'ils veulent avoir une conversation au lieu d'échanger de part et d'autre de la Chambre. Nous aimerions que les gens puissent entendre les délibérations.

Nous allons maintenant reprendre le débat.

DISCOURS DU TRÔNE

[Traduction]

REPRISE DU DÉBAT SUR L'ADRESSE EN RÉPONSE

La Chambre reprend l'étude de la motion portant qu'une adresse soit présentée à Son Excellence la gouverneure générale en réponse au discours qu'elle a prononcé à l'ouverture de la session.

L'hon. John McKay (Scarborough—Guildwood, Lib.): Monsieur le Président, je suis très heureux que tant de députés soient restés pour entendre mes grandes réflexions sur le discours du Trône. C'est très gentil de leur part. J'en suis reconnaissant. Je constate que certains se dirigent vers les sorties.

Avant la période des questions, j'ai parlé des taux d'intérêt et souligné le fait que le gouverneur de la Banque du Canada a indiqué qu'il y aurait un certain mouvement des taux d'intérêt. Ainsi, les taux d'intérêt très bas que nous avons connus et dont nous avons

profité aux cours des derniers mois et années vont probablement augmenter, et non sans conséquences importantes.

Je souligne également que le gouvernement du Canada a contracté une grande partie de sa dette au moyen de titres à long terme et à très faible rendement, ce qui, en soi, réduira les frais d'intérêt.

Le troisième point dont je veux parler est le fait que bon nombre des importants programmes d'aide instaurés par la Chambre et par le gouvernement au cours des derniers mois et de la dernière année ont pris fin le 23 octobre, ce qui réduit considérablement les stimulants financiers qui étaient dans l'économie. C'est indéniable. Le ratio de la dette par rapport au PIB est passé de 29 % à 49 % au cours de la pandémie, alors que le gouvernement du Canada utilisait sa capacité financière pour atténuer la souffrance véritable des Canadiens.

En passant, j'aimerais souligner que huit dollars sur dix dépensés durant la pandémie l'ont été par le gouvernement fédéral, en partie grâce au fait que la situation financière du gouvernement fédéral est sans doute la plus solide parmi les pays du G7. Nous nous sommes servis de cet atout financier pour alléger le fardeau des Canadiens — ce qui a été appuyé largement par la Chambre, je le souligne —, mais cela a également contribué à l'augmentation de la dette. En contrepartie, les gouvernements provinciaux n'ont pas eu à augmenter leur ratio dette-PIB, de sorte que le fardeau financier de la pandémie a grandement reposé jusqu'ici sur le gouvernement fédéral.

Le cinquième élément concerne l'intéressante contradiction que constitue le faible taux de chômage au Canada. Je sais que cette question a été soulevée durant la période des questions. Comme les députés s'en souviendront, au début de la pandémie, le taux de chômage a grimpé à 13 %, il me semble. Il se situe maintenant en dessous de 6 %, voire moins dans certaines régions.

Madame la Présidente, je sais que vous, moi et tous les autres à la Chambre venons il n'y a pas très longtemps de rencontrer les Canadiens à leur porte, mais les entreprises cherchent désespérément des travailleurs. Dès que l'on discute avec un employeur, celui-ci nous dit que le plus difficile pour lui est de trouver des travailleurs qualifiés. En effet, il faut mettre en place toutes sortes de mesures incitatives et de formations pour trouver des travailleurs. Par conséquent, le taux de chômage est très bas.

Le septième point concerne la discussion au sujet des chaînes d'approvisionnement. Il est évident que les chaînes d'approvisionnement ont été perturbées. C'est un problème assez important parce que tous les gouvernements du monde occidental ont eu comme politique de trouver les sources d'approvisionnement les moins chères possible. Cela a amené des vulnérabilités dans notre chaîne d'approvisionnement et ces vulnérabilités se sont révélées très problématiques en temps de pandémie. On entendra de plus en plus parler de rapatriement des entreprises, de raccourcissement des chaînes d'approvisionnement, et cetera. J'encourage ce genre de discussions.

Tant qu'à aborder ce sujet, j'en profite pour parler de mon projet de loi d'initiative parlementaire sur l'esclavage moderne, qui permettra de rendre la chaîne d'approvisionnement du Canada libre de tout esclavage.

Je vois votre langage corporel, madame la Présidente, et je comprends que je devrais conclure mon discours. Comme vous êtes la Présidente et que je respecte les traditions de la Chambre, je vais m'interrompre. Je suis prêt à répondre aux questions des députés.

• (1530)

M. Lloyd Longfield (Guelph, Lib.): Madame la Présidente, le député a parlé d'une inquiétude que les gens de Guelph ont également. Les employeurs ont beaucoup de difficulté à trouver des employés, souvent pour des emplois peu spécialisés ou des emplois en usine comparativement aux emplois hautement spécialisés, que nous surveillons quand même.

Est-ce que le député a des suggestions, par exemple l'immigration ou autre chose, pour remédier au manque de main-d'œuvre?

L'hon. John McKay: Madame la Présidente, je rappelle au député, et à tous les autres députés d'ailleurs, que le ministre de l'Immigration a récemment annoncé une augmentation importante des allocations financières afin d'accélérer le traitement des demandes du système d'immigration. À l'instar de celle de beaucoup de députés, ma circonscription est multiethnique, multiconfessionnelle et multiraciale. Elle est beaucoup touchée par la rapidité du traitement des demandes d'immigration.

J'espère que l'annonce des derniers jours du ministre de l'Immigration permettra vraiment de s'attaquer au problème et que les difficultés liées à cette partie du processus, au moins, seront réglées.

M. Damien Kurek (Battle River—Crowfoot, PCC): Madame la Présidente, je demanderais simplement au député si, dans un esprit non partisan, étant donné qu'il s'agit d'une question très importante, il souhaiterait nous parler davantage du projet de loi d'initiative parlementaire visant l'élimination de l'esclavage moderne.

L'hon. John McKay: Madame la Présidente, en 2018, j'ai présenté un projet de loi qui prévoyait que toutes les grandes sociétés et les gouvernements du Canada seraient tenus d'examiner leurs chaînes d'approvisionnement annuellement et de certifier au ministre de la Sécurité publique qu'elles ne sont pas entachées du fléau que sont l'esclavage ou le travail des enfants.

Je continue de travailler pour faire avancer ce projet de loi. Le fait que la Chambre, par l'entremise du comité des affaires étrangères, ait appelé le gouvernement du Canada à agir m'apporte un peu de réconfort. Je trouve aussi encourageant que quatre lettres de mandat à l'intention de quatre ministres mentionnent la présentation d'une telle mesure législative. Il est également rassurant que le projet de loi fasse l'objet de discussions au Sénat en ce moment même.

Je remercie le député de sa question et j'ai hâte de voir cette initiative franchir des étapes du processus législatif à la Chambre.

[Français]

M. Martin Champoux (Drummond, BQ): Madame la Présidente, je félicite mon collègue d'en face pour son discours en deux parties. J'ai assisté à la première partie et on vient d'assister à la portion complémentaire. Je le félicite donc pour sa patience et pour son discours en général.

Puisque l'on parlait d'esclavage et de travail forcé, je voudrais entendre ses commentaires sur la tenue des Jeux olympiques, qui vont commencer à Pékin à la fin de la semaine, et sur le fait qu'il y a en cours un génocide de la communauté ouïghoure qu'on ne peut pas passer sous silence et qu'on ne peut pas balayer sous le tapis.

L'Adresse

Il a été proposé de déplacer, de reporter ou de retarder les Jeux, pas de les annuler nécessairement, mais, puisqu'il est question de travail forcé et d'un génocide en cours en Chine, j'aimerais entendre l'opinion de mon collègue sur la tenue des Jeux olympiques de Pékin cette année.

• (1535)

[Traduction]

L'hon. John McKay: Madame la Présidente, le fait qu'il y a de l'esclavage, que le peuple ouïghour en est victime et que des produits sont fabriqués dans cette région de la Chine avec l'aval, direct ou indirect, du gouvernement chinois ne soulève pratiquement aucun doute.

Le problème pour nous, c'est que cette situation contamine nos chaînes d'approvisionnement, que l'on pense aux produits alimentaires ou aux technologies de pointe. C'est extrêmement inquiétant.

La chaîne d'approvisionnement la plus importante qui a fait la une dernièrement est celle de l'équipement de protection individuelle. Nous avons dû en acheter beaucoup au début de la pandémie, et on a découvert que cette chaîne d'approvisionnement était contaminée. Ce contrat a été annulé, ce qui est tout à l'honneur du gouvernement.

Ce sera...

La vice-présidente adjointe (Mme Alexandra Mendès): Nous devons reprendre le débat.

La députée de Humber River—Black Creek a la parole.

L'hon. Judy A. Sgro (Humber River—Black Creek, Lib.) Madame la Présidente, je suis enchantée de prendre la parole après le député de Scarborough—Guildwood. Le député et moi-même avons passé de nombreuses années à débattre ensemble de diverses questions. J'ai énormément de respect pour son travail en ce qui concerne la modernisation et d'autres questions qu'il défend depuis très longtemps, et j'ai hâte de travailler avec lui pour mener à bien certains des projets de loi qu'il veut faire avancer.

Bonne année à tous. Il me semble que nous ne sommes pas venus ici depuis une éternité, et pourtant, nous ne sommes que le 1^{er} février. C'est bon d'être de retour.

Avant d'entamer mes commentaires sur le discours du Trône, je veux prendre un moment pour saluer mon ancien chef de cabinet, qui a quitté la Colline pour la pratique privée. Il s'est marié, il a un merveilleux petit garçon prénommé Charlie et il apprécie le secteur privé. Je tiens à remercier Teddy Markey pour les années qu'il a passées dans mon cabinet. J'ai beaucoup apprécié son travail et je lui souhaite bonne chance dans sa nouvelle vie.

L'Adresse

Le discours du Trône dont nous parlons semble, là encore, avoir été prononcé il y a une éternité, parce que nous ne connaissions pas encore le variant Omicron. De nombreux Canadiens envisageaient l'avenir et la relance post-COVID avec enthousiasme. En fait, nous étions tous optimistes. Nous pensions avoir tourné la page sur ce qui avait été une année terrible pour beaucoup de gens, devant la perte de tant de vies au Canada et partout dans le monde. Heureusement, le gouvernement a pu s'en rendre compte et établir certaines mesures de protection, mais beaucoup d'autres ne l'ont pas fait. Le gouvernement a vu qu'il fallait se préparer à l'éventualité que la pandémie perdure. Il a donc présenté un projet de loi pour continuer à protéger les Canadiens au cas où nous aurions à imposer d'autres confinements et à prolonger les mesures de soutien aux Canadiens et aux entreprises canadiennes.

Les députés de l'opposition pensaient que cela ne serait jamais nécessaire et que nous n'aurions pas besoin de tels mécanismes. C'est pourtant l'inverse qui s'est produit, et la plupart des Canadiens sont très reconnaissants au gouvernement d'avoir instauré un complément de soutien, qui sert de bouée de sauvetage pour certains d'entre eux dans le contexte actuel. Le gouvernement a pu mettre en place des mécanismes pour appuyer les décisions en matière de santé prises par les provinces et les municipalités, en leur donnant le soutien dont elles avaient grand besoin, alors que nous nous retrouvons une fois de plus dans une situation de semi-confinement. Le gouvernement libéral a prouvé à maintes reprises son engagement à soutenir les Canadiens de manière responsable tout au long de la pandémie. Le premier ministre a fait savoir que nous étions là pour les Canadiens. D'ailleurs, tous les parlementaires veulent que le premier ministre s'assure que nous venons en aide aux Canadiens qui peinent à traverser cette période difficile.

Les mesures de soutien prévues dans notre projet de loi allaient au-delà du soutien financier, car nous savions tous que des médecins et des membres du personnel infirmier étaient confrontés à des situations abusives. La mesure législative ne se contentait donc pas de prévoir une aide financière pour les Canadiens: il était important pour nous qu'elle protège le personnel infirmier et les hôpitaux, entre autres, contre les manifestations qui nuisent à leur travail et compromettent leur sécurité. Elle prévoyait aussi un approvisionnement en tests rapides et en vaccins. À l'heure actuelle, le Canada affiche l'un des taux de vaccination les plus élevés et le taux de mortalité le plus bas de la planète. Ces deux données montrent que le Canada a réussi à trouver un bon équilibre et à composer avec les difficultés.

Tous les enfants de 5 ans et plus peuvent maintenant obtenir gratuitement les vaccins et les doses de rappel dont ils ont besoin. Nous ferons le nécessaire pour que les Canadiens aient accès aux futures doses de rappel pour continuer de se protéger contre la pandémie. Nous faisons aussi en sorte que d'autres pays reçoivent des doses de vaccins, car il faut mettre fin à la pandémie partout dans le monde. Il faut donc voir à fournir des vaccins aux pays pauvres beaucoup plus rapidement que nous ne l'avons fait par le passé, je crois. Ces mesures sont essentielles pour venir à bout de la pandémie. Il faut réussir à mettre un terme à la situation et à tourner la page.

● (1540)

Je vais passer à certaines des questions soulevées dans le discours du Trône qui, à mon avis, sont très importantes pour les habitants de Humber River—Black Creek et pour tous les Canadiens. La question du logement en une que nous cherchons actuellement à

régler. Nous en entendons constamment parler à la Chambre. Nous en entendons parler en comité et les Canadiens nous en parlent aussi.

Au fur et à mesure que notre population et les niveaux d'immigration augmentent, nous avons besoin de plus de logements. C'est tout simplement logique. Nos collectivités et notre pays sont en pleine croissance. Les gens veulent venir au Canada et ils ont beaucoup de compétences à offrir à notre pays, mais ils doivent habiter quelque part une fois sur place et cela ne se limite pas aux grands centres urbains. Les gens veulent un logement, ce qui signifie qu'il y a un grand besoin de logements abordables, même dans les petites communautés rurales, où les gens peuvent jouir d'une qualité de vie différente de celle qu'ils pourraient avoir dans un centre urbain.

Qu'ils soient locataires ou propriétaires, les Canadiens ressentent la pression de l'augmentation des coûts, et les logements semblent de plus en plus hors de portée pour ceux qui n'ont pas encore été en mesure de se tailler une place sur le marché. C'est pourquoi le gouvernement prend des mesures pour aider ceux qui souhaitent devenir propriétaires, qui veulent accéder à la propriété.

Comme le coût de la vie continue d'augmenter partout dans le monde, épargner une mise de fonds de 20 % tout en étant locataire semble impossible pour beaucoup de gens. Or, c'est justement grâce à un programme de location avec option d'achat que mon mari et moi avons acquis notre première maison, et ce sont ces types de programmes qui aideront de nombreux Canadiens à accéder à la propriété. S'ajoute à cela l'Incitatif à l'achat d'une première propriété — qui transformerait le rêve en réalité — et la possibilité pour les Canadiens d'utiliser littéralement leur loyer afin de constituer la mise de fonds pour la maison qu'ils convoitent.

Toutefois, ce ne sont pas seulement les futurs acheteurs d'une résidence qui ressentent la pression. Nous nous sommes rendu compte que les locataires sont dans une situation similaire. La pandémie a mis en évidence à quel point la location est difficile pour les Canadiens. J'aimerais vous raconter l'histoire d'une famille qui est actuellement aux prises avec ce genre de difficultés.

Cette famille vivait dans une maison qui a été mise en vente quand le propriétaire a décidé de profiter des prix élevés et de la grande valeur de sa maison. Il leur a fallu trois mois et quatorze demandes un peu partout pour se trouver une maison à louer. Il y avait des guerres d'enchères — et oui, j'ai bien dit « guerres d'enchères » — pour les logements à louer. Je n'aurais jamais cru que cela puisse arriver, mais c'est manifestement devenu un énorme problème pour des gens qui essaient simplement de se loger. Au bout du compte, cette famille a bénéficié de l'aide de l'agent d'immeuble du propriétaire de leur maison pour les aider à se trouver un nouveau logement.

Par contre, c'est si cher qu'il faut quatre adultes à faible revenu pour payer le loyer et les factures. Quatre adultes et deux enfants dans une maison de trois chambres à coucher avec sous-sol non fini, c'est le mieux que cette famille a pu faire, avec un loyer entre 2 500 \$ et 3 000 \$ par mois. Les quatre adultes doivent consacrer tout leur argent à payer le loyer et à faire l'épicerie. C'est très difficile.

L'Adresse

Malheureusement, beaucoup trop de Canadiens sont dans cette position délicate, certains se retrouvant même temporairement en situation d'itinérance. Il faut mettre fin à ce genre de situation. C'est pourquoi le gouvernement apporte sa contribution en facilitant la construction de nouveaux logements, surtout des logements abordables, afin que les familles canadiennes n'aient plus à se demander quelle facture elles payeront ou si elles auront un toit sur la tête le mois prochain.

Parmi les Canadiens qui vivent ce genre de situation, on trouve un grand nombre de femmes à faible revenu et marginalisées. La plupart du temps, les femmes — célibataires ou non — deviennent le pourvoyeur principal et ce sont souvent elles qui s'occupent des enfants. Voilà pourquoi la prestation canadienne pour la garde d'enfants est si importante. Combinée au programme de services de garde à 10 \$ par jour, elle permettra à des milliers de femmes de retourner sur les bancs d'école, de parfaire leur éducation et, ce qui importe le plus, d'améliorer leur qualité de vie et leurs perspectives d'avenir, et par le fait même le sort de leur famille.

• (1545)

Mme Lisa Marie Barron (Nanaimo—Ladysmith, NPD): Madame la Présidente, je remercie la députée d'en face pour son discours. Je suis heureuse qu'elle ait mis l'accent sur l'entraide et les soins de santé.

Malheureusement, le sous-financement des soins de santé par les libéraux et les conservateurs pendant des décennies a des répercussions sur les habitants de Nanaimo—Ladysmith. Les gens méritent des soins de santé dont ils ont cruellement besoin. Nous constatons que la pandémie de COVID-19 a exacerbé les effets du sous-financement du système de soins de santé, où les travailleurs sont à bout de souffle et les médecins de famille, débordés. Notre système de santé a besoin d'investissements adéquats, immédiatement.

La députée d'en face peut-elle nous dire quand le gouvernement augmentera les transferts en santé afin que les Canadiens puissent avoir accès aux soins de santé qu'ils méritent et dont ils ont désespérément besoin?

L'hon. Judy A. Sgro: Madame la Présidente, au sujet de la santé et de la façon dont nous avons géré cette crise, des millions, voire des milliards de dollars, ont été dépensés pour protéger et améliorer les soins de santé tout au long de la pandémie. Le ministre de la Santé a clairement indiqué, tout comme le premier ministre, que de nombreuses discussions auront lieu sur les moyens de renforcer notre système de santé et les établissements de soins de longue durée, afin de proposer des lois qui les protégeront mieux. Ce travail doit être fait pour garantir que les niveaux de soins sont d'une certaine qualité, pour ce portefeuille dont la responsabilité est partagée et qui relève des provinces. Il faut consacrer plus de temps et d'énergie à tous ces sujets pour espérer trouver des solutions.

[Français]

M. René Villemure (Trois-Rivières, BQ): Madame la Présidente, j'apprécie beaucoup la teneur de l'ensemble des propos apportés par ma collègue, mais je demeure dubitatif sur la question du logement. La santé, c'est très important, mais, une fois en santé, où habite-t-on?

Le besoin en logements sociaux et abordables demeure criant. Il était criant avant la pandémie et la situation n'a fait que s'empirer. Est-ce que votre gouvernement serait prêt à convertir certains édifices fédéraux non utilisés en des logements sociaux et abordables?

La vice-présidente adjointe (Mme Alexandra Mendès): J'aimerais rappeler à l'honorable député que c'est à la présidence qu'il doit s'adresser, et non directement à la députée de Humber River—Black Creek, à qui je redonne la parole.

[Traduction]

L'hon. Judy A. Sgro: Madame la Présidente, je voudrais remercier mon collègue qui a clairement démontré que ces dossiers lui tiennent à cœur depuis qu'il siège à la Chambre.

Je pense qu'ensemble, nous ferons le travail nécessaire pour qu'il y ait des logements abordables. Quelle que soit la terminologie utilisée, nous devons nous assurer que l'on construit des logements locatifs qui sont abordables pour tous les Canadiens. En outre, nous avons besoin d'un cadre pour donner aux gens la possibilité de mettre un pied dans la porte — comme j'aime à le dire — afin qu'ils puissent commencer à se constituer un capital dans leur propre logement. Ce sont les objectifs des programmes proposés dans le cadre de la Stratégie nationale sur le logement. Nous avons nommé un ministre du Logement et nous disposons, au sein du gouvernement, de nombreuses ressources qui se concentrent sur les moyens de rendre le logement abordable et facilement accessible.

M. Lloyd Longfield (Guelph, Lib.): Madame la Présidente, ma question est liée au sujet abordé par la députée à la fin de son discours. Je veux parler des avantages des garderies abordables. Des membres de ma famille à Toronto paient 2 600 \$ par mois pour des services de garde tout simples. Je pense que des garderies à 10 dollars constitueraient une aide immédiate, car cette mesure aiderait les familles à accéder à la propriété.

• (1550)

L'hon. Judy A. Sgro: Madame la Présidente, l'accès à des services de garde abordables m'a toujours tenu à cœur, et cette accessibilité est l'une des choses les plus emballantes à survenir depuis que je siège comme députée. Mes collègues ne peuvent imaginer le nombre de parents, notamment de mères seules, qui m'ont dit ne pas souhaiter rester à la maison.

Ces femmes veulent intégrer le marché du travail, mais les coûts des services de garde sont plus élevés que ce qu'elles gagneraient. Je pense donc que les garderies à 10 \$ changeraient bien des choses pour tous les Canadiens, car tout le monde en tirerait des avantages. Les services de garde adéquats répondent aux besoins de socialisation des enfants et permettent aux mères d'aller travailler l'esprit en paix, en sachant que leur enfant se trouve dans un environnement sécuritaire et bienveillant.

L'hon. Michael Chong (Wellington—Halton Hills, PCC): Madame la Présidente, je vais partager mon temps de parole avec le député de Yellowhead.

La politique étrangère du gouvernement ne sert ni les intérêts du pays ni ses valeurs, et le discours du Trône dont nous discutons aujourd'hui fait bien peu pour y remédier. Il fait bien peu pour remédier au déclin du Canada sur la scène internationale et, de plus, il ne fait pas mention d'un examen de cette politique.

Le dernier examen important de notre politique étrangère date de près de 20 ans. Des pays comme le Royaume-Uni et l'Australie procèdent régulièrement à un tel examen. Cet examen s'appuie sur des livres blancs qui définissent la politique étrangère du gouvernement, sa politique de défense et sa politique d'aide étrangère, et qui servent de guide pangouvernemental à leur mise en œuvre.

L'Adresse

Aux États-Unis, le département d'État a une procédure similaire pour bien ancrer la politique étrangère américaine, assurer sa clarté et sa cohérence et donner au pays la souplesse nécessaire pour réagir à l'évolution des situations. Or, nous n'avons pas fait cet exercice. Si je me souviens bien, le dernier examen de la politique étrangère remonte à 2004, sous le gouvernement de l'ancien premier ministre Paul Martin, qui en avait confié la tâche à Jennifer Welsh. Depuis, il n'y a pas eu un examen sérieux de cette politique, et les résultats en sont évidents.

En moins de six ans, cinq personnes ont occupé le poste de ministre des Affaires étrangères. Certains de ces ministres ont proposé une politique étrangère axée sur la conviction responsable, mais cette politique n'a duré qu'une année environ avant d'être remplacée par la politique du Canada comme pays essentiel présentée dans un discours prononcé à la Chambre. Ce principe était censé constituer la pierre d'assise de la politique étrangère du gouvernement, une forme de livre blanc. Or, cette stratégie a entraîné le recul du Canada sur l'échiquier mondial. Il s'agit d'un fait incontestable.

En 2015, le premier ministre est arrivé au pouvoir en clamant au monde entier que le Canada était de retour. Par la suite, le gouvernement a tenté d'obtenir un siège au Conseil de sécurité de l'ONU. Les résultats sont tombés en juin 2020: la candidature du Canada n'avait pas été retenue comme ce fut le cas une décennie plus tôt mais, cette fois, le Canada avait eu six votes de moins que la première fois. Autrement dit, six autres pays ne considéraient pas le Canada comme un chef de file sur la scène internationale.

À son arrivée au pouvoir, le gouvernement avait promis de mieux aider les pays les plus pauvres au monde. Malgré l'objectif adopté internationalement de consacrer 0,7 % du revenu national brut à l'aide publique au développement, le gouvernement a réduit de 10 % les fonds destinés à l'aide étrangère lors de ses cinq premières années au pouvoir. L'aide étrangère est donc passée de 0,3 % du revenu national brut durant la décennie de règne du gouvernement précédent à 0,27 % durant les cinq premières années de règne du gouvernement actuel.

En ce qui concerne les changements climatiques, le gouvernement n'a pas non plus respecté ses engagements à cet égard. En fait, le Canada est l'un des plus grands producteurs d'émissions de gaz à effet de serre par habitant dans le monde. Même nos voisins du Sud ont réduit leurs émissions au cours des dernières années. Toutefois, ici, les émissions ont augmenté tous les ans depuis l'élection du gouvernement libéral. Au cours de sa première année complète au pouvoir, soit en 2016, les émissions du Canada s'élevaient à 708 mégatonnes, et elles ont augmenté chaque année depuis.

En 2019, la dernière année pour laquelle Environnement Canada possède des données, les émissions sont passées à 730 mégatonnes, ce qui représente une augmentation de 22 mégatonnes. Il ne fait aucun doute que, cette année encore, les émissions atteindront un niveau record parce que les données qui nous parviennent sur la consommation nationale de pétrole et de gaz, ainsi que d'autres combustibles fossiles, indiquent que le Canada se dirige vers une consommation record de combustibles fossiles. Encore une fois, le gouvernement n'a pas tenu les promesses qu'il avait faites à l'égard des changements climatiques.

• (1555)

Avant d'être élu, le gouvernement libéral a promis un peu naïvement de rouvrir l'ambassade du Canada dans la République islamique d'Iran et de rétablir les relations diplomatiques avec ce pays.

Cependant, une fois au pouvoir, il s'est rapidement rendu compte qu'il ne serait pas en mesure de tenir cette promesse.

En ce qui concerne le principal problème auquel le monde est confronté aujourd'hui, à savoir la montée en puissance de gouvernements autoritaires dans des pays comme la Russie et la République populaire de Chine, le gouvernement libéral s'est montré soit incohérent, soit naïf. Pour ce qui est de la Chine, le gouvernement a adopté des politiques tout à fait incompréhensibles. En voici quelques exemples. David Vigneault, le directeur du SCRS, affirme depuis décembre 2018 que la Chine représente une menace pour la sécurité nationale et la propriété intellectuelle du Canada dans cinq domaines de nature délicate, notamment les télécommunications 5G, l'informatique quantique et la biotechnologie.

Le SCRS a indiqué que Huawei représente une menace pour notre sécurité nationale et notre propriété intellectuelle, mais le gouvernement n'a encore rien fait. Il n'a toujours pas pris de mesures pour restreindre ou interdire l'accès de Huawei à nos réseaux de télécommunications. Le Canada est d'ailleurs unilatéralement seul et isolé sur la scène internationale à cet égard. Quatre de nos plus proches partenaires en matière de renseignement et de sécurité, c'est-à-dire la Nouvelle-Zélande, l'Australie, les États-Unis et le Royaume-Uni, ont déjà pris des mesures pour restreindre ou interdire l'accès de Huawei à leurs réseaux de télécommunications.

Le dossier Huawei trahit l'incohérence du gouvernement. En mai 2019, le ministre de la Sécurité publique de l'époque, Ralph Goodale, annonçait que le gouvernement ferait connaître sa décision concernant Huawei avant les élections de 2019. Plusieurs mois plus tard, à l'été 2019, il faisait volte-face et affirmait que le gouvernement ne ferait pas connaître sa décision avant octobre 2019, avant de finalement annoncer qu'elle devrait attendre l'année suivante.

Plus de deux ans se sont écoulés, et aucune décision n'a encore été prise dans le dossier Huawei. Pour tout dire, l'automne dernier, quand Global News lui a demandé si on pouvait s'attendre à une annonce imminente, le premier ministre a répondu qu'il faudrait « plusieurs semaines ». C'était en septembre ou octobre. Plusieurs mois plus tard, le premier ministre a admis qu'il n'avait toujours pas pris de décision.

Le gouvernement a aussi promis de faire connaître son nouveau cadre sur les relations avec la Chine quelque part en 2020. Apparemment, il aurait été torpillé avant d'avoir pu être soumis au Cabinet fédéral. Sous l'impulsion du ministre des Affaires étrangères, pas celle-ci ni son prédécesseur, mais l'autre avant, trois mots d'ordre ont vu le jour: remise en question, collaboration et concurrence, et un quatrième s'est ajouté depuis, la coexistence.

Ce cadre a été remplacé dans le discours du Trône par une allusion à une nouvelle politique sur la région indo-pacifique qui inclurait la Chine. Apparemment, cette politique s'en vient. Je doute que le gouvernement tienne parole et présente une nouvelle politique et un nouveau cadre sur la Chine.

En ce qui concerne l'Ukraine, le gouvernement libéral a été naïf. L'Ukraine a demandé des armes défensives meurtrières. Le gouvernement ne lui en a pas fourni. Des actions diplomatiques qui ne s'appuient pas sur la menace du recours à la force dans des circonstances très limitées et contrôlées ne représentent que des discours creux qui affaiblissent notre capacité à défendre nos intérêts et nos valeurs.

L'Adresse

La Russie dispose de deux outils de pouvoir coercitif: sa force militaire et sa capacité à couper l'approvisionnement en gaz naturel de l'Europe de l'Ouest. La Russie fournit 40 % du gaz consommé par l'Union européenne et elle se sert de cette situation comme une arme pour faire à sa guise en Europe de l'Est et pour menacer l'Ukraine. Le gouvernement fait partie des discussions pour trouver une façon d'assurer un approvisionnement mondial de gaz naturel aux Européens si les Russes décident de couper leur approvisionnement.

Pour toutes ces raisons, le discours du Trône du gouvernement libéral ne prévoit rien pour empêcher le déclin du Canada sur la scène internationale et pour répondre à la nécessité de présenter une politique étrangère cohérente.

• (1600)

[Français]

M. Denis Trudel (Longueuil—Saint-Hubert, BQ): Madame la Présidente, j'ai été assez étonné d'entendre mon collègue parler des émissions de gaz à effet de serre des libéraux. C'est comme s'il s'en plaignait, alors que nous savons que nos amis conservateurs sont considérés partout au Canada comme un lobby propétrolier. J'ai donc été content de l'entendre.

En effet, les libéraux sont absolument pathétiques par rapport à la lutte aux changements climatiques. Depuis qu'ils sont là, ils ont investi 14 milliards de dollars par année en moyenne en aide directe et indirecte au secteur pétrolier, ils ont construit un pipeline, et les gaz à effet de serre n'ont cessé d'augmenter.

Je serais curieux d'entendre mon collègue parler du plan des conservateurs pour lutter contre les gaz à effet de serre?

L'hon. Michael Chong: Madame la Présidente, durant la dernière campagne électorale, nous avons présenté un plan pour les changements climatiques, qui a reçu l'appui des experts dans ce dossier. Notre plan a adopté le plan du gouvernement pour mettre en place un prix sur le carbone pour les secteurs industriels et nous avons présenté un plan pour le secteur de la consommation. Nous croyons donc vraiment au défi des changements climatiques. Nous comprenons qu'il s'agit d'un défi mondial et que le Canada doit apporter sa contribution.

[Traduction]

M. Mark Gerretsen (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes (Sénat), Lib.): Madame la Présidente, j'ai beaucoup de respect pour le député de Wellington—Halton Hills, et je pense sincèrement qu'il croit aux changements climatiques et que nous devons faire quelque chose à ce sujet. Toutefois, je lui suggérerais de faire attention lorsqu'il utilise le terme « nous » pour parler des convictions des conservateurs au sujet des changements climatiques, car beaucoup d'entre eux ne croient malheureusement pas que le climat est en train de changer.

Je ne suis pas d'accord avec ce qu'il dit lorsqu'il affirme que les conservateurs ont élaboré un plan crédible pour lutter contre les changements climatiques. En gros, ils ont créé une version Air Miles des crédits de carbone, qui permet à ceux qui sont assez riches pour dépenser beaucoup d'argent d'acheter certains produits, d'accumuler une banque de points et d'acheter des choses avec ces points.

Le député doit être en mesure de fournir un certain contexte quant à la façon dont nous pouvons intervenir de façon crédible pour réduire les émissions mondiales. Je l'encourage à proposer

d'autres idées, mais peut-être pas dans la lignée du plan Air Miles que les conservateurs ont élaboré.

L'hon. Michael Chong: Madame la Présidente, ce plan ne visait pas tous les consommateurs des dix provinces. Il ne s'appliquait qu'aux provinces qui ont refusé de laisser le gouvernement fédéral mettre son plan en œuvre. Évidemment, dans la foulée de la décision de la Cour suprême, les provinces de l'Alberta, de la Saskatchewan et de l'Ontario, où c'est le cas, mettront assurément leur propre plan en œuvre à une date ultérieure pour se conformer à la tarification du carbone du gouvernement fédéral.

Bref, voici où le bât blesse: le gouvernement est arrivé au pouvoir en promettant de mieux gérer les changements climatiques. Le fait est que les émissions ont augmenté tous les ans depuis, et ce, malgré les belles promesses toujours plus grandiloquentes du gouvernement. Les libéraux ont pris le pouvoir en promettant de réduire d'ici 2030 nos émissions de 30 %, par rapport aux niveaux de 2005. L'an dernier encore, ils ont promis de réduire d'ici 2030 nos émissions de 45 %, par rapport aux niveaux de 2005. C'est une promesse encore plus ambitieuse qui ne tient absolument pas compte de la réalité.

• (1605)

Mme Laurel Collins (Victoria, NPD): Madame la Présidente, je tiens à remercier le député pour son discours et l'attention qu'il attire sur la nécessité d'agir concrètement en matière de changements climatiques. Malgré ses promesses, le gouvernement n'a pris aucune mesure significative face à la crise du climat.

Le gouvernement a promis d'éliminer les subventions aux carburants fossiles, mais, dans les faits, les augmente tous les ans. Le commissaire à l'environnement, dans un rapport cinglant, décrit toute l'incohérence stratégique du gouvernement. Le Fonds de réduction des émissions, par exemple, a versé des fonds à des sociétés pétrolières et gazières qui ont admis élargir leur production et accroître leurs émissions.

Est-ce que le député est d'accord pour dire que nous devons arrêter de donner de l'argent aux sociétés pétrolières et gazières lucratives pour l'investir plutôt dans des solutions aux changements climatiques?

L'hon. Michael Chong: Madame la Présidente, j'estime que le meilleur moyen d'atteindre les cibles de réduction des émissions est de tarifer le carbone d'une façon équitable pour toutes les régions du pays et tous les secteurs de l'économie. Je pense qu'il faudrait miser sur ce type de mécanisme pour réduire les émissions. Je pense aussi que, pour atteindre ces cibles, il est essentiel que nous soyons honnêtes par rapport à notre bilan quant aux changements climatiques, qui est l'un des pires parmi les pays industrialisés.

M. Gerald Soroka (Yellowhead, PCC): Madame la Présidente, je suis honoré de prendre la parole en tant que député de Yellowhead dans le cadre du débat sur l'Adresse en réponse au discours du Trône, à l'étape du rapport. Avant de commencer, j'aimerais faire le survol du chemin parcouru jusqu'au discours du Trône.

L'Adresse

Le 18 août 2020, en pleine tourmente du scandale de l'organisme UNIS, le premier ministre avait demandé à la gouverneure générale de l'époque, Julie Payette, de proroger le Parlement jusqu'au 23 septembre. Elle avait accepté. L'élection générale précédente avait eu lieu le 21 octobre 2019, et la 43^e législature s'était échelonnée du 5 décembre 2019 au 15 août 2021. Le but de cette prorogation n'était-il pas de signifier que le gouvernement avait réalisé son programme et non de camoufler un scandale libéral qui venait d'éclater au grand jour?

Le 20 septembre 2021, en plein cœur de la pandémie, les Canadiens ont été à nouveau convoqués aux urnes. Le 23 novembre, la gouverneure générale Mary Simon a lu le discours du Trône pour présenter les nouvelles priorités du gouvernement. Cependant, je crois que ce discours n'a pas atteint le but escompté. Au contraire, les libéraux n'ont fait que répéter leurs promesses électorales. Le gouvernement nous a servi du réchauffé: de plus amples déficits menant à d'autres hausses des impôts durant une période où les Canadiens peinaient — et peinent encore — à joindre les deux bouts.

En fait, les familles de partout au pays ressentent maintenant les effets de l'inflation. L'épicerie coûte plus cher. L'essence et le chauffage coûtent plus cher. La crise du logement continue d'atteindre des niveaux records. Malgré cela, le discours du Trône ne prévoit aucun plan de lutte contre l'inflation; il mentionne seulement que pour les libéraux, la solution à l'inflation se trouve dans le logement et la garde des enfants.

Voici ce que dit le discours du Trône:

L'inflation est un défi mondial. [Même si] la performance économique du Canada est meilleure que celle de beaucoup de nos partenaires, nous devons continuer à lutter contre l'augmentation du coût de la vie.

Si l'économie canadienne est meilleure que celle de nos partenaires, pourquoi d'autres pays lancent-ils des plans ambitieux axés sur l'innovation, les baisses d'impôt et la réduction des tracasseries administratives pour relancer leur économie? Nous savons que pour bâtir un avenir économique plus florissant, il faut avoir des objectifs, par exemple l'élimination des obstacles au commerce interprovincial, la réforme du régime fiscal, la création d'emplois et plus encore.

Il n'a pas été question, dans le discours du Trône, des mesures que le gouvernement compte prendre pour régler l'augmentation du coût de la vie, particulièrement dans ma circonscription, Yellowhead, où les gens ont du mal à joindre les deux bouts. Les aînés de la région s'inquiètent, tout comme les personnes qui ont un revenu fixe. Qui plus est, le discours a mentionné que notre planète est en danger, mais sans présenter d'ajustements importants en vue de rendre le plan de lutte contre les changements climatiques fonctionnel. En fait, les libéraux ont aggravé la situation puisqu'ils n'ont pas tenu compte des difficultés que vivent les travailleurs du secteur de l'énergie, du secteur de l'automobile et des industries spécialisées.

On ne parlait pas d'aider l'Alberta. Le document consacrait plutôt l'assaut des libéraux envers les travailleurs du secteur de l'énergie. D'ailleurs, la seule mention de ces travailleurs se retrouve dans une promesse visant à limiter les émissions des secteurs pétrolier et gazier du Canada. Comme chacun le sait, les entreprises sont en détresse, ce qui entraîne des conséquences sur notre économie et sur notre pays. Le discours du Trône ne parlait pas de la possibilité d'établir un plan pour permettre aux travailleurs de retourner au travail.

Le tourisme est une industrie très importante dans ma circonscription, à l'instar des secteurs pétrolier, gazier et forestier. On ne parle pas du tourisme et des conséquences que la pandémie lui a fait subir. Dans plusieurs villes de ma circonscription, comme Drayton Valley, Edson, Hinton et Rocky Mountain House, on peine à pourvoir des postes dans les petites entreprises locales. Celles-ci contribuent beaucoup à l'embauche dans la région et elles éprouvent des difficultés. Certaines ont même déjà fermé leurs portes.

Le gouvernement libéral continuera de laisser pour compte des millions de Canadiens. Le discours du Trône recycle bon nombre des belles promesses que l'on nous avait servies il y a six ans. Le document se contente de décrire les initiatives entamées durant la législature précédente et il affirme que les libéraux continueront à tenir les promesses figurant dans leur plateforme électorale. Plus ça change, plus c'est pareil.

• (1610)

Je pose encore la question: pourquoi les libéraux ont-ils prorogé le Parlement et déclenché des élections pour ensuite se contenter de répéter les mêmes initiatives et les mêmes promesses dans le discours du Trône? Après tout, le discours du Trône vise à présenter l'orientation et les objectifs du gouvernement, ainsi qu'à expliquer comment il compte s'y prendre pour y parvenir. Il ne devrait pas répéter les promesses faites antérieurement.

Il est ironique que le discours du Trône s'intitule « Bâtir une économie résiliente » et que le mot « économie » s'y retrouve onze fois, alors qu'on remarque l'absence des mots « productivité », « investissement » et « croissance ». Le mot « économie » sert-il simplement à rappeler aux libéraux de ne pas oublier de l'inclure dans leur liste de choses à faire? Si c'est le cas, alors le mot « économie » a plutôt le sens de travaux en suspens et non de nouvelle idée économique.

La Colombie-Britannique et l'Alberta sont deux des principales provinces exportatrices de bois d'œuvre et de pâte kraft blanchie de résineux de l'hémisphère nord. À eux seuls, les droits de douane sur le bois d'œuvre nuisent à notre économie en touchant de nombreux Canadiens qui cherchent un emploi. Notre partenariat avec les États-Unis ne nous aide pas non plus. Il n'y a eu aucune mention d'un plan pour composer avec les droits de douane sur le bois d'œuvre pour protéger des emplois au Canada. L'industrie du bois d'œuvre contribue de façon considérable à l'économie canadienne, surtout dans ma circonscription, qui compte plusieurs scieries. L'industrie du bois d'œuvre emploie des milliers de personnes dans les collectivités de l'ensemble du pays et génère bien des retombées positives pour l'industrie et le secteur des services dans toutes les collectivités. Le prix du bois d'œuvre a grimpé en flèche depuis le début de la pandémie, et la pénurie de bois d'œuvre causée par la pandémie fait augmenter le coût des maisons, au point où des Canadiens ont de la difficulté à s'acheter ou à se construire une maison. Sous le gouvernement libéral, le prix des logements a connu une hausse vertigineuse, et les Canadiens ont besoin d'un gouvernement qui peut les aider à s'acheter leur première maison.

Par ailleurs, le discours du Trône ne mentionne aucune mesure pour protéger les collectivités. Or, la criminalité en milieu rural demeure à un niveau critique dans bien des régions du pays. Le gouvernement n'a pas su prendre des mesures importantes pour y remédier. Il a plutôt aggravé la situation en réduisant les peines imposées aux criminels, si bien que ces derniers pourront sortir encore plus vite du système de justice.

L'Adresse

Le plan du gouvernement pour répondre aux menaces de la Chine n'est mentionné nulle part, ni la raison pour laquelle le Canada a désigné le lithium comme étant un minéral critique et, par la suite, a permis à la Chine d'acquérir une de nos mines de lithium. Les libéraux sont même allés plus loin en choisissant de ne pas mener d'examen de la sécurité nationale après l'annonce de la prise de contrôle de la société minière canadienne Neo Lithium. En vertu des dispositions de la Loi sur Investissement Canada, la prise de contrôle étrangère n'était pas immédiatement assujettie à un examen et à la diligence raisonnable. Les minéraux critiques comme le lithium sont essentiels à la prospérité future de l'économie du Canada et à nos intérêts stratégiques. Ces minéraux s'emploient dans la production de biens comme les véhicules électriques et pourraient jouer un rôle important pour nous aider à relever les défis des changements climatiques. Il est impératif que le Canada prenne au sérieux l'enjeu des minéraux critiques et des chaînes d'approvisionnement intérieures pour ces minéraux.

Les priorités annoncées par le gouvernement libéral ne font rien pour apaiser les inquiétudes des Canadiens à l'égard de l'économie, du coût de la vie et des prix croissants des produits essentiels de la vie courante, des entreprises paralysées par les contraintes de la chaîne d'approvisionnement, de la pénurie de main-d'œuvre, des investissements, de l'unité nationale, des secteurs du tourisme, du pétrole et du gaz et de la foresterie ainsi que du logement, de la sécurité dans les communautés rurales, de la stagnation des salaires des travailleurs et de la hausse constante de l'inflation. Le gouvernement aurait dû établir un plan de match et donner une lueur d'espoir en précisant comment il allait lancer et renforcer la reprise économique post-pandémie. C'était malheureusement trop demander.

J'ai hâte de répondre à vos questions.

• (1615)

M. Mark Gerretsen (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes (Sénat), Lib.): Madame la Présidente, les conservateurs parlent abondamment du problème de l'inflation auquel le monde est confronté. Toutefois, ils ne proposent pas beaucoup de solutions. Le député a mentionné la hausse des prix de l'immobilier et la pénurie de logements, mais il ne propose rien pour remédier à ces problèmes. Les conservateurs ne nous proposent jamais l'ombre d'une solution.

Quelle solution le député propose-t-il? Même pendant la dernière campagne électorale, aucune idée n'est venue des conservateurs. J'aimerais donc que le député suggère une solution.

M. Gerald Soroka: Madame la Présidente, bien honnêtement, je ne suis pas surpris que le député d'en face demande de l'aide parce qu'il est évident que les libéraux n'ont pas de plan pour régler le problème du coût du logement.

Un des plus gros problèmes que nous avons est celui de l'investissement étranger dans le marché immobilier canadien, qui contribue à faire augmenter les prix. Les libéraux n'ont cherché aucune solution pour régler ce problème. Des gens qui mènent des activités illégales achètent des résidences au Canada avec de l'argent sale pour le blanchir, et il est honteux que les libéraux n'aient rien fait pour tenter de régler le problème.

Pour ce qui est de la demande du député, tout à fait, nous pourrions en discuter ensemble plus tard et je lui proposerai un plan qui permettra de régler la crise du logement.

[Français]

M. René Villemure (Trois-Rivières, BQ): Madame la Présidente, mon honorable collègue a beaucoup parlé des silences du discours du Trône. Il a parlé de beaucoup de sujets qui étaient dans le discours du Trône, cependant j'aimerais lui parler de ses propres silences.

Le Canada peut-il retrouver sa place sur l'échiquier international en matière de politique étrangère? Le Canada a déjà été un *peace-maker*, un *deal broker*. Maintenant, c'est une quantité négligeable.

Est-ce que mon collègue peut m'indiquer son plan afin que le Canada retrouve sa place, sans devenir essentiellement un marchand d'armes?

[Traduction]

M. Gerald Soroka: Madame la Présidente, c'est bien vrai. La solution facile serait de nous débarrasser des libéraux et d'élire les conservateurs. Lorsque Stephen Harper était premier ministre du Canada, le pays jouissait d'une excellente réputation de par le monde, mais depuis, malheureusement, cette réputation est en déclin. De nombreux pays n'hésitent plus à profiter du Canada. Les pays membres du Groupe des cinq ont déjà commencé à se demander si le Canada devrait toujours faire partie du groupe. Le G7 et le G20 se demandent également si le Canada doit demeurer un pays membre.

Le député a bien raison. Le pays est malmené dans tous les cercles à l'internationale. Plus personne ne prend le Canada au sérieux. Les libéraux ne veillent pas à ce que le Canada se fasse entendre sur la scène internationale.

• (1620)

Mme Bonita Zarrillo (Port Moody—Coquitlam, NPD): Madame la Présidente, j'ai de bons souvenirs du temps où je travaillais dans le secteur privé. J'ai régulièrement visité Edson et Hinton et j'ai fréquenté beaucoup de leurs petits commerces à l'époque.

Je veux parler des salaires. Les salaires doivent augmenter au Canada. Je veux aussi parler de l'importance de l'économie des soins, qui ressort beaucoup en temps de pandémie, et de la valeur du travail soignant, qui mérite autant de respect que celui accordé à l'économie des ressources dans notre société.

Plus précisément, je veux parler de la situation de l'emploi pour les personnes handicapées. À un moment pendant la pandémie, le taux d'emploi pour les personnes en situation de handicap a chuté de 24,8 % à 13 %. Nous devons protéger le revenu des travailleurs les plus vulnérables.

Les conservateurs appuieraient-ils un revenu de base garanti pour les Canadiens, à commencer par les personnes handicapées?

M. Gerald Soroka: Madame la Présidente, voilà une très bonne question, et j'aimerais beaucoup discuter avec ma collègue plus tard au sujet de ma circonscription et des emplois qu'elle y a occupés.

L'Adresse

Je pense que le plus gros problème à résoudre, c'est notre société et la façon dont nous aidons les gens. Le plus gros problème que j'ai vu au fil des années, c'est que les gouvernements gouvernent toujours pour quatre ans, mais planifient pour huit. Ils gouvernent pour quatre ans, planifient pour quatre ans et fonctionnent sur un horizon de huit ans. Malheureusement, dans notre réseau de services sociaux, il faut attendre au moins 20 ou 25 ans avant de constater des résultats. La planification à court terme a toujours nui à tout le monde.

Sous le gouvernement libéral, je pense que nous n'en sommes plus à quatre ans ici et quatre ans là. Nous en sommes probablement à un an ou deux, maximum. L'un des enjeux qu'il faut commencer à étudier, c'est celui de nos problèmes sociaux et de déterminer les solutions potentielles. Je suis persuadé que les conservateurs s'en sont toujours souciés et que nous prendrons décidément soin du public canadien du mieux que nous le pouvons.

M. Francesco Sorbara (Vaughan—Woodbridge, Lib.) Madame la Présidente, je signale que je partagerai mon temps de parole avec ma collègue d'Hamilton Mountain.

Il est agréable d'être de retour à la Chambre en cette nouvelle année, et je souhaite à mes collègues de tous les partis une bonne et heureuse année en retard, ainsi que le meilleur pour eux et leur famille en 2022.

C'est pour moi un plaisir de prendre la parole à la Chambre cet après-midi pour représenter les merveilleux résidents de ma circonscription, Vaughan—Woodbridge. Ce sont des gens qui me font part constamment de leurs opinions passionnées et éclairées, et pour cette raison, je m'assurerai toujours de défendre énergiquement leurs intérêts à la Chambre et auprès du gouvernement.

Je souhaite dire un petit bonjour à ma famille, en particulier à notre petite fille de quatre mois, Leia, qui nous apporte tant de joie. Elle a vraiment conquis nos cœurs, et son sourire illumine mon univers à tout moment. J'ai presque 50 ans et je n'avais jamais pensé ni rêvé que j'aurais la chance d'avoir un troisième enfant et maintenant trois filles. Cette intervention divine, comme je l'appelle lorsque j'en parle avec mes amis, m'a rendu humble et m'a rappelé la signification du mot « gratitude » et combien nous sommes choyés.

C'est toujours un privilège pour les 338 parlementaires de revenir ici dans l'enceinte de la démocratie. Je vais essayer de ne pas répéter ce que nombre de mes collègues ont dit au sujet de la manifestation que nous voyons à l'extérieur, et je dirai que le droit de se réunir et de manifester pacifiquement est sacré. Cependant, ce que nous avons vu et entendu cette fin de semaine me porte à croire que les 338 parlementaires et les 38 millions de Canadiens doivent redoubler d'efforts pour adopter des politiques qui font du Canada un pays véritablement inclusif. Nous défendrons toujours la diversité et l'inclusion, et nous condamnerons et repousserons toujours le racisme, la haine et la discrimination sous toutes ses formes. C'est ce qui nous caractérise en tant que peuple. Nous travaillons fort, nous faisons des sacrifices et nous sommes passionnés. Nous faisons ce qui est juste pour notre bien collectif. J'applaudis avec ferveur tous les Canadiens qui ont reçu leur vaccin. Je tiens à remercier les résidents de la région d'York, dont 90 % sont maintenant doublement vaccinés.

Nous en avons tous assez de la pandémie, mais les choses s'améliorent. Les enfants sont en classe. Heureusement, deux de mes enfants sont scolarisés, et je suis sûr que ma femme s'en réjouit elle aussi. Les activités sportives reprendront en Ontario ce week-end.

Notre économie a rebondi et se renforce, et les vaccins y contribuent. Ils fonctionnent, alors nous devons être optimistes. Je crois sincèrement que des jours meilleurs sont à venir pour tous les Canadiens. La COVID a mis notre courage à l'épreuve, mais les Canadiens ont su relever ce défi. Nous sommes résilients et, oui, nous en sortirons plus forts. Le discours du Trône trace la voie à suivre, et c'est un moment de l'histoire de notre nation que nous ne devons pas perdre de vue.

J'ai d'excellentes nouvelles concernant l'économie, et pour ceux qui me connaissent, au bout de six ans à la Chambre, après avoir été élu trois fois, ce qui me tient à cœur, c'est bien l'économie, la création d'emplois et la création d'un avenir meilleur pour les jeunes et leur famille partout au Canada. Cela fait deux ans que la pandémie a chamboulé notre économie et la vie de tous les Canadiens. Je suis heureux de faire le point sur l'économie canadienne, d'après les chiffres donnés par Statistique Canada ce matin concernant les niveaux d'emploi et la production — que les économistes appellent aussi le « produit intérieur brut ». Ces deux indicateurs sont maintenant supérieurs à leur niveau d'avant la pandémie. C'est le résultat du travail acharné, de la persévérance et du cran — un mot que j'affectionne particulièrement — de nos concitoyens. C'est aussi le résultat des efforts constants du gouvernement pour soutenir les entreprises, les travailleurs, les familles, les aînés, les étudiants et tous les Canadiens pendant cette pandémie.

Notre économie a rebondi bien plus vite que les experts ne l'avaient prévu, et ce n'est pas par chance, coïncidence ou accident. Il fallait prendre des décisions, et le premier ministre a su faire preuve de leadership. Il a décidé de mettre en place une subvention salariale pour que des millions d'employés restent rattachés à leur employeur; il a mis en place le Compte d'urgence pour les entreprises canadiennes pour aider des centaines de milliers d'entreprises dans chacune des 338 circonscriptions; il a mis en place la Prestation canadienne d'urgence; il a laissé les prestations existantes en place; et bien sûr, il a acheté des vaccins qui ont sauvé des vies et qui nous permettent aujourd'hui de voir la lumière au bout du tunnel. Nous avons été présents pour les Canadiens, tout comme ces derniers ont été présents pour leurs voisins, leurs amis et leur famille.

Le discours du Trône est pour moi une façon de poursuivre le travail entamé à l'automne 2015. Les Canadiens viennent de nous confier trois grands mandats, et nous continuerons de renforcer la classe moyenne et d'aider ceux qui travaillent dur pour la rejoindre.

● (1625)

Avec une économie favorable à tous grâce à une croissance inclusive, nous avons sorti des centaines de milliers de Canadiens et d'enfants de la pauvreté partout au pays, créé des millions d'emplois pour les Canadiens et permis aux familles canadiennes qui travaillent fort d'être optimistes quant à l'avenir du pays et de le demeurer. Le discours du Trône croit en un Canada juste et équitable et s'engage à sa réalisation par l'entremise d'une économie forte qui attire des immigrants de partout dans le monde — c'est déjà une réalité quotidienne — et qui offre à tous les Canadiens l'occasion de réussir.

Ma mesure du succès du gouvernement est très simple. Elle repose sur la façon dont nous prenons soin des plus vulnérables de notre société en veillant à ce que leur famille et eux aient un bel avenir. Nous avons une obligation en tant que peuple béni, car Dieu a vraiment béni notre pays, et le gouvernement restera centré sur cette obligation.

L'Adresse

Le discours du Trône trace la voie d'une réconciliation commune et établit une responsabilité solennelle de répondre aux appels à l'action de la Commission de vérité et réconciliation. Seules une approche pangouvernementale et l'élimination des obstacles nous permettront de réaliser le travail nécessaire. Nous progressons dans ce périple avec les Premières Nations et nous savons que ce périple sera long. J'ai lu le discours du Trône plusieurs fois et j'ai été très ému par ces paroles de la gouverneure générale, qui sont probablement les plus importantes de ce discours.

Elle a dit: « Chaque jour est porteur d'espoir. La réconciliation n'est pas un geste ponctuel assorti d'une échéance. La réconciliation est le cheminement de toute une vie vers la guérison, le respect et la compréhension. » Ce périple se poursuivra sans relâche.

Étant l'un des 338 députés élus pour servir les Canadiens, je considère la responsabilité qui nous est donnée comme étant très spéciale. C'est une responsabilité unique qui comporte pour moi un profond sentiment de devoir. Nous ne sommes pas chirurgiens. Nous ne sommes pas charpentiers. Nous ne sommes pas ouvriers. Mon père était couvreur. Je ne sais pas comment construire un toit, mais, parfois, j'essayais de l'aider. Ma mère était fileuse de poisson. Mon frère travaille comme premier intervenant, mais nous, nous sommes des parlementaires. Nous avons chacun la responsabilité d'être un leader de la collectivité. Chacun de nous a été envoyé à la Chambre par sa collectivité pour diriger, débattre des enjeux et faire en sorte que les lois que nous adoptons pour le Canada en font un pays plus juste, plus inclusif et plus équitable.

Nous sommes des Canadiens et nous devons nous assurer de léguer un environnement propre et une économie robuste à tous nos enfants. Nous devons nous attaquer aux défis que doit relever non seulement le Canada, mais le monde entier, et nous devons le faire avec optimisme et avec un objectif en tête, tout comme les vagues d'immigrants qui viennent au Canada depuis des générations et qui ont contribué à bâtir ce pays.

Au sujet des changements climatiques, les débouchés économiques liés à la transition vers une économie à faibles émissions de carbone sont et seront énormes. Le Canada est là. Nous avons établi une tarification de la pollution. Nous avons présenté et adopté la toute première Loi sur la responsabilité en matière de carboneutralité. Sur la scène internationale, nous avons participé, avec nos partenaires, à la COP25 et à la COP26. Les investissements constants que nous faisons dans une économie verte créent des emplois et de la richesse pour tous les Canadiens, en plus de leur assurer un environnement propre et sain.

Nous investissons dans le transport en commun. Un fonds de 3 milliards de dollars sera accessible annuellement à toutes les municipalités pour financer le transport en commun. L'objectif est de permettre aux Canadiens de passer plus de temps avec leurs enfants après l'école en raccourcissant le trajet entre le travail et la maison. Pourquoi? C'est la bonne chose à faire et c'est de cette façon que nous construisons un pays véritablement inclusif.

Nous plafonnerons et réduirons les émissions du secteur pétrolier et gazier au moyen de l'innovation et de la collaboration avec l'industrie. En tant qu'économiste, et ayant grandi sur la côte Ouest avant de déménager en Ontario, je suis bien conscient que des centaines de milliers de travailleurs canadiens sont liés à l'industrie énergétique et que nous devons travailler avec eux. Nous devons collaborer avec l'industrie. C'est un fait que notre prospérité découle des ressources que nous exploitons au pays depuis des centaines d'années, des ressources que nous avons utilisées et que nous

utilisons encore. Nous devons continuer de travailler avec l'industrie pour faciliter la transition.

Il y a quelques années, pendant mon premier mandat, j'ai visité le centre industriel de l'Alberta. Je m'y suis rendu seul pour visiter quelques usines. J'ai touché à une grande partie du secteur pendant mes années dans le privé, et je vois les dizaines de milliards de dollars de nouveaux investissements qui sont annoncés pour l'Alberta. Tous ces projets sont carboneutres et ne produisent aucun gaz à effet de serre. Voilà en quoi consiste la transition fondée sur l'innovation. Nous devons continuer sur cette voie. Je me réjouis aussi que, dans les 24 dernières heures, à Vaughan, au Canada, Volkswagen ait exporté pour la première fois une partie de ses nouveaux VUS.

● (1630)

M. Damien Kurek (Battle River—Crowfoot, PCC): Madame la Présidente, j'aimerais simplement dire une chose au député. J'ai parlé à un grand nombre de personnes, dont certaines ont fait beaucoup de route pour venir à Ottawa. Certaines n'étaient jamais venues dans la capitale, et d'autres n'avaient encore jamais pris part à une manifestation, mais toutes voulaient désespérément se faire entendre. Écoutons les gens qui, partout au pays, expriment leur mécontentement à l'égard des politiques du gouvernement. C'est tout ce que je demande. Selon moi, il est de notre devoir à tous d'écouter les Canadiens quand ils sont aussi divisés.

Ma question porte sur le secteur de l'énergie. Je crois savoir que le député en connaît bien la réalité et qu'il est conscient de son potentiel économique. Comment concilie-t-il sa position avec les déclarations du gouvernement et du premier ministre, qui disent vouloir mettre fin graduellement à l'exploitation des sables bitumineux et au secteur le plus prospère de l'économie canadienne?

M. Francesco Sorbara: Madame la Présidente, je remercie le député de Battle River—Crowfoot de sa question. Je me plais à écouter ses discours et ses observations au sujet de sa circonscription. J'ai le mandat de collaborer avec les députés des deux côtés de l'allée et d'être à l'écoute de tous les Canadiens. Il faut rassembler les Canadiens, dont plus de 90 % sont vaccinés. Nous devons écouter tous nos concitoyens.

Pour ce qui est du secteur énergétique, le gouvernement a fait l'acquisition d'un pipeline, sur lequel nous faisons des travaux de construction. Nous diversifions nos marchés d'exportation au-delà des États-Unis, dont nous dépendons beaucoup, évidemment. Nous sommes conscients de détenir des ressources qui sont recherchées. Ces ressources sont utilisées et le seront pendant des années. C'est un fait. Nous devons mettre en place des politiques qui encouragent l'innovation dans le secteur énergétique en vue de réduire les émissions de gaz à effet de serre.

[Français]

M. Mario Beaulieu (La Pointe-de-l'Île, BQ): Madame la Présidente, en ce qui a trait aux changements climatiques, on se limite à dire dans le discours du Trône que le Canada doit passer de la parole aux actes, mais nous trouvons cela très vague comme engagement.

Le gouvernement prétend vouloir éliminer les subventions aux énergies fossiles, mais ce qui risque d'arriver, puisqu'il n'a pas défini les subventions aux énergies fossiles, c'est qu'il va camoufler ces subventions en les présentant sous forme d'aide visant à réduire l'intensité carbonique du gaz et du pétrole. Au nom de la lutte contre les changements climatiques, le gouvernement libéral va subventionner l'industrie canadienne du gaz et du pétrole.

L'Adresse

Alors, pour nous c'est très clair: il faut plafonner la production de gaz et de pétrole et non pas l'intensité carbonique de l'énergie fossile. Il n'y a pas de pétrole ou de charbon propre.

• (1635)

[Traduction]

M. Francesco Sorbara: Madame la Présidente, je soutiens que la solution aux changements climatiques est la réduction des gaz à effet de serre. Aujourd'hui, j'ai lu dans un rapport que 90 % des véhicules vendus en Norvège au cours du mois dernier sont électriques. Nous devons faire de même au Canada. Il nous faut instaurer des politiques qui entraîneront une réduction des émissions de gaz à effet de serre, mais il faut aussi comprendre que le secteur énergétique emploie des centaines de milliers de travailleurs canadiens et qu'il y aura une transition. Nous voulons nous assurer d'être là pour eux et pour leur famille. Ce sont des travailleurs vaillants et nous serons là pour les aider à opérer cette transition au cours des prochaines années.

Mme Jenny Kwan (Vancouver-Est, NPD): Madame la Présidente, dans ma circonscription, Vancouver-Est, beaucoup d'ainés sont au désespoir parce que leurs prestations du Supplément de revenu garanti ont été réduites ou annulées. On ne s'y retrouve plus. Des représentants du gouvernement ont dit à un de mes concitoyens de se rendre à Service Canada pour se procurer un formulaire afin de voir s'il pouvait récupérer sa prestation, même si cette démarche ne fonctionnera pas pour lui. Il est terriblement contrarié et il est maintenant menacé d'expulsion.

Le gouvernement n'a pas réglé le problème avec l'énoncé économique de l'automne, car la mesure ne sera pas mise en œuvre avant mai. Cela ne règle pas le problème. Que suggère-t-il aux aînés qui sont expulsés de leur logement maintenant?

M. Francesco Sorbara (Vaughan—Woodbridge, Lib.): Madame la Présidente, nous serons toujours là, en tout temps, pour aider les aînés. Je suggère à tout député qui veut soulever des problèmes précis pour des électeurs en particulier de s'adresser au secrétaire parlementaire et au ministre concernés.

M. Mark Gerretsen: Madame la Présidente, j'invoque le Règlement. Il y a eu consultations entre les partis et je pense que vous constaterez qu'il y a consentement unanime à l'égard de la motion suivante.

Je propose que la Chambre a) prenne acte du fait que le leader de l'opposition officielle au Sénat s'est dit très préoccupé de constater qu'aucun sénateur du caucus conservateur n'a été nommé au Comité des parlementaires sur la sécurité nationale et le renseignement (CPSNR); b) trouve regrettable que le leader de l'opposition officielle à la Chambre ait annoncé que les membres du caucus conservateur ne siègeraient pas au CPSNR; c) recommande la nomination du sénateur conservateur Fabian Manning au CPSNR; d) accepte de collaborer avec le gouvernement pour s'assurer que la Loi sur le Comité des parlementaires sur la sécurité nationale et le renseignement soit modifiée rapidement dans le seul but de permettre l'ajout d'un sénateur comme membre du comité.

La vice-présidente adjointe (Mme Alexandra Mendès): Que tous ceux qui s'opposent à ce que le député propose la motion veuillent bien dire non.

Des voix: Oui.

Des voix: Non.

Mme Cheryl Gallant: Madame la Présidente, j'invoque le Règlement. C'est un drôle de moment pour présenter une motion demandant le consentement unanime. Essayait-il simplement de détourner l'attention du fait qu'il était la seule personne à la Chambre à ne pas être d'accord avec un vote sur la condamnation du « black-face »?

La vice-présidente adjointe (Mme Alexandra Mendès): Je suis désolée, mais l'heure de présentation des motions demandant le consentement unanime n'est indiquée nulle part dans le Règlement. N'importe qui peut les présenter au moment qui lui convient.

Nous reprenons le débat. La députée de Hamilton Mountain a la parole.

Mme Lisa Hepfner (Hamilton Mountain, Lib.): Madame la Présidente, c'est un honneur pour moi de prononcer mon premier discours à la Chambre.

Aujourd'hui, je suis extrêmement fière de parler de plusieurs éléments du discours du Trône qui me tiennent particulièrement à cœur: le plan du gouvernement pour améliorer la vie des femmes et de tous les Canadiens en s'attaquant à la crise du logement et en créant un système national de garderies, ainsi que les efforts pour renforcer notre démocratie et le discours civique grâce à la refonte de la Loi sur la radiodiffusion.

Avant de parler du discours du Trône, j'aimerais remercier quelques personnes qui m'ont aidée à me faire élire. Mon fils, Ty, m'a accompagnée à chaque étape du processus, ce qui a rendu l'expérience beaucoup plus riche. Je n'aurais pas pu être ici sans lui et sans mon conjoint Michael, dont le soutien indéfectible a rendu la campagne possible et grâce à qui la transition de notre famille vers ma nouvelle vie de députée de Hamilton Mountain a pu se faire en douceur. Je remercie sincèrement mon équipe de campagne et les nombreux bénévoles qui ont été présents jour après jour.

Comme l'a expliqué la gouverneure générale, nous devons être dignes de la confiance que nous ont accordée nos concitoyens en les représentant et en nous mettant à leur service. Avec son engagement à l'égard de l'équité pour les femmes et pour tous les Canadiens, je crois que le discours du Trône illustre bien ce principe.

Le discours du Trône est bon pour les femmes. Il souligne le plan du gouvernement visant à prendre des mesures décisives pour appuyer les Canadiennes, et j'ai toujours eu comme grande priorité d'appuyer les femmes. C'est pourquoi je suis ravie que le gouvernement ait décidé de soumettre ses politiques et ses dépenses à une analyse comparative entre les sexes.

Je fais du bénévolat pour des organismes au service des femmes depuis le début des années 1990. J'ai commencé en passant un an au Honduras, où j'ai aidé des femmes vulnérables à Tegucigalpa et à La Mosquitia, puis, pendant les années que j'ai passées à Hamilton, j'ai continué à œuvrer pour des organismes communautaires, comme le YWCA. J'ai constaté l'incidence importante des programmes d'aide pour les femmes: ils leur permettent d'atteindre l'indépendance financière, d'accéder à des services et à des mesures de soutien, de trouver un logement sûr et permanent pour elles-mêmes et leurs enfants, et de trouver des services de garde abordables. Non seulement ces mesures de soutien aident les femmes et leurs enfants, mais elles améliorent aussi les collectivités.

En ce qui a trait à la sécurité des femmes, on sait que les femmes autochtones ont beaucoup souffert au Canada, alors je suis heureuse que le gouvernement accélère les travaux avec nos partenaires autochtones pour s'attaquer à la tragédie nationale des femmes autochtones assassinées ou portées disparues.

Les investissements dans les femmes sont importants, parce que la pandémie de COVID-19 a été particulièrement difficile pour nous. Nous avons besoin d'une reprise équitable où tout le monde a la chance de réussir et de réaliser son plein potentiel. Autrement dit, une reprise inclusive et équitable. Le discours du Trône appuie cet objectif en soulignant les deux grandes priorités du gouvernement: le logement et les services de garde.

Il y a une crise du logement à Hamilton et dans tout le Canada. Beaucoup trop de personnes ont été forcées de quitter leur logement en raison de la hausse spectaculaire des loyers et des expulsions pour cause de rénovations. De nombreuses femmes qui étaient coincées à la maison avec leur agresseur pendant la pandémie ont fui leur situation de violence, et les refuges fonctionnent au maximum de leur capacité voire en surcapacité. C'est pourquoi le gouvernement va de l'avant avec un plan d'action national décennal sur la violence fondée sur le sexe et continuera d'appuyer des organismes comme le YWCA de Hamilton et Good Shepherd, qui fournissent aux femmes un soutien essentiel.

Chaque Canadien mérite un logement sûr et stable et l'accès à des services sociaux et de santé. Le gouvernement en est convaincu. C'est pourquoi nous avons une stratégie nationale sur le logement et nous travaillons avec des partenaires communautaires comme Good Shepherd pour permettre à plus d'habitants d'Hamilton de profiter de la sécurité et de la dignité conférées par un logement et de conserver ce logement grâce à des services de soutien complets. Le gouvernement tient cet engagement, comme en témoigne l'annonce récente par le ministre du Logement, de la Diversité et de l'Inclusion de plus d'une centaine de nouveaux logements supervisés pour les personnes marginalisées d'Hamilton.

Le programme national de garderies mis en place par le gouvernement est une autre raison qui m'a incitée à me présenter aux élections. Dans Hamilton Mountain, le plan du gouvernement permettra à une famille type d'économiser plus de 11 000 \$ par année dès la première année. D'ici 2026, les familles ayant un nourrisson économiseront près de 18 000 \$ par année. On peut imaginer l'effet que ces économies auront sur la qualité de vie des familles d'Hamilton et de tout le Canada.

Le plan d'apprentissage et de garde des jeunes enfants allégera le fardeau financier des parents, créera de nouveaux emplois et permettra aux parents, surtout aux femmes, de réintégrer le marché du travail. Il améliorera la vie des enfants, des parents et, au bout du compte, des collectivités. Selon des études, pour chaque dollar investi dans l'éducation préscolaire, l'économie en général reçoit entre 1,50 \$ et 2,80 \$ en retour.

● (1640)

J'ai eu la chance de visiter un des centres de la petite enfance sans but lucratif Umbrella, dans ma circonscription, avec la ministre de la Famille, des Enfants et du Développement social, et je suis restée en contact avec le directeur général, Darryl Hall. Il m'a dit que des centaines de familles d'Hamilton sont sur des listes d'attente de garderies agréées et sans but lucratif. Les délais d'attente varient de deux mois à deux ans. Il dit que cette attente nuit énormément à la capacité des parents de réintégrer le marché du travail

L'Adresse

et que cela a un effet négatif sur le développement des enfants. Il ajoute que des familles se voient forcées de se tourner vers des services non agréés et non réglementés pour assurer la garde de leurs enfants. Toujours selon lui, le plan de crédits d'impôt pour la garde des enfants des conservateurs ne fait rien pour régler les problèmes de main-d'œuvre et d'infrastructures.

C'est particulièrement important à Hamilton, où le pourcentage d'enfants issus de communautés marginalisées est plus élevé qu'ailleurs dans la province. Dans certains quartiers de la ville, plus de la moitié des enfants d'âge préscolaire sont jugés à risque sur le plan du développement ou des aptitudes. Par rapport à la moyenne nationale, une proportion plus élevée d'enfants provient de familles à faible revenu. M. Hall affirme que ces enfants doivent avoir accès à un système varié et qualifié afin de répondre à leurs besoins uniques. Ces enfants ne peuvent attendre.

Le gouvernement a un plan visant à créer des centaines de milliers de nouvelles places de garderie, ce qui permettrait de réduire les listes d'attente, ainsi qu'un plan visant à augmenter le nombre d'employés qualifiés, à régler le problème des salaires peu élevés et à stabiliser la main-d'œuvre.

● (1645)

[Français]

Alors que nous passons à la phase de reprise, notre gouvernement adaptera les mesures de soutien et les programmes pour aider les petites entreprises à garder leurs portes ouvertes.

Grâce à nos programmes d'urgence, nous avons rétabli l'emploi à des niveaux supérieurs à ceux d'avant la pandémie. Nous continuerons de veiller à ce que les Canadiens aient accès à de bons emplois, à ce que les travailleurs puissent gagner un salaire décent et à ce que les gens acquièrent les compétences nécessaires pour trouver et conserver de bons emplois pendant la reprise, après la pandémie et au-delà.

Le gouvernement sait que la meilleure façon de faire croître notre économie et de rendre la vie plus abordable est de mettre fin à la menace de la COVID-19. Nous avons apporté suffisamment de vaccins pour tous les adultes au Canada deux mois avant la date prévue, et nous avons maintenant l'approvisionnement nécessaire pour vacciner nos enfants et fournir des injections de rappel à toutes les personnes admissibles.

[Traduction]

Enfin, j'aimerais aborder une autre priorité du gouvernement qui me tient à cœur: la réforme de la Loi sur la radiodiffusion de 1991, qui est désuète.

Pendant plus de 20 ans, j'ai eu le privilège de communiquer avec les gens d'Hamilton Mountain en tant que journaliste, d'abord pour le *Hamilton Spectator*, puis pour CHCH TV News. Les gens d'Hamilton et de partout au Canada comptent sur les bulletins de nouvelles locales pour les tenir au courant de ce qui se passe dans leur collectivité. C'est un élément essentiel de notre démocratie, et le travail de journaliste m'a accordé le privilège d'apprendre à connaître les collectivités et de rencontrer les personnes qui habitent à Hamilton et ailleurs.

L'Adresse

Maintenant, je suis ici pour donner aux gens d'Hamilton Mountain une voix forte à la Chambre et pour faire vigoureusement valoir la valeur des nouvelles locales au Canada. Comme nous l'avons entendu dans le discours du Trône, le gouvernement veillera à ce que les géants du Web paient leur juste part. Nous mettrons tout le monde sur un pied d'égalité et nous protégerons la culture et la créativité canadiennes.

C'est le moment pour les parlementaires d'unir leurs efforts afin d'accomplir de grandes choses et de façonner un avenir meilleur pour les générations futures. Voilà ce que les résidents d'Hamilton Mountain m'ont dit qu'ils souhaitaient, et c'est grâce à eux que je suis ici. Le discours du Trône présente le plan du gouvernement pour soutenir les Canadiens afin que tout le monde puisse participer au façonnement d'un avenir meilleur, plus juste et plus prospère.

Merci.

Mme Cheryl Gallant (Renfrew—Nipissing—Pembroke, PCC): Madame la Présidente, le commissaire à l'éthique du Canada, Mario Dion, a établi que le premier ministre de la députée avait exercé une influence indue sur l'ancienne ministre de la Justice et procureure générale, Jody Wilson-Raybould, qu'il l'a renvoyée, puis qu'il s'est débarrassé de la D^{re} Philpott, et cela après avoir donné un coup de coude à la poitrine d'une députée de l'opposition. Plus tard, nous avons appris qu'il avait tripoté une journaliste.

À titre de défenderesse des femmes, de promotrice des droits des femmes, pourquoi s'est-elle ralliée à un parti dont le premier ministre est réputé pour sa masculinité toxique?

Mme Lisa Hepfner: Madame la Présidente, je suis fière de faire partie de l'équipe libérale. Son cabinet est paritaire depuis son arrivée au pouvoir, il y a six ans, et le demeure. Nous avons une vice-première ministre qui est aussi ministre des Finances. Nous avons une femme à la tête de la Défense nationale. Des femmes occupent des postes clés au sein du Cabinet. Les faits sont limpides: nous avons un gouvernement féministe, un gouvernement qui croit dans ses femmes, un gouvernement qui croit aux soutiens aux femmes, comme les services de garde.

• (1650)

[Français]

M. Denis Trudel (Longueuil—Saint-Hubert, BQ): Madame la Présidente, j'aimerais féliciter ma collègue de son remarquable premier discours à la Chambre: c'est un moment marquant dans la vie d'un député. Je lui dis donc bravo et j'aimerais aussi souligner la qualité de son français.

Elle a beaucoup parlé des femmes et de logement. Ces deux éléments sont interreliés. Au Québec, notamment, tous les jours, une femme cogne à la porte d'un endroit venant en aide aux femmes victimes de violence conjugale et se fait renvoyer chez elle parce qu'il n'y a pas assez de ressources.

La semaine passée, la Banque Scotia a dit que le Québec était le pire pays du G7 pour sa moyenne de logements par 1 000 habitants. Nous sommes à 424 et la moyenne est 471. Pour se rendre à 471, la moyenne du G7, il faudrait construire au Canada 1,8 million d'habitations, ce qui est quand même un gros chantier.

Est-ce que ma collègue va militer au sein de son parti pour qu'il y ait des investissements massifs en logement social dans les prochaines années, car nous en avons vraiment besoin?

Mme Lisa Hepfner: Madame la Présidente, je vais essayer de répondre en français, mais il faudra pardonner mes erreurs.

J'adore le Québec et j'y ai passé beaucoup de temps. Je pense cependant que les problèmes qu'a mentionnés mon collègue sont présents partout au pays. Par exemple, j'ai parlé du risque de l'itinérance à Hamilton. Le ministre a récemment promis 26,7 millions de dollars pour construire plus de 100 logements pour les gens de Hamilton qui risquent l'itinérance...

[Traduction]

La vice-présidente adjointe (Mme Alexandra Mendès): Un autre député doit avoir la possibilité de poser une question.

La députée de Nanaimo—Ladysmith a la parole.

Mme Lisa Marie Barron (Nanaimo—Ladysmith, NPD): Madame la Présidente, les interminables temps de traitement des demandes par Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada figurent parmi les sujets dont me parlent le plus souvent les habitants de Nanaimo—Ladysmith. C'est terrible. La situation était déjà peu reluisante avant la pandémie, mais là, c'est encore pire. Certaines familles sont séparées depuis des années, et le ministère est à des années de ses normes de service.

Certaines familles me confient qu'elles sont proches du point de rupture et qu'elles doivent se débrouiller toutes seules. Qu'en pense la députée: n'est-il pas temps de prendre des mesures concrètes pour éliminer les retards et réunir les centaines de famille de Nanaimo—Ladysmith qui attendent désespérément qu'on les aide?

Mme Lisa Hepfner: Madame la Présidente, le ministre a justement abordé la question aujourd'hui. Il a parlé de tout ce qu'il avait réussi à faire pour le système d'immigration et du nombre d'immigrants qui ont pu venir au Canada malgré la pandémie. Il reste encore du chemin à faire, évidemment, mais je crois que, somme toute, nous avons fait du bon travail.

[Français]

La vice-présidente adjointe (Mme Alexandra Mendès): À l'ordre. Conformément à l'article 38 du Règlement, je dois faire connaître à la Chambre les questions qu'elle abordera à l'heure de l'ajournement ce soir, à savoir: l'honorable député de Regina—Lewvan, L'environnement; l'honorable député de Kenora, Le développement économique régional; et l'honorable député de Mégantic—L'Érable, La santé.

[Traduction]

Mme Raquel Dancho (Kildonan—St. Paul, PCC): Madame la Présidente, j'ai voulu devenir députée parce que j'aime le Canada. J'aime notre pays. Il y a plus de 130 ans, mes ancêtres ont fui la tyrannie et la guerre qui déchirait l'Europe de l'Est et ils ont choisi de s'installer dans les Prairies canadiennes pour la liberté qui y régnait et les possibilités qui s'offraient à eux. Leur dur labeur et leurs sacrifices ont permis à tous ceux qui les ont suivis de vivre une vie meilleure, moi y compris. Tous les jours, j'essaie de leur faire honneur, de les rendre fiers, de voir aux intérêts des gens de ma circonscription et de faire du Canada un pays uni, prospère, glorieux et libre.

L'Adresse

Par contre, depuis que j'ai été élue il y a deux ans, je m'inquiète de plus en plus à propos de notre unité nationale. Que ce soit la montée alarmante de l'aliénation de l'Ouest, le séparatisme au Québec, le fossé grandissant entre les régions urbaines et rurales, ou encore les dissensions sur la pandémie de COVID-19, notre unité nationale n'a jamais été aussi faible. Dans un sens, c'est compréhensible étant donné les deux dernières années épouvantables que nous venons tous de traverser.

Au total, 30 000 Canadiens ont tragiquement perdu la vie en raison de la COVID-19 et des milliers d'autres souffrent des séquelles de la COVID-19 de longue durée. Il ne faut pas oublier les milliers de personnes qui souffrent en attendant une chirurgie qui a été retardée. Peu de familles, y compris la mienne, n'ont pas souffert de la cruauté de la COVID-19. C'est pourquoi, comme j'ai pu le constater directement, des millions de Canadiens sont terrifiés par cette maladie.

Ils considèrent que la COVID-19 équivaut à une condamnation à mort pour eux-mêmes ou leurs proches. Beaucoup de nos concitoyens ne surmonteront jamais cette peur. Je me suis personnellement entretenue avec certains d'entre eux. Un grand nombre des résidents de ma circonscription m'ont avoué qu'ils n'enlèveront plus jamais leur masque en public, qu'ils ne se sentiront plus jamais à l'aise dans une foule ou qu'ils ne partiront plus jamais en voyage.

Nous pouvons tous être reconnaissants que, grâce à l'ingéniosité humaine, des vaccins contre la COVID-19 ont été conçus en un temps record et distribués partout dans le monde à des milliards de personnes en quelques mois, ce qui a sauvé des centaines de milliers de vies. Grâce à nos extraordinaires travailleurs de la santé, tout au long de la pandémie, des milliers de Canadiens frappés par la maladie ont été soignés.

Cela dit, je crois qu'il serait temps d'investir sérieusement dans notre système de santé, d'apporter des changements transformateurs et de tirer parti des pratiques exemplaires venues du monde entier afin d'être mieux préparés à une future pandémie. Tous les experts nous disent que ce ne sera pas la dernière: il y en aura d'autres. Nous revivrons ce genre de situation. Ce n'est qu'une question de temps.

Les données indiquent qu'en temps normal, nos services de soins de santé fonctionnent à plus de 100 % de leur capacité. Beaucoup de situations problématiques existaient déjà avant ma naissance, comme la médecine de couloir, les attentes de huit heures à l'urgence, et les mois d'attente pour l'imagerie par résonance magnétique et des interventions chirurgicales importantes pour le remplacement d'une hanche ou d'un genou. Le système de santé est déjà fortement sous pression pendant la saison de la grippe, comme on le sait, et c'est encore pire devant le tsunami de personnes qui ont été atteintes de la COVID au cours des deux dernières années. Voilà pourquoi les gouvernements disent devoir prendre des mesures extrêmes et extraordinaires. C'est parce que notre système de santé ne peut pas répondre à la demande si tout le monde tombe malade en même temps.

On nous a dit que nous étions tous dans le même bateau, et nous sommes tous restés chez nous. On nous a dit, nous nous en souvenons, qu'il faudrait « deux semaines pour aplanir la courbe » mais, deux ans plus tard, nous menons encore une vie extrêmement limitée. Résultat: des centaines de milliers d'entreprises qui dépendaient des rassemblements publics ont fermé, mettant fin à d'innombrables rêves familiaux et faisant disparaître tous les emplois qu'elles fournissaient.

Les torts causés à notre santé mentale et au développement de nos enfants sont considérables. Les répercussions mortelles de l'isolement sur les aînés sont incommensurables. On observe une hausse de la consommation abusive d'alcool et de drogue ainsi que du nombre de divorces et de dépressions. La liste des répercussions de cette pandémie continue de s'allonger. En tant que députée qui représente près de 100 000 personnes, j'ai moi-même été témoin de ce genre de traumatismes. J'ai dû composer avec des gens qui pleurent, qui profèrent des menaces, qui crient et qui supplient, et je suis hantée par leurs histoires. Si je devais résumer les deux dernières années en un mot, je choisirais le mot « traumatisme ». Nous avons tous vécu un traumatisme, et des millions de Canadiens sont au bout du rouleau. Ils n'en peuvent plus.

Le résultat s'observe à l'extérieur même de cet édifice. En toute franchise, de mon point de vue, je trouve que ce qui se passe à l'extérieur en ce moment n'a rien de très surprenant. C'est comme si la soupape avait sauté après les deux dernières années. Je tiens à dire aux camionneurs et à tous ceux qui appuient le convoi que je les entends. Je les vois et je me fais du souci pour eux et pour nos libertés en général.

Lorsque je vois des images en ligne qui montrent ce convoi sillonner les routes du Canada et qui passe à côté de familles de toutes les communautés culturelles, et lorsque je vois des dizaines de milliers de personnes sur la Colline du Parlement — je n'ai jamais vu autant de drapeaux du Canada flotter au vent —, je dois dire, en tant que patriote canadienne que cela me rend très émotive, et je le suis même en ce moment.

Cela dit, je suis consciente qu'il y a des gens en colère, et il est important de le souligner. Je dénonce sans réserve les gens malveillants qui ont profité de l'occasion pour faire montre de leur ignorance et de leur haine. Cependant, un bien plus grand nombre de gens, des milliers d'autres personnes ont fait preuve de patriotisme envers leur pays. Ils expriment leurs espoirs pour l'avenir et leur soif de changement, et à vrai dire, c'est ce qui leur permet de tenir bon et de traverser cette période extrêmement difficile.

• (1655)

Ils veulent simplement que leur gouvernement les entende et regarde ce qui se passe dans d'autres pays comme le Royaume-Uni, les Pays-Bas, l'Irlande, la Norvège et beaucoup d'autres pays développés. Ceux-ci sont en train de s'ouvrir, d'abandonner les obligations vaccinales et d'apprendre à vivre avec la COVID-19. Nous pouvons faire la même chose. Nous avons des taux de vaccination parmi les plus élevés dans le monde, si ce n'est les plus élevés. Nous avons des tests rapides. Nous avons tous fait notre part, et c'est maintenant le moment de passer à autre chose.

Pour être honnête, j'ai peur que nous ne revenions jamais à la normale, surtout quand je vois la haine qui s'est développée entre les Canadiens. On dirait que la dignité, la compassion et le respect pour autrui ont été oubliés il y a longtemps. Je dois dire que, sur le plan personnel, je comprends la frustration de certains Canadiens vaccinés à l'égard des Canadiens non vaccinés. Je les entends aussi. Je les vois et ils me parlent. Je comprends.

L'Adresse

Cependant, je veux raconter à tous quelques histoires. Lorsque j'ai fait du porte-à-porte durant les dernières élections, j'ai rencontré une mère seule d'à peu près mon âge. Elle était sur le perron de sa résidence, et son jeune fils s'accrochait à sa jambe pendant qu'elle me racontait son histoire. C'était une travailleuse sociale. Elle m'a dit que l'année dernière, elle avait été nommée héroïne de l'année parce que, dans le cadre de son travail, elle s'était surpassée pour aider les membres les plus vulnérables de notre société.

C'est à ce moment qu'elle a fondu en larmes devant moi. Elle a dit que personne ne lui parlait plus cette année et qu'elle allait être renvoyée. Les députés veulent-ils savoir pourquoi? C'est parce qu'elle avait trop peur de se faire vacciner contre la COVID. Elle avait trop peur, et rien ne pouvait la convaincre que sa peur était infondée.

Quand le gouvernement provincial du Manitoba a resserré les exigences relatives à la vaccination, les journaux locaux ont publié des articles disant que le personnel infirmier voyait soudainement beaucoup de colère, de rage et de larmes parmi les gens qui venaient se faire vacciner. Il semble que certains membres du public ont été surpris de l'apprendre. Honnêtement, il ne faut pas s'étonner que des personnes ayant été contraintes de se faire vacciner pour ne pas perdre leur emploi étaient fâchées et pleuraient, surtout lorsque ces personnes croyaient de tout leur cœur que ce n'était pas la bonne décision pour elles.

J'ai parlé à ces personnes. Ils m'ont contacté et j'ai pris le temps de les rencontrer. Ils résident dans ma circonscription et je les ai écoutés. Ils m'ont raconté ce qu'ils ont ressenti en se faisant piquer, si je puis m'exprimer ainsi. Cette expérience les a quasiment anéantis. Ils ont eu l'impression qu'on leur arrachait une partie d'eux-mêmes, et cela a fortement ébranlé toutes leurs convictions sur notre pays. Ils ont eu l'impression qu'on les privait de leur libre arbitre et de leur droit de regard sur leur propre corps. C'est ce qui se passe quand on oblige les gens à faire des choses contre leur gré. C'est aussi simple que cela. Les larmes et la colère sont inévitables, car nous parlons d'êtres humains.

Je voudrais rappeler à tous mes collègues que pendant la première année et demie de la pandémie, le premier ministre a déclaré qu'il y aurait des vaccins pour ceux qui le souhaitent. Il l'a répété à l'environnement. Puis, il a convoqué des élections et a changé d'idée comme de chemise. Quelques jours après les résultats, il hurlait dans un microphone lors d'un rassemblement libéral que ceux qui refusaient le vaccin n'auraient pas le droit de s'asseoir à côté des personnes vaccinées. Il l'a dit. Il devrait avoir honte de déshumaniser ainsi les citoyens.

Le Canada est en train de se fracturer et le premier ministre en profite pour essayer de gagner des votes. Qu'on parle de l'Est contre l'Ouest, des régions urbaines contre les régions rurales, de la gauche contre la droite ou, maintenant, de la pandémie, le premier ministre divise les Canadiens depuis six ans. La priorité du premier ministre devrait être d'unir le pays et de favoriser la liberté plutôt que la peur. Honnêtement, je commence à me demander s'il sera possible de retrouver l'unité au Canada, si les choses reviendront à la normale et si les gens pourront recommencer à faire librement les choix qu'ils veulent au sujet de leur santé sans être traités de façon inéquitable.

Récemment, pendant une journée particulièrement pénible — je crois que nous avons tous vécu ce genre de journées depuis deux ans —, j'ai entendu une histoire qui m'a redonné de l'espoir et de la motivation. Je vais vous la raconter. C'est au sujet du président

John F. Kennedy. En 1961, Kennedy devait prendre une décision. Il voulait faire une conférence de presse pour annoncer à la planète que les Américains iraient sur la Lune. C'était un engagement très risqué pour sa réputation, parce que, à ce moment, le pays ne possédait pas la technologie nécessaire et que cela n'avait jamais été tenté.

Le président devait prendre une décision alors il est allé consulter le plus brillant ingénieur en aérospatiale du pays pour lui demander ce qu'il faudrait pour pouvoir aller sur la Lune. L'ingénieur lui a répondu en cinq mots: la volonté de le faire. On connaît la suite.

Que faudra-t-il pour guérir le traumatisme et mettre fin à la division? Que faudra-t-il pour unir les Canadiens? Que faudra-t-il pour unir le pays? Il faudra la volonté de le faire. Il faut du courage et des convictions. Avec de la volonté, le pays retrouvera ses fleurons glorieux et la liberté à laquelle les Canadiens ont droit. Pour ma part, c'est ce à quoi je travaillerai sans relâche pour les gens de ma circonscription et pour tous les Canadiens.

● (1700)

M. Taleeb Noormohamed (Vancouver Granville, Lib.): Madame la Présidente, j'aimerais remercier ma collègue pour son discours ainsi que pour sa très agréable collaboration dans le cadre des travaux en comité. Elle a parlé de l'importance de la vaccination et de la valeur qu'elle nous apporte sur le chemin de la liberté, comme elle l'a dit. Elle a aussi exprimé quelques préoccupations.

Est-ce que la députée pourrait expliquer à la Chambre de quelle façon elle concilie le point de vue actuel de certaines personnes par rapport au refus de la vaccination avec le fait que nous avons la vaccination obligatoire pour les enfants dans de nombreuses provinces pour leur permettre d'aller en classe?

Mme Raquel Dancho: Madame la Présidente, j'aime bien travailler avec le député. Nous abordons des questions fort importantes en ce moment.

Depuis deux ans, et surtout depuis que le premier ministre a déclenché des élections inutiles qui ont coûté 600 millions de dollars et, ce faisant, ont divisé encore plus la population canadienne, je suis préoccupée par la haine exprimée de toutes parts, comme il l'est lui aussi, j'en suis sûre. On ne communique vraiment pas assez. Je crois que c'était dans un sondage récent où on pouvait lire que 20 % des Canadiens jugent que les personnes non vaccinées devraient être mises en prison. Nous allons trop loin dans ce dossier. Je le vois. Je fais du porte-à-porte depuis des années et, aux dernières élections, j'ai vu beaucoup de haine, beaucoup de division et bien des larmes.

Je remercie le député pour sa question, mais je lui répondrais que nous devons aller de l'avant et admettre que nous avons fait un travail remarquable. Nous avons l'un des taux de vaccination les plus élevés au monde. Il est maintenant temps de passer à autre chose.

● (1705)

Mme Bonita Zarrillo (Port Moody—Coquitlam, NPD): Madame la Présidente, j'aimerais revenir sur l'économie des soins et sur la reconnaissance du travail qui, pendant de nombreuses années, relevait traditionnellement des femmes.

L'Adresse

Si les conservateurs avaient augmenté les investissements nécessaires dans les transferts en santé plutôt que de les couper, et si les libéraux les avaient rétablis, nous aurions un système plus robuste pour soutenir la lutte contre la COVID, en plus de pouvoir offrir des chirurgies contre le cancer et des chirurgies pédiatriques, qui ne sont pas pratiquées en ce moment. Si nous n'investissons pas dans l'économie des soins de manière à augmenter les transferts en santé, comme le demandent les premiers ministres provinciaux, nous ne pourrions pas traverser d'autres crises sanitaires.

Les conservateurs sont-ils favorables à accorder de plus grands transferts en santé aux provinces?

Mme Raquel Dancho: Madame la Présidente, je félicite la députée de sa première élection.

Oui, absolument, je les appuie. Comme je l'ai mentionné dans mon discours, il nous faut plus d'investissements dans les soins de santé ainsi qu'un changement transformateur. Nous devons étudier les pratiques exemplaires adoptées ailleurs dans le monde. Nous constatons que d'autres pays ont une bien meilleure capacité d'intensification qu'ici au Canada.

Comme je l'ai dit, nous n'en sommes pas à notre dernière pandémie ni à notre dernière vague. Il faut assurer à notre système de santé une capacité d'intensification, pour ne pas revivre ce qui s'est produit au cours des deux dernières années et pour éviter que, par défaut, les gouvernements obligent les gens à demeurer à la maison pendant deux ans parce que le système de santé ne fonctionne pas. J'en ai assez d'entendre cette excuse.

Je souhaite qu'une transformation ait lieu et que s'ouvre une ère où le système de santé aide véritablement tout le monde. Fini, les attentes de huit heures aux urgences ou les délais de deux ans pour un remplacement de la hanche. Je ne veux plus voir l'économie paralysée parce que nous ne pouvons pas faire face à une vague de cas. Nous devons bâtir un système de soins de santé robuste.

[Français]

M. Mario Beaulieu (La Pointe-de-l'Île, BQ): Madame la Présidente, en pleine pandémie, au Québec et dans l'ensemble des autres provinces, le système de santé a été mis à mal.

Dans les années 1970, les transferts en santé couvraient 50 % des dépenses en santé. Ils ont été diminués et cela couvre maintenant 22 %. Il existe un consensus au Québec et dans les provinces canadiennes pour augmenter les transferts et les faire passer de 22 % à 35 %, et rien ne se fait.

Le système de santé était déjà en difficulté; avec la pandémie, des années seront nécessaires pour récupérer.

Ma collègue ne pense-t-elle pas qu'il serait temps d'augmenter les transferts en santé?

[Traduction]

Mme Raquel Dancho: Madame la Présidente, je suis assurément en faveur d'investissements dans les soins de santé. Il semble nécessaire d'investir davantage. Toutefois, je veux faire valoir un point. Je crois avoir lu que le système de santé du Canada compte parmi ceux qui coûtent le plus cher par habitant. Pourquoi dépensons-nous tant pour si peu? Pourquoi les gens attendent-ils 8, 10, 12 ou 14 heures aux urgences? Pourquoi attendent-ils des années, en temps normal, pour se faire remplacer une hanche ou un genou, ou subir un examen par IRM?

Nous devons faire des investissements, étudier les pratiques exemplaires adoptées ailleurs dans le monde et transformer notre système de santé pour qu'il soit plus compétitif et serve mieux tous les Canadiens.

[Français]

M. Richard Lehoux (Beauce, PCC): Madame la Présidente, je suis heureux de prendre la parole à la Chambre aujourd'hui pour répondre au discours du Trône du gouvernement.

En me levant ici, je me demande pourquoi nous sommes encore là à répondre à un autre discours du Trône.

Le premier ministre a décidé de déclencher une élection sans raison pendant une pandémie mondiale, alors que les Canadiens avaient besoin que nous soyons ici à la Chambre pour trouver des solutions et nous sortir de la pandémie.

J'ai été de nouveau déçu lorsque j'ai écouté le discours du Trône. Il y avait tant de mots pour ne rien dire. Le manque de substance de ces deux derniers discours m'a stupéfié. Néanmoins, je suis ici aujourd'hui parce que je crois que je peux faire une différence dans ma circonscription, Beauce, où les citoyens m'ont fait confiance pour les représenter en m'accordant un deuxième mandat. Je les en remercie sincèrement.

● (1710)

Comme la Chambre le sait, la Beauce est un berceau de l'entrepreneuriat. Notre communauté rurale est remplie de personnes dynamiques et ingénieuses. Nous travaillons ensemble pour nous soutenir, mais nous nous sentons souvent laissés pour compte par ce gouvernement.

L'un des problèmes les plus choquants et qui continue d'être négligé par ce gouvernement est la question de la desserte en téléphonie cellulaire. En 2022, alors que les technologies sont plus avancées que jamais, les citoyens de ma circonscription ont du mal à trouver du service dans de nombreuses municipalités, comme à Saint-Martin et plusieurs autres. Dans le discours du Trône, rien n'est dit sur la façon dont ce gouvernement va régler ce problème. De plus, maintenant que le premier ministre a enfin rendu publiques les lettres de mandat des ministres, je peux confirmer à la Chambre que le ministre en question n'a pas reçu de directive dans ce dossier.

Quand ce gouvernement comprendra-t-il qu'il s'agit non seulement d'une question d'équité, mais aussi d'une question de sécurité publique? Dans la communauté de Saint-Victor, un résident a été piqué par une abeille et a subi un choc anaphylactique. Alors que le résident était étendu, inconscient, un de ses amis a dû grimper au sommet d'une colline pour appeler le 911. Une fois sur place, l'ambulance a elle aussi eu du mal à contacter l'hôpital de Saint-Georges en raison d'un signal très déficient. Dans ce cas-ci, cette personne a eu une chance inouïe de ne pas perdre la vie.

Cela devrait rappeler au gouvernement qu'il a encore énormément de travail à faire dans ce dossier. Il a beau dire qu'il faut diminuer les coûts des forfaits cellulaires, encore faudrait-il avoir un service de base équitable dans toutes les régions et ne pas créer deux classes de citoyens.

L'Adresse

J'aimerais maintenant attirer l'attention sur une autre question urgente que le gouvernement n'a pas encore abordée dans ce discours. Mes bureaux de circonscription sont quotidiennement inondés d'appels de citoyens qui implorent de l'aide. Ces citoyens sont à bout de patience, espérant des réponses à leurs demandes actuelles auprès de Service Canada. Des criminels ont volé l'identité de ces personnes et ils font des demandes au nom d'autres personnes. Il y a eu tellement de cas de fraude depuis la mise en place des programmes gouvernementaux de financement durant la pandémie. Ces programmes, je suis d'accord, étaient effectivement nécessaires pour nous permettre de surmonter cette pandémie, mais quand le gouvernement va-t-il faire preuve d'un réel leadership et régler ce problème?

Les membres de mon personnel reçoivent des appels téléphoniques de personnes en pleurs parce que le versement de leur assurance-emploi ou de leur Supplément de revenu garanti a été interrompu à la suite d'actions effectuées par des fraudeurs. Ces Canadiens méritent un traitement rapide de leurs dossiers. Ils ne peuvent pas attendre des mois pour recevoir des réponses d'un enquêteur alors qu'ils n'ont même pas les moyens de payer le loyer ou de mettre de la nourriture sur leur table. Le gouvernement a quelque peu agi ces derniers jours en réaffectant certains employés de Service Canada pour s'occuper de ce problème, mais, pour moi, cela équivaut à mettre un pansement sur la plaie en retirant à des agents d'autres dossiers importants pour masquer une défaillance. Le Québec est un épice de ces cas de fraude et cela dure depuis des mois. L'inaction du gouvernement au cours des mois précédents est inacceptable.

Comme Service Canada, le ministère de l'Emploi et du Développement social et le ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration souffrent des mêmes problèmes. Les agents sont épuisés. Les dossiers prennent de plus en plus de temps à être traités. Dans ma circonscription, nous souffrons d'une pénurie chronique de main-d'œuvre, avec un taux de chômage inférieur à 4 %. Ma circonscription est toujours à la recherche de plus de main-d'œuvre, et ce, dans tous les secteurs d'activité.

Les entreprises de ma circonscription comptent beaucoup sur les programmes de travailleurs étrangers temporaires. Le problème est que ces entreprises sont incapables d'obtenir les travailleurs dont elles ont besoin et qu'elles ont elles-mêmes recrutés. Elles croulent sous les piles de paperasse et, lorsque cette paperasse est enfin remplie, les longues périodes d'attente commencent.

• (1715)

Les effets de cette pénurie de main-d'œuvre se font sentir tous les jours. Prenons l'exemple de l'entreprise Olymel, dans ma circonscription. Il lui manque environ 200 travailleurs, en ce moment même. Cette grave pénurie entraîne de sérieux retards dans l'abatage de porcs. Cela a des répercussions sur les producteurs, sur le terrain, car ils doivent garder les porcs beaucoup plus longtemps que prévu et peuvent même devoir en euthanasier certains s'ils ne peuvent être abattus en temps opportun.

Les entreprises de ma circonscription cherchent toujours à faire évoluer leurs opérations avec de nouvelles avancées en matière d'automatisation et de robotisation, mais le financement gouvernemental n'est tout simplement pas là pour permettre aux entreprises d'atteindre leur plein potentiel.

De nombreuses entreprises de ma circonscription devront fermer leurs portes si la pénurie de main-d'œuvre n'est pas résolue de ma-

nière adéquate, et beaucoup d'autres pourraient transférer leurs activités à l'étranger.

Le fait est que, quels que soient les changements de pourcentage ou les politiques que le gouvernement met en place pour les programmes, le problème est le manque d'action du gouvernement sur les délais inacceptables. Nous avons besoin d'une réelle action de sa part pour éliminer la paperasse excessive et rationaliser les processus de demande dans tous les domaines.

Comme beaucoup de mes collègues le savent, je souhaiterais discuter de l'agriculture et de l'agroalimentaire. Malheureusement, il n'y a aucune mention de l'agriculture dans le discours du Trône. Je crois qu'il s'agit d'une énorme erreur de la part du gouvernement.

Ces secteurs ont été et continueront d'être des moteurs économiques importants dans notre pays. Nous devons promouvoir ces secteurs, et non les utiliser comme monnaie d'échange sur la scène mondiale.

Ce sont des problèmes que j'entends de la part de mes électeurs chaque jour. Nous devons faire ce qu'il faut pour notre population et régler ces problèmes. Ce ne sont pas des questions partisans. J'ai eu ces conversations avec plusieurs ministres à différentes occasions, mais rien ne change. Ce gouvernement doit placer ses priorités aux bons endroits.

Je continuerai de défendre la population beauceronne chaque jour et chaque fois que j'aurai l'occasion de me lever à la Chambre. Je poserai les questions difficiles et, surtout, je demanderai des comptes au gouvernement.

M. Yves Perron (Berthier—Maskinongé, BQ): Madame la Présidente, je tiens tout d'abord à féliciter mon estimé collègue pour son discours toujours terre à terre. En l'écoutant parler, je comprends pourquoi nous nous entendons souvent, malgré nos différences fondamentales de points de vue, entre autres sur l'avenir du Québec.

Mon collègue a abordé plusieurs sujets que j'aimerais aborder aussi, mais je vais me concentrer sur la couverture des tours cellulaires. Il nous a parlé d'une situation d'urgence, alors que quelqu'un a dû monter dans un arbre pour appeler le 911. Ils ont eu de la chance.

Dans un secteur de ma circonscription, à Saint-Édouard-de-Maskinongé, on déplore malheureusement un décès à cause de l'absence de réseau cellulaire. Il y a aussi un problème dans le secteur du lac Souris. Même des gens du secteur de Pointe-du-Lac, à Trois-Rivières, ont une mauvaise couverture cellulaire. C'est inacceptable.

Je pense que nous devons créer un programme particulier afin de régler cette question de financement de tours cellulaires, une fois pour toutes, pour pouvoir remédier aux trous de couverture cellulaire.

J'aimerais avoir l'avis de mon collègue à ce sujet. Pense-t-il que nous pourrions travailler en partenariat afin de faire cheminer ce dossier?

• (1720)

M. Richard Lehoux: Madame la Présidente, je remercie mon collègue de sa question. Elle est vraiment pertinente.

J'aurais pu nommer les 40 municipalités de ma circonscription. Je les ai parcourues à plusieurs reprises. Il y a des problèmes de desserte cellulaire dans toutes les municipalités en milieu rural, presque partout. Oui, il faudrait qu'il y ait un programme, mais il faudrait aussi que le gouvernement démontre une volonté ferme de passer un message clair au CRTC, cet organisme pancanadien qui doit en fin de compte régulariser ces entreprises qui sont un peu partout sur le territoire. Oui, il faut des programmes pour les appuyer, mais il faut aussi avoir un signal clair de la part du ministre de qui relève le CRTC, pour qu'on règle ce problème une fois pour toutes. Je l'ai interpellé tout à l'heure. On parle de factures de cellulaire trop élevées. Je comprends que les centres urbains se plaignent de cet enjeu par rapport à d'autres grandes villes canadiennes ou ailleurs dans le monde, mais je pense qu'il faudrait quand même commencer par avoir une desserte adéquate dans toutes nos communautés, partout au Canada.

[Traduction]

Mme Laurel Collins (Victoria, NPD): Madame la Présidente, le secteur de la santé est en crise, et dans ma circonscription, Victoria, de nombreux résidents peinent à accéder à des soins de santé primaires. Dans le district régional de la capitale, 100 000 personnes n'ont pas de médecin de famille, et de nombreuses cliniques sans rendez-vous doivent fermer leurs portes parce que des médecins prennent leur retraite ou passent à autre chose.

Les décennies de réductions des transferts en matière de santé ont eu des conséquences dévastatrices sur la capacité de notre province à régler des problèmes dans le système de santé. La pandémie nous l'a malheureusement rappelé. Les premiers ministres provinciaux à l'échelle du pays réclament que le gouvernement augmente les transferts en matière de santé.

Le député convient-il qu'il faut plus que jamais augmenter les transferts en matière de santé, et que le gouvernement doit faire preuve de leadership en travaillant avec les provinces et les territoires pour réduire les temps d'attente, pour améliorer l'accès aux soins primaires et pour former et recruter des médecins et d'autres professionnels de la santé pour pallier les lacunes de notre système de santé?

[Français]

M. Richard Lehoux: Madame la Présidente, je remercie ma collègue de sa question très pertinente. Je pense que, lors de la campagne électorale, notre parti a pris l'engagement clair d'augmenter sans condition des transferts en santé. Je pense qu'il faut vraiment appuyer l'ensemble des provinces canadiennes pour améliorer nos services de santé partout dans toutes les régions. Je pense que c'est important de souligner cela. Dans les grands centres urbains, il y a des difficultés, mais il y en a aussi chez nous comme partout ailleurs. Il y a des difficultés de recruter des médecins, il y a des difficultés de maintenir des services adéquats. Oui, cela demande du soutien financier. Il faut aller donc dans ce sens.

[Traduction]

M. Damien Kurek (Battle River—Crowfoot, PCC): Madame la Présidente, puisque je représente une circonscription majoritairement rurale, les enjeux entourant le fossé qui existe entre les régions rurales et les régions urbaines me sont très familiers. Je me demande si le député pourrait nous en dire davantage à ce sujet.

[Français]

M. Richard Lehoux: Madame la Présidente, je remercie mon collègue de sa question.

L'Adresse

En effet, c'est un problème qui semble s'accroître au fil des ans. Je pense qu'il faut intervenir le plus rapidement possible pour minimiser le fossé qui est en train de se créer entre le milieu rural et le milieu urbain. Je n'ai jamais rien eu contre le milieu urbain et les grandes villes. Toutefois, je pense que nos gouvernements et entre autres le gouvernement fédéral devraient avoir une réflexion particulière et soutenir nos communautés rurales de partout au Canada.

[Traduction]

M. Ryan Turnbull (Whitby, Lib.): Madame la Présidente, je suis heureux de pouvoir prendre la parole aujourd'hui au sujet du discours du Trône. Je pourrais assurément parler de ses grandes lignes et des priorités qu'il contient, comme accélérer le processus de réconciliation, prendre des mesures plus audacieuses pour lutter contre les changements climatiques, renforcer la résilience de l'économie et promouvoir la diversité et l'inclusion. Chacune de ces priorités mériterait à elle seule, bien sûr, un long discours. Toutefois, en raison des récents événements, je vais me concentrer aujourd'hui sur ce qui est sans doute l'un de nos défis les plus pressants, soit terminer la lutte contre la COVID-19.

Près de deux années se sont écoulées depuis que la communauté internationale a sonné l'alarme pour ce qui allait devenir l'une des plus graves crises de santé publique jamais connue. Je peux dire, comme beaucoup d'entre nous, que je n'avais jamais rien vu de tel dans ma vie. Il est malheureux de constater que la pandémie de COVID-19 a fauché plus de 5,6 millions de vies dans le monde et qu'elle n'est pas encore terminée. Je ne peux m'empêcher de penser à ces personnes ainsi qu'au deuil et à l'immense chagrin de leurs proches, et je compatis avec leurs familles.

Ce que nous avons vu de la part des Canadiens au cours des deux dernières années est tout simplement remarquable. Partout au Canada, les gens se sont mobilisés de toutes les manières possibles, encore et encore, pour s'entraider et faire ce qu'il faut pour assurer la sécurité de chacun. Nous sommes tous conscients des nombreuses mesures que nous avons prises pour aider, notamment en nous faisant vacciner.

Tout le monde, sans exception, a consenti d'innombrables sacrifices. Les gens, les familles, les enfants, les entreprises, les organisations, les gouvernements et les communautés ont tous dû s'adapter et s'ajuster, et ces changements ont été vraiment exigeants et difficiles. Je le reconnais pleinement. Les propriétaires d'entreprises, les enfants, les personnes âgées, les travailleurs de première ligne et d'autres personnes ont apporté d'énormes contributions à la réponse canadienne à la COVID-19, et leurs efforts ont incontestablement changé la donne. Ils ont sauvé de nombreuses vies.

Le Canada enregistre 840 décès par million d'habitants, ce qui est nettement inférieur à la moitié des décès recensés dans l'Union européenne, au Royaume-Uni et aux États-Unis. En fait, il s'agit du tiers des décès liés à la COVID par million d'habitants aux États-Unis. Nos efforts n'ont donc pas été vains; ils ont sauvé de nombreuses vies.

L'Adresse

En réalité, la pandémie a engendré des difficultés incommensurables. Nous sommes tous fatigués, frustrés, exaspérés et même furieux, et ce n'est pas fini. Certains d'entre nous ont l'impression d'avoir atteint un point de rupture. Nous avons même envie de crier et de hurler. Nous avons l'impression que des parties entières de notre vie ont été coupées. Nos familles nous manquent. Nous voulons prendre des vacances. Nous voulons nous réunir et faire la fête à nouveau. Nous voulons que tout redevienne comme avant. Tous ces sentiments sont parfaitement compréhensibles et même naturels, compte tenu des circonstances et de ce que nous avons vécu tous ensemble.

Cependant, il existe des façons saines et constructives d'exprimer ces sentiments et des façons malsaines, inutiles et destructrices de le faire. Aux Canadiens, je dis que leur gouvernement n'est pas l'ennemi et que les vaccins ne sont pas l'ennemi. C'est le virus qui est l'ennemi. C'est ce que le ministre de la Santé a dit cette semaine dans les médias, et cela m'a vraiment frappé. Nous ne devons pas succomber à la tentation d'abandonner ou à celle de diriger toute cette frustration vers le gouvernement lorsqu'elle devrait être dirigée à juste titre vers les circonstances. Nous ne devons pas nous laisser envahir par la haine et la colère ou nous en prendre à des innocents.

Je dois dire que certains des gestes que nous avons vus en fin de semaine dans la capitale nationale étaient absolument inacceptables, et rien ne justifie de poser de tels gestes au Canada. Je n'aurais jamais cru voir ce genre de comportement dans notre pays, dans la capitale nationale, sur la Colline du Parlement, le siège de notre démocratie. Je fais référence aux symboles haineux et racistes, comme les croix gammées et les drapeaux confédérés qui étaient exhibés. Je parle du manque de respect pour la mémoire de certains de nos héros nationaux, comme Terry Fox et le soldat inconnu au Monument commémoratif de guerre.

Comme si ces gestes n'étaient pas assez ignobles, nous avons aussi vu des vidéos montrant des manifestants harceler des propriétaires de boutique et refuser de porter un masque. Nous avons aussi entendu parler de manifestants qui ont harcelé des travailleurs dans une soupe populaire et qui ont volé de la nourriture destinée à des itinérants. Nous avons aussi constaté que les manifestants et les camions ont paralysé le centre-ville d'Ottawa, ce qui a entraîné la fermeture d'entreprises, d'écoles, voire de cliniques de vaccination. Ne prétendons pas que les habitants d'Ottawa n'ont pas été touchés par cette situation. Des entreprises ont perdu des revenus, des enfants sont incapables d'aller à l'école et certaines personnes ont du mal à accéder aux vaccins et aux soins de santé. Ce n'est pas sain.

Après les comportements tout à fait déplorables observés la fin de semaine dernière à Ottawa, voilà que les conservateurs tentent de justifier leur appui à ce groupe en parlant de « quelques pommes pourries ».

● (1725)

Nous savons que de nombreux députés conservateurs ont encouragé tout cela. Ils ont amplifié les déclarations. Ils ont servi du café et sont venus démontrer leur appui. Ils sont entrés dans la ronde pour faire des gains politiques, mais lorsqu'est venu le moment de dénoncer ces comportements scandaleux dont nous avons tous été témoins et de prendre position contre cette haine, cette violence, ce racisme et cette intolérance, ils n'ont pas réagi avec autant d'empressement.

Je crois que nous pouvons convenir qu'on ne peut tolérer aucune forme de racisme, de haine et de violence. On ne peut aider à fomenter des sentiments antigouvernementaux sans devenir coupable par association. Je suis conscient que de nombreux manifestants étaient là pour exprimer leur point de vue et se rassembler de façon pacifique, ce qu'ils ont tout à fait le droit de faire, et je comprends qu'ils souhaitent retrouver la liberté dont nous jouissions auparavant. Nous éprouvons tous le même sentiment, mais je tiens à leur rappeler ce qu'ils ont accompli. Dans leur opposition aux confinements, ils ont essentiellement mis une ville en confinement, la privant de cette liberté qu'ils se plaignent d'avoir perdue, compliquant davantage la vie des Ottaviens et entraînant des coûts et des préjudices importants à bien des gens.

J'ajouterai que je trouve un peu étrange que des personnes qui s'opposent aux confinements soient dans la capitale nationale. Elles ne semblent pas être au bon endroit, car c'est le siège du gouvernement fédéral. Les restrictions de santé publique — et les confinements en particulier — sont imposées par les provinces et les territoires. Ce qui est peut-être le plus alarmant, c'est que les députés de l'opposition se sont précipités pour soutenir ce mouvement, et que le public a été leurré. Tout d'abord, on a prétendu que l'obligation d'être vacciné pour traverser la frontière allait perturber l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement et se traduire par des étagères vides, mais nous savons que cela ne s'est pas produit. En fait, les quelque 90 % de camionneurs qui sont vaccinés ont fait circuler les marchandises de part et d'autre de la frontière et ont permis à nos rayons de rester bien remplis. On me dit d'ailleurs qu'à ce jour, cela n'a pas eu d'incidence mesurable sur le trafic routier transfrontalier. Du reste, les États-Unis ont la même exigence en matière de vaccination pour les camionneurs. Il s'agit donc pour le moment d'un argument qui, en quelque sorte, ne s'appuie sur rien du tout.

Il faut aussi se rappeler que l'Alliance canadienne du camionnage, ou l'ACC, qui représente l'industrie, n'appuie pas le convoi pour la liberté, et ce, parce que l'ACC représente la majorité des camionneurs, qui sont déjà vaccinés. Qui plus est, les organisateurs de cette manifestation sur la Colline du Parlement veulent apparemment proposer de dissoudre ou de renverser le gouvernement. Mettons les choses au clair. Ces individus veulent renverser un gouvernement élu démocratiquement qui donne suite aux promesses électorales qu'il avait annoncées publiquement et qui lui a valu la confiance des électeurs du Canada. Pourquoi? Parce qu'une minorité très bruyante au sein de ce pays n'est pas d'accord.

Cette manifestation se déroule alors que plus de 88 % des Canadiens admissibles à la vaccination ont reçu leurs doses et après que la vaccination soit devenue obligatoire dans les lieux de travail sous réglementation fédérale et lors des voyages transfrontaliers par train, avion ou bateau. Or, à ce que je sache, plus de 80 % des répondants à des sondages d'opinion publiés en août dernier approuvaient la vaccination obligatoire. Il ne fait aucun doute que la majorité des Canadiens appuyaient la vaccination obligatoire et convenaient qu'il s'agit d'une mesure essentielle pour vaincre la COVID-19. Lors de la récente élection générale, le public a donné un mandat clair au gouvernement et c'est ce même mandat qui motive nos décisions.

J'entends la voix de la faible minorité de Canadiens qui ne veulent pas se faire vacciner et qui pensent qu'un gouvernement qui exige la vaccination va trop loin. Cela dit, dans les faits, les gens ont le choix de se faire vacciner ou non. Les antivaccins que courtisent les conservateurs n'aiment simplement pas les conséquences associées à leur choix mais, comme nous l'avons tous appris dans notre enfance, les choix ont des conséquences. Nous conviendrons tous, je crois, que nous nous trouvons dans une situation exceptionnelle. Les experts en santé publique du monde entier affirment que la meilleure façon de revenir à la normale, de se protéger contre une future infection, d'atténuer les futures vagues et d'éviter les confinements, c'est d'obtenir un taux de vaccination aussi élevé que possible. Les vaccins sont efficaces, comme le montrent les données probantes fournies par les personnes qui consacrent leur vie à la science et à protéger la santé des gens.

En bref, les gens en ont marre de voir leur vie bouleversée par un nouveau virus grandement transmissible, et un petit nombre de personnes, qui refusent de se faire vacciner bien qu'elles aient amplement l'occasion de le faire, veulent que tout le monde leur accorde un traitement spécial et s'adapte à leur choix. Elles ne veulent pas se plier aux souhaits de la majorité. Elles veulent bénéficier de droits et de libertés absolument illimités; elles veulent que leurs décisions n'aient absolument aucune conséquence, peu importe le mal qu'elles causent aux autres. Ajoutons qu'elles s'adressent au mauvais ordre de gouvernement pour manifester contre les confinements et paralysent du même coup une ville située dans une province qui est sur le point de rouvrir, le tout étant organisé par un groupe de gens qui disent vouloir renverser un gouvernement élu démocratiquement — lequel s'emploie à tenir ses promesses pour la majorité des Canadiens — sous prétexte que ce sont eux, les vrais patriotes.

Fait ironique...

• (1730)

La vice-présidente adjointe (Mme Carol Hughes): Le temps de parole du député est écoulé. J'ai tenté de lui faire signe, mais je sais qu'il était plongé dans son discours. Je ne doute pas qu'il pourra ajouter des précisions pendant la période réservée aux questions.

Nous passons aux questions et observations. Le député d'Essex a la parole.

• (1735)

M. Chris Lewis (Essex, PCC): Madame la Présidente, par votre entremise, je souhaite poser une question au député de Whitby. Le discours du Trône a indiqué que l'industrie laitière recevrait une indemnisation parce qu'elle a été durement touchée par l'Accord Canada—États-Unis—Mexique.

Le député peut-il dire à la Chambre quand l'industrie laitière canadienne peut s'attendre à ce que le gouvernement fixe une date de versement et le montant qu'elle devrait recevoir lorsque le budget sera présenté?

M. Ryan Turnbull: Madame la Présidente, même si je remercie le député de sa question, je ne vois pas quel est le lien avec le discours que j'ai prononcé. Cela dit, comme elle porte sur le discours du Trône, je ferai de mon mieux pour y répondre.

Je ne sais pas quel sera le délai ou la date, mais je peux dire que l'industrie laitière canadienne est extrêmement importante pour notre pays, notre système alimentaire et nos chaînes d'approvisionnement. Nous étudions cette question au comité de l'agriculture. Je suis d'ailleurs très fier d'y siéger et d'y travailler avec des députés

L'Adresse

d'autres partis. Chose certaine, je veux bien me renseigner pour transmettre l'information au député.

[Français]

M. Denis Trudel (Longueuil—Saint-Hubert, BQ): Madame la Présidente, j'aimerais poser une question à mon collègue en ce qui concerne la survie du français au Québec et au Canada.

Je suis au Parlement depuis deux ans et cette question me tient vraiment à cœur, parce que le pourcentage de francophones au Québec est inférieur à 80 %. À Montréal, la proportion de gens qui ont le français comme langue maternelle est en train de passer sous la barre des 50 %. C'est inédit.

J'entends beaucoup de belles paroles au Parlement depuis deux ans. On dit qu'on va sauver le français. Des députés libéraux ont même voté pour reconnaître que le Québec est une nation ayant comme seule langue officielle le français, mais, dans les gestes, on nomme une gouverneure générale qui parle seulement anglais.

Nous avons vu que le PDG d'Air Canada, pourtant assujéti à Loi sur les langues officielles, ne parle pas français. Nous avons récemment appris que la majorité des membres du conseil d'administration du CN ne parlent même pas français, alors que l'entreprise est aussi assujéti à la Loi sur les langues officielles.

Hier, l'honorable ministre de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté a fait une conférence de presse uniquement en anglais. Cela n'a aucun sens pour un ministère si névralgique sur le plan de la survie du français au Québec.

Mon collègue est-il d'accord pour dire qu'il est temps de mettre des mesures très importantes dans la prochaine Loi sur les langues officielles afin de sauver le français au Québec?

[Traduction]

M. Ryan Turnbull: Madame la Présidente, oui, mon collègue soulève une question extrêmement importante pour notre pays et l'ensemble des Canadiens. Il est important de promouvoir le bilinguisme et de prévenir le recul du français. Je crois que nous devons faire de notre mieux pour le protéger.

Je suis des cours de français. Je ne me sens pas encore à l'aise de le parler, mais j'ai hâte au moment où je pourrai le faire à la Chambre.

Mme Jenny Kwan (Vancouver-Est, NPd): Madame la Présidente, j'aimerais revenir à l'enjeu des aînés. J'ai posé une question à la collègue du député, la députée de Vaughan—Woodbridge, au sujet des problèmes qui préoccupent les gens de ma circonscription, Vancouver-Est. Il y a des personnes âgées qui sont menacées d'être expulsées de chez elles, et les fonctionnaires se renvoient la balle en leur disant de communiquer avec Service Canada et de remplir un formulaire. Nous savons tous que cela n'aidera en rien. La réponse de la collègue du député était que je devrais communiquer avec le secrétaire parlementaire. J'ai fait mieux. J'ai contacté le ministre à ce sujet, et rien n'a encore été réglé.

Voici la réalité. Il semble que le gouvernement n'a pas l'intention d'amener de mesures pour aider les aînés avant le mois de mai, au plus tôt. En attendant, les personnes âgées de ma circonscription se font mettre à la porte et sont complètement désespérées. Je demande au député ce qu'il en est de la défense des intérêts des aînés dans sa propre circonscription ainsi que partout au pays. Demandera-t-il au gouvernement de régler ce problème immédiatement?

L'Adresse

M. Ryan Turnbull: Madame la Présidente, j'aimerais répondre à la députée en disant que les aînés sont exceptionnellement importants pour moi et ma circonscription. Je passe beaucoup de temps à écouter leurs préoccupations, notamment beaucoup des aspects vulnérables de leur vie, lesquels sont souvent liés à la précarité du logement.

Je suis tout à fait d'accord, et c'est un enjeu auquel je travaille depuis mon élection en 2019. Il est certain que notre gouvernement pourrait faire plus de progrès. Je ne suis pas en mesure de parler des problèmes précis qui touchent la circonscription de la députée et les gens qui y vivent, mais, assurément, je travaille à régler les problèmes qui existent dans la mienne.

• (1740)

M. Sean Casey (Charlottetown, Lib.): Madame la Présidente, c'est un plaisir pour moi de m'adresser à la Chambre. Comme il s'agit de ma première intervention complète, j'aimerais prendre quelques minutes pour remercier les habitants de Charlottetown de l'honneur qu'ils m'ont fait en me demandant pour la quatrième fois de les représenter auprès de la Chambre des communes. J'ai été élu pour la première fois en 2011 et ils ont cru bon de m'élire encore cette fois-ci, alors je les en remercie bien humblement.

Je dois également beaucoup à l'armée de bénévoles qui sont nécessaires pour mener une campagne électorale. J'ai la chance de pouvoir compter sur un noyau de gens extraordinaires qui m'offrent leur soutien de manière bénévole depuis mes débuts en 2011. Par crainte d'oublier quelqu'un, je me contenterai de remercier seulement mes deux directeurs de campagne, Emily MacDonald et Spencer Campbell. Spencer est à mes côtés depuis ma toute première campagne, et je ne serais certainement pas ici sans son sens du leadership et sans les autres personnes d'exception qui contribuent à mes campagnes depuis maintenant 10 ans.

Je suis comblé par l'amour et le soutien que me témoignent mes parents et ma partenaire, Deirdre. Sans eux, je serais tout simplement incapable de survivre au véritable marathon qu'il faut faire pour être élu et je ne serais pas ici aujourd'hui.

L'une des raisons qui m'ont poussé à me lancer en politique, il y a 10 ans, c'est la façon dont ma province et le pays étaient traités par le gouvernement conservateur, alors dirigé par Stephen Harper. Il a annulé le projet d'installation d'un troisième câble sous-marin qui aurait assuré la sécurité énergétique de l'Île-du-Prince-Édouard. Nous avons remédié à cela. Il a haussé l'âge auquel les aînés étaient admissibles à la Sécurité de la vieillesse. Nous avons réglé cela. Il a fermé des bureaux de services aux anciens combattants. Il a fermé des bureaux de district et supprimé les postes de centaines de personnes qui offraient des services aux anciens combattants partout au pays, y compris à l'administration centrale, à Charlottetown. Nous avons remédié à cela. Il a mis fin aux ententes qui avaient été conclues par le ministre de l'époque, Ken Dryden, en vue de mettre en place un programme national de garderies pour remplacer cela par des paiements de 100 \$ par mois aux parents. Nous avons réglé cela.

Ce discours du Trône indique que nous poursuivons les progrès amorcés depuis 2015 afin de bâtir une économie résiliente et d'assurer un avenir plus écologique et plus radieux à nos enfants. Parmi les thèmes clés du discours du Trône qui ont le plus retenu l'attention dans ma circonscription pendant la campagne, le logement est probablement le plus important. C'est une priorité majeure pour l'Île-du-Prince-Édouard, et c'est une question absolument cruciale à Charlottetown.

Le logement fait partie des droits de la personne. Tous les Canadiens méritent un logement sûr, accessible et abordable. Durant la campagne électorale, de nombreux résidents de ma circonscription m'ont parlé des conséquences de la crise canadienne du logement dans leur vie. Le gouvernement a un plan visant à améliorer l'abordabilité des logements et à faciliter l'accès à la propriété pour un nombre accru de Canadiens. Depuis la mise en œuvre de la Stratégie nationale sur le logement en 2015, nous avons aidé plus de 1 million de Canadiens à trouver un logement sûr. Il reste toutefois beaucoup de travail à faire.

À l'Île-du-Prince-Édouard, l'Allocation canadienne pour le logement a permis d'investir 40,7 millions de dollars pour aider les ménages à faible revenu. Cette allocation permettra par ailleurs à plus de 22 000 ménages de l'Île-du-Prince-Édouard d'obtenir de l'aide pour se trouver un logement abordable. Parmi les autres exemples dont je suis particulièrement fier, on retrouve trois édifices qui ont été financés dans le cadre de l'Initiative de financement de la construction de logements locatifs avec un prêt à faible coût de 19,2 millions de dollars pour des immeubles résidentiels à Charlottetown. De tels investissements sont parfois méprisés par ceux qui se soucient à l'extrême du sort des Canadiens et des insulaires à faible revenu, étant donné qu'un programme comme celui-là est conçu pour les personnes qui gagnent le revenu médian ou un peu plus. Le modèle est ainsi.

• (1745)

Au sujet de l'Initiative Financement de la construction de logements locatifs et des investissements faits dans ma circonscription, je peux dire que les unités en question se sont envolées aussitôt qu'elles ont été construites. La Stratégie nationale sur le logement répond aux besoins de personnes appartenant à différentes couches socio-économiques sur l'Île-du-Prince-Édouard et partout ailleurs au pays. Un des projets immobiliers, Martha's Place, dont la construction s'est terminée en 2020, était destiné à des Prince-Édouardiens à faible revenu. Ce projet illustre à merveille la façon dont le fonds national de co-investissement est censé fonctionner.

Voici comment le projet Martha's Place s'est concrétisé. Il s'agit d'un complexe d'habitations dont le loyer est proportionné au revenu, soit 25 % du salaire du ménage. Plusieurs facteurs ont permis au projet de voir le jour: la province de l'Île-du-Prince-Édouard a fait don du terrain, la Ville de Charlottetown a renoncé aux taxes foncières, la congrégation des Sœurs de Sainte-Marthe a versé une contribution d'un million de dollars et le gouvernement fédéral a consenti un prêt économique de 11,5 millions de dollars. C'est ainsi qu'a pris forme un projet immobilier au loyer proportionné au revenu, situé sur le circuit de transport en commun, dans la circonscription. Les projets de ce genre sont essentiels et je pense honnêtement qu'ils devraient être plus nombreux. Dans la foulée des initiatives sur le logement présentées dans le discours du Trône, j'espère que nous serons bientôt en mesure d'annoncer quelque chose dans le cadre de l'Initiative pour la création rapide de logements ainsi que des projets dans le cadre du fonds national de co-investissement, qui encourageront les partenariats comme celui que je viens de décrire.

La question des services de garde a aussi retenu l'attention des habitants de ma circonscription pendant la campagne électorale. Pendant la pandémie, bon nombre de parents ont trouvé difficile de réintégrer le marché du travail en raison de l'accès limité à des services de garde abordables et flexibles. Dans le discours du Trône, le gouvernement s'est engagé à mettre en place le premier système d'apprentissage et de garde d'enfants pancanadien. Ce projet avait failli voir le jour juste avant l'arrivée au pouvoir du gouvernement Harper. Les frais des services de garde devraient diminuer de moitié d'ici la fin de 2022, ce qui permettra aux familles d'économiser des milliers de dollars.

Ici, à l'Île-du-Prince-Édouard, ces réductions ont déjà commencé. En effet, l'année dernière, le coût standard des centres de la petite enfance gouvernementaux s'élevait à 34 \$ par jour. Or, à l'Île-du-Prince-Édouard, ce coût a déjà baissé à 25 \$ par jour, et il continuera de baisser pendant toute la durée du programme. Au cours des deux prochaines années, 452 places seront créées dans des programmes d'éducation préscolaire et en garderies abordables et de qualité supérieure. Comme nous le savons, les ententes sur les garderies ont été signées par toutes les provinces, à part l'Ontario, ainsi que par les trois territoires. Ces ententes rendront certes la vie plus abordable pour les Canadiens, en plus de créer des emplois bien rémunérés et de permettre à tous les enfants d'avoir des chances équitables de réussir. Les investissements dans la garde d'enfants feront fond sur le succès de l'Allocation canadienne pour enfants qui, durant les cinq dernières années, a fourni une aide non imposable à plus de 3 millions de familles canadiennes et sorti 300 000 enfants de la pauvreté.

Voici une petite anecdote sur l'Allocation canadienne pour enfants. Le ministère des Anciens Combattants est l'un des principaux employeurs de l'Île-du-Prince-Édouard. Sa masse salariale annuelle dépasse les 100 millions de dollars. Il est généralement considéré comme un important moteur de notre économie. Or, l'Allocation canadienne pour enfants injecte elle aussi 100 millions de dollars par an dans notre économie. Cependant, la différence entre la masse salariale de l'administration centrale du ministère des Anciens Combattants et l'argent que l'Allocation canadienne pour enfants permet aux parents de garder dans leurs poches chaque mois est que ce dernier n'est pas imposable. C'est une initiative concrète et progressiste qui nous aidera à passer à travers la pandémie et le reste de la décennie.

• (1750)

M. Brad Vis (Mission—Matsqui—Fraser Canyon, PCC): Madame la Présidente, je tiens à remercier le député de son discours et je dois dire que je m'ennuie de sa présence au comité des ressources humaines.

Le député a beaucoup parlé de certains des éléments positifs qu'il a relevés dans la stratégie sur le logement des libéraux, mais l'Île-du-Prince-Édouard, comme la plupart des régions du pays, a connu des augmentations marquées du prix des maisons unifamiliales et des condos. Qu'est-ce que le député a à dire au sujet de l'incapacité du gouvernement de répondre aux problèmes d'abordabilité des logements du marché auxquels se heurtent les Canadiens?

M. Sean Casey: Madame la Présidente, c'est un réel plaisir de revoir mon collègue de Mission—Matsqui—Fraser Canyon, même si c'est à distance. J'ai certainement aimé travailler avec lui au sein du comité des ressources humaines et je suis bien content de voir un député de la Colombie-Britannique être aussi bien informé de la situation à l'Île-du-Prince-Édouard.

L'Adresse

La réponse à sa question est qu'il reste beaucoup à faire. C'est évident. Le prix des maisons explose partout au pays et l'Île-du-Prince-Édouard ne fait pas exception à la règle.

C'est un peu comme une tempête parfaite à l'Île-du-Prince-Édouard. La province a réussi à attirer et à garder des immigrants et, avant la COVID, son économie était florissante, mais il y a présentement 1 000 emplois à pourvoir dans le secteur de la construction. C'est un véritable goulot d'étranglement, alors le député soulève un point valable. Il reste beaucoup à faire et nous sommes en quelque sorte victimes de notre réussite. Cependant, j'apprécie la question du député et sa connaissance du dossier.

[Français]

M. Yves Perron (Berthier—Maskinongé, BQ): Madame la Présidente, je félicite mon collègue de son discours.

Il a beaucoup parlé de logement social et de la crise du logement qui est majeure. On sait qu'on a un investissement important à faire à cet égard. Dans ces secteurs d'activités, il y a des champs de compétence qui sont délicats.

Mon collègue serait-il d'accord avec l'idée de faire un transfert massif vers les provinces et le Québec, afin de procéder à une construction importante de logements sociaux rapidement?

M. Sean Casey: Madame la Présidente, je remercie mon collègue de sa question.

Je crois que notre gouvernement a fait de l'excellent travail en mettant en œuvre la Stratégie nationale sur le logement. Il y a quelques aspects dans cette stratégie, sans doute, et je serais absolument content d'appuyer n'importe quelle mesure qui va aider et accélérer les solutions aux problèmes qui existent dans ce pays, incluant les transferts aux provinces.

[Traduction]

Mme Lisa Marie Barron (Nanaimo—Ladysmith, NDP): Madame la Présidente, je remercie le député de son discours. Mon collègue n'a toutefois pas abordé un des problèmes soulevés dans ma circonscription, qui concerne l'inaction du gouvernement actuel.

Il est malheureux de constater chaque année que malgré les inondations, les sécheresses et le fait que l'échéance fixée pour réduire les émissions de gaz à effet de serre se rapproche à toute allure, le Canada verse encore 14 fois plus d'argent aux grands pollueurs des industries pétrolières et gazières. Le député d'en face est-il prêt à soutenir réellement la transition pour répondre à l'urgence climatique?

• (1755)

M. Sean Casey: Oui, madame la Présidente.

[Français]

M. René Villemure (Trois-Rivières, BQ): Madame la Présidente, je tiens à vous aviser que je partagerai mon temps de parole avec mon collègue le député de Drummond.

Plusieurs ont dit que le discours du Trône était une compilation de lieux communs, une courte compilation de phrases creuses destinées à plaire aux inconditionnels convertis libéraux, ceux qui applaudiraient à n'importe quoi. On dit du discours du Trône qu'il contient des engagements, des promesses. Soyons précis. Le mot « promesse » vient du latin. Le préfixe « pro » signifie « par en avant » et le verbe *mittere* veut dire « envoyer par en avant ». Dans le cas présent, je ne crois pas que ce soit le cas.

L'Adresse

En y pensant un peu plus, le discours du Trône ne contient que trois éléments: premièrement, rien de nouveau; deuxièmement, des silences; troisièmement, des répétitions.

En ce qui a trait au « rien de nouveau », le discours du Trône confirme que le gouvernement libéral a l'intention de poursuivre son ingénierie dans le champ des compétences provinciales: le logement, la réforme des services policiers, la santé mentale, la gestion des ressources naturelles, la prévention en matière de violence faite aux femmes, parmi d'autres sujets.

Parlons maintenant des « silences ». Un silence assourdissant afflige les sujets tels les transferts en santé, la transition vers une finance verte, la réforme de l'assurance-emploi, les aînés, l'agriculture, et j'en passe.

Abordons le troisième point, c'est-à-dire les « répétitions »: les délais inacceptables en matière d'immigration, l'accès à l'eau potable dans les communautés autochtones, l'aide internationale, faire payer pour vrai les géants du Web, etc. Je dis « *et cetera* » pour parler de tout le reste, parce que la récitation de ce recyclage d'engagements non tenus est infinie et que la vie est courte.

Alors que le discours du Trône parle de bilinguisme et de politique étrangère, et n'ayant que 10 minutes à ma disposition, je choisis de parler de ces deux éléments qui relèvent, pour chacun d'entre eux, du « rien de nouveau » ou des « répétitions », soit la langue française et l'absence de lignes claires en matière de politique étrangère.

Sur le sujet de la langue française, le discours du Trône propose d'avancer par en arrière, en nous donnant l'illusion de vouloir atteindre l'égalité entre l'anglais et le français, mais en n'offrant en retour que le bilinguisme institutionnel. En cette matière, l'ambition et les moyens proposés ne sont pas en adéquation. L'anglais et le français ne pourront jamais avoir une importance égale. Les locuteurs francophones sont entourés de 400 millions d'anglophones, alors que ces mêmes anglophones ne font face qu'à 8 millions de francophones.

En matière de préservation du français, l'égalité réelle des langues n'est qu'un vœu pieux. Il faut des mesures asymétriques, qui restaureront l'équité dans cette affaire. Quand je parle d'équité, je veux la distinguer de l'égalité, qui veut dire « tous pareil » ou « la même chose pour tout le monde », alors que l'équité représente la juste part de ce qui est dû à chacun. L'équité vient donc moduler la symétrie afin que les deux langues puissent avoir l'importance qui leur revient. Nous ne sommes pas demain la veille.

À titre de porte-parole du Bloc québécois en matière de francophonie internationale, je peux assurer à mes collègues que, tout autour du monde, le français et la francophonie se portent bien. Il est prévu que la langue française soit parlée par 700 millions de locuteurs tout autour du monde dès 2050. Si on se fie à la lancée actuelle du gouvernement libéral, il n'y sera pas pour grand-chose.

Pour faire avancer un peu les choses, j'ai d'ailleurs proposé que les Jeux de la francophonie se tiennent dans ma circonscription, Trois-Rivières. Les Jeux amèneront à Trois-Rivières des délégations issues de 50 pays participants et près de 5 000 participants et accompagnateurs. Ces personnes vont faire plus pour la langue française durant la tenue des Jeux que les demi-mesures proposées dans le discours du Trône.

Peut-être le premier ministre l'a-t-il oublié, mais le français est une identité, une culture, un art de vivre et une manière de voir les

choses. Cette manière de voir les choses constitue une richesse, et on ne doit pas dilapider cette richesse.

Mieux vaudrait protéger la langue française plutôt que de répéter une énième intention. Sait-on ce qu'est une intention? C'est être sur le point de faire quelque chose, mais ne pas l'avoir fait. Plutôt que des intentions, on aimerait y parvenir. Si le gouvernement libéral n'est pas en mesure d'agir réellement en matière de langue française, il devrait laisser le Québec le faire pour lui-même, en ne s'opposant pas à ses initiatives.

● (1800)

En second lieu, il y a la question de la politique étrangère du Canada, ou plutôt, devrais-je dire, de l'absence de politique étrangère du Canada. On le sait, en matière de diplomatie et de conduite des affaires du monde, ce sont le temps et la constance qui sont les garants de liens durables, de liens qui permettent de construire une influence, une influence qui permet de peser sur les affaires du monde. Je me souviens avec nostalgie du temps où le Canada était vu comme un joueur important, un pays auquel on pouvait recourir pour arbitrer les différends, où il pouvait offrir une perspective différente, une solution de rechange. Je me souviens du temps où le Canada avait une politique étrangère.

Rappelons-nous la Conférence de Québec en 1943. C'est loin, mais rappelons-nous tout de même qu'on avait réuni Churchill, le président Roosevelt ainsi que son homologue français à Québec. On y a pris là des décisions qui ont changé le cours des choses. Pensons à la guerre en Irak, le Canada a changé le cours des choses, mais, depuis, c'est silence radio. Je me souviens du temps où le Canada ne changeait pas de ministre des Affaires étrangères sur la base d'un sondage ou d'une préférence personnelle. La diplomatie exige temps et constance. Le temps long démontré et pas seulement affiché, un engagement réel démontré plutôt qu'un engagement affiché. On peut me trouver nostalgique, mais je me souviens aussi du temps où le Canada n'alignait pas sans réfléchir sa politique étrangère sur celle des États-Unis; un temps où la devise n'était pas encore celle du « faisons comme les Américains plutôt que de réfléchir à notre manière ». Je me souviens du temps où les premiers ministres canadiens savaient et comprenaient qu'ils pouvaient prendre des décisions par eux-mêmes. Enfin, je me souviens du temps où le Canada avait une vision en matière de politique étrangère et des objectifs clairs.

Pourtant, en 2022, les défis sont nombreux: la Chine et Huawei, l'Ukraine, l'immigration internationale, les crises humanitaires, le protectionnisme américain, et j'en passe. Aucun de ces enjeux, ces enjeux qui fâchent, ne se retrouve dans le discours du Trône, mais c'est de ma faute. J'avais placé beaucoup trop d'espoir dans le discours du Trône. C'est encore une affaire de nostalgie, de nostalgie d'un temps révolu. Dans le discours du Trône, j'aurais aimé que le gouvernement libéral donne un sens à sa conduite, un chemin à suivre, une direction au-delà de cela; à la place, on n'a eu que de belles paroles.

Alors, il ne faut pas conclure sur une note négative, le discours du Trône, en quelques mots, je ne peux que l'applaudir, mais sans les mains.

L'Adresse

M. Darrell Samson (secrétaire parlementaire du ministre des Anciens Combattants et ministre associé de la Défense nationale, Lib.): Madame la Présidente, je veux remercier mon collègue de son discours très bien présenté avec des faits très intéressants, mais j'aimerais le ramener sur la question des langues officielles à laquelle il a fait référence. En effet, contrairement au projet de loi qui a été déposé en 1988, celui que nous allons déposer dans les prochaines semaines va refléter davantage le Canada bilingue, français et anglais.

Pour cela, je veux quand même dire que je reconnais que la tenue des Jeux de la Francophonie dans sa circonscription, Trois-Rivières, pourrait être un grand succès. Je suis certainement d'accord que si cela existait, cela aiderait, mais la différence entre le projet de loi présenté en 1988 et celui que nous proposons aujourd'hui, c'est que les ministères peuvent faire ou doivent faire telle ou telle chose.

Un Québec français fort, c'est un Canada français et anglais fort également. Avec l'Acadie, nous sommes bien ensemble pour travailler pour le français et l'anglais au Canada.

M. René Villemure: Madame la Présidente, je salue mon collègue de l'Acadie avec qui je siège à la Section canadienne de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie. Je ne peux qu'être en accord; cependant, pour être bon joueur, je lui dirai que, malheureusement, en affaires de langues officielles et en matière de français, les intentions libérales sont toujours des verbes conjugués au futur. J'aimerais donc que le gouvernement s'engage à faire ce que mon collègue vient de dire, parce que ce qu'il a dit n'est pas mal du tout. Toutefois, il faut distinguer le bilinguisme des deux langues officielles, pas nécessairement dans la même phrase.

• (1805)

[Traduction]

Mme Bonita Zarrillo (Port Moody—Coquitlam, NPD): Madame la Présidente, le discours du Trône est très superficiel. Après des élections qui nous ont coûté plus de 600 millions de dollars et l'annonce aux Canadiens qu'il fallait un nouveau mandat, il y manque beaucoup de choses. Le discours omet la question de l'assurance-médicaments pour nos communautés et pour tous les Canadiens. Il ne prévoit guère de solutions au manque de main-d'œuvre et au manque d'équité pour les personnes handicapées et les Premières Nations, les Métis et les Inuits.

Je partage l'avis du député qui vient de faire son allocution concernant les garderies à cinq dollars. Nous avons tous les deux pu en profiter pour nos enfants. Je suis certaine que nous partageons le même avis sur les garderies et je suis encore plus certaine que nous sommes d'accord pour dire que ce discours ne contient que des paroles creuses.

Le député pourrait-il me dire s'il est d'accord pour concentrer plus d'efforts sur le manque de main-d'œuvre, en particulier dans le secteur des soins, et notamment en augmentant les transferts aux provinces pour les garderies et la santé?

[Français]

M. René Villemure: Madame la Présidente, je remercie mon honorable collègue de ses suggestions. La réponse est un oui inconditionnel.

M. Yves Perron (Berthier—Maskinongé, BQ): Madame la Présidente, je salue la verve de mon collègue qui est toujours très appréciée. J'aimerais faire référence à ce moment de son discours où il a rappelé l'étymologie du mot « promesse », soit le fait d'en-

voyer les choses par en avant. Selon lui, est-ce ce que fait le Parti libéral lorsqu'il répète des promesses qu'il ne tient jamais? Je prends au hasard l'exemple de la promesse d'un train à grande fréquence.

J'aimerais que mon collègue nous fasse bénéficier de sa formation d'éthicien pour nous dire quel en est l'effet sur la crédibilité ultérieure de ce gouvernement.

M. René Villemure: Madame la Présidente, en latin, « promesse » veut dire jeter par en avant. Cependant, quand il n'y a pas d'action par la suite, cela ne donne rien. On a parlé de train à grande fréquence: c'était une promesse électorale de 2015 qui a été recyclée en 2018, puis en 2019, et encore en 2021. Cela a pour effet de susciter un désintérêt de la population, des électeurs et des citoyens pour la chose politique. On amène le citoyen à être cynique et à ne plus vouloir y croire. Or, pour constituer une société, il faut vouloir y croire. C'est très important. Les promesses non tenues entraînent donc une absence d'engagement.

M. Martin Champoux (Drummond, BQ): Madame la Présidente, je remercie mon collègue de Trois-Rivières d'avoir accepté de partager son temps de parole avec moi. Je l'aurais écouté encore pendant une bonne demi-heure, avec sa verve et son vocabulaire enrichissant, comme l'a dit mon collègue de Berthier—Maskinongé.

Je voudrais commencer ce premier discours de 2022 en saluant tout particulièrement les membres de mon équipe de circonscription, qui sont à l'écoute en ce moment, parce que je les ai sollicités pour préparer ce discours en réponse à l'Adresse au discours du Trône. J'aimerais donc remercier Andrée-Anne, Marie-Christine, Marika, Jacinthe et Mélissa, parce qu'elles travaillent vraiment très fort. Je suis convaincu que c'est la même chose dans l'ensemble des circonscriptions représentées par mes collègues de la Chambre des communes. Nous travaillons très fort pour répondre aux demandes extrêmement touchantes et humainement difficiles de la part de nos concitoyens.

Les situations vécues sont difficiles. Je dois admettre qu'il y a beaucoup de frustrations qui s'accumulent quand on constate le manque de soutien et d'organisation dans les services offerts de certains ministères.

Ce soir, nous allons nous prononcer sur le discours du Trône. Je pense que, sans grande surprise, personne ne retient son souffle quant à l'issue du vote. Nous avons déjà annoncé nos couleurs. Cependant, je trouve que le moment est bien choisi pour souligner quelques faits préoccupants qui auraient dû être réglés en grande priorité par le gouvernement en place.

Je vais commencer par la question de la réforme de l'assurance-emploi. Présentement, c'est pire, mais les chiffres de 2021 font état de 300 000 demandes traitées en retard. De ces demandes, certaines ne sont pas encore réglées alors que nous entamons le mois de février. On parle de délai de 28 jours, mais c'est rarement respecté présentement.

Les gens se retrouvent sans salaire pendant plusieurs semaines. Des dizaines de cas ont été envoyés au comptoir alimentaire de Drummond. Ces pères et ces mères de famille qui gagnaient honorairement leur vie se retrouvent dans des situations extrêmement précaires.

L'Adresse

Il y a des exemples particulièrement crève-cœur chaque semaine. Il n'y a pas si longtemps, au début de mon premier mandat en 2019, des cas aussi poignants que cela étaient rares. Aujourd'hui, c'est rendu monnaie courante. C'en est presque rendu banal, mais, ce ne le sera jamais, Dieu merci, car nous sommes des gens sensibles et des gens de cœur. C'est malheureusement tellement fréquent que cela fait partie de la routine de notre travail.

M. Picard, par exemple, a cinq enfants et est en attente de son assurance-emploi depuis la fin novembre. Son dossier est en cours de traitement. Quand il appelle, on lui dit qu'on traite son dossier, qu'on enquête et vérifie certaines choses. Tout est en ordre, c'est juste une question d'accélérer les choses, de rendre un peu plus efficace ce département.

Parlons maintenant d'immigration; je ne sais pas combien de fois nous en avons parlé. Je ne sais même plus par où commencer. Hier, selon un article publié dans *La Presse* et un point de presse du ministre de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté tout en anglais, on estime que le gouvernement va se remettre sur les rails d'ici la fin de l'année après que la COVID-19 a causé un arriéré important dans le traitement des demandes. En 2019, il y avait déjà des arriérés importants dans les demandes d'immigration. La COVID-19 commence à avoir le dos un peu large.

Il faudrait quasiment jeter à terre le ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration et le rebâtir sur es nouvelles fondations. Il y a des retards qui datent depuis bien avant 2019 et bien avant la COVID-19. Le gouvernement avait annoncé qu'il allait dépenser 85 millions de dollars en 2022-2023 pour traiter les demandes en attente. Or il y a désormais 1,8 million de demandes en attente.

Je pourrais présenter de nombreux cas tout aussi crève-cœur les uns que les autres. J'aimerais parler de Mme Dupont, une dame dans ma circonscription à qui j'ai parlé à quelques reprises. Elle a reçu sa résidence permanente en juin 2021, mais n'a pas reçu les documents par la suite. Nous sommes en février 2022. Mme Dupont a eu la douleur de perdre son père qui est tombé malade à l'automne. On lui a dit qu'elle ne devrait pas voyager puisqu'il y aurait de bonnes chances qu'elle ne puisse pas rentrer au pays sans ses documents. Mme Dupont n'a pas pu se rendre au chevet de son père qui est décédé sans voir sa fille et ses petits-enfants à l'automne.

• (1810)

Dans le temps des Fêtes, Mme Dupont a appris que son beau-père était atteint d'un cancer en phase 4. Parce qu'elle n'a toujours pas reçu sa carte de résidente permanente, elle ne peut pas aller voir son beau-père en France avec sa famille pour l'accompagner dans ses derniers moments. Il manque peut-être un peu de sensibilité quelque part dans ce ministère-là. Ce serait peut-être le temps qu'on en ajoute un peu.

Des cas de réunification familiale, des cas d'entreprises qui sont à la recherche de travailleurs étrangers temporaires pour réussir à surmonter la pandémie, des cas comme ceux-là, on en a par dizaines chaque semaine, pas seulement dans la circonscription de Drummond, mais dans toutes les circonscriptions représentées par mes collègues ici.

Dans le discours du Trône, on espérait voir quelque chose de concret pour la culture. Les GAFAM s'approprient les revenus publicitaires de nos médias et de nos créateurs de contenu depuis trop longtemps. Cette semaine, on s'attend à ce que le nouveau projet de loi sur la radiodiffusion soit déposé et j'en appelle à tous mes collègues à la Chambre pour que ce projet de loi soit adopté rapide-

ment. En effet, notre culture, nos créateurs de contenu et nos médias n'en peuvent plus et attendent depuis des années qu'on révisé la Loi sur la radiodiffusion. Nous aurons l'occasion de recevoir le nouveau projet de loi cette semaine et il sera urgent qu'on l'adopte pour régler le déséquilibre qui règne dans notre système de radiodiffusion au Canada.

La vice-présidente adjointe (Mme Carol Hughes): Comme il est 18 h 15, il est de mon devoir d'interrompre les délibérations et de mettre aux voix sur-le-champ la motion dont la Chambre est saisie.

Si un député d'un parti reconnu présent à la Chambre désire demander un vote par appel nominal ou que la motion soit adoptée avec dissidence, je l'invite à se lever et à l'indiquer à la présidence.

M. Kevin Lamoureux: Madame la Présidente, je demande un vote par appel nominal.

La vice-présidente adjointe (Mme Carol Hughes): Convoquez les députés.

• (1910)

[Traduction]

(La motion, mise aux voix, est adoptée par le vote suivant:)

(Vote n° 19)

POUR

Députés

Aldag	Alghabra
Ali	Anandasangaree
Angus	Arseneault
Arya	Ashton
Atwin	Bachrach
Badawey	Bains
Baker	Barron
Barsalou-Duval	Battiste
Beaulieu	Beech
Bendayan	Bennett
Bergeron	Bérubé
Bibeau	Bittle
Blaikie	Blair
Blanchet	Blanchette-Joncas
Blaney	Blois
Boissonnault	Boulerice
Bradford	Brière
Brunelle-Duceppe	Cannings
Carr	Casey
Chabot	Chagger
Chahal	Champagne
Champoux	Chatel
Chen	Chiang
Collins (Hamilton East—Stoney Creek)	Collins (Victoria)
Cormier	Coteau
Dabrusin	Damoff
Davies	DeBellefeuille
Desbiens	Desilets
Desjarlais	Dhaliwal
Dhillon	Diab
Dong	Drouin
Dubourg	Duclos
Duguid	Dzerowicz
Ehsassi	El-Khoury
Erskine-Smith	Fergus
Fillmore	Fisher
Fonseca	Fortier
Fortin	Fragiskatos
Fraser	Freeland
Fry	Gaheer
Garneau	Garon
Garrison	Gaudreau
Gazan	Gerretsen

L'Adresse

Gill	Gould	Dalton	Dancho
Green	Guilbeault	Davidson	Deltell
Hajdu	Hanley	d'Entremont	Doherty
Hardie	Hepfner	Dowdall	Dreeschen
Holland	Housefather	Duncan (Stormont—Dundas—South Glengarry)	Ellis
Hughes	Hussen	Epp	Falk (Battlefords—Lloydminster)
Hutchings	Iacono	Falk (Provencher)	Fast
Idlout	Ien	Ferrier	Findlay
Jaczek	Johns	Gallant	Généreux
Joly	Jones	Genuis	Gladu
Jowhari	Julian	Godin	Goodridge
Kayabaga	Kelloway	Gourde	Gray
Khalid	Khera	Hallan	Hoback
Koutrakis	Kusmierczyk	Jeneroux	Kelly
Kwan	Lalonde	Kitchen	Kmiec
Lambropoulos	Lametti	Kram	Kramp-Neuman
Lamoureux	Lapointe	Kurek	Kusie
Larouche	Lattanzio	Lake	Lantsman
Lauzon	LeBlanc	Lawrence	Lehoux
Lebouthillier	Lemire	Lewis (Essex)	Lewis (Haldimand—Norfolk)
Lightbound	Long	Liepert	Lloyd
Longfield	Louis (Kitchener—Conestoga)	Lobb	MacKenzie
MacAulay (Cardigan)	MacDonald (Malpeque)	Maguire	Martel
MacGregor	MacKinnon (Gatineau)	May (Saamich—Gulf Islands)	Mazier
Maloney	Martinez Ferrada	McCauley (Edmonton West)	McLean
Masse	Mathysen	Melillo	Moore
May (Cambridge)	McDonald (Avalon)	Morantz	Morrice
McGuinty	McKay	Morrison	Motz
McKinnon (Coquitlam—Port Coquitlam)	McLeod	Muys	Nater
McPherson	Mendès	O'Toole	Patzer
Mendicino	Miao	Paul-Hus	Perkins
Michaud	Miller	Poilievre	Rayes
Morrissey	Murray	Redekopp	Reid
Naqvi	Ng	Rempel Garner	Richards
Noormohamed	Normandin	Roberts	Rood
O'Connell	Oliphant	Ruff	Secher
O'Regan	Pauzé	Schmale	Seeback
Perron	Petitpas Taylor	Shields	Shiple
Plamondon	Powlowski	Small	Soroka
Qualtrough	Rodriguez	Steinley	Stewart
Rogers	Romanado	Strahl	Stubbs
Sahota	Sajjan	Thomas	Tochor
Saks	Samson	Tolmie	Uppal
Sarai	Savard-Tremblay	Van Popta	Vecchio
Scarpaleggia	Schiefke	Vidal	Vien
Serré	Sgro	Viersen	Vis
Shanahan	Sheehan	Wagantall	Warkentin
Sidhu (Brampton East)	Sidhu (Brampton South)	Waugh	Webber
Simard	Sinclair-Desgagné	Williams	Williamson
Singh	Sorbara	Zimmer—121	
Ste-Marie	St-Onge		
Sudds	Tassi		
Taylor Roy	Therrien		
Thompson	Trudeau		
Trudel	Turnbull		
Valdez	Van Bynen		
van Koevorden	Vandal		
Vandenbeld	Vignola		
Villemure	Virani		
Vuong	Weiler		
Wilkinson	Yip		
Zahid	Zarrillo		
Zuberi—211			

CONTRE

Députés

Aboultatif	Aitchison
Albas	Allison
Arnold	Baldinelli
Barlow	Barrett
Benzen	Bergen
Berthold	Bezan
Block	Bragdon
Brassard	Brock
Calkins	Caputo
Carrie	Chambers
Chong	Cooper

PAIRÉS

Aucun

Le Président: Je déclare la motion adoptée.

● (1915)

L'hon. Mark Holland (leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.) propose:

Que l'Adresse soit grossoyée et présentée à Son Excellence la gouverneure générale par le Président.

(La motion est adoptée.)

*Motion d'ajournement***MOTION D'AJOURNEMENT**

L'ajournement de la Chambre est proposé d'office conformément à l'article 38 du Règlement.

[Traduction]

LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

M. Eric Melillo (Kenora, PCC): Madame la Présidente, je suis heureux d'être de retour à la Chambre cette année. C'est merveilleux d'être de retour aujourd'hui pour participer aux travaux.

Le 13 décembre dernier, j'ai pris la parole à la Chambre pour demander à la ministre responsable de FedNor quelles mesures précises son ministère prenait afin de réduire les délais d'attente pour les décisions relatives aux demandes de financement. Malheureusement, la ministre n'a pas répondu à la question. C'est plutôt le leader du gouvernement à la Chambre des communes qui a pris la parole pour donner, bien franchement, une réponse qui n'en était pas une.

C'est inquiétant parce que, depuis deux ans, aucun programme de base accordé par FedNor n'a respecté les normes de service concernant les délais d'attente. Il y a quantité de bons projets prêts à démarrer dans ma circonscription, Kenora, et dans le reste du Nord de l'Ontario qui créeraient des emplois et enrichiraient les collectivités. Tout ce qui manque à leur réalisation, c'est l'appui du gouvernement fédéral.

Le délai de traitement de ces demandes est vraiment important, surtout dans une région comme le Nord de l'Ontario. De nombreux demandeurs se trouvent dans des collectivités rurales et nordiques. Ils doivent relever des défis logistiques pour mettre leurs projets en marche. Par exemple, des collectivités éloignées comme Fort Severn et Kasabonika Lake dans ma circonscription n'ont accès aux routes d'hiver que pendant une courte période chaque année, ce qui peut limiter leur capacité à livrer de l'équipement et des matériaux. Si elles ne reçoivent pas de réponse de FEDNOR en temps opportun, elles pourraient devoir attendre jusqu'à un an de plus avant de pouvoir commencer les travaux et mettre en œuvre un projet communautaire important.

Il est clair que les petites entreprises, les municipalités, les Premières Nations et les collectivités du Nord de l'Ontario comptent sur l'aide de ce ministère; elles ont vraiment besoin de précisions sur l'état de leurs demandes. Les demandeurs retenus doivent le savoir le plus tôt possible afin de pouvoir commencer à travailler dès que possible. Ceux qui n'ont pas été retenus doivent aussi le savoir rapidement afin de pouvoir ajuster leurs plans et chercher d'autres sources de financement, que ce soit à l'échelle fédérale ou provinciale.

En ces temps incertains, la capacité de planifier peut permettre à une entreprise ou une municipalité de financer de nouveaux projets ou à une entreprise de possiblement rester ouverte. Mes conversations avec la ministre m'ont montré qu'elle est consciente de ce problème et qu'elle veut le régler. Je demande donc encore une fois aujourd'hui à un député ministériel de bien vouloir énumérer les mesures précises prises par le gouvernement pour résoudre ce problème.

• (1920)

M. Vance Badawey (secrétaire parlementaire de la ministre des Services aux Autochtones, Lib.): Madame la Présidente, tout d'abord, je veux souligner que j'interviens aujourd'hui depuis le territoire ancestral des Haudenosaunee et des Anishinabes.

Le gouvernement partage l'opinion du député sur l'importance de verser de manière efficace et adaptée les fonds de la FedNor, l'Initiative fédérale de développement économique pour le Nord de l'Ontario. Nous sommes conscients des difficultés considérables auxquelles font face les petites entreprises et les collectivités du Nord de l'Ontario à la suite de la pandémie de COVID-19 et des répercussions particulières de celle-ci sur les communautés autochtones ainsi que les localités rurales et éloignées.

La pandémie qui sévit actuellement a fait considérablement augmenter la demande d'aide aux collectivités et aux entreprises de la région. Depuis 2020, FedNor a reçu plus que le double du nombre annuel de demandes pour ses programmes. Dès le début, FedNor s'est empressé de répondre aux besoins, pour protéger les emplois et aider les entreprises à se maintenir à flot tandis qu'elles gèrent les répercussions de la pandémie de COVID-19. En allouant plus de 123 millions de dollars au Nord de l'Ontario dans le cadre du Fonds d'aide et de relance régionale en lien avec la COVID-19 et de l'Initiative de transport aérien régional, FedNor a fourni un soutien efficace et efficient aux principaux secteurs qui contribuent au bien-être économique de la région.

Dans sa prestation du Fonds d'aide et de relance régionale ou FARR, FedNor a réagi rapidement afin de pouvoir répondre aux demandes dans un délai deux fois plus court que la norme de service actuelle de 80 jours. FedNor assure actuellement la prestation de quatre nouveaux programmes de relance qui injecteront près de 83 millions de dollars dans la région au cours des prochaines années. Ces nouveaux programmes ont été lancés l'été dernier. Le Fonds canadien de revitalisation des communautés injectera dans la région 19,14 millions de dollars sur 2 ans, le Fonds d'aide au tourisme, 25,3 millions de dollars sur 2 ans, le Fonds pour l'emploi et la croissance, 26,6 millions de dollars sur 3 ans et l'Initiative de relance régionale de l'aérospatiale, 11,88 millions de dollars sur 3 ans.

Le personnel de FedNor poursuit avec zèle le traitement des demandes afin d'offrir les nouveaux programmes d'aide et de relance, en plus de ses programmes usuels. FedNor œuvre aussi à la rationalisation de ses procédés opérationnels. L'une de ses priorités est de réduire la norme de service actuelle applicable aux décisions sur les demandes de financement dûment remplies dans les 80 jours suivant leur réception.

FedNor est toujours déterminée à fournir un service adapté et de qualité.

M. Eric Melillo: Madame la Présidente, je dois dire qu'il est extrêmement décevant de voir que la ministre responsable n'était pas en mesure de répondre à mes questions. J'ai reçu encore une fois une réponse qui ne répondait pas aux questions que j'ai posées.

Je lui ai demandé quelles sont les mesures précises prises par le gouvernement pour remédier aux temps d'attente. Le député a mentionné qu'on s'efforçait de respecter les normes actuelles, mais au cours des deux dernières années, ces normes n'ont pas été respectées dans aucun des programmes de base.

J'aimerais donner au député encore une fois l'occasion de répondre à ma question. Quelles sont les mesures précises prises par la ministre pour remédier aux temps d'attente et veiller à ce que les normes de service établies soient respectées pour tous les programmes de base?

M. Vance Badawey: Madame la présidente, honnêtement, j'ai répondu clairement au député d'en face, et s'il le souhaite, je peux lui envoyer mes notes et les précisions que je viens de donner dans ma réponse.

Depuis le début de la pandémie, le gouvernement a agi promptement pour mettre en place le plan d'intervention économique du Canada pour répondre à la COVID-19. De même, FedNor a été un partenaire clé pour acheminer les fonds destinés à l'aide spéciale et à la relance dans le Nord de l'Ontario. Il a prouvé qu'il pouvait s'occuper rapidement de la prestation des programmes spéciaux pour atténuer les répercussions de la pandémie pour les entreprises, les organismes, les collectivités et les Premières Nations touchés dans la région.

FedNor, comme je l'ai mentionné plus tôt, continuera de s'acquitter de ses engagements auprès des habitants du Nord de l'Ontario. Il s'efforcera d'accroître son efficacité pour s'assurer de continuer à répondre aux besoins de la région et à respecter les normes de service dans la prestation des programmes.

• (1925)

[Français]

LA SANTÉ

M. Luc Berthold (Mégantic—L'Érable, PCC): Madame la Présidente, le 3 décembre dernier, j'ai interrogé le ministre de la Santé sur la lenteur du gouvernement à agir dans toute la réponse canadienne à la COVID-19.

J'ai essayé, avec beaucoup d'arguments tirés de documents que je ne pouvais pas déposer sur le bureau à ce moment-là, de démontrer que tout le monde a reconnu que le gouvernement libéral avait été lent en matière de pandémie, lent à agir au début, notamment sur le plan des frontières et des vaccins, et lent à fournir des tests rapides. Le gouvernement semblait toujours avoir un pas de retard. À ce moment-là, on avait également constaté que le gouvernement avait de la difficulté à coordonner ses décisions avec les différentes instances en cause.

À une occasion, il a été rapide en demandant des tests aux frontières dans les aéroports le jour même de la découverte du variant Omicron, ou pas longtemps après, et de la demande de l'opposition officielle qu'on agisse aux frontières. Le ministre a rapidement annoncé que oui, le gouvernement allait agir.

Malheureusement, on s'est rendu compte que cela a pris des jours, des semaines, des mois avant même qu'on sache qui allait être responsable d'administrer ces fameux tests aux frontières. Ces mesures-là, qui devaient prévenir l'arrivée fulgurante d'un nouveau variant au Canada, n'ont donc malheureusement pas fonctionné et, comme on a pu le voir, le Canada a été ravagé par une cinquième vague. C'était donc malheureusement de belles paroles, mais les gestes n'ont pas suivi. Il semble que le gouvernement n'a pas appris sa leçon depuis le début de la pandémie.

Avant, on connaissait quelqu'un qui connaissait quelqu'un qui avait eu la COVID-19. Au début de la pandémie, je me rappelle qu'on était tous inquiets par rapport à cette maladie, à ce virus, mais que ce n'était pas quelque chose de présent autour de nous. Aujourd'hui, par contre, la réalité a changé: on fait plus que connaître quelqu'un qui connaît quelqu'un, on a attrapé la COVID-19 soi-même. Un membre de notre famille proche a eu la COVID-19. J'ai eu la COVID-19. Le premier ministre a la COVID-19 en ce mo-

Motion d'ajournement

ment. La COVID-19 a connu une contagion vraiment exponentielle et la situation continue d'évoluer rapidement.

Malheureusement, ce gouvernement semble encore une fois toujours avoir un pas de retard sur la progression fulgurante de ce virus. Le gouvernement ne s'est montré rapide que pour annoncer qu'il allait faire quelque chose, mais il a été incapable en fin de compte de répondre aux attentes.

On peut comprendre que les Canadiens sont fatigués des mesures de restriction imposées par tous les ordres de gouvernement. Pourtant, je tiens à souligner que, malgré la lenteur de ce gouvernement à agir pour protéger les Canadiens, ces derniers se sont quand même tenus debout et se sont fait vacciner. Nous sommes un des pays les plus vaccinés au monde. Je remercie les conservateurs qui, au début de la pandémie, ont insisté à chaque période des questions orales pour que le gouvernement mette de plus en plus l'accent sur l'acquisition des vaccins et pour qu'il conclue des contrats avec les compagnies pharmaceutiques.

Je tiens à prendre le temps ce soir de saluer la résilience des gens après presque deux ans de pandémie. Je souhaite sincèrement que le gouvernement apprenne des erreurs du passé pour qu'on puisse affronter toute nouvelle vague éventuelle causée par un nouveau variant.

M. Adam van Koeverden (secrétaire parlementaire du ministre de la Santé et de la ministre des Sports, Lib.): Madame la Présidente, je tiens à remercier mon honorable collègue et à lui dire que j'ai hâte de collaborer avec lui au sein de notre comité.

Je suis heureux de pouvoir parler des mesures frontalières du Canada pour protéger les Canadiens contre la COVID-19. Les mesures frontalières continuent d'être un élément important de la réponse du Canada à la pandémie de la COVID-19 et servent à protéger la santé et la sécurité de tous les Canadiens.

Le dépistage aux frontières est un élément essentiel de la stratégie de surveillance de la COVID-19 du Canada. Il aide à détecter les variants préoccupants et les variants qui échappent aux vaccins. Même s'ils sont entièrement vaccinés, il est possible que des voyageurs soient infectés par le virus qui cause la COVID-19.

Pour cette raison, il est important de continuer à prendre des précautions. Chaque cas positif identifié réduit le risque d'une transmission communautaire ultérieure au Canada. L'ensemble des voyageurs entrant au Canada par voie terrestre ou aérienne est soumis aux mêmes exigences rigoureuses en matière de tests préalables à leur entrée.

Le gouvernement du Canada continue d'exiger que tous les voyageurs, à moins de faire l'objet d'une exemption spécifique, aient un résultat négatif valide d'un test moléculaire de dépistage de la COVID-19 préalable à leur entrée réalisé dans tout pays autre que le Canada au plus tard 72 heures avant un vol prévu à leur arrivée à la frontière terrestre, ou un résultat positif antérieur d'un test moléculaire de dépistage de la COVID-19 réalisé entre 10 et 180 jours avant leur départ pour le Canada.

Motion d'ajournement

● (1930)

[Traduction]

Les voyageurs étrangers qui présentent des symptômes ou qui ont obtenu un résultat positif à un test moléculaire de détection de la COVID-19 dans les 10 derniers jours avant leur arrivée ne pourront pas entrer au Canada. Quant aux personnes qui jouissent d'un droit d'entrée — comme les citoyens canadiens, les personnes inscrites au titre de la Loi sur les Indiens et les résidents permanents — et qui ont obtenu un résultat positif à un test moléculaire de détection de la COVID-19 dans les 10 derniers jours avant leur arrivée ou plus de 180 jours auparavant, elles pourront entrer au pays, mais elles s'exposent à une amende de 5 000 \$ plus les frais, ou à des poursuites criminelles. Elles devront en outre s'isoler durant 10 jours à partir de leur date d'entrée au Canada.

Le gouvernement du Canada continue d'évaluer les données les plus récentes et de suivre la situation de près afin de déterminer s'il y a lieu de relâcher ou d'ajuster les mesures à la frontière. Les tests réalisés à la frontière visent à atténuer le risque qu'on importe de nouveaux variants et à ralentir la propagation de la COVID-19 et de ses variants au Canada.

En terminant, j'aimerais faire comme mon collègue et transmettre ma gratitude aux millions de Canadiens qui poursuivent la lutte contre la COVID-19. C'est grâce à leur solidarité si le Canada figure aujourd'hui parmi les pays où le taux de vaccination contre la COVID-19 est le plus élevé.

[Français]

M. Luc Berthold: Madame la Présidente, je remercie mon collègue de Milton et secrétaire parlementaire. Nous aurons l'occasion de travailler ensemble au Comité permanent de la santé et d'avoir de beaux échanges.

D'ailleurs, au Comité permanent de la santé, nous avons récemment eu un échange avec le ministre de la Santé. Je lui ai demandé si, selon lui, la réponse à la pandémie devait être guidée par la science, par la politique ou par des intuitions personnelles. Il m'a répondu que c'était par la science. Dans ce cas, voici l'extrait d'un article qui parle des tests chez les voyageurs qui arrivent au Canada:

Avec un taux d'infection parmi les plus élevés au monde, cela n'a pas de sens, surtout pour les personnes vaccinées qui doivent fournir un test négatif pour prendre

l'avion, estime David Juncker, directeur du département de génie biomédical à l'Université McGill.

Il s'agit d'un scientifique. On dit qu'on écoute la science, mais beaucoup de voix s'élèvent, notamment celle de la Dre Mona Nemer, qui s'est également prononcée afin que l'on fasse moins de tests aux frontières. Pourquoi le gouvernement n'écoute-t-il pas ses propres experts?

J'espère que nous aurons l'occasion de débattre de cette question en comité.

[Traduction]

M. Adam van Koeverden: Madame la Présidente, je tiens à réitérer que le gouvernement du Canada a pour priorité absolue la santé et la sécurité des Canadiens. C'est pour protéger les Canadiens que le gouvernement a mis en place, à propos des voyages et des frontières, des mesures qui figurent parmi les plus rigoureuses au monde. Le parti d'en face demandait instamment au gouvernement de prendre de telles mesures, comme le député l'a mentionné dans son discours.

[Français]

Le gouvernement du Canada a bien conscience que ces modifications des mesures frontalières peuvent poser des difficultés aux personnes et aux familles, mais elles ont pour but de ralentir toute nouvelle importation du variant Omicron au Canada. Elles empêchent également l'apparition de nouvelles chaînes de transmission dans les communautés canadiennes et protègent la capacité du système de santé et les populations vulnérables du Canada.

● (1935)

[Traduction]

La vice-présidente adjointe (Mme Carol Hughes): Le député de Regina—Lewvan n'étant pas présent pour aborder la question qu'il devait soulever au moment de l'ajournement conformément à l'avis qu'il avait donné, ce dernier est réputé avoir été retiré.

[Français]

La motion portant que la Chambre s'ajourne maintenant est réputée adoptée. La Chambre s'ajourne donc à demain, à 14 heures, conformément à l'article 24(1) du Règlement.

(La séance est levée à 19 h 35.)

TABLE DES MATIÈRES

Le mardi 1^{er} février 2022

AFFAIRES COURANTES

Les rapports sur les résultats ministériels 2020-2021

Mme Fortier 1439

Les comités de la Chambre

Ressources naturelles

M. Aldag 1439

Pétitions

Les affaires autochtones

Mme May (Saanich—Gulf Islands) 1439

La traite des personnes

M. Vis 1439

L'Afghanistan

M. Vis 1439

Les opioïdes

M. Johns 1439

Questions au Feuilleton

M. Lamoureux 1440

Privilège

La présumée divulgation prématurée du projet de loi C-10

M. Deltell 1440

M. Lamoureux 1441

M. Therrien 1441

M. Julian 1441

Mme May (Saanich—Gulf Islands) 1441

LE DISCOURS DU TRÔNE

Reprise du débat sur l'Adresse en réponse

M. Beech 1442

Mme Gladu 1443

Mme Vignola 1444

M. Johns 1444

Mme May (Saanich—Gulf Islands) 1444

M. Sarai 1444

M. Vis 1446

M. Simard 1446

M. Johns 1447

M. Angus 1447

M. Lamoureux 1448

Mme Gladu 1449

Mme Larouche 1449

M. Cannings 1449

Mme Chabot 1451

Mme Gladu 1451

M. Blaikie 1451

M. Lamoureux 1451

Mme Gallant 1453

M. Champoux 1454

M. Chahal 1454

M. Fast 1455

M. Johns 1455

M. Jeneroux 1455

M. McKay 1456

M. Johns 1457

M. Ellis 1457

M. Simard 1458

M. Garrison 1459

M. Fast 1459

Mme May (Saanich—Gulf Islands) 1459

M. Lamoureux 1461

Mme Gladu 1461

M. Desilets 1461

M. Morrice 1462

Mme Vignola 1463

M. Blaikie 1463

Mme Gladu 1463

M. Arya 1464

Mme Gallant 1465

Mme Mathysen 1465

M. McKay 1465

M. Serré 1465

Mme Ashton 1467

Mme Vignola 1467

Mme Gladu 1467

M. Hallan 1468

M. Johns 1469

M. Brassard 1469

Mme Vignola 1470

M. Redekopp 1470

M. McKay 1472

M. Champoux 1472

M. Garrison 1472

M. McKay 1472

DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

Le Nouvel An lunaire

M. Miao 1473

Les organismes de bienfaisance

M. Morantz 1473

George McLeish

M. Scarpaleggia 1474

Jean-Paul Bordeleau

Mme Bérubé 1474

Les mesures de lutte contre la COVID-19

M. Motz 1474

Le logement

M. Turnbull 1474

Don Harley Fils-Aimé

M. Dubourg 1474

Le Nouvel An lunaire

M. Jowhari 1475

Rob Warman	
M. Brassard	1475
La Semaine nationale de prévention du suicide	
Mme Brière	1475
Carmen Purdy	
M. Morrison	1475
Les restrictions liées à la COVID-19	
Mme Gallant	1475
La Journée mondiale du hidjab	
Mme Zahid	1476
Le Mois de l'histoire des Noirs	
M. Desjarlais	1476
Le Mois de l'histoire des Noirs	
M. Champoux	1476
Le logement	
Mme Ferreri	1476
Le Mois de l'histoire des Noirs	
Mme Kayabaga	1476

QUESTIONS ORALES

L'économie	
M. Deltell	1477
Mme Freeland	1477
M. Deltell	1477
Mme Freeland	1477
M. Deltell	1477
Mme Freeland	1477
Mme Rempel Garner	1477
Mme Freeland	1477
Mme Rempel Garner	1477
Mme Freeland	1478
Les manifestations en lien avec la COVID-19	
M. Blanchet	1478
M. Alghabra	1478
M. Blanchet	1478
Mme Freeland	1478
M. Singh	1478
M. Alghabra	1478
Le logement	
M. Singh	1478
M. Hussien	1478
L'économie	
M. Berthold	1478
Mme Freeland	1479
M. Berthold	1479
Mme Gould	1479
M. Berthold	1479
Mme Freeland	1479
M. Barrett	1479
Mme Freeland	1479
M. Barrett	1479
Mme Freeland	1480
M. Barrett	1480
Mme Freeland	1480

L'assurance-emploi	
Mme Chabot	1480
Mme Gould	1480
Mme Chabot	1480
Mme Gould	1480
Mme Chabot	1480
Mme Gould	1480
Les affaires étrangères	
M. Paul-Hus	1481
Mme Joly	1481
M. Paul-Hus	1481
Mme Joly	1481
La vie privée	
M. Brassard	1481
M. Duclos	1481
M. Brassard	1481
M. Duclos	1481
L'industrie de l'aviation	
M. Bachrach	1482
M. Alghabra	1482
La santé	
Mme McPherson	1482
Mme Ng	1482
Les mesures de soutien économique en lien avec la COVID-19	
Mme Lattanzio	1482
Mme Freeland	1482
La sécurité publique	
M. Fast	1482
M. Champagne	1482
M. Fast	1483
M. Champagne	1483
M. Fast	1483
M. Champagne	1483
M. Fast	1483
M. Champagne	1483
M. Fast	1483
M. Champagne	1483
La santé	
M. Simard	1483
M. Duclos	1483
M. Simard	1483
M. Duclos	1484
L'économie	
Mme Kusie	1484
Mme Freeland	1484
M. Perkins	1484
M. Hussien	1484
M. Morrison	1484
Mme Freeland	1484
La diversité et l'inclusion	
Mme Fry	1484
Mme Ien	1484
Les affaires étrangères	
M. Morantz	1485
Mme Joly	1485
L'économie	
M. Soroka	1485

Mme Freeland	1485
Les aînés	
M. Kitchen	1485
Mme Khera	1485
La santé	
M. Iacono	1485
M. Duclos	1485
L'immigration, les réfugiés et la citoyenneté	
M. Boulerice	1486
M. Fraser	1486
Les affaires étrangères	
Mme Kwan	1486
M. Sajjan	1486
Recours au Règlement	
Le Myanmar	
Mme McPherson	1486
Motion	1486
Adoption de la motion	1486
Les symboles antisémites	
M. Housefather	1486
Motion	1486
Adoption de la motion	1486
L'islamophobie	
Mme Zahid	1486
Motion	1486
Adoption de la motion	1487
Le racisme	
Mme Kayabaga	1487
Motion	1487
Adoption de la motion	1487
L'homophobie	
M. Oliphant	1487
Motion	1487
Adoption de la motion	1487
Le décorum	
Mme May (Saanich—Gulf Islands)	1487
Le Président	1487

DISCOURS DU TRÔNE

Reprise du débat sur l'Adresse en réponse

M. McKay	1488
M. Longfield	1489
M. Kurek	1489
M. Champoux	1489
Mme Sgro	1489
Mme Barron	1491
M. Villemure	1491

M. Longfield	1491
M. Chong	1491
M. Trudel	1493
M. Gerretsen	1493
Mme Collins (Victoria)	1493
M. Soroka	1493
M. Gerretsen	1495
M. Villemure	1495
Mme Zarrillo	1495
M. Sorbara	1496
M. Kurek	1497
M. Beaulieu	1497
Mme Kwan	1498
M. Sorbara	1498
Mme Hepfner	1498
Mme Gallant	1500
M. Trudel	1500
Mme Barron	1500
Mme Dancho	1500
M. Noormohamed	1502
Mme Zarrillo	1502
M. Beaulieu	1503
M. Lehoux	1503
M. Perron	1504
Mme Collins (Victoria)	1505
M. Kurek	1505
M. Turnbull	1505
M. Lewis (Essex)	1507
M. Trudel	1507
Mme Kwan	1507
M. Casey	1508
M. Vis	1509
M. Perron	1509
Mme Barron	1509
M. Villemure	1509
M. Samson	1511
Mme Zarrillo	1511
M. Perron	1511
M. Champoux	1511
Adoption de la motion	1513
M. Holland	1513
Motion	1513
Adoption de la motion	1513

MOTION D'AJOURNEMENT

Le développement économique régional

M. Melillo	1514
M. Badawey	1514

La santé

M. Berthold	1515
M. van Koeverden	1515

Publié en conformité de l'autorité
du Président de la Chambre des communes

PERMISSION DU PRÉSIDENT

Les délibérations de la Chambre des communes et de ses comités sont mises à la disposition du public pour mieux le renseigner. La Chambre conserve néanmoins son privilège parlementaire de contrôler la publication et la diffusion des délibérations et elle possède tous les droits d'auteur sur celles-ci.

Il est permis de reproduire les délibérations de la Chambre et de ses comités, en tout ou en partie, sur n'importe quel support, pourvu que la reproduction soit exacte et qu'elle ne soit pas présentée comme version officielle. Il n'est toutefois pas permis de reproduire, de distribuer ou d'utiliser les délibérations à des fins commerciales visant la réalisation d'un profit financier. Toute reproduction ou utilisation non permise ou non formellement autorisée peut être considérée comme une violation du droit d'auteur aux termes de la Loi sur le droit d'auteur. Une autorisation formelle peut être obtenue sur présentation d'une demande écrite au Bureau du Président de la Chambre des communes.

La reproduction conforme à la présente permission ne constitue pas une publication sous l'autorité de la Chambre. Le privilège absolu qui s'applique aux délibérations de la Chambre ne s'étend pas aux reproductions permises. Lorsqu'une reproduction comprend des mémoires présentés à un comité de la Chambre, il peut être nécessaire d'obtenir de leurs auteurs l'autorisation de les reproduire, conformément à la Loi sur le droit d'auteur.

La présente permission ne porte pas atteinte aux privilèges, pouvoirs, immunités et droits de la Chambre et de ses comités. Il est entendu que cette permission ne touche pas l'interdiction de contester ou de mettre en cause les délibérations de la Chambre devant les tribunaux ou autrement. La Chambre conserve le droit et le privilège de déclarer l'utilisateur coupable d'outrage au Parlement lorsque la reproduction ou l'utilisation n'est pas conforme à la présente permission.

Aussi disponible sur le site Web de la Chambre des communes à l'adresse suivante :
<https://www.noscommunes.ca>

Published under the authority of the Speaker of
the House of Commons

SPEAKER'S PERMISSION

The proceedings of the House of Commons and its committees are hereby made available to provide greater public access. The parliamentary privilege of the House of Commons to control the publication and broadcast of the proceedings of the House of Commons and its committees is nonetheless reserved. All copyrights therein are also reserved.

Reproduction of the proceedings of the House of Commons and its committees, in whole or in part and in any medium, is hereby permitted provided that the reproduction is accurate and is not presented as official. This permission does not extend to reproduction, distribution or use for commercial purpose of financial gain. Reproduction or use outside this permission or without authorization may be treated as copyright infringement in accordance with the Copyright Act. Authorization may be obtained on written application to the Office of the Speaker of the House of Commons.

Reproduction in accordance with this permission does not constitute publication under the authority of the House of Commons. The absolute privilege that applies to the proceedings of the House of Commons does not extend to these permitted reproductions. Where a reproduction includes briefs to a committee of the House of Commons, authorization for reproduction may be required from the authors in accordance with the Copyright Act.

Nothing in this permission abrogates or derogates from the privileges, powers, immunities and rights of the House of Commons and its committees. For greater certainty, this permission does not affect the prohibition against impeaching or questioning the proceedings of the House of Commons in courts or otherwise. The House of Commons retains the right and privilege to find users in contempt of Parliament if a reproduction or use is not in accordance with this permission.

Also available on the House of Commons website at the following address: <https://www.ourcommons.ca>